24me Année N° 10 15 Mai 1917

LA REVUE DE PARIS

JUN 27 1917
UNIV. OF MICH.
LIBRARY

DIRECTEURS

ERNEST LAVISSE
de l'Académie française

MARCEL PRÉVOST
de l'Académie française

SOMMAIRE

		Pages
Guglielmo Ferrero . . .	*La Folie de l'Illimité*	225
V. Lebedev	*Un Socialiste russe à l'Armée française*	239
Hector Berlioz	*Lettres* (Le Musicien errant). — III	259
Max Leclerc	*La Formation des Ingénieurs.* — I	292
Arnold Bennett	*Hilda Lessways* (3e partie)	325
L. Houllevigue	*Les Étudiants étrangers dans nos Universités* . .	362
H. Rosnoblet	*Gens d'Alsace*	378
Louis Batiffol	*Lectures du Temps de Guerre à « la Nationale »* .	408
Y.-M. G	*L'Irlande dans la Crise européenne*	423

Copyright 1917, *Revue de Paris*.

PARIS
85bis, FAUBOURG SAINT-HONORÉ, 85bis

1917

LIVRES NOUVEAUX

L'AMOUREUSE HISTOIRE D'AUGUSTE COMTE ET DE CLOTILDE DE VAUX,

par **Charles de Rouvre.**

On n'a pas oublié le succès retentissant de ces lettres lorsqu'elles parurent avec l'ingénieux commentaire de M. de Rouvre dans la *Revue de Paris*. Pour la première fois, le lien psychologique qui rattache entre elles les différentes pièces de la correspondance était rendu saisissable, et le rapport étroit de l'évolution philosophique de Comte avec son aventure sentimentale apparaissait en pleine lumière. De là, pour l'histoire de la pensée moderne et pour celle de la littérature amoureuse, un double profit. Moralistes, psychologues ou simples curieux, les lecteurs de toutes catégories se sont passionnés pour le roman d'Auguste et de Clotilde, où le philosophe se montre d'une exaltation si ingénue, où son amie demeure toujours noble et touchante à souhait. Ce livre ne saurait manquer de faire une brillante carrière parmi tous les publics.

LA COURSE A LA MER ET LA BATAILLE DES FLANDRES,

par **René Puaux.**

La brochure de M. Puaux raconte cette phase des opérations où les adversaires, fixés sur le front de l'Aisne, cherchèrent la décision par la manœuvre sur les ailes. L'historique est précis et donne les renseignements essentiels sur les unités alliées et ennemies qui furent engagées et les combats qu'elles livrèrent. Il rappelle un important moment de la guerre et un grand échec allemand.

CARACTÈRES GÉNÉRAUX DES LANGUES GERMANIQUES,

par **A. Meillet.**

La linguistique comparée s'est souvent appliquée à montrer les éléments communs des langues indo-européennes, mais elle a également pour tâche de préciser les caractères propres de chaque famille du groupe. Dans son important travail, M. Meillet, l'un des plus éminents représentants de cette science, a dégagé ceux des langues germaniques, en exposant les innovations qui les ont déterminés. Par l'étude de la phonétique, de la morphologie, du vocabulaire il décrit le passage d'un type linguistique à flexion riche et variée au type évolué de l'anglais moderne.

RODIN A L'HOTEL DE BIRON ET A MEUDON,

par **Gustave Coquiot.**

En ouvrant ce volume, on est frappé d'abord par la qualité d'une illustration abondante et magnifique, empruntée tantôt à l'architecture de l'hôtel célèbre et tantôt à l'œuvre du maître. Mais le livre de M. Gustave Coquiot possède aussi un mérite tout particulier au point de vue documentaire ; on y trouve réunis tous les documents qui se rapportent à l'installation et à l'organisation du musée Rodin. C'est, en même temps qu'un bel ouvrage d'art, un dossier historique dressé avec un soin parfait.

L'AFFAIRE FUALDÈS,

par **B. Combes de Patris.**

Voici un siècle que s'est déroulé à Rodez ce drame sanglant dont l'opinion publique, de nos jours encore, a gardé le souvenir. Les circonstances mystérieuses qui l'accompagnèrent, les mobiles politiques qu'on prêta aux assassins, les contradictions du principal témoin, dont la véracité est très suspecte, font de cette affaire une des plus célèbres causes criminelles qui aient passionné l'imagination populaire au XIXe siècle. L'énigme n'est pas éclaircie, mais il semble que certains condamnés furent victimes d'une erreur judiciaire. M. Combes de Patris raconte les péripéties du drame et des débats dans un récit très vivant, complété par des appendices qui contiennent des documents rares ou curieux.

LA POLITIQUE FÉDÉRALISTE,

par **Henry Cellerier.**

L'auteur appartenait au groupe des jeunes et ardents théoriciens du nationalisme et de la décentralisation. Il a disparu en septembre 1914, et des mains pieuses ont publié son livre. On y trouvera l'exposé des efforts accomplis depuis cent ans vers le fédéralisme administratif et une critique de la démocratie française, considérée comme incapable de réaliser les libertés locales. Le système de l'auteur consiste dans une refonte de l'organisation territoriale, dont la censure, au zèle excessif, n'a pas permis d'exposer les conditions essentielles ; du moins la blancheur immaculée d'une douzaine de pages suffit à indiquer la couleur politique des idées qui s'y exprimaient.

LA FOLIE DE L'ILLIMITÉ

LE GRAND PROBLÈME DU MONDE MODERNE

I

Pendant des siècles notre civilisation était restée cantonnée dans le bassin de la Méditerranée. Elle ne connaissait qu'une petite partie de l'Europe, de l'Asie, de l'Afrique ; aucune curiosité ne la poussait à chercher jusqu'où pouvait s'étendre notre globe, par terre ou par mer, au delà des vagues frontières où s'arrêtait son effort.

Cette toute petite partie de l'univers suffisait aux ambitions de nos ancêtres, qui n'étaient pourtant dénués ni d'intelligence ni d'activité. Confinés dans cet étroit espace, réduits aux seules ressources qu'ils pouvaient y trouver, ils surent créer des arts, des littératures, des philosophies, des états, des lois et des religions. Beaucoup de ce qu'ils ont créé subsiste encore : et nous y avons recours, nous, leur postérité lointaine, pour mettre un peu de beauté et maintenir un peu d'ordre dans le monde où nous vivons.

Mais entre le XVe et le XVIe siècle un grand changement commença à se produire dans l'histoire de l'Europe. Le besoin d'arriver aux Indes par la route de l'Atlantique poussa nos aïeux à explorer les mers. Peu à peu les explorations devinrent le souci principal des gouvernements, la passion du public et

l'occupation d'un grand nombre de gens, qui se firent presque une profession de ces voyages audacieux. Et un beau jour, un grand jour, il arriva que le plus hardi et le plus fortuné de ces explorateurs de l'Atlantique découvrit l'Amérique. Au milieu de l'océan s'étendait un continent immense, qui allait de l'un à l'autre hémisphère, sous tous les climats et toutes les latitudes, et qui n'était, dans presque aucune de ses parties, que peu ou pas habité. C'est alors que nos pères comprirent combien la terre était vaste et riche et combien était, en comparaison, petit et pauvre le monde méditerranéen où ils avaient vécu tant de siècles. Et c'est alors qu'ils commencèrent à franchir les limites entre lesquelles ils s'étaient si longtemps renfermés, rêvant d'envahir le monde et de le conquérir.

Mais ce ne fut pas seulement des colonnes d'Hercule, cette limite géographique du monde antique, qu'ils commencèrent à sortir. Bientôt ils franchirent aussi les limites morales et intellectuelles qui avaient jusqu'alors circonscrit leur pensée et leur action. A mesure que l'antique civilisation méditerranéenne, transportée dans le monde nouveau, y trouve un champ d'expansion beaucoup plus large, en Europe des mouvements politiques, économiques, intellectuels, religieux se succèdent sans interruption, qui détruisent des lois, des traditions, et presque tous les éléments de l'ancienne discipline ; qui, en d'autres termes, renversent les limites assignées autrefois à la pensée, au sentiment et à la volonté de l'homme. Les plus importants de ces mouvements sont la Réforme, les systèmes philosophiques des XVIIe et XVIIIe siècles, les progrès de science, la Révolution française et ses guerres, les débuts et le développement de la grande industrie, le triomphe des idées démocratiques. Peu à peu, tandis que l'aspect de la terre se modifie, une grande transformation s'accomplit dans l'antique civilisation chrétienne de l'Europe, qui d'autoritaire et traditionaliste devient libre et progressiste. La religion, restée durant des siècles une forte discipline morale, hérissée de renoncements, de scrupules, de règles, de préceptes, de cérémonies et de rites, devient une sorte de libre contemplation de la divinité, laissée à l'arbitre de chaque conscience.

Chacun devient son propre prêtre. Le cérémonial qui avait été longtemps si compliqué et si tyrannique se simplifie de plus en plus de manière à ne plus gêner l'individu dans ses mouvements et dans ses activités. L'État, qui jadis, avec la religion, surveillait jalousement les mœurs et la vie de tous ses sujets, laisse une liberté de plus en plus large aux citoyens. Désormais, à condition de fournir à la société sa part personnelle de travail quotidien, de se soumettre docilement à la discipline politique et économique imposée par l'époque, chacun est libre de vivre et de penser comme il lui plaît. Autrefois des lois sévères réglaient le luxe et les plaisirs des hommes : chaque classe sociale était obligée de ne dépenser son argent que conformément à ces lois ; il y avait des moments de l'année où il était interdit de s'amuser ; et même quand c'était permis les lois étaient là pour empêcher que le plaisir ne dégénérât en excès. Maintenant toute l'année peut être fête et carnaval : il suffit d'avoir de l'argent à dépenser.

En même temps que la liberté des plaisirs, les hommes ont acquis une liberté de vice, qui scandaliserait nos pères s'ils revenaient ici-bas. Toutes les autorités s'affaiblissent ; le peuple discute librement les lois et s'habitue à l'idée que le gouvernement n'est pas son maître mais son serviteur; les fils apprennent vite à se soustraire à l'autorité paternelle ; chaque génération croit en savoir plus long que la génération précédente et compte pour zéro les expériences de celle-ci. Peu à peu les traditions perdent leur vertu et les académies leur prestige. Chacun pense à son gré dans les questions religieuses, artistiques, politiques et morales ; chacun est libre de régler sa conduite à ses risques et périls, comme bon lui semble, n'ayant plus à respecter que les restrictions édictées par les lois, et qui ne sont ni nombreuses ni, le plus souvent, trop gênantes.

Quelle est la raison profonde de ce double mouvement simultané? Pourquoi depuis quatre cents ans la vieille civilisation chrétienne de l'Europe n'a-t-elle cessé en même temps de renverser les anciennes limites matérielles et les anciennes limites idéales? Pourquoi se lance-t-elle vers la conquête des nouveaux continents et détruit-elle en même

temps chez elle presque toutes les antiques disciplines? Parce que pendant ces quatre siècles l'homme a, peu à peu, découvert que la terre était beaucoup plus vaste et beaucoup plus riche qu'il ne le croyait; qu'elle contenait, aussi bien dans la vieille Europe que dans la jeune Amérique, plus de trésors qu'il n'en avait jamais rêvés, et qu'il pouvait créer des instruments capables de s'en emparer rapidement. Plus on se sent en mesure de dérober à la nature ses immenses trésors, plus s'allume et s'alimente de génération en génération, en Europe, en Amérique, dans toutes les classes, un désir de richesse et une ambition de puissance, tels que le monde n'en avait encore jamais vu. Mais pour satisfaire ce désir et cette ambition, il était nécessaire de briser beaucoup de liens — religieux, moraux, esthétiques, politiques — qui enchaînaient l'énergie et l'initiative de nos ancêtres. Comment tant de millions d'hommes auraient-ils pu émigrer en Amérique, si l'esprit de tradition ne s'était pas affaibli en Europe, si tous avaient continué à penser, comme autrefois, que le plus grand bonheur d'un homme consiste à être enterré dans l'église où il a été baptisé? Il y a des personnes aujourd'hui qui déplorent que dans toutes les églises chrétiennes les rites et les cérémonies aient peu à peu perdu de leur rigueur tout en se simplifiant; d'autres déplorent que le cérémonial mondain et l'étiquette disparaissent. Mais des hommes qui doivent travailler, voyager, courir, comme nous le faisons à présent, ne seraient-ils pas intolérablement gênés par des rites qui absorberaient une partie trop grande de leur temps et par une étiquette compliquée comme celle qui est encore en vigueur dans les pays orientaux, où une partie de la journée se passe en compliments et en cérémonies? Les Européens se moquent souvent de l'architecture de New-York; et je confesse qu'elle m'a semblé plutôt bizarre, à moi aussi; mais l'énorme cité aurait-elle pu se développer et se renouveler aussi rapidement pendant le siècle dernier, héberger les multitudes sans fin qui s'y sont rendues de tous les coins du monde, si les architectes avaient voulu observer les règles de leurs grands maîtres du XVIe siècle, qui mettaient à construire un palais ou une église plus de temps qu'il n'en faut aujourd'hui pour construire une ville entière?

La société moderne, comparée à celles qui la précédèrent, peut sembler, sous bien des rapports, et elle l'est en effet, laide, grossière et brutale ; sinon vraiment athée et impie, du moins frivole et superficielle dans les choses de la religion, et, à certains égards, moralement relâchée sinon tout à fait dépravée. Mais cette espèce de désordre, que tant de gens déplorent, n'est qu'une conséquence inévitable de l'élan de notre énergie à la conquête du monde et de la nature. Une société ne peut créer, raffiner, perfectionner des arts, des traditions d'élégance et de vie mondaine, une morale et une religion, qu'à condition de se recueillir, de se replier sur soi-même, de se limiter dans une certaine mesure, de sacrifier ses autres ambitions et aspirations. Une civilisation, dont l'aspiration suprême est d'étendre, dans le moins de temps possible et le plus qu'elle peut, son empire sur la terre, de dépasser toutes les limites que la nature cherche à opposer aux ambitions inquiètes et à l'énergie multiple de l'homme, doit nécessairement sacrifier la beauté, le raffinement, les élégances, les subtilités morales à la rapidité, à la force, à l'activité, à l'audace. La découverte et le développement des pays nouveaux, les progrès merveilleux de l'Amérique, les découvertes de la science, le perfectionnement des machines, les idées de liberté triomphantes à travers les révolutions politiques, les changements des mœurs, l'affaiblissement de l'esprit d'autorité, la disparition de tant de limites qui entravaient jadis l'activité des hommes, ce sont là des phénomènes tous étroitement et indissolublement liés entre eux.

II

« Et ce sont des phénomènes qui font à eux tous la grandeur et la gloire du monde moderne, — pensent bien des gens. — Nous avons la puissance, la richesse, le savoir et la liberté : les quatre biens que nos pères ne connurent pas, ou ne connurent que mal. De quoi donc nous plaindrions-nous? » C'est aussi une opinion très répandue que le plus précieux de tous ces biens, plus précieux que la richesse, que la puis-

sance, que le savoir — c'est la liberté. Si nous devons ne pas regretter le passé, c'est surtout parce que nous avons brisé les chaînes dont nos ancêtres étaient chargés. « Y a-t-il pour l'homme, — répète-t-on souvent, — une joie supérieure à celle de pouvoir penser, sentir et agir en suivant sa conscience au lieu de devoir se soumettre à une volonté étrangère — que ce soit une loi, une tradition, une Église? Le monde moderne est donc bien le plus grand et le plus heureux qu'il y ait jamais eu. »

De plus en plus notre époque semble se plaire à cette conception optimiste de son activité et de son rôle. Et elle semble avoir raison en partie ; mais en partie seulement. Car dans l'ivresse de notre triomphe et les richesses que nous avons conquises, nous paraissons ne pas nous apercevoir que cette civilisation sans limites se laisse peu à peu entraîner par son énergie à des excès qui pourraient bien, au mépris de tous les efforts passés, nous ramener à un état de barbarie. L'élan qui a brisé tant de liens anciens est grand; mais le danger est qu'il soit grand et qu'il dépasse le but.

Nous avons vu plus haut qu'au nombre des limites que la civilisation moderne a écartées, il faut compter celles que les civilisations antérieures avaient opposées au luxe. Comme les idées des hommes ont changé sur ce point! Pendant des siècles la simplicité et l'austérité avaient été les vertus des saints et des héros. Le christianisme en était arrivé à glorifier la pauvreté. L'homme, en augmentant ses besoins, ne faisait, — disait-on, — qu'accroître le nombre de ses maîtres et de ses tyrans, que multiplier les causes de douleur et les occasions de péché. Plus il savait vivre simplement, plus il était libre, fort, heureux et agréable à Dieu. Dans les temps anciens et jusqu'à la Révolution française, la religion, les lois, les traditions s'appliquaient à limiter les désirs humains ; c'étaient des limites qui surgissaient de toutes parts, et si étroites, qu'elles ne furent pas une des moindres souffrances des générations qui durent s'y soumettre. C'est pourquoi nous les avons brisées. Mais qu'est-il advenu? Que l'étalon de mesure pour distinguer l'usage raisonnable du gaspillage insensé, le besoin légitime de l'abus, vient à nous manquer. Nous ne savons plus quelle est la limite à laquelle doivent

s'arrêter les désirs du paysan, de l'ouvrier, du bourgeois, de l'homme riche, du millionnaire, du milliardaire; ceux de l'enfant, de la femme, du vieillard. Tous les hommes et toutes les classes sociales se reconnaissent le droit de désirer, de dépenser et même de gaspiller à leur gré. Les esprits ne parviennent plus à discerner clairement ce qu'on peut désirer et ce dont on doit s'abstenir. Une espèce de prodigalité universelle devient obligatoire dans toutes les classes, et tout l'effort de la civilisation moderne menace d'aboutir à une orgie effrénée, grossière et violente. Déjà le nombre est grand des hommes qui en Europe et en Amérique mangent, boivent et fument immodérément ; qui abusent des boissons enivrantes ou excitantes, qui s'épuisent dans l'agitation perpétuelle de divertissements et de distractions qui tient une si grande place dans la vie moderne. Mais leur nombre augmentera encore, rapidement, indéfiniment. La production n'augmente-t-elle pas de toutes parts? Le progrès n'est-il pas pour nous, justement, l'accroissement continu de la production? Et à quoi bon produire davantage de richesses si elles ne sont pas consommées? En affranchissant ainsi de leurs anciennes limites tous les désirs et tous les appétits de jouissance, le monde moderne a donné une impulsion vigoureuse à l'industrie. Pour satisfaire les exigences croissantes des masses, on a inventé la machine à vapeur, et mis en valeur les pays nouveaux. Mais précisément parce qu'il n'existe plus aucune limite précise aux désirs des hommes, l'industrie, qui était autrefois l'humble esclave des besoins humains, en est devenue le maître despotique. Elle crée et multiplie nos besoins afin de les satisfaire ; elle nous excite et nous pousse à une consommation toujours plus grande de tous les biens, afin d'entretenir sa propre activité. Par suite, dans notre civilisation, la richesse n'est plus le moyen de satisfaire des besoins raisonnables et légitimes, elle est une fin en soi. Il faut la produire pour la consommer et la consommer pour la produire. Le temps que l'homme ne dépense pas à produire, il doit le dépenser à consommer les richesses produites par les autres : il ne peut donc jamais être tranquille un instant ; d'une occupation il lui faut passer à un divertissement, et d'un divertissement à une occupation. Il est même contraint d'allonger sa

journée en s'habituant à tout faire vite, au pas de course, et en prenant sur les heures de sommeil le plus qu'il peut. Qui ignore que les hommes, dans les grandes villes spécialement, ne dorment presque plus?

Mais ce ne sont pas encore là les plus graves des inconvénients qu'entraîne cette augmentation illimitée des désirs. Autrefois, la religion s'efforçait d'habituer les hommes à regarder en eux-mêmes, à explorer leur propre conscience, à se rendre compte de leurs vices et de leurs péchés, à chercher à les corriger. On pourrait même dire qu'à un certain point de vue le christianisme a été surtout une douloureuse méditation sur la perversité de la nature humaine et un effort pour la purifier par la méditation, par l'action, par la souffrance, et l'amour de Dieu. Il suffit de lire les lettres de sainte Catherine, *la Divine Comédie* ou *les Pensées* de Pascal, pour comprendre à quel point le raffinement moral, qui est le fruit de ces méditations, préoccupait aux siècles passés les esprits les plus élevés, et, par répercussion, jusqu'aux puissants de la terre. Une part considérable des énergies de chaque génération était absorbée par cet effort intérieur au détriment de leur activité. Pendant des siècles entiers les saints, les moralistes, les prédicateurs, abondèrent en Europe, alors que manquaient les hommes d'action capables de conquérir le monde et ses trésors, la nature et ses secrets.

Cette surveillance intérieure n'était pas toujours commode, tant s'en faut. Depuis cent cinquante ans, beaucoup de philosophes et d'écrivains l'ont même dénoncée comme l'un des tourments les plus raffinés dont la religion opprimait la vie humaine. Mais ces philosophes et ces écrivains ne se sont pas rendu compte des raisons profondes pour lesquelles le christianisme s'est efforcé avec tant de persévérance d'habituer l'homme à réfléchir sur soi-même, à se connaître et à se juger. Si grandes que soient la force des lois et la vigilance de l'opinion publique, il n'y aura jamais d'ordre supportable dans une société, si l'homme ne se surveille pas un peu lui-même ; s'il n'a en lui des freins intérieurs qui l'empêchent de profiter de toutes les occasions de faire le mal impunément. Il y a surtout trois devoirs où cette nécessité s'impose : le devoir de dire la vérité ; le devoir de refréner ses appétits

de jouissance, en particulier dans les relations entre les sexes ; le devoir de ne pas abuser de sa force contre plus faible que soi. Que de fois, si nous le voulions, nous pourrions mentir, non seulement impunément, mais avec avantage ! Et pourtant il est nécessaire, afin que la justice triomphe, que nous disions la vérité spontanément. Que de facilités s'offrent à l'homme qui est devenu l'esclave de ses vices, pour se dérober à la vue de ses semblables et satisfaire impunément les passions les plus perverses ! Et peut-on imaginer un système de lois assez habiles pour déjouer les moyens infinis grâce auxquels le plus fort a raison du plus faible ?

Presque toutes les religions plus ou moins, et pas une mieux que le christianisme, ont été pendant bien des siècles les meilleurs auxiliaires de la loi et de l'opinion dans cette partie essentielle de la morale. Elles avaient sanctifié le serment, qui n'est autre chose qu'un engagement pris, envers Dieu et envers soi-même, de dire la vérité, même alors que l'absence de tout moyen de contrôle permettait de mentir impunément ou avec profit. Beaucoup de religions avaient créé une morale sexuelle qui réglait l'amour, le mariage, la famille, et avaient cherché, par différents moyens, à faire naître dans la conscience de l'homme puissant le sentiment de certains devoirs de modération et de charité envers le faible et le pauvre. Aujourd'hui, on n'a plus le temps de faire des examens de conscience, de réfléchir sur ses vices et sur ses défauts, sur ses devoirs et sur ses droits.

Nous vivons tous dans les choses extérieures, toujours à l'œuvre, toujours en mouvement ; nous sommes devenus presque totalement incapables de recueillement et de méditation : notre époque ne se donne plus souci de l'éducation du sentiment intérieur ; elle n'impose plus aux hommes qu'une seule discipline, celle du travail. En haut comme en bas de l'échelle sociale, tous doivent, sous peine de perdre leurs moyens de subsistance ou de descendre à une condition sociale inférieure, accomplir avec ponctualité, précision, diligence et exactitude, le rôle petit ou grand qui leur est assigné dans l'œuvre énorme de notre époque. Mais à ceci près, chaque homme est aujourd'hui beaucoup plus libre qu'autrefois d'arranger sa vie comme il l'entend et de se faire à soi-même

sa règle et sa loi : par conséquent, tous les scrupules et les freins intérieurs dont la religion avait jadis doté la conscience de l'homme se rouillent. Notre civilisation, si splendide et si riche, menace d'être gâtée par l'esprit de mensonge et de déloyauté, par la dépravation des mœurs et l'esprit de violence. Non, même à notre époque, la seule discipline du travail ne suffit pas à maintenir l'ordre dans les États. L'homme n'est pas une machine vivante, uniquement destinée à produire des richesses. Quand il sort de son bureau ou de son usine et qu'il rentre dans le monde, tout homme moderne qu'il soit, il retrouve une famille, des enfants, des amis, des personnes de l'autre sexe susceptibles de lui plaire, des hommes plus riches et plus puissants que lui, d'autres plus faibles et plus pauvres, des institutions politiques, des problèmes publics, en un mot des occasions de faire le bien ou le mal, des tentations dangereuses, mais agréables et des devoirs pénibles, mais nécessaires. Or, notre époque non seulement lui refuse l'aide morale dont il aurait besoin pour vaincre ces tentations et remplir ces devoirs, mais encore elle l'encourage de mille manières à céder aux tentations et à violer adroitement les devoirs.

On dirait vraiment que la falsification est devenue pour notre civilisation une sorte de seconde nature. Qu'est-ce, au fond, que la grande industrie moderne, sinon une falsification perpétuelle destinée à masquer l'infériorité d'une production hâtive où la qualité est sacrifiée à la quantité? De jour en jour le nombre des objets falsifiés augmente, et la science, en particulier la chimie, est la complice fort bien payée de ce colossal trompe-l'œil fait pour un public avide, ingénu et inexpérimenté. Le commerce et l'industrie, ces branches essentielles de la vie moderne, deviennent une duperie organisée, où réussit le mieux et gagne davantage celui qui sait le mieux mentir au public et lui passer, sous les apparences de produits de première qualité, des produits de second ou de troisième ordre. Or si dans une société on abolit d'une part tous les freins intérieurs qui interdisent à l'homme de mentir et de tromper, et que de l'autre on encourage et on sanctionne en fait les mensonges et les falsifications, com-

ment la déloyauté et le mensonge ne deviendraient-ils pas la règle générale?

Et que deviendront les mœurs et que sera la vie, le jour où personne n'aura plus aucun remords ni aucun scrupule à tromper? le jour où chacun sera tour à tour dupeur et dupé, dupeur là où il est le maître, dupé, là où il dépend d'autrui?

Le péril dont nous menace la dépravation constante des mœurs n'est pas moindre. Je ne veux pas exagérer les horreurs de la Babylone moderne, comme font souvent les prêtres catholiques et les *clergymen* protestants. La douleur de voir les jeunes générations échapper à leurs sages conseils assombrit à leurs yeux l'état actuel des choses. Toutefois, il est certain que la civilisation moderne s'achemine vers une crise périlleuse, aussi, sous le rapport des mœurs. Les freins intérieurs se relâchent : et les tentations et les facilités se multiplient avec l'accroissement et la richesse, avec la facilité de déplacement qu'ont maintenant tant d'hommes et de femmes et qui les porte à s'éloigner de leur village ou de leur pays natal. Dans les grandes villes spécialement où on est inconnu, où on se cache aisément, où on n'est surveillé par personne, où l'argent a plus d'empire sur les âmes parce qu'il est plus répandu et qu'on en a davantage besoin, le danger est plus grand. Sans nous en apercevoir, peu à peu, nous sommes en train de détruire la grande œuvre de moralisation et de purification des mœurs, accomplie par le christianisme ; nous revenons pas à pas au paganisme, avec toutes ses commodités, et tous ses dangers.

Déjà, en effet, nous voyons apparaître çà et là, dans les pays et dans les classes les plus riches et les plus civilisées, la maladie mortelle qui a frappé les civilisations antiques : la stérilité. Les civilisations les plus florissantes de l'antiquité ont péri entre autres causes parce que, au moment où elles avaient atteint leur plein épanouissement, la population a commencé à diminuer ; ou parce qu'elles n'ont pas eu la force de réparer les pertes produites par quelque événement extraordinaire. Or cette stérilité qui fut leur faiblesse était due en partie à la licence des mœurs. L'amour ne reste fécond qu'à condition de se contenir et de se limiter. Parmi les causes

qui ont rendu possible, dans les derniers siècles, en Europe une augmentation constante de la population, lente d'abord, et toujours plus rapide ensuite, il faut sans doute compter aussi l'organisation de la famille et la discipline des mœurs qui a été la grande œuvre du christianisme. Mais actuellement, plus le monde se paganise et plus la stérilité reparaît dans les grandes villes surtout, et dans les États les plus anciens et les plus riches.

J'ai fait enfin allusion à un autre danger qui menace notre société. C'est le danger que la tendance des forts à abuser de leur force soit de plus en plus favorisée. Des trois maux, celui-ci peut sembler le moindre : car les faibles savent et peuvent aujourd'hui s'associer pour se défendre. Un certain équilibre de justice s'obtient et s'obtiendra en opposant force à force. Mais cet équilibre est et restera plutôt dans les choses que dans les âmes : parce que la chasse enragée et sans limites à l'argent, au plaisir et à la puissance, dont le monde est le théâtre, éteint l'esprit de justice et de charité. Les âmes s'accoutument à une dureté et à une brutalité qui pourrait bien, quelque jour, préparer de terribles surprises !

III

Il semblera peut-être à plus d'un lecteur que je me plais à faire sur la civilisation moderne des pronostics bien sombres. Telle n'est pas mon intention. Qui, du reste, oserait nier qu'en dépit de tous ses défauts la civilisation dans laquelle nous croyons ne soit la plus splendide et la plus puissante qu'il y ait jamais eue sous le soleil? Mais de sa grandeur même que nous avons créée en renversant les limites opposées par les civilisations précédentes à l'énergie humaine, de cette grandeur même est né un formidable problème ; et c'est précisément aussi un problème de limite, le problème peut-être de la limite par excellence, qu'on peut énoncer aussi : jusqu'à quel point ?

Jusqu'à quel point devons-nous et pouvons-nous, pour conquérir la terre et ses trésors, pour multiplier les richesses, pour accroître notre puissance sur la nature, sacrifier la beauté, les formes, les cérémonies, la justice, les idéals de perfection morale et esthétique? Jusqu'à quel point est-il juste et légitime d'user de la liberté que nous a donnée le monde moderne? Quel est le point où nous commençons au contraire à en abuser?

C'est là le problème capital qu'un voyageur réfléchi peut trouver devant soi, tout à coup, en parcourant la route idéale qui conduit du monde gréco-latin au monde nouveau, dont l'apparition, au delà de l'Atlantique, a ébloui les dernières générations. Il peut sembler étrange à première vue qu'une comparaison entre le vieux monde et le nouveau aboutisse à un grand problème des limites que l'homme doit respecter dans la pensée, dans les désirs et dans l'action. Mais en réalité les différences entre l'Europe et l'Amérique sont moins grandes qu'on ne le suppose; et les discussions sur la supériorité de l'un ou de l'autre continent ne peuvent aboutir à aucune conclusion. Si certaines tendances sont plus fortes dans l'un et plus faibles dans l'autre, c'est là une différence quantitative et non pas une différence qualitative. L'Amérique s'européanise et l'Europe s'américanise. L'Européen qui reproche à l'Amérique son ardeur violente dans la production des richesses, ou l'Amérique qui reproche à l'Europe le peu qu'elle garde encore d'esprit traditionaliste ou conservateur, peuvent facilement s'apercevoir qu'ils accusent en même temps leur propre continent. L'Europe n'aspire pas avec moins d'ardeur que l'Amérique à augmenter ses richesses, et l'Amérique n'est pas moins désireuse que l'Europe de jouir des avantages que peut encore procurer au monde l'esprit de tradition.

Il est donc inutile de discuter si l'Amérique est supérieure à l'Europe ou l'Europe à l'Amérique. Les différences entre les deux continents tendent à disparaître rapidement. Mais s'il existe encore aujourd'hui une différence, elle consiste en ce que tous les phénomènes de la vie moderne sont plus simples et plus clairs en Amérique, moins masqués qu'ils ne le sont en Europe de traditions, d'institutions, d'idées et de sentiments séculaires. C'est pourquoi il est plus facile en Amérique, à un observateur attentif, d'étudier les tendances dangereuses

et les déséquilibres de la société moderne, communes aux deux continents. Or parmi ces tendances-là, celle qui m'a tout particulièrement frappé au cours de mes voyages, c'est précisément cette « héroïque folie de l'illimité », qui semble s'emparer du monde moderne. Notre civilisation a accompli des merveilles sans nombre, et presque des miracles en s'affranchissant des limites qui emprisonnaient les générations d'autrefois, en reculant ces limites aussi loin que possible pour courir à la conquête des terres, des richesses, de la liberté. A présent, justement parce qu'elle a franchi toutes les limites, et n'en a plus aucune devant elle, elle se trouve entraînée de toutes parts, dans la politique, dans les mœurs, dans la morale, dans l'art, dans la philosophie, à des excès qui pourraient un jour devenir funestes. Les hommes commencent d'ailleurs à pressentir ce danger sous une forme encore vague, mais ils ne se rendent pas clairement compte de ses causes ; ils s'en inquiètent sans le connaître à fond : et c'est peut-être à cette inquiétude sourde qu'il faut attribuer le pessimisme dont est tourmentée une civilisation à tant d'égards si florissante, — ce pessimisme qui contredit d'une manière si étrange son attitude officielle d'optimisme à outrance.

GUGLIELMO FERRERO[1]

(TRADUIT DE L'ITALIEN PAR MADAME FERNANDE MAURIAC)

1. Cette étude fait partie d'une série inédite que l'auteur publiera prochainement chez l'éditeur Bernard Grasset, sous le titre : *Le Génie latin et le Monde moderne.*

UN SOCIALISTE RUSSE A L'ARMEE FRANÇAISE

ÉTIENNE NIKOLAEVITCH SLETOV[1]

Le 11 août 1914, dans une petite bibliothèque de la rue Cordillère, un groupe de vingt-cinq à trente personnes discutait avec passion. C'étaient des émigrants russes et la discussion portait sur cette seule question fondamentale : devaient-ils, en publiant une déclaration spéciale, donner à leur décision

1. Étienne Nikolaevitch Sletov, né le 1er février 1876 à Tambov, d'une famille de petite bourgeoisie, après avoir fait ses études au gymnase de cette ville, entra en 1894 à l'Université de Moscou où il se spécialisa dans les sciences naturelles. Dès ce moment il commença à s'occuper activement de propagande révolutionnaire, parmi les étudiants d'abord, puis à partir de 1897, à Tambov, parmi les ouvriers et les paysans de ce « gouvernement ». Plusieurs fois arrêté et relâché, il vint en 1901 se fixer en Suisse où il devint membre de la Ligue socialiste agraire, et collabora à différents journaux ou revues socialistes russes ; mais déjà il se distinguait de ses camarades, marxistes, en s'attachant surtout au sort des paysans et à la propagande parmi eux. En 1902, dans le deuxième numéro du *Messager de la Révolution Russe* parut un article : *Près de la Terre*, où il exposait ses théories. En même temps il suivait des cours de chimie et apprenait la composition typographique. En 1903 il essaya de rentrer en Russie où il fut membre du comité central du parti socialiste-révolutionnaire. Revenu à l'étranger après le 15 juillet 1904, il se sépara bientôt d'Azef et du comité central pour s'appuyer sur un nouveau groupe de jeunes agrariens, dont il n'approuvait cependant pas le système de terreur. Voulant s'occuper de propagande dans les masses, il repartit pour la Russie ; il avait accepté de se charger d'une commission d'Azef, l'agent provocateur, qui le dénonça, et le 4 septembre 1904, Sletov fut de nouveau arrêté. Incarcéré dans la forteresse de Pierre et Paul, il y demeura un an, puis fut transféré à la prison de Kiev et enfin amnistié en 1905.

de s'engager dans l'armée française le caractère d'un acte politique, ou bien se borner à former une sorte d'organisation technique militaire dans laquelle pourraient entrer, pour y recevoir la préparation nécessaire, les sujets russes décidés à s'enrôler? Ils devraient être présentés soit par deux membres du groupe, soit par des personnalités politiques en vue ou par des organisations politiques, et être admis à l'unanimité.

D'impétueux discours furent prononcés. Les partisans de la première manière démontraient que notre acte était vraiment une démarche politique, devant s'appuyer sur une note motivée, surtout étant donnée l'hostilité quasi générale des émigrants russes contre l'enrôlement ; cette note, affirmaient-ils, donnerait une impulsion nouvelle aux hésitants, à tous ceux qui sentaient le devoir de s'engager, mais se laissaient effrayer par le dogme ; enfin elle nous laverait dans l'avenir de tout blâme, puisqu'elle serait l'exposé sincère des raisons qui nous poussaient à cet acte si lourd de responsabilités.

Les apôtres de la seconde manière insistaient au contraire pour qu'on donnât à notre groupe le caractère d'une organisation militaire purement technique. Ils ne voulaient pas engager leurs partis par une action individuelle. Ils soutenaient que

---

Il partit alors pour Moscou où, soit comme membre, soit comme représentant du comité central, il développa les organisations révolutionnaires et s'occupa de publier une série de brochures légales, cherchant toujours à répandre dans les masses paysannes l'action, le « travail » révolutionnaire. En 1907, il fut arrêté de nouveau et envoyé à l'étranger ; il vécut surtout à Paris. Depuis lors il ne retourna qu'une fois en Russie pour réorganiser le parti, après qu'eût été dévoilé le rôle d'Azef, puis revint à Paris avec de nouveaux plans, de nouveaux projets. Il n'avait jamais eu grande confiance en l'efficacité de la propagande « souterraine », il croyait au contraire qu'il fallait créer dans le peuple un parti puissant réclamant des réformes sociales et politiques ; il croyait qu'il ne fallait pas seulement agir pour le peuple, mais avec le peuple et par le peuple. Au retour de son dernier voyage, il se montra plus que jamais partisan convaincu de la lutte ouverte, par tous les moyens légaux, par les institutions officielles, par la presse et même par la Douma. Lui-même était secrétaire de la *Tribune Russe*, il écrivait à *Notre Œuvre* de Kiev, au *Contemporain* et à divers journaux socialistes-révolutionnaires légaux. Il publia dans le *Socialiste-Révolutionnaire* des *Esquisses sur l'histoire du parti socialiste-révolutionnaire*, où il en décrivait la naissance et le développement. Il travaillait avec des camarades à une bibliographie sur le mouvement socialiste-révolutionnaire, lorsque la guerre éclata. *Narodnik* et homme d'action, il voulut partager le sort du peuple : il s'engagea.

(*Note du traducteur.*)

« nous ne sommes dans ce conflit grandiose qu'une poussière d'hommes » et qu'il serait difficile d'élaborer une déclaration répondant aux sentiments de tous les signataires. Mais ils n'étaient qu'une infime minorité.

On décida donc de publier une déclaration et on en confia la rédaction à cinq représentants de chaque parti — ce qui en faisait en somme un acte politique [1].

***

Quelques jours plus tard, dans le local du cinéma de la rue de Tolbiac, notre groupe de volontaires s'exerçait fiévreusement. Sur le flanc droit, on remarquait la puissante stature d'Onipko, socialiste-révolutionnaire, membre de la première Douma ; sur le flanc gauche, maigre et nerveux, le socialiste démocrate Nesterov, député à la deuxième Douma ; à l'extrême gauche, la silhouette d'un tout petit homme d'apparence anarchiste. Chaque jour de nouveaux camarades venaient se joindre au noyau primitif, et à la fin le local devint même trop étroit. Mais dans cette chaleur et cette poussière insupportables, les volontaires répétaient leurs exercices avec zèle ; les connaissances militaires se développaient rapidement.

Je rencontrai un soir Sletov sur le « boul' Mich' ».

— Eh bien ! — me demanda-t-il. — Comment marchent vos exercices militaires? Où en sont vos volontaires?

Je lui racontai triomphalement nos progrès. Il resta un instant silencieux.

— Dites-moi donc, — reprit-il, — ce qui vous pousse à vous engager?

A cette question, j'avais long à répondre. A chaque nouvel argument, Sletov hochait la tête en silence... Mais quand j'en vins à dire qu'il me semblait impossible, quelles que soient mes opinions personnelles, de ne pas me joindre à un peuple qui se levait pour ce qu'il croyait la défense du bon droit, Sletov s'anima soudain.

1. L'engagement survint avant que les termes en fussent arrêtés, et elle ne fut jamais publiée.

— C'est là le point capital : le peuple sait pourquoi il se bat ; le peuple se défend, à tort ou à raison, avec la conscience de son droit, et un *narodnik* [1] ne peut pas ne pas être avec lui.

Je fus surpris de cette remarque, car la conduite de Sletov jusqu'à ce jour me laissait supposer qu'il ne voyait dans la guerre actuelle qu'un fait totalement étranger à un socialiste russe.

— Vous vous trompiez, — dit-il en souriant. — Je n'ai pas encore tranché vis-à-vis de moi-même certaines questions personnelles, mais je suis loin de m'opposer à l'enrôlement.

Quelques jours plus tard, à la satisfaction générale, Sletov se plaçait à l'extrême gauche de notre groupe. Sa petite silhouette légèrement voûtée, ses lunettes, sa figure singulière, maladive, l'expression sérieuse, un peu sombre et éternellement critique de ses yeux perçants, à la fois ironiques et bons, tranchaient sur le fond uniforme de ce bataillon de révolutionnaires-soldats en costume civil, bataillon dans lequel chacun de ces futurs guerriers laissait derrière soi un passé émouvant et sacrifiait peut-être un plus riche avenir.

Le jour de l'enrôlement approchait. Comme beaucoup d'autres, Étienne Nikolaevitch commençait à s'énerver : il craignait d'être refusé à cause de ses yeux ou de sa santé générale. Cependant, il fut jugé « bon ».

Dès le lendemain nous fûmes envoyés à Orléans, au camp de Cercottes, et la vie militaire commença. Le « groupe républicain » vivait séparé du reste du camp. Nous nous préparions à la lutte dans un état d'enthousiaste exaltation. Sletov lui-même écrivait à ses amis :

« Notre vie est supportable. Nous menons une existence champêtre. Nous travaillons tous ensemble, réunis en une seule section. Les officiers sont extrêmement polis et sans l'ombre de tracasserie inutile. Entre nous, à part quelques indisciplinés, les relations sont supportables. »

Les allusions d'Étienne Nikolaevitch aux relations supportables à l'intérieur du groupe méritent une attention spéciale. La guerre avait trouvé les socialistes russes, et en particulier

1. Socialiste : *ami du peuple.*

les émigrants, en pleine lutte intestine. Notre petit contingent représentait la tour de Babel de groupes jusque-là en hostilité. On y trouvait des socialistes-démocrates de toutes les nuances, des anarchistes, des individualités politiques isolées et des socialistes-révolutionnaires. Il faut leur rendre cette justice : toutes les divisions étaient oubliées et les volontaires formaient une masse compacte et homogène. Sletov comme toujours s'efforçait de rester dans l'ombre. Il était résolument entré dans son rôle de troupier et évitait volontairement d'être le centre de quelque influence que ce fût. Pourtant sa chambrée, qu'il rappela toujours avec amour, se groupait d'instinct autour de lui.

Les premiers jours de notre séjour à Cercottes, tout marcha très bien. Il n'y avait en fait pas de commandement ; nous travaillions seuls et sans sacs ; le soir, nous nous réunissions devant nos cantonnements et nous entonnions des chansons russes. Sletov en faisait sa joie. Il nous racontait que les rues poussiéreuses de Paris, les assommantes réunions où l'on ne dit que des sottises, la vie grise, triste et presque inutile d'émigrant, l'ennuyaient à mourir.

Mais voilà qu'un beau jour ou plutôt un soir arriva la légion étrangère d'Afrique qui allait devenir, malencontreuse idée, l'instructeur et le tuteur des volontaires. . . . . .
. . . . . .
. . . . . .
. . . . Il était difficile pour un socialiste de se faire à l'idée de servir avec eux ; cependant, au début, le groupe « républicain » prit moralement le dessus dans notre compagnie, et les légionnaires se trouvèrent en quelque sorte absorbés par nous. Dans la chambrée de Sletov, ...
. . . . . chose invraisemblable que les « gradés » se refusèrent longtemps à croire, ils se pénétrèrent des principes de communisme qui régnaient parmi nous ; ils apportaient toutes sortes de victuailles dénichées on ne savait où qu'ils partageaient avec leurs nouveaux camarades. Étienne Nikolaevitch était pour beaucoup dans cette bonne entente. Une des règles de conduite le plus profondément enracinées en lui, c'était d'abord de ne pas croire à la bonté naturelle de

l'homme, à de rares exceptions près, ensuite de traiter avec particulièrement d'attention, d'humanité, d'égalité, j'allais dire d'amitié, ceux qu'on est convenu d'appeler « tombés », « déchus », « rejetés », etc... La pensée de mépriser qui que ce fût lui était totalement étrangère, et, lui qui ne croyait pas à la perfection de l'humanité en général, il ne croyait pas non plus à sa chute définitive.

« Le pays est beau de ce côté-ci, écrivait Sletov. Quand on est de garde la nuit ou à l'aube, qu'une pluie fine vous cingle le visage, ou bien que les étoiles brillent, ou que l'aurore embrase tout, le cœur s'adoucit et la goujaterie des hommes se relègue au dernier plan. »

On commença bientôt à manœuvrer avec l'équipement complet et le sac chargé. C'était trop pour les faibles forces de Sletov; mais il se raidit et supporta tout stoïquement.

« Le sac et les cartouchières se font sentir ; au bout d'une heure de marche on a le dos et le cou tout endoloris, tout courbaturés. Enfin, d'une façon générale, je crois que j'arriverai à faire un soldat passable. »

Il n'était pas indifférent à Étienne Nikolaevitch de savoir quelle espèce de soldat il pourrait devenir. Tout à fait au début, il avait eu l'impression que le métier militaire qui exige souplesse, force et bonne vue n'était pas son affaire. Son air humblement soumis et maladroit était assez comique, surtout aux exercices d'escrime à la baïonnette. Jamais je n'oublierai la réponse d'un « sous-off' » de la légion à qui je demandais si Sletov faisait des progrès :

— Oh ! C'est un bon type, mais peu intelligent. Tête dure !

Je pense bien, quand Étienne Nikolaevitch fonçait la baïonnette en avant, au petit bonheur... Mais tout cela n'était que le commencement.

Peu à peu il se rendit compte que malgré ses défauts physiques, il n'était pas plus mauvais soldat qu'un autre, et même au contraire. Alors il se mit à apprendre sérieusement le métier militaire indispensable d'ailleurs, ainsi qu'il le disait lui-même, à tout révolutionnaire.

« Nous menons maintenant la vraie vie des camps ; on nous fait courir à force dans les bois et les prairies avec tout l'équipe-

ment, avec le sac... Nous nous égaillons en tirailleurs, nous nous couchons dans la boue, n'importe où... Saine fatigue que nous supportons bien. Nous sommes très maladroits ; en revanche nous nous appliquons sincèrement.

» Ah ! mes amis, comme Paris est loin, infiniment loin ! et le monde entier ! les journaux ne nous intéressent même plus... Enfin tout serait bien sans quelques petits défauts d'organisation... Pendant les marches — 20 kil. — nous chantons, et, croyez-le si vous le voulez, je suis ému presque jusqu'aux larmes lorsque, traversant un village français en complet équipement français, nous défilons nos chansons russes à la surprise de nos officiers, et lorsque le soir, dehors, nous organisons des chœurs et des danses russes qui ne sont pas si mal que ça... Il me semble que j'ai passé ma vie dans les camps ; je suis bien content qu'on ne nous ait pas laissés à Paris et je ne suis pas jaloux du second contingent ! »

Dans cette lettre, Étienne Nikolaevitch rendait très exactement notre indifférence à tous, à cette époque-là, pour le reste du monde. C'était pendant la bataille de la Marne, le long du camp passaient des automobiles fuyant Paris, mais cela nous impressionnait fort peu. Nous nous préparions à cette grande chose qu'est une première bataille, une première rencontre avec la mort.

Bientôt on nous transporta au camp de Mailly, et là commença le service sérieux. Étienne Nikolaevitch écrivait alors :

« A neuf heures et demie extinction des feux. Dormir, dormir, dormir... Le vœu de tout le monde... Peu de malades et point de graves : des pieds écorchés. Le premier jour où j'étais à Cercottes, blessé par mes chaussures, je me suis fâché avec les médecins (de vrais majors français, tels que les dépeint Courteline). Depuis lors, je me suis bien gardé de m'adresser à ces vétérinaires. Mais je ne perds ni un exercice ni une marche. On ne pourra pas faire de moi un brillant soldat, c'est un fait, mais je ne serai pas non plus au nombre des traînards ni des tire-au-flanc. La plupart des instructeurs désespèrent de moi en voyant que je fais le maniement d'armes à ma façon ; quelques-uns essayent naïvement de m'instruire, de l'air le plus sérieux du monde je fais « de mon mieux »...

A la fin, prenant en considération mon âge respectable, on me laisse tranquille. On m'appelle quelquefois « le vieux », « petit père », et quelque fois aussi « tête dure ». Je ne me vexe pas. Si on me tourmente trop, je me fâche subitement, je roule des yeux terribles et je cesse de faire quoi que ce soit. Alors on a peur et on me laisse tranquille pour quelque temps.

» ... Une fois ou l'autre, j'écrirai mes souvenirs de marches. Il semble que l'on soit devenu de bois, sauf la septième vertèbre cervicale et les épaules. On s'efforce de ne penser à rien, de ne plus même se demander s'il y aura bientôt une « pause ». On arrive à la pause ; on quitte son sac ; on se jette à terre n'importe où et n'importe comment, et au bout de deux ou trois minutes, c'est la détente ; on se sent tout le corps douloureux, mais on a le cou et les épaules délivrés ; puis cinq minutes plus tard il faut de nouveau se mettre en route, et marcher, marcher...

» Dans la légion, les relations de chefs à soldats sont familières ; les officiers et les « sous-offs' » tutoient les hommes et les bousculent avec de gros mots. . . . . .
. . . . . .
. . . . . »

C'est alors que naquit chez un certain nombre de volontaires l'idée de demander à quitter la légion, ou plutôt de réclamer leur incorporation dans l'armée régulière. Étienne Nikolaevitch y fut opposé. Il craignait que cette exigence ne fît scandale et ne nous empêchât de participer aux combats ; il estimait que notre acte d'enrôlement était assez important pour que les inconvénients de notre séjour à la légion ne nous apparussent plus que comme des vétilles qu'il fallait supporter patiemment. On renonça donc à ce projet.

Du camp de Mailly on nous dirigea sur la ligne de feu. Le trajet se fit à pied et les étapes étaient très dures. Sletov, souffrant presque continuellement de l'estomac, marchait pourtant avec les autres, refusant obstinément de s'adresser aux majors pour se faire soulager.

« ... Malgré tout, écrivait-il, je ne me repens toujours pas d'avoir pris du service ; je ne crois pas inutile de répéter que ce sont justement ces inconvénients et ces privations partagés

avec tout le peuple, ainsi que le sentiment de remplir un « service actif », de faire nombre, qui donnent réelle satisfaction à une conscience de *narodnik*. Cependant mon amour-propre souffre à la pensée que je puis périr par la stupidité d'une courroie quelconque de transmission de la machine militaire...

» Je vis avec la conscience que je suis une parcelle de ce mur vivant qui ne permettra pas aux Allemands d'avancer davantage. Autour de moi peuvent régner l'absurdité, le désordre, l'incohérence, peu importe ! je suis à mon poste...

» Comme toujours se déroule dans les coulisses la comédie de la bassesse humaine et ses actes divers forment la tragédie des grands événements. La conscience de la signification finale de cette somme de petits actes absurdes donne du courage et du calme. »

Au moment où fut écrite cette lettre, nous étions vraiment très mal. Des tranchées exécrables, l'humidité, ... la tension s'aggravant chaque jour sur les questions de service avec les légionnaires, le froid et souvent même la faim, le manque de sommeil et l'extrême fatigue, tout cela réagissait avec une force particulière sur le faible organisme de Sletov, qui, au paroxysme de sa maladie, ne pouvait presque rien supporter de notre ordinaire. Emmitouflé et tout grelottant, pouvant à peine tenir son fusil dans ses mains engourdies, il n'était bien alors qu'« une parcelle du mur vivant ». Et pourtant il ne cessait de se préoccuper des autres. Il écrivait à Paris pour demander, pour « toute la corporation », les choses les plus indispensables ; il envoyait des nouvelles des blessés, insistant pour faire publier leurs noms dans les journaux ; il découvrait parmi les volontaires les plus malheureux et les plus jeunes et il les réchauffait de sa sympathie. Il s'occupait surtout des gens simples, des gens du peuple, vers qui l'attirait l'indéracinable sympathie du vrai *narodnik*. Quant à lui, il ne permettait qu'on s'en occupât que pour la question de nourriture. Un jour que, le voyant malade, exténué, tremblant de fièvre, je voulais l'exempter de service, il s'y opposa de toutes ses forces et s'en alla creuser une tranchée, quoique c'eût été tout naturel de rester. Et cela non pas du tout qu'il brûlât du désir de creuser cette

tranchée . . . . . mais simplement pour ne pas se distinguer de ses camarades.

La polémique des émigrants à notre sujet qui se donnait cours à l'arrière ne nous troublait pas trop sous les shrapnells et les marmites, mais aux heures de repos, nous lui accordions une certaine attention.

A la première attaque, discrète, de nos adversaires, Étienne Nikolaevitch répondit ainsi :

« Jusqu'à présent nous n'avons pas douté un instant de la droiture du chemin choisi. Sans phrases hypocrites, voici ce que nous avons voulu : d'abord remercier de son hospitalité le pays qui nous a abrité, ensuite empêcher l'invasion d'une puissance étrangère. Ceci est élémentaire, et c'est en vain qu'on chercherait à travestir ce double sentiment. Vous dites : « N'oubliez pas que tout demeure comme par le passé ! » C'est une autre affaire ; voici ce que je répondrai : non seulement nous ne l'oublions pas, mais ici même une dure réalité nous rappelle à chaque instant que jusque dans les conditions d'égalité où nous nous trouvons il existe encore des castes et des classes, et, si nous sortons entiers de cette fournaise, il y a peu de chance que nous nous transformions jamais en partisans d'une paisible collaboration des classes... »

***

L'hiver devenait plus rude et les conditions de vie ne faisaient qu'empirer.

Les relations entre volontaires et légionnaires étaient de plus en plus tendues. Finalement la situation, qui était devenue intolérable, fut résolue par le renvoi du front de quarante-deux hommes, au nombre desquels se trouva Sletov. Le plus curieux de l'affaire, c'est que les officiers qui le renvoyèrent n'avaient pas la moindre mauvaise intention à son égard ; au contraire, ils profitaient de l'occasion pour éviter toutes les misères du front à un homme respectable !... Mais naturellement ils ne donnèrent pas ces explications.

Toute cette histoire fâcheuse et pénible avait beaucoup ému nos volontaires qui y voyaient une humiliation tout à fait

imméritée. Là aussi Sletov, en protestant de toute son âme contre l'injustice commise, en cherchant par tous les moyens à rétablir la vérité, réclamait contre un acte qui risquait d'empêcher lui et ses camarades de remplir le devoir librement choisi. D'ailleurs cette protestation aurait même été inutile. Les volontaires renvoyés du front avaient produit la meilleure impression et l'on fit d'eux au ministère le rapport le plus flatteur.

Malgré cet incident peu encourageant, les volontaires affirmèrent comme un seul homme leur désir de retourner au front, *seulement pas dans la légion*. D'ailleurs les officiers eux-mêmes avaient compris la nécessité de les faire changer de régiments.

Cependant, à tous ces hommes de faible santé on proposa la réforme, tout à fait naturelle et légitime. Presque tous refusèrent. Et parmi eux Sletov.

« Cette vie est dure pour moi, c'est vrai. Mais il s'agit moins de mes forces que des services que je puis rendre en restant à l'armée. Je suis le seul parmi les *narodniki* en vue qui se soit engagé, et quoi qu'il arrive je dois rester au poste jusqu'à la fin... »

C'est la seule fois que Sletov se soit réclamé de sa situation politique, et pour quels privilèges : les privations et les périls du troupier !

Alors ce furent les longs jours d'ennui au dépôt, l'exercice, les « gardes » et l'oisiveté. Les volontaires revenus du front, vrais « poilus », souffraient de cette stupide vie de caserne dont la mentalité même leur était étrangère.

« Je vous écris sur cette vilaine feuille de papier, dans un rebutant cabaret de soldats, en dégustant un café-cognac encore plus rebutant. On nous berce de belles promesses ; on a parlé de nous envoyer aux Dardanelles, et puis rien ! Il fait froid dans notre cantonnement... Il fait froid et on s'ennuie. Et voilà qu'on n'a même pas eu pitié de mes cheveux gris et qu'on a imaginé de me vacciner contre la fièvre typhoïde. J'ai la fièvre. Et je me sens si seul ! Tout le monde m'aime, à quelques rares exceptions près, et surtout tout le monde me respecte ; mais il n'y a aucune vraie chaleur de cœur. J'ai froid, très froid. Je gèle et je frissonne. Et rien pour se réchauffer... »

Ce touchant épanchement, tout pénétré d'ironie envers

soi-même, laisse deviner une minute le chagrin intime du lutteur qui traverse, même aimé, même respecté, une vie riche et agitée, mais qui la traverse solitaire...

« Personnellement, je ne me plains pas de mon sort. Je suis le cours de ma vie et je ne m'en laisserai pas détourner ; parfois peut-être il m'arrivera de croupir dans quelque marécage placé en travers de mon chemin ; mais on ne pourrit pas jusqu'à la racine...

» Je reconnais que je suis un mauvais soldat, mais je crois que même ainsi je ne pèche pas contre mon idéal de ce péché mortel qui ne se pardonne pas : faire tort à la cause que je sers. »

D'ailleurs, à ce moment-là, c'est tout à fait à tort que Sletov parlait de son insuffisance militaire. Ses camarades et lui étaient devenus d'excellents soldats. Lui-même parfois le reconnaissait.

« Pour ce qui est de manœuvrer, nous sommes passés maîtres, c'est même au pas que nous allons peler les pommes de terre. Nous tirons assez bien et en tout cas infiniment mieux que les autres. J'arrive à mettre huit balles sur huit avec quatorze points à deux cent cinquante mètres dans la cible carrée. »

Toutes les santés devenaient meilleures à mener une vie régulière, à rester presque toute la journée au grand air, et celle d'Étienne Nikolaevitch comme les autres. Il se redressait, rejetait les épaules en arrière, bombait la poitrine ; toute sa silhouette prenait quelque chose de plus aisé. Lorsqu'il vint en permission, il étonna ses amis par sa meilleure mine. Libéré des mesquineries de la monotone vie de caserne, il se montra à Paris hardi, joyeux, conscient de faire précisément ce qu'il fallait.

Avant de repartir pour le front, Étienne Nikolaevitch et la plupart de ses camarades furent nommés soldats de première classe. Sur le front, beaucoup devinrent caporaux, reçurent la croix de guerre, et partout ils satisfont leurs officiers qui les comptent au nombre de leurs meilleurs soldats.

A cette époque Sletov commença à s'occuper sérieusement de bien définir la situation des volontaires vis-à-vis de nos compatriotes émigrés. Dès le début, il ne lui avait pas paru

indifférent de savoir sous quel jour serait considérée notre démarche. Mais étant, comme tous les engagés, socialiste-révolutionnaire et se refusant à imposer ses actes à autrui, il n'avait cru devoir faire aucune déclaration qui eût pu engager son parti.

Les choses n'en étaient pas restées là. Nous avons encore tous le souvenir vivant de la campagne menée contre l'enrôlement par nos adversaires et de l'explication qu'ils en donnaient. Étienne Nikolaevitch fut alors de ceux qui, puisque l'affaire avait pris cette tournure, estimèrent indispensable de donner de notre enrôlement des explications fondées sur des principes. Il avait d'abord apporté surtout le secours de ses conseils et de ses opinions. Il attachait beaucoup d'importance à ce fait que notre engagement ne passât pas inaperçu en Russie, ne fût pas perdu pour les masses russes. Il recueillait avec grand soin des documents dont il munissait ceux de ses amis qui écrivaient en Russie, et il se préparait à donner lui-même une série d'études et de souvenirs à des revues russes.

Mais à l'arrière il n'arrivait pas à écrire, toujours à cause de cette fastidieuse vie de caserne qui produisait en lui une irritation involontaire et l'empêchait de concentrer sa pensée. Cependant, même alors, il avait lui aussi de bons moments, surtout si quelque chose lui rappelait la patrie lointaine.

« Et voilà qu'aujourd'hui, écrit-il à propos d'une giboulée de neige inattendue en avril, l'hiver nous a pris en pleine marche dans la forêt, de la neige, de la vraie neige, presque un tourbillon... De jolis flocons, doux, caressants... Tout est blanc, tout est plus beau et plus frais. Les arbustes dépouillés agitent des étoiles de neige et les sapins se sont couverts d'une fourrure d'hermine... C'est la Russie, tout simplement ! Et c'est tout blanc dans mon âme, tout frais dans mon cœur... »

Voici maintenant quelques pages très caractéristiques de la pensée religieuse de Sletov.

« Je ne me sens pas en train d'écrire des articles. Il tombe de la neige fondue dehors et sur mon âme aussi... Et votre Christ ne me satisfait pas. Je n'aime pas le Crucifié, je n'aime pas l'Éternel Immolé, je n'aime pas la Victime souffrant pour tous, qui prend sur soi les péchés du monde ! les péchés des

autres ! Quelque chose comme un holocauste à l'injuste hérédité. Eh bien, c'est amer et révoltant ! De tous les Christ, celui qui m'émeut au fond de l'âme, c'est le *Christ dans le Désert* de Kramskoï... Il est là et il médite, il médite et il sait : rien à faire, il sera couvert de crachats, il sera trahi, il sera crucifié, et cependant il le faut, impossible de reculer, parce qu'autrement ce serait se rendre à Satan... Et derrière cette rêverie sombre et profonde, il y a un amour et une tendresse intarissables pour les hommes, et impossible de prouver cette tendresse autrement qu'en la livrant aux crachats, aux malédictions de la foule.

» J'aime Pâques. L'illusion du triomphe de la joie sur la douleur. L'intelligence de tout le passé. La découverte du symbole de la mort hivernale. Mais ici Pâques n'est pas gaie, c'est une Pâques de semaine, grise, sans fête, sans rien de printanier... »

***

Enfin l'événement tant désiré se produisit. A la fin d'avril, Sletov et ses camarades furent répartis en petits groupes dans des régiments de l'armée régulière. Les adieux furent particulièrement émouvants. Au moment de la séparation, tous ces hommes qui avaient supporté ensemble les misères de la légion, l'ennui et les mesquineries de la vie de caserne, ne se rappelèrent plus que cette grandeur et cette beauté qui, à l'heure la plus critique et la plus grave de leur vie, les avaient jetés d'un même élan contre l'envahisseur.

Sletov avec cinq de ses camarades échurent au 31e régiment d'infanterie de ligne tenant garnison à Melun. Le nouveau dépôt les éclaira sur la véritable armée française qu'ils ne connaissaient pas jusqu'alors.

« On nous traite très bien et avec prévenance. Les soldats sont des gens excellents que leurs officiers aiment, avec qui ils s'entendent à merveille. » Les volontaires russes des autres groupes avaient la même impression.

Lui et ses camarades formaient de nouveau une « parcelle du mur vivant ». Le sort les jeta au point le plus brûlant de l'Argonne, à Vauquois... Étienne Nikolaevitch tombait là dans un milieu cher à son cœur, dans un milieu populaire.

« Des paysans, beaucoup d'ouvriers, et parmi eux des « unifiés » assez sympathiques et sérieux. Les « conscients », et il y en a pas mal ici, sont de très braves gens. Je ne remarque pas de haine féroce contre les *Boches* ; il y a seulement une grande antipathie. On est indulgent pour le peuple, mais on tombe sur le kaiser... »

Il décrit minutieusement sa vie à ce nouveau poste. Beaucoup de travail, grande proximité des Allemands, bombardement constant, nombreux tués. « Comme vous le voyez, c'est assez chaud et pénible. » Dans cette chaleur et cette peine, Étienne Nikolaevitch menait une vie pleine et active. Il ne se contentait pas de suivre de très près tous les événements qui se déroulaient dans son secteur, il écrivait beaucoup, s'intéressait à toutes les questions. Il rêvait du rôle nouveau de la Russie dans l'*Internationale*. Ses articles d'alors pour les *Novosti* et le *Za Roubejom* furent écrits avec une hâte fébrile sous la canonnade incessante. Ils suscitèrent chez beaucoup de nos engagés un vif enthousiasme : « J'ai lu l'article de Sletov dans les *Novosti*, écrivait l'un d'eux. C'est un magnifique article tant par les arguments qu'il développe que par le ton et l'esprit dont il est animé. Il s'en dégage un parfum infiniment saint, pur et doux à nos cœurs. »

En effet, quelle ardeur souffle dans l'article *Nos Voies* écrit par Sletov quatre jours avant sa mort en réponse à un article de Ek. Arbore, qui apostrophait ainsi les volontaires : « Nous ne suivons plus la même voie ! Car c'est avec nos vieilles chansons et notre vieille foi que nous irons jusqu'au bout, nous, jusqu'à une fin réelle, effective et non théâtrale ! »

« L'article de Ek. Arbore m'a horripilé, écrivait-il le 2 juin, mais la sincérité du sentiment qui l'a dicté mérite une réponse sincère aussi et mesurée. Si j'en ai le temps, j'essaierai de la faire, sous forme de lettre ouverte... »

Il en eut le temps, et dans une tension fiévreuse il écrivit cet article admirable, son chant du cygne...

« Camarade, nous y sommes déjà arrivés, nous y sommes venus à cette fin dont vous parlez. Il ne s'agit ni de foi, ni de promesses, mais de la réalité même. Et ce que nous avons fait, notre action conforme à nos idées, nous permet d'exiger, même de vous, le respect de notre sincérité.

» Je ne dirai pas tout ce qui nous a amenés précisément à cette fin-là. Je veux seulement montrer pourquoi l'alliance des mots internationalisme et déclamation résonne pour nous cruellement ; pourquoi notre mécontentement va à ceux qui ont facilité la naissance et le développement de cette idée, à ceux qui continuent à tout faire pour que grandisse et se fortifie le lien qui unit ces deux mots.

» Je me rappelle une chaude soirée d'automne en 1907. Dans le décor souriant des environs de Stuttgart la jolie, un vaste et confortable jardin-restaurant. Les socialistes-démocrates allemands fêtent un hôte de marque : la *Seconde Internationale*. Les servantes en tenue blanche (symbole de la paix) et bonnets phrygiens rouges (symbole de la révolution) passent la bière et le vin. Nos hôtes reçoivent d'une manière très large. Les invités boivent et mangent, boivent et dansent. Un bruit de voix joyeuses parlant diverses langues monte de la foule. Chacun est content à sa façon, mais tous le sont à la fois.

» Soudain une fusée part, prélude d'un brillant feu d'artifice. Nos hôtes n'ont pas ménagé non plus la poudre ! Les fusées sifflent. Une pluie de feu s'éparpille. Les bombes grondent...

» J'étais debout non loin de Bebel. Il admirait en silence le spectacle. Son visage sévère reflétait une calme satisfaction. Et voilà que moi, jeune Russe de la révolution, je me sentis poussé à aller trouver ce vétéran de la *Seconde Internationale* et à lui dire :

» A Moscou, en 1905, d'autres feux nous ont éclairés, d'autres tonnerres ont grondé au-dessus de nos têtes... Ici votre feu d'artifice n'est qu'une illusion, un amusement. Là-bas les hommes tombaient et les maisons s'écroulaient !...

» On comprend que l'ironie insolente qui m'avait un instant dominé sombra vite au milieu d'autres sentiments. Mais il en est resté quelque chose, et ce souvenir, comme la fumée charbonneuse du feu d'artifice répandue sur le frais jardin, a pénétré toute mon impression du congrès international.

» Bebel n'aimait pas la déclamation ; il luttait contre elle au congrès. Il connaissait la force d'inertie de la social-démocratie (qui compte des millions d'hommes) et ne voulait pas

prendre en son nom des engagements qui ne seraient jamais remplis. C'est pour cette raison qu'il se déclara contre les propositions françaises. Il ne ménageait pas non plus son ironie aux ténors irréfléchis de la phraséologie révolutionnaire. Finalement le congrès accepta, pour toute *résolution*, l'idée de composer une brève encyclopédie — un abrégé des moyens par lesquels on peut, dans les différents cas, lutter jusqu'au bout contre la guerre...

» Et voilà pourquoi, lorsqu'on nous oppose, pour trancher le nœud embrouillé de la guerre européenne, la fumée charbonneuse du feu d'artifice de Stuttgart, nous appelons cela à notre tour de la déclamation démodée, une vieille rengaine qui ennuie tout le monde. Pour nous, aux ravages de la Commune, aux terreurs de la répression de Moscou, nous ne pouvons comparer les feux d'artifice de la *Seconde Internationale*.

» Il y a feux et feux. Il y a sons et sons. C'est par une expérience amère que nous avons appris à distinguer les deux écoles de musique. Et voilà pourquoi, lorsque grondèrent les canons allemands, quand se sont effondrés Liége et Louvain, quand nos hôtes de Stuttgart n'ont pas ménagé non plus l'argent pour ce feu d'artifice-là, nous sommes allés jusqu'au seul bout possible.

» Mais vous ne comprenez pas pourquoi a retenti pour nous en clameur d'appel cette vieille formule, nouvelle pourtant pour un socialiste : « Œil pour œil, dent pour dent ! » Pourquoi? Camarade, c'est parce qu'au palais Marie [1] a résonné une variation sur le même motif : « Il vous sera fait selon vos œuvres. » L'oreille musicienne des chefs d'orchestre de la *Seconde Internationale* a souffert il est vrai de cette mélodie. A eux aussi elle a paru vieillie. Mais avec vous, camarade, nous n'allons pas nous quereller !

. . . . . .

» C'est autre chose qui vous étonne : comment des hommes qui ont lutté contre un étendard déterminé, peuvent-ils maintenant s'y rallier et marcher au combat derrière lui?

1. Où se réunit le conseil des ministres. Le 2 avril 1902, le ministre de l'Intérieur Sipiagin fut tué par le révolutionnaire Balmachov, en châtiment de ses duretés envers les paysans. Les camarades de Balmachov, pour expliquer son acte, firent paraître une proclamation dont l'épigraphe était : « Il vous sera fait selon vos œuvres. »

» Vous essayez de vous représenter la guerre actuelle comme une affaire indifférente aux masses qui y prennent part. Vous alléguez leur aveuglement passager et vous exigez que nous croyions à la rapide évolution du prolétariat allemand... Mais, camarade, il ne s'agit pas de l'avenir, si proche soit-il : il s'agit du présent, tout ce qu'il y a de plus présent. Pour vous la formule historique renferme tout ; vous dites que c'est la guerre entre l'impérialisme allemand et le capitalisme français ; que ce dernier se sauve en recourant à la réaction, sa débitrice.

» Oui, des hauteurs de la vérité historique, peut-être en est-il ainsi ; mais en fait ce ne sont pas les détenteurs de rentes qui meurent, ce ne sont pas les institutions de crédit de l'État qui s'effondrent : ceux qui tombent, ce sont des centaines de mille travailleurs; la dévastation, c'est sur des provinces entières qu'elle s'étend !... Et vous voudriez que nous ne défendions pas à main armée ceux qui, telle est notre conviction absolue, sont attaqués ; vous prétendez arrêter le carnage par la foi en la *Seconde Internationale*? Non, camarade, l'heure d'agir pacifiquement est passée. Le prolétariat allemand n'a pas eu le temps d'accomplir l'évolution qui lui était assignée et l'Europe a pris feu.

» Vous avez raison, nous n'avons pas confiance dans la *Seconde Internationale* ni dans sa *résolution* ; et s'il vous faut pour aller jusqu'au bout la feuille de route de Stuttgart, vous avez raison, nous ne suivons pas la même voie.

» Ainsi nos chemins se sont séparés. Pour toujours? Pour longtemps?

» ... La nuit tombe. Dans les tranchées reprend l'agitation nocturne. Des lignes allemandes une fusée s'élance en sifflant, elle brille dans le ciel obscurci comme une étoile aveuglante. Elle monte, s'arrête un instant et commence à descendre, dessinant une traînée en spirale, inondant d'une lumière métallique les tranchées, les boyaux, les files de soldats, les arbres, les buissons. Tout s'arrête pour un instant, seules quelques ombres fuient de côté, trahissant la vie qui se cache. C'est beau et effrayant. Car après la fusée, viennent le crépitement de la fusillade, l'éclatement des obus, la mort, la désolation...

» Et devant mes yeux repassent Moscou, la soirée d'au-

tomne à Stuttgart... Les souvenirs s'amassent et se fondent dans la nuit d'été... Et je sens de tout mon être un lien étroit entre toutes ces visions, je sens qu'elles s'expliquent et s'enchaînent, ce sont les deux premières qui m'ont amené à cette dernière... Et sera-t-elle vraiment la dernière?

» Pour un individu déterminé, peut-être; mais l'histoire continue et qui sait, camarade, si au prochain changement de tableaux nous ne nous retrouverons pas, *vous* et *nous*, sur une route commune? Car nous aussi, nous croyons au peuple, nous croyons qu'il sortira de la guerre actuelle solidement armé par cette rude expérience et que de la lutte animale pour la vie il passera à la lutte pour l'avenir de l'humanité.

» Donc, au revoir !... »

***

En même temps il fit son testament spirituel, répartissant l'héritage littéraire qu'il laissait après lui, de manière que la cause qu'il avait servie toute sa vie « consciente » fût éclairée par son expérience vécue.

Que dire de sa valeur militaire? Il était indifférent aux obus et aux balles, indifférent comme un homme qui a frôlé dans sa vie mille occasions de mourir, comme un homme qui s'est élevé depuis longtemps au-dessus de toute espèce de crainte...

Parti sans haine pour une guerre effroyable comme « parcelle du mur vivant », souvent sombre et rude, il ressemblait à l'image qu'il avait esquissée lui-même : « Et il y a derrière cette rêverie profonde et sombre un inépuisable fonds d'amour et de tendresse pour les hommes... », d'amour véritable pour les vrais hommes, pour les hommes tels qu'ils sont, avec leurs vices et leurs défauts.

Jusqu'à sa dernière heure, il s'occupa de ses camarades. Par instinct de *narodnik*, il ne cherchait pas ses héros parmi les puissants de ce monde. Son héros, c'était la masse « consciente », mais terne des troupiers.

« Dans ses derniers jours, dit un de ses camarades, il était devenu doux et sociable. On eût dit qu'il avait perdu pour toujours cette rudesse grondeuse qui lui était naturelle... »

Il est mort, brutalement abattu par un obus.

Au début de la campagne il avait écrit : « Je suis heureux d'être devenu un troupier et de mener la vie du troupier. C'était mon rêve de toujours de me trouver dans le rang et de vivre comme tous les autres. »

Il n'a pas seulement vécu de la vie du soldat « comme tous les autres », il est mort de la mort commune. Le même shrapnell a tué avec lui plusieurs de ses compagnons, et on les a tous enterrés ensemble...

A la place où il repose nous avons fait mettre une croix avec son nom. Un peu plus loin s'élèvent les tombes de ses camarades russes... Du petit groupe de six qu'ils formaient dans la rude Argonne, il ne reste personne.

V. LEBEDEV

(TRADUIT DU RUSSE PAR P.-F. TROGAN)

LETTRES D'HECTOR BERLIOZ[1]

LE MUSICIEN ERRANT

(1842-1854)

LII

A sa sœur Nanci.

25 avril 1849.

Ma chère Nanci,

Je n'ai point de tes nouvelles, comment vas-tu donc? Adèle non plus ne m'apprend rien à ce sujet. C'est bon signe, n'est-ce pas? Nous avons le choléra ici, qui fait grand'peur à beaucoup de gens. Je n'ai eu qu'une assez forte grippe et m'en voilà délivré. Je suis même libéré de mon article sur *le Prophète*[2], ce qui était bien plus grave. Meyerbeer a le bon esprit de ne pas trop mal prendre les quatre ou cinq restrictions que j'ai introduites dans mes dix colonnes d'éloges. J'aurais voulu lui épargner la pénible impression que ces cri-

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er et du 15 avril 1917.

2. Berlioz a rendu compte de la première représentation du *Prophète* dans le *Journal des Débats* du 20 avril 1849 (article reproduit dans le recueil de M. André Hallays, *les Musiciens et la Musique*).

tiques, exprimées avec une certaine énergie, lui ont fait éprouver, mais il y a des choses qui doivent absolument être dites ; je ne puis pas laisser croire que j'approuve ou que je tolère seulement ces transactions d'un grand maître avec le mauvais goût d'un certain public. J'ai passé ma vie à incriminer ces mauvaises actions et je les trouve aujourd'hui plus mauvaises et plus plates que jamais. Au reste le succès du *Prophète* est assez vivement contesté. Méry disait à la première représentation : « Quel bel opéra, *s'il était en musique* ! » J. Janin ripostait par : « *C'est un traité de théologie, moins la foi.* » Il y a une foule de mots plus ou moins heureux dans ce genre. La partition néanmoins contient de très belles choses à côté de choses très faibles et de fragments détestables. Mais la magnificence incomparable du spectacle fera tout passer. Quelle tâche aujourd'hui que celle de faire réussir un opéra ! que d'intrigues, que de séductions à opérer, que d'argent à dépenser, que de dîners à donner !... Cela me fait mal au cœur. C'est Meyerbeer qui a amené tout cela et qui a ainsi forcé Rossini d'abandonner la partie.

J'ai eu le bonheur de réussir il y a dix jours au concert du Conservatoire devant ce terrible public qui ne veut admettre que Beethoven et Mozart[1]. Je l'affrontais pour la première fois, Habeneck de son vivant s'étant toujours opposé à ce qu'on exécutât dans ses concerts le moindre fragment de mes œuvres. Sur la demande un peu tardive du comité, j'ai donné deux scènes de *Faust*. Le chœur et le ballet des sylphes ont surtout produit un effet immense. Je t'avouerai que j'ai eu une peur de débutant ; j'étais tout seul avec les *pompiers* derrière la scène pendant qu'on m'exécutait. Depuis plus de quinze ans je n'ai jamais produit mes partitions devant le public sans en diriger moi-même l'exécution et en me voyant ainsi livré à Girard (qui du reste s'en est bien tiré) j'étais à peu près comme une poule qui a couvé des œufs de canards et qui voit pour la première fois ses poussins se jeter à l'eau où elle n'ose les suivre. La joie des artistes après le succès était plus grande que la mienne, tant ils avaient peur de cet audi-

1. La Société des Concerts du Conservatoire fit entendre en effet, pour la première fois dans son enceinte, des fragments de *la Damnation de Faust*, le 15 avril 1849.

toire prévenu et entêté, et tant les autres tentatives du même genre faites par Onslow, Halévy, F. David, Prudent et autres avaient été malheureuses. C'est une barrière qui vient de tomber, c'est encore un préjugé de vaincu. Maintenant ne voilà-t-il pas Fétis lui-même qui me fait demander la permission de monter mes symphonies dans son Conservatoire de Bruxelles ! Lui qui a tant écrit pour prouver que ce n'est pas de la musique... Quels pantins !

Louis est retourné à Rouen ; sa mère va un peu mieux, mais son côté droit reste toujours paralysé. Louis n'a rien trouvé à reprendre dans *le Prophète*... la scène des Patineurs et celle de l'église de Munster et le soleil électrique et l'incendie du palais lui ont paru les plus beaux morceaux de la *partition*.

Adieu, donne-moi donc de tes nouvelles.

H. BERLIOZ

LIII

A la même.

Paris, 1er juin 1849.

Ma chère sœur,

Comment vas-tu? J'espérais avoir de tes nouvelles ces jours-ci ; tu aurais dû m'en donner. Est-ce la chaleur qui t'empêche d'écrire ou une paresse de 35 degrés? En ce cas même, Mathide, dont je n'ai jamais vu une ligne, aurait pu m'envoyer une demi-page pour me dire comment tu te trouves en ce moment. La politique, je le sais, lui prend beaucoup d'instants, mais j'espère qu'elle en aura conservé quelques-uns pour les mesquines affections de la famille.

Il paraît que mon oncle Marmion a renoncé à son projet de voyage à Paris, et il a bien fait. Rien n'est assommant comme la vie qu'on y mène à cette heure. Heureux les gens assez bien nantis pour pouvoir en sortir pour aller chercher le frais ou tout au moins le calme dans les bois, n'importe où.

J'ai reçu ce matin une lettre d'un de mes amis attaché à l'ambassade de Florence; il me parle d'un bois de peupliers sur le bord de l'Arno où j'ai passé bien des journées heureuses, et me donne ainsi des regrets furieux de la Toscane. Je quitte à l'instant même le capitaine Page (un des amis de la famille Bertin) qui m'a aussi remis au corps le diable des voyages. Il arrive de Bombay; je le consultais pour Louis dont il approuve fort les projets et pour lequel il m'a assuré de tout son intérêt. Qu'il soit à terre ou en mer, m'a-t-il dit, je puis encore compter sur son appui et sur celui de ses amis. Il déclare ne s'être jamais ennuyé une minute sur l'océan et ne s'ennuyer guère à terre ; trouve le métier de marin le plus beau du monde. Mais la République vient de le mettre (lui le capitaine Page) *à pied* (style de cocher de fiacre) en donnant son navire à un autre commandant, le nombre de ces précieux officiers ayant été réduit de plus des deux tiers. Il m'a expliqué ce qu'il y aurait à faire si, comme il est probable, Louis n'est pas reçu après ses examens. Et s'il repart, il me laissera par écrit des instructions à ce sujet.

Informe-moi de l'époque précise de notre réunion à La Côte ; il me sera difficile d'y consacrer beaucoup de temps et pourtant je veux absolument cette fois faire la connaissance de ton *Château*, y passer quelques jours et voir un peu à Grenoble les anciens amis de notre mère... s'il en reste. Je suis aussi désireux de voir la solitude du *Jacques*, si elle doit m'échoir en partage, et de savoir si elle serait habitable et *à quelles conditions*, car je ne suppose pas qu'il y ait seulement une chambre *en état* [1].

Au moment où je t'écris, nos représentants sont occupés à élire leur président et leur choix semblait tout à l'heure se fixer sur M. Dupin, après avoir voltigé autour du général Lamoricière. Ce noble Marrast qui s'est dévoué, comme tu le sais, pour la patrie, avec tant de constance, le voilà donc, lui aussi, à pied!... il n'est pas même représentant!... cela me crève le cœur. Et Lamartine! à pied comme le Marrast. Quand on songe qu'à l'époque de l'élection du président de la

1. Le domaine du Jacques (dans la vallée de l'Isère, près de Grenoble), propriété de la famille Berlioz, échut en effet à Hector, mais celui-ci, contrairement au projet qu'il manifeste ici, ne l'habita jamais et ne tarda pas à le vendre.

République, madame de Lamartine se montrait inquiète pour trouver *un hôtel* : « L'élysée national, disait-elle, ne nous conviendra en aucune façon !... » La popularité est cruelle.

A quelle ébouriffante comédie nous assistons ! As-tu lu le merveilleux discours du sergent Rathier? La montagne en a sué de honte et de dépit. Avant-hier, nous avons eu une espèce d'émeute à la barrière Poissonnière. Il s'agissait d'un banquet socialiste auquel une foule de frères non invités ont jugé à propos d'assister; lesquels frères se sont enfuis *sans payer* quand ils ont eu le ventre plein. Ceci est du communisme pratique, ou il n'en fut jamais. Il nous est arrivé deux députés rouges du Haut-Rhin, en costume de 93, le bonnet en tête et le sabre au côté. Ces horribles niais s'imaginaient faire grande sensation à Paris. Les gens qui les ont rencontrés ainsi affublés leur ont ri au nez... et le ciel n'a pas tonné le moins du monde. Ah ! si on pouvait pousser encore un peu le socialisme dans cette voie, il serait bientôt mort sous le ridicule et tous les chiens de France et de Navarre lèveraient la cuisse devant lui.

Adieu, je n'ai plus de place. Mille amitiés à Camille et à Mathilde, je t'embrasse cordialement.

H. BERLIOZ

LIV

A sa sœur Adèle.

[Paris, 25 août 1849].

Ma chère Adèle,

Ta lettre m'est parvenue bien tard, M. Burty [1] ne m'ayant rencontré que dernièrement ; nous avons causé ensemble de ses projets. Je lui ai donné quelques avis ; mais j'ai peur qu'il n'ait perdu son temps et son argent en venant passer deux

1. Professeur de musique à Lyon.

mois à Paris pour apprendre la composition. Deux mois ou rien pour une pareille étude, c'est à peu près la même chose.

Tu as été bien vite désabusée au sujet des *eaux de La Mothe* pour Nanci ; elle m'avait déjà instruit du résultat fâcheux de son voyage quand j'ai reçu ta lettre. J'espère qu'il n'en sera pas de même pour ton mari. En général, quand les médecins envoient les malades aux eaux, c'est qu'ils ne savent que leur ordonner. Je ne doute pas que tes soins, tes attentions affectueuses, pendant le séjour de Nanci chez toi, n'aient été d'un grand prix pour elle ; le voyage de Tournon lui aura sans doute aussi fait beaucoup de bien en lui procurant d'agréables distractions. Sans l'état si grave d'Henriette, je serais allé à La Côte le mois prochain; mais je n'oserais m'absenter de Paris deux jours seulement, même en lui laissant Louis pour gardien. A chaque instant, une nouvelle attaque peut survenir, plus terrible que les précédentes.

Je n'ai pas besoin de te dire, chère sœur, les tristes et profondes sympathies qui nous unissent tous les trois en tout ce qui se rattache au souvenir de notre admirable et excellent père. Ce souvenir ne me quittera jamais ; les approches du cruel aniversaire l'avaient déjà bien douloureusement ravivé... J'ai son ouvrage [1], tu le sais, annoté en marge de sa main ; je l'ai lu dernièrement ; ces traces de sa plume me le montraient méditant sur son livre qu'il corrigeait avec soin et me rappelaient tout ce qu'il y eut de haute probité dans sa manière d'exercer la médecine et de sagacité dans son talent. fait pour briller sur un plus vaste théâtre ; mais son ineffable bonté, les soins dont il entoura notre enfance, sont pour nous de bien autres motifs de regrets... surtout à cette époque de la vie où je suis parvenu ; le temps semble alors, en nous introduisant dans l'âge du déclin, nous donner une vue plus perçante pour nous faire mieux revoir au loin les objets de nos premières affections et nous les faire pleurer plus amèrement. Je voudrais vous revoir toutes les deux... Donne-moi au moins immédiatement des nouvelles vraies de Nanci, venues d'elle-même. Je lui écrirai bientôt.

1. *Mémoires sur les maladies chroniques*, etc. Paris, 1816 (ouvrage couronné par la Société de médecine de Montpellier).

Je me suis remis à travailler (en musique) depuis peu. J'achève, je termine, je complète mon œuvre[1]. Je suis saisi d'une sorte d'impatience fiévreuse d'avoir encore en musique *des projets*. Et je veux en finir le plus tôt possible avec eux.

Cette occupation ardente est d'ailleurs la seule qui puisse m'aider à combattre une maladie de voyages qui s'empare de moi de plus en plus. Te le dirai-je? je ne rêve que vaisseaux, mer, îles lointaines, explorations aventureuses. Mes courses musicales en Europe n'ont fait que développer cet instinct, de tout temps plus ou moins mal endormi chez moi. J'en comprends le vide, la puérilité, et ne puis m'y soustraire. Ne pouvant visiter l'Amérique du Sud, la Nouvelle-Zélande, les îles de l'océan Pacifique, sans les raisons qui me retiennent ici, je recommencerais à explorer la terre ferme de notre vieille Europe, et à courir la chance de donner des concerts productifs dans les parties du Nord que je n'ai pas visitées, la Suède et le Danemark, et à revoir la Russie où j'ai été si bien accueilli. Peut-être pourrais-je aller en Hollande cet hiver ; elle est à trois pas maintenant, grâce aux chemins de fer. Les voyages sur terre sont aujourd'hui si faciles et si peu dispendieux !

Dufeuillant est-il encore à Vienne?...

Je joins ici quelques lignes de réponse à la lettre de Casimir Faure ; faites-les-lui parvenir.

Adieu chère sœur, je t'embrasse tendrement ainsi que tes bonnes petites ; mille amitiés à ton mari, s'il est de retour.

H. BERLIOZ

LV

A la même.

[Paris], 5 décembre 1849.

Merci, petite sœur, de ta bonne lettre ; elle a son prix, car u m'écris assez rarement. Un peu de cette réserve me serait

1. Le *Te Deum*, dont il est fait mention pour la première fois dans une lettre de Berlioz au général Lvoff (auteur de l'hymne impérial russe), le 23 février 1849 ; voir *Correspondance inédite*, p. 175.

à peine permis à moi qui tiens la plume toute la journée pour écrire au public.

Tu me demandes mon opinion sur les hommes et les choses... d'abord je ne suis pas forcé d'en avoir une... ensuite, comme celle que j'aurais aujourd'hui pourrait bien n'avoir pas le sens commun demain, je fais en sorte de n'en point avoir.

Je suis allé ce matin faire une visite à notre président ; j'avais une audience. Mais soixante affreux députés de la Charente, de la Loire et de je ne sais quelle autre rivière, sont venus le cauchemarder, lui prendre son temps, et, après une heure et demie d'attente, j'ai dû me contenter d'excuses et m'en retourner. J'attends maintenant une nouvelle invitation. Je suis curieux de savoir ce qu'il me dira, et s'il saura trouver autre chose que les trois mots dont accoucha avec tant de peine le duc de Nemours, dans une visite que je lui fis et qui parut l'embarrasser énormément.

Paris est tout bête, on ne sait de quoi s'occuper ; ceux qui ont de l'argent le gardent, et ceux qui n'en ont pas... les gardent. C'est un drôle de métier que celui de patrouilleur, par six pouces de boue, un froid humide, un brouillard puant. Aussi m'en dispensé-je le plus souvent possible, c'est-à-dire *toujours*. Ne va pas me trahir, on saurait bien vite me relancer.

Je vais très souvent à Montmartre, le voyage est moins long maintenant à cause d'un escalier qu'on a construit du bas en haut de la butte. Henriette va un peu mieux ; elle peut remuer la jambe, mais non encore le bras.

Elle parle très peu anglais, mais non français.

Elle est un peu moins accablée maintenant ; s'il faisait beau temps, sa convalescence irait bien plus vite. Louis lui écrit assez souvent. Cet enfant m'inquiète, il n'avance pas dans ses études. Le proviseur en est très mécontent.

Tu ne me parles pas dans ta lettre du superbe incendie qui a dévoré quinze maisons dans le *quartier du château de La Côte-Saint-André* ; il faut que j'apprenne par les journaux cette illustration de notre pays. Quinze maisons ! c'est beaucoup, et les gens de la plaine et du quartier d'en bas ont dû avoir un bien beau coup d'œil. Sans rire (il n'y a pas de quoi), quels sont les malheureux qui ont eu à souffrir de ce grave accident? on doit le savoir. Es-tu donc devenue si fort Vien-

noise que les malheurs de notre vieille Côte ne te touchent plus?...

Ton mari a dû y passer en venant de Grenoble. Dis-lui mille choses affectueuses de ma part, et annonce à Nanci et à Joséphine que je leur donnerai des bonbons, quand j'irai à Vienne un de ces jours de l'an, — le deux cent cinquantième ou un autre ; la date n'y fait rien. Il faut que Joséphine sache lire la musique quand je la reverrai, et lire tout à fait bien, autrement je la renierai pour ma nièce. Dis-lui qu'il y a une jeune fille (Térésa Milanello) qui jouait du violon comme un ange à huit ans ; elle en a seize maintenant, et ses excursions au travers de l'Europe avec sa pauvre petite sœur qui vient de mourir ont rapporté à leur père plus d'un million.

Adieu, je t'embrasse comme je t'aime. C'est-à-dire beaucoup.

H. BERLIOZ

LVI

A la même.

Samedi, 16 mars [1850].

Mon dieu, ma pauvre sœur, qu'est-ce que tu m'apprends ! !... J'étais à cent lieues de la vérité. Je croyais Nanci malade et souffrante, il est vrai, mais non pas au point d'être torturée nuit et jour. Elle ne m'a dit, dans sa dernière lettre, qu'une très petite part de la réalité. C'est affreux ! qu'est-ce donc? un cancer? une pierre? Le sait-on?... Écris-moi encore à ce sujet dès que tu le pourras. Tes lettres sont en général bien rares... Louis m'a écrit avant-hier qu'il était entièrement guéri. Il travaille sérieusement pour son examen à l'école de marine. Il ne rêve plus que voyages depuis qu'un de ses camarades du lycée est revenu du Brésil. Les récits du jeune aspirant lui ont tourné la tête. Mais gare le mal de mer, s'il l'a. Rien n'est plus antipoétique et plus désillusionnant.

Je te remercie de m'apprendre que ton intérieur est si heureux et si calme ; et je remercie bien plus encore ton mari excellent et tes charmantes et douces petites filles. Franche-

ment personne au monde ne mérite mieux que toi un bonheur pareil.

Moi, je tourbillonne dans une sorte de tempête qui me pousse maintenant vent arrière vers le point où je veux parvenir. Seulement je m'irrite chaque jour davantage contre les obstacles ridicules suscités par de petites honteuses envies, par des rivalités impuissantes à rien *arrêter*, mais qui *ralentissent*. Ce ne sont pas des pierres d'achoppement, mais de simples graviers sur lesquels il est fatiguant de courir.

De plus, nos agitations, élections, appréhensions de révolution, sont des tribulations à chaque instant renaissantes et troublent horriblement notre monde de l'art.

Quoi qu'il en soit, j'ai fondé une grande institution musicale [1] qui obtient un magnifique succès, qui a de l'avenir et les sympathies de toute la presse. Deux gredins d'Italiens exceptés parmi les critiques [2], tous m'ont chaudement applaudi et loué.

Mes deux premiers actes de *Faust* sont allés aux nues. Je donnerai les deux autres plus tard.

Mardi prochain, nous aurons un second concert magnifique, où je donne seulement ma deuxième symphonie (*Harold*) dont l'exécution sera supérieure à tout ce que j'ai obtenu pour elle jusqu'à ce jour. Adieu, prie mon oncle Marmion de m'excuser ; je lui répondrai la semaine prochaine. Je t'embrasse, je vous embrasse tous.

H. BERLIOZ

LVII

A sa sœur Nanci.

Paris, 3 avril [1850].

Chère sœur,

La lettre d'Adèle que je reçois à l'instant m'annonce un léger adoucissement à tes souffrances et je veux espérer que ce

1. La Société philharmonique, dont Berlioz dirigea les concerts pendant deux saisons.

2. Serait-il téméraire de supposer que ces « gredins d'Italiens » étaient Scudo et Azevedo?

n'est pas un répit momentané. Combien je voudrais pouvoir te donner patience et courage, mais aussi combien il t'en faut! La présence de notre excellente sœur doit te faire un peu de bien. Elle me tiendra au courant des fluctuations de ta maladie ; si je savais que mes lettres peuvent te distraire, je t'en écrirais chaque jour. Pour faire un essai, je te dirai, sans trop de verbiage pourtant, ce que je fais depuis quelque temps. Toujours des répétitions, toujours des concerts, et fort heureusement aussi toujours grands succès ! Ce succès même exaspère jusqu'à la rage les deux ou trois ennemis qui me restent. Il y en a un surtout qui, non content d'attaquer ma musique avec furèur dans *l'Ordre* et dans la *Revue des Deux Mondes*, vient, m'a-t-on dit, de publier, non pas une brochure, mais un volume pour démontrer que je ne sais pas la musique et que tout ce que j'écris est abominable et stupide. Ce monsieur se homme Scudo, il espère que je lui répondrai et que je contribuerai ainsi à le faire connaître !... Je n'ai garde, ce tour-là est vieux et je ne m'y laisserai jamais prendre.

Outre nos concerts de la Société philharmonique, j'en procure de temps en temps d'autres à nos musiciens et je leur fais ainsi gagner de l'argent sans prendre moi-même aucune part à ces exercices, plus ou moins aventurés, des amateurs riches. Ainsi demain ils ont une soirée organisée par une marquise de La Force et trois ou quatre *gentilshommes* du faubourg Saint-Germain. J'ai assisté à la répétition de ce concert ce matin. Madame la marquise chante très faux, mais elle est au dix-huitième ciel de se faire entendre en public, accompagnée par un grand orchestre tel que le nôtre.

Nous n'avons plus qu'un concert à donner à Paris (le 16), après quoi j'emmènerai tout notre monde à Rouen et à Amiens. Plus tard nous irons exécuter une messe dans la chapelle du Palais de Versailles, et nous organiserons à Saint-Eustache de Paris la première exécution de mon *Te Deum*.

[Avant-hier, j'ai passé la soirée chez Hugo où j'ai fait la connaissance de notre compatriote Ponsard. La *Charlotte Corday* obtient un succès d'estime. C'est, dit-on, mortellement froid. Un homme d'esprit disait l'autre jour de ce drame en

alexandrins : « C'est l'assassinat de Marat raconté par Théramène[1]. »]

Le salon d'Hugo est fort peu divertissant, malgré la charmante bonté de madame Hugo et la grâce extrême de sa fille. Les fils sont deux jeunes gens fort suffisants et fort préoccupés de l'illustration de leur père, sinon de leur propre mérite. Quant à *lui*, il est, comme il a toujours été avec moi, très cordial quoique grave ; mais nous ne pouvons causer chez lui comme nous causons quand le hasard nous rassemble dans la rue ou au Champs-Élysées. D'ailleurs, [il y a chez lui, les soirs de réception, une collection d'abominables vieilles, laides à faire aboyer les chiens, et méchantes et prétentieuses au plus haut degré] : la mère Gay, madame Hamelin surtout y trônent à côté d'autres laideurs moins monumentales. [Avant-hier, si madame Janin n'était venue faire disparate, je me serais cru dans un conciliabule de sorcières. Ce qu'il y a de bon dans ce monde-là, c'est qu'on n'y fait pas de musique[2].]

J'avais été au contraire victimé, il y a quelque semaines, dans l'éblouissant salon de Gudin, le peintre de marines, par des airs variés et toutes les platitudes possibles avec accompagnement de piano. A. Dumas, qui déteste *même la mauvaise musique*, se distrayait en faisant des mots qu'il lançait de droite et de gauche sur l'assemblée en se promenant. Il avait sa fille à son bras ; c'est une [jeune personne de dix-neuf ans, qui ressemble trop à son père pour être jolie, mais qui a un faux air de quarteronne assez gracieux et une physionomie dont l'originalité était encore augmentée ce soir-là par une coiffure de sequins d'or qui la faisait ressembler à une odalisque madécasse].

Adieu, pauvre sœur, Dieu veuille que tu aies lu ma lettre jusqu'au bout et qu'elle t'ait fait oublier tes maux pendant deux minutes.

Je serre la main à ton pauvre Camille.

Adieu encore, je t'embrasse.

H. BERLIOZ

1. Les passages entre crochets ont été cités dans Ad. Boschot, *le Crépuscule d'un romantique*.

2. Rappelons les vers de Théodore de Banville :

On cause, chez Victor-Hugo,
Sans redouter nul pianiste, etc.

LVIII

A sa sœur Adèle.

Lundi, 13 mai [1850].

Chère sœur,

Donne-moi au moins de tes nouvelles... ton silence m'inquiète... j'ai peur de ton chagrin. Et pourtant tu as dû souffrir bien plus cruellement mille fois en assistant aux tortures et à l'agonie de notre pauvre délivrée [1].

J'ai écrit il y a cinq jours à Camille et à Odile [2].

Celle-ci m'annonçait une prochaine lettre de toi.

Es-tu malade?... que Suat m'écrive un mot.

Adieu, je t'embrasse.

Pauvre sœur !... nous ne sommes plus que deux.

H. BERLIOZ

LIX

A Honoré de Balzac.

12 juin 1850.

Cher et admiré maître,

J'apprends à la fois et votre mariage et votre retour. Je ne vous ai pas vu depuis la veille de mon départ pour la Russie, il y a trois énormes années. Avez-vous jamais songé au supplice qu'éprouvent certaines âmes passionnées, de ne voir les traits de leurs idoles que dans le reflet du reflet d'un miroir placé tout près d'elles, quand, par un simple mouvement de conversion, l'idole vivante pourrait leur apparaître en réalité?... Ce supplice, je l'éprouve à votre sujet ; faites pivoter le miroir et laissez-vous voir vous-même. En termes moins amphigouriques, dites-moi quand je pourrai aller vous serrer la main,

1. Nanci était morte au commencement de mai.
2. Camille Pal, Odile Berlioz.

et vous prier de présenter à madame de Balzac l'un de ses plus humbles serviteurs [1].

HECTOR BERLIOZ

LX

A Auguste Morel [2].

[Paris], 15 novembre 1850.

Mon cher Morel,

J'espérais depuis longtemps votre première lettre, et j'ai été bien heureux de la recevoir enfin. J'allais me mettre en courses pour votre affaire quand la seconde est arrivée et m'a appris que le ministre s'était décidé à accorder la modeste somme de trois cents francs. Je parlerai à Brandus dans le sens convenable. J'ai vu néanmoins M. Bazinerie et l'ai remercié en votre nom et au mien pour la mémoire qu'il a eue dans cette circonstance. Il m'a appris qu'il avait été votre collaborateur au *Messager*, dans le temps où vous dirigiez la rédaction de ce journal. Il aurait dû en ce cas faire un peu de camaraderie et obtenir davantage de la générosité ministérielle.

Nos concerts marchent [3]; le second a eu lieu avant-hier, et m'a tellement abîmé de fatigue que je me lève à l'instant pour la première fois depuis mardi soir. Nous avons fait sept répétitions pour la *Symphonie fantastique*, et deux fois j'ai été amené à déclarer à l'orchestre que je renonçais à la faire marcher. Je voulais qu'on remît à quinzaine le concert. Mais ils ont tant fait, qu'en me promettant une répétition supplémentaire et *attentive* le mardi matin, jour du concert, j'ai consenti à laisser continuer l'affichage ; et fort heureusement

1. Balzac avait épousé madame de Hanska, en Pologne, le 14 mars 1850. Il mourut à Paris cinq mois après.

2. Compositeur, né à Marseille, où il devint directeur du Conservatoire ; fut un des amis les plus dévoués de Berlioz.

3. Les concerts de la Société philharmonique.

cette répétition a suffi pour me rassurer. L'exécution en effet a été excellente et pleine de qualités dont notre orchestre n'avait point encore fait preuve. Le public a montré un enthousiasme excessif ; on a redemandé le Bal (que je n'ai pas voulu répéter) ; l'adagio a eu trois ou quatre salves d'applaudissements, et à la Marche au supplice les cris ont été tels qu'il a bien fallu la redire. Après le finale, nos dames des chœurs m'ont fait la farce de me présenter une énorme, une fantastique couronne de chêne, laurier et troëne (*albaque ligustra* de Virgile), *chose* que je me suis empressé de dérober à l'attention des *Parisiens* de la salle, qui s'en fussent par trop divertis. Dites à Lecourt[1] que sa Ballade de *Sara*[2] a obtenu, aux *deux concerts* qui viennent d'avoir lieu, un très grand succès. Les critiques *quand même* m'en veulent néanmoins d'avoir fait un chœur sur de semblables paroles ; il ne fallait, disent-ils, *qu'une seule* voix. J'avoue que je ne m'attendais guère à une pareille récrimination. Dès que les épreuves de la grande partition seront bien corrigées, Lecourt et vous recevrez vos exemplaires. Nos choristes savent maintenant ce morceau par cœur et le chantent à merveille, quoique un peu trop fort encore. J'ai bien regretté avant-hier votre absence ; vous me manquiez surtout pendant l'Adagio ; et je cherchais dans tous les coins de l'orchestre votre regard sympathique qui m'eût fait tant de bien. Nos musiciens ne se possèdent pas de joie d'être sortis à leur honneur d'une épreuve aussi rude. D'autant plus qu'au premier concert les choristes avaient remporté sur eux un avantage marqué. Quand ils seront un peu plus sûrs d'eux-mêmes, il faudra que je demande l'exécution en masse de votre admirable quatuor, dussions-nous le répéter jusqu'à ce que le sang nous sorte du bout des doigts.

Nous sommes maintenant assaillis de demandes par les cantatrices. Les ovations de madame Frezzolini et de madame Ugalde leur donnent des vertiges et toutes aspirent plus ou moins à la divinité. Je suis sous ce rapport bien heureux d'avoir un comité responsable. Les compositeurs ne s'endorment pas non plus, et vous n'avez pas idée des *œuvres*

1. Avocat à Marseille, ami de Berlioz.
2. *Sara la Baigneuse*, dédiée à Lecourt.

qu'ils nous envoient. Viennent ensuite les enfants prodiges, les pianistes, et les *joueurs de flûte. Famæ sacra fames !...*

Je ne puis me figurer que vous soyez encore longtemps éloigné de Paris, où est évidemment votre place. Si au moins la direction du Conservatoire de Marseille vous était offerte, avec des appointements convenables, et deux ou trois mois de congé tous les ans... Mais vous ne m'en dites rien... Evidemment on aura trouvé le *danseur* obligé dont parle Beaumarchais.

On vient de reprendre à l'Opéra les études de *l'Enfant prodigue*[1]. Madame Viardot, à sa rentrée, a produit peu d'argent et peu d'effet; je n'ose aller la voir, je ne saurais que lui dire... et que vais-je écrire dans mon prochain feuilleton?... Chien de métier ! métier de chien ! toujours mordre ou lécher.

Adieu, mon cher et excellent ami, écrivez-moi toujours quand vous le pourrez, ou répondez-moi si je vous devance ; ce ne sont pas cent quatre-vingts lieues qui doivent interrompre des relations si nécessaires à tous les deux. Je serre les mains à Lecourt.

Marie vous remercie de votre bon souvenir. Voulez-vous saluer de ma part M. Pascal, l'excellent artiste que j'ai connu à Marseille, et qui, si je ne me trompe, fut un peu votre maître.

Mille et mille amitiés.

H. BERLIOZ

Je ne puis encore avoir des nouvelles de mon pauvre Louis. Il a dû arriver il y a huit jours à Haïti, où il aura trouvé une lettre de moi. Le bateau à vapeur de Southampton revenant le 15 m'apportera sa réponse. Malgré la volonté ferme et l'espèce d'enthousiasme avec lesquels il a commencé sa carrière de marin, vous devinez mon anxiété jusqu'à ce que sa lettre me soit parvenue. Je vous en ferai part immédiatement.

1. Opéra d'Auber.

LXI

A sa sœur Adèle.

Paris, 4 janvier 1851.

Ma chère Adèle,

J'ai reçu l'autre moitié du billet ; je te remercie.

J'étais fort inquiet depuis quelques jours de ne point avoir de nouvelles de Louis. J'avais écrit au Havre, à l'armateur de son vaisseau, et hier j'ai reçu coup sur coup et la réponse de l'armateur et une lettre de Louis, datée du 10 novembre, Port-au-Prince. Je ne conçois pas comment cette lettre a pu demeurer ainsi cinquante-trois jours en route. Enfin, il se porte bien, il est fort content et m'annonce son retour pour le commencement de mars. Je lui avais donné une lettre pour mon ancien camarade Gibert de la Guadeloupe. Après bien des recherches inutiles à la Pointe-à-Pitre, Louis a fini par apprendre que le pauvre homme s'était rendu à New-York où il était mort du choléra *avec ses quatre enfants*. Voici comment les liaisons se dénouent.

Tu ne saurais croire toutes les pertes de ce genre que j'ai faites depuis peu.

Victimes de la révolution ou des révolutions	Un de mes amis de Vienne (Autriche)[1] fusillé !
	Le comte Bathiany de Pesth (Hongrie), fusillé !
	Le prince Lichnowski (Prusse), massacré par les paysans, à Francfort !
	A. de Pons, de Paris[2], s'est empoisonné !

Chopin, mort phtisique.

Balzac, mort de trois ou quatre maladies à la fois.

Sans compter les simples connaissances.

Henriette va toujours assez bien; son état ne s'améliore

1. Becher (voir ci-dessus, lettre du 14 novembre 1845).
2. Voir *les Années romantiques*, p. 32-33, et les *Mémoires*, VIII.

pourtant pas d'une façon sensible. Elle a besoin de soleil et de chaleur et non du froid humide et du brouillard dont nous jouissons en permanence.

J'ai rencontré l'autre soir, au Théâtre Italien, J. Rocher[1]. Il m'a parlé de son désir d'acquérir quelques-unes de nos propriétés de La Côte. Prends note de cela.

Adieu, je n'ai rien de neuf ou d'intéressant à te dire. J'ai fait jouer à notre dernier concert un solo de violon à un enfant de dix ans, nommé Julien, que tu connais peut-être. Il est de Vienne (Isère), son père est un artisan, serrurier je crois ou menuisier. Cet enfant est prodigieux, il a eu un succès fou, on l'a couvert de bouquets et, ce qui vaut mieux, il a joué en musicien consommé et en grand virtuose.

Adieu, je t'embrasse ainsi que tes filles et ton mari.

H. BERLIOZ

LXII

A Philarète Chasles.

[Paris], 9 janvier [1851].

Mon cher Chasles,

Je vous remercie de vos quatre lignes d'encouragement. Je ne crois pas être de force à servir la *cause vraie* d'une façon appréciable, mais j'ai besoin de me dégonfler parfois. Robert Macaire a raison : *Il faut bien se passer quelques douceurs.*

Le *silence* et *l'absence* de *cadence* dont vous avez la *bienveillance* de vous plaindre si *poétiquement*, dureront jusqu'à la fin de ce mois seulement. Nous organisons avec acharnement pour le mardi 28 l'exécution des quatre premières parties de ma symphonie avec chœurs *Roméo et Juliette*. J'espère que nous parviendrons à nous en tirer pour les grands ensembles, *But the queen Mab is so extravagantly wicked*[2] qu'elle me fait rêver chaque nuit d'orchestre en désarroi, de fausses notes et de trompettes discordantes.

Mille amitiés.

H. BERLIOZ

1. Compatriote et camarade d'enfance de Berlioz.
2. Mais la reine Mab est d'une malice si extravagante.

LXIII

A sa sœur Adèle.

Paris, 31 mars 1851.

Louis est arrivé bien portant, grand et fort et plein d'enthousiasme pour sa rude carrière. Je suis allé le réveiller au Havre à 6 heures du matin jeudi dernier, puis, après avoir terminé toutes ses affaires avec l'armateur pour le présent et pour l'avenir et visité son excellent capitaine, nous sommes repartis à 11 heures pour Paris où nous sommes arrivés à 5 heures de l'après-midi. Mais j'ai rapporté de ce foudroyant voyage une courbature, un malaise, qui me tiennent au lit depuis le retour. Je vais un peu mieux seulement aujourd'hui ; j'ai cruellement souffert d'un rhumatisme du muscle pectoral accompagné de vomissements, ou du moins d'efforts pour vomir, provoqués par l'excès de la douleur nerveuse[1]. Cette course de cent-quatre-vingts lieues en quelques heures, le froid que j'ai ressenti la nuit en chemin de fer, et le patrouillage dans les rues du Havre par une pluie battante et un vent glacial sont les causes plus que suffisantes de l'accident.

Quant à Louis, je te le répète, il est plus fort que jamais. Il est même embelli ; l'air de la mer a fait disparaître les petites taches de rousseur qu'il portait sur la figure ; il est patient et courageux, le capitaine en a été très satisfait. Mais si tu voyais ses pauvres mains !... devenues calleuses et dures comme les mains d'un manœuvre par le frottement des cordages, etc... J'ai payé son prochain voyage sur le même navire ; il repartira dans quelques semaines, peut-être dans quinze jours. Je viens de l'habiller de pied en cap en gentleman, et c'était indispensable non seulement pour son séjour à Paris mais aussi pour ses prochaines incursions à terre aux Antilles où il va retourner. A son dernier voyage, plusieurs invitations lui ont été

1. C'est à partir de ce moment que Berlioz commença à se ressentir du mal qui devait le tourmenter jusqu'à sa mort.

adressées par des gens qui, apprenant qu'il était mon fils, voulaient lui faire une politesse, et il a été obligé de refuser, pour raisons de costume.

Il a regretté surtout de ne pouvoir assister au bal donné par notre consul d'Haïti, M. Raybaud, un très aimable homme qui a flatté beaucoup son amour-propre en lui parlant de moi. Il est tout fier de trouver aux antipodes des gens qui connaissent et respectent le nom de son père. J'ai été ainsi obligé de dépenser, soit au Havre, soit à Paris, plus de mille francs en deux jours. Mais l'armateur, en recevant le prix du prochain voyage de Louis, s'est engagé à ne rien prendre pour celui qui lui succédera. A partir de ce troisième voyage, mon pauvre garçon pourra donc commencer à vivre de ses œuvres, jusqu'à ce qu'il ait des appointements.

Je te parle de lui bien longuement, chère sœur, mais je suis sûr que tu me pardonneras. Sa mère, comme tu le penses, a été bien heureuse de le retrouver si changé à son avantage. Elle est toujours dans le même état.

Je te remercie des détails que tu me donnes sur tes enfants et sur les petites fêtes que tu as dirigées pour elles.

Tu n'auras pas oublié, je l'espère, mes commissions pour mon oncle Marmion. S'il va à Londres, il ne ferait pas mal de s'occuper dès à présent d'y trouver un logement, car ce sera là la principale difficulté de ce séjour pendant l'Exposition.

Adieu, mille amitiés à ton mari et à tes petites virtuoses. Je t'embrasse de tout mon cœur pour moi d'abord et pour Louis ensuite.

Ton dévoué,

HECTOR BERLIOZ

LXIV

A son beau-frère Camille Pal.

Paris, 15 avril 1851.

Mon cher Camille,

Le ministre du Commerce vient de me nommer membre du jury chargé de défendre les intérêts des exposants français

à Londres. On ne peut me dire précisément le moment du départ de cette commission. Cependant il se pourrait que ce fût dans les premiers jours du mois prochain. En conséquence je voudrais toucher moi-même ma rente avant de partir, et je viens vous prier de me l'envoyer vers le 3 ou le 4 mai, si vous le pouvez. Ce voyage me sera payé par le Gouvernement français, mais, en homme prudent, le ministre m'écrit qu'il ignore encore, à l'heure qu'il est, la somme qui nous sera allouée pour nos frais de séjour et de déplacement. Ce sera très modeste, je le crains. Cependant, à moins d'une lésinerie trop forte, j'accepterai. Je suis le seul musicien de la commission, je n'ai rien demandé, j'ai appris ma nomination par les journaux : c'est une distinction honorable et tous mes amis de Londres s'en montrent enchantés. Je crains fort que ce ne soit point une sinécure ; il y aura des débats très orageux entre les exposants (d'instruments de musique) de Paris et ceux de Berlin. Les uns et les autres sont de mes amis, je me trouverai entre l'enclume et le marteau. Enfin je suis résolu à rester un Minos digne de ces assises plus ou moins harmonieuses, et à ne pas rendre l'injustice. Dieu sait seulement (et encore je parie qu'il n'en sait rien) où et comment je pourrai me loger. M. Charles Dupin, que j'ai vu hier, ignore complètement si l'administration anglaise a songé à nous garder un chenil dans le palais de verre ou ailleurs, et jusqu'à présent notre ministère ne s'en est pas inquiété. Il est vrai qu'il est si jeune !... il n'a que quatre jours...

Adieu, mille amitiés.

H. BERLIOZ

LXV

A Auguste Morel.

[Paris], mercredi 15 ou 16 [avril 1851].

Parbleu, si vous aurez des billets[1] !... Envoyez-moi tout de suite la liste des personnes auxquelles nous devrons les

1. Pour le concert de la Société philharmonique où Berlioz dirigea l'ouverture d'Auguste Morel.

faire parvenir. Le concert est pour le 29. Nous commençons par votre ouverture. Le reste du programme est occupé en entier par un ouvrage de M. Cohen intitulé *le Moine*, et qui dure deux heures et demie. Mais M. Cohen *a donné* mille francs à la Société comme indemnité pour les répétitions. Vous concevrez qu'on ne pouvait résister à cet argument.

Ce soir nous avons à l'Opéra la *Saphó* de M. Gounod ; j'ai assisté à la répétition générale... Je suis vraiment curieux de voir comment le public va prendre cela...

Après l'Attila,
Holà !

Mille amitiés à Lecourt.

Nous répétons demain votre ouverture qui marche déjà bien.

H. BERLIOZ

LXVI

A son fils Louis Berlioz.

[Londres], lundi 1er juin]1851].

Mon cher Louis,

Je t'écris à la hâte quelques lignes pour te dire bonjour et t'apprendre que je suis à Londres, très occupé. Le ministre du Commerce m'y a envoyé comme membre du jury musical et représentant de la France dans l'étude que ce jury est chargé de faire des instruments de musique envoyés à l'Exposition universelle. Je t'ai peut-être déjà dit cela dans la lettre que je t'ai écrite avant de partir de Paris. Cette Exposition universelle, ce concours de toutes les nations, et surtout cet immense Palais de Cristal où tout est exposé, sont des merveilles dont je n'essaierai pas de te donner une idée...

Ta mère est toujours assez bien. Je lui ai laissé, avant de partir, de l'argent pour deux mois et demi ; je voudrais bien que le ministre ne me fît pas perdre mes appointements du Conservatoire en mon absence, mais je n'ose m'en flatter.

Comment te trouves-tu? m'as-tu écrit à ton arrivée? la traversée a-t-elle été bonne? Je suis bien impatient de recevoir de tes nouvelles. Si ta lettre arrive à Montmartre on

me la renverra ici. Il vaut mieux que tu les adresses toutes à Montmartre, ne sachant pas si je resterai encore un mois entier à Londres. Probablement je serai à Lille au 1er juin, pour entendre le *Lacrymosa* de mon *Requiem* qu'on exécute au festival du Nord ; je viens de recevoir une invitation du Comité lillois.

La mer te plaît-elle toujours? Je n'ai pas été malade pour passer le Manche ; le temps était superbe.

Tâche de te bien porter, fais ton devoir sans imprudence ; je t'en prie, ne t'expose pas au soleil comme l'an dernier; redoute la fièvre, ne mange pas trop de fruits. Je voudrais bien pouvoir t'envoyer de l'argent, mais je n'ose ; trop de lettres s'égarent. Je te le réserve pour ton retour ; tu auras besoin d'un habit et d'un autre pantalon et de mille petites choses. Je voudrais bien te voir et t'embrasser. Pauvre cher garçon, je t'aime bien et je suis sûr que tu m'aimes. Ton grand-oncle Marmion est venu à Paris où je l'ai vu; il est ensuite arrivé ici où nous nous sommes cherchés pendant trois jours sans parvenir à nous rencontrer.

Adieu, cher, enfant, je te quitte, j'ai trop de courses à faire, et tout éreinté que je sois je dois recommencer à courir.

Adieu encore, je t'embrasse de toute mon âme.

Ton père,

H. BERLIOZ

London, 27 Queen Anne street, Cavendish square.

P.-S. — Salue de ma part M. Duhait et donne-moi de ses nouvelles quand tu m'écriras.

[Adresse] : *M. Louis Berlioz, pilotin sur le navire « Félix », capitaine Duhait; en rade à la Guadeloupe (Antilles françaises).*

LXVII

A sa sœur Adèle.

[Londres], juillet 1851.

Ma chère Adèle,

Je profite d'un instant de repos qu'on nous laisse aujourd'hui pour te donner de mes nouvelles. Je suis à Londres

depuis un mois et demi, fort occupé de la sotte besogne de l'examen des instruments de musique envoyés à l'Exposition. Il y a des jours où le découragement me prend et où je suis sur le point de retourner à Paris. On n'a pas l'idée d'une aussi abominable corvée que celle dont je suis spécialement chargé. Il me faut *entendre* les instruments à vent, en bois et en cuivre. La tête me part à écouter ces centaines de vilaines machines, plus fausses les unes que les autres à trois ou quatre exceptions près.

A part cet ennui, mon séjour à Londres est très agréable ; on m'envoie de partout des invitations : de chez le lord-maire, de chez le maire de Birmingham, de chez des compatriotes, sans compter les politesses dont les Anglais sont fort prodigues. Puis les directeurs de théâtre et les donneurs de concerts, qu'il faut satisfaire autant que possible, et les exposants qui ont des explications à me communiquer. Le dimanche seulement je respire et je vais flâner à la campagne.

Il faut, au milieu de tout cela, trouver le temps d'écrire de longs feuilletons pour le *Journal des Débats* ; j'en ai déjà fait trois, dont un seulement a paru. Tu ne t'étonneras donc pas que j'aie manqué mon oncle qui est venu passer ici trois jours seulement. Il m'a écrit en adressant sa lettre au n° 19 au lieu du n° 27 de ma rue ; cela a causé un retard d'un jour dans la réception de son billet et quand je suis allé à son hôtel il venait de repartir. Quant à nous rencontrer dans le Cristal-Palace, il n'y avait pas beaucoup de chances, c'est par trop immense et trop peuplé.

Le ministre du Commerce me paye assez bien mon séjour en Angleterre, bien qu'on ait fait la singulière lésinerie de laisser à notre charge les frais de voyage ; en conséquence, fais-moi le plaisir d'avertir Camille de ne pas envoyer à Paris ni ici le billet qu'il m'adresse tous les deux mois. Je l'informerai de mon retour en France.

Le temps chaud se manifeste aujourd'hui pour la première fois ; je craignais de ne pas avoir d'été cette année. Les parcs et les squares de Londres sont maintenant charmants ; quant aux campagnes environnantes, c'est délicieux et d'une richesse de végétation que nous ne voyons nulle part sur le continent.

Je ne te dis rien de ce que je vois ici de curieux et d'intéressant ; tu peux le connaître en lisant mes lettres dans le *Journal des Débats*. La première a paru le 31 mai je crois. Je te recommande de guetter la seconde qui (à moins qu'elle n'ait paru aujourd'hui à Paris) n'est pas encore imprimée. Elle t'intéressera certainement. J'y raconte la cérémonie extraordinaire à laquelle j'ai assisté dans la cathédrale de Saint-Paul et le prodigieux effet d'un *chœur* de *six mille cinq cents enfants* que j'y ai entendu. Je n'ai jamais rien *vu* ni *entendu* d'aussi émouvant dans sa grandeur immense que cette assemblée de pauvres enfants chantant et disposés sur des amphithéâtres colossaux. Lis cela [1].

J'attends de jour en jour une lettre de Louis qui est maintenant à la Guadeloupe.

J'ai de bonnes nouvelles d'Henriette : c'est-à-dire qu'elle est toujours dans le même état.

Adieu chère sœur.

Mille amitiés à ton mari et à tes enfants.

Ton dévoué,

H. BERLIOZ

P.-S. — Je serai ici pendant quinze jours encore, tout au moins.

LXVIII

A son beau-frère Camille Pal.

Londres, [lundi] 26 juillet 1851.

Mon cher Camille,

Je partirai d'ici après-demain ; en conséquence, si vous voulez m'envoyer ma rente à Paris, j'y serai pour la recevoir. Je commençais à être bien las de toute cette besogne, d'autant plus las que l'aimable M. Buffet, ministre du Commerce, trouvant que notre séjour à Londres se prolonge trop, a

1. Berlioz a reproduit cet article dans *les Soirées de l'orchestre*.

déclaré qu'à partir du 15 juillet il ne nous payerait plus. Je n'ai pas voulu, malgré cet étrange procédé, quitter mon poste avant la fin de ma tâche de juré.

Elle finira seulement demain. Et si je me fusse permis de l'abandonner, j'ai pu voir qu'il en fût résulté des dommages considérables pour les exposants français, auxquels, en fin de compte, j'ai fait rendre justice éclatante. Le ministre fera donc banqueroute à ceux des jurés qui ont le mieux fait leur devoir; nous n'étions plus que douze la semaine dernière; je suis seul aujourd'hui. La tâche musicale a été la plus rude et la plus longue.

Adieu, j'attends de vos nouvelles incessamment. Mille amitiés à Mathilde. Je ne sais si nous nous verrons cet automne; je le voudrais bien.

Tout à vous,

H. BERLIOZ

LXIX

A sa sœur Adèle.

Londres, 17 mars 1852[1].

Chère sœur,

Je n'ai pas eu une minute pour t'écrire depuis que je suis ici ; et j'y suis depuis le 4. J'ai mis avant de partir toute une affaire en ordre avant de quitter Paris[2]; j'ai demandé et obtenu un congé de trois mois et demi pour ma Bibliothèque. M. Bertin m'a vu partir avec déplaisir, à cause de l'espèce d'importance que la nullité de la rédaction politique donne maintenant à mes feuilletons. Il n'a pas méconnu néanmoins l'impossibilité où je me trouvais de refuser la proposition qui me venait de Londres, elle avait trop d'importance sous tous les rapports.

En effet j'ai affaire à un entrepreneur comme il y en a peu,

1. Revenu de Londres à Paris au commencement d'août 1851, Berlioz y retourna en mars 1852, appelé par un engagement à diriger l'orchestre de la *New Philharmonie Society*.

2. La représentation de *Benvenuto Cellini* à Weimar, sous la direction de Liszt.

honnête, intelligent, charmant et riche[1] et appuyé de trois autres capitalistes dix fois plus riches que lui.

Il m'a payé d'avance en arrivant 50 livres sterling (1 250 francs) et je serai payé avec la même régularité chaque mois, je n'en fais aucun doute. Ma position musicale ici est aussi fort belle ; je vais lutter avec toutes les vieilles autorités de Londres, il est vrai, mais je suis bien armé, je suis fait à la guerre, et toute la jeunesse anglaise est intéressée à me soutenir.

J'ai un admirable orchestre, un chœur de choix, et tout, jusqu'à présent, marche on ne peut mieux. Il n'y a que les chanteurs *solistes* qu'il ne me sera jamais possible *d'animer*. Cela chante comme des statues de marbre chanteraient, si elles chantaient.

Notre premier concert aura lieu mercredi prochain. Je suis tous les jours dans les répétitions et les préparatifs de mille espèces ; les visites à mes confrères de la presse, etc.

J'ai reçu avant mon départ de Paris une lettre de Louis datée de la Havane ; il se porte bien et m'annonce son retour prochain. Je lui ai envoyé une lettre au Havre qui contient les instructions qu'il aura à suivre à son arrivée. Il viendra me voir soit ici, soit à Folkestone (où j'irais le rejoindre) avant de le rembarquer et après être allé embrasser sa mère à Paris.

Quant à tes idées de combats de coqs et autres sur l'Angleterre, permets-moi de n'y pas répondre. Tu ne sais pas mieux l'état des choses dans ce pays-ci qui si tu habitais les antipodes. Ce sont des opinions qui datent du temps de l'Empire.

J'ai reçu une lettre de notre cousin Jules, au sujet d'une commande de fabrication d'orgues, pour laquelle je ne puis malheureusement pas le servir. Il ne me dit rien de sa famille, qui, je le crains, n'est pas dans une brillante position.

Adieu, j'ai une répétition tout à l'heure et je suis obligé de te quitter.

Je serre la main à ton mari.

H. BERLIOZ

Cet homme rare était l'éditeur Beale.

LXX

A la même

Londres, 11 juin 1852.

Chère sœur,

Je t'écris à la course pour te dire que je ne sais pas précisément quand je viendrai à Paris. Je suis dans tout l'enivrement d'un succès tel, qu'au dire des Anglais, on n'en a pas vu de pareil à Londres.

Notre dernier concert a été triomphal. Mes fragments de *Faust* ont été redemandés, répétés au milieu d'une tempête d'applaudissements, puis cet immense auditoire m'a rappelé je ne sais combien de fois ; on m'a jeté des couronnes, et les vivats de l'orchestre, des chœurs, etc., et les journaux... Enfin une fureur. Hier j'ai voulu t'écrire, impossible. D'abord j'ai dormi la moitié de la journée, puis les visites ne m'ont pas laissé une minute de liberté. Aujourd'hui il en a été à peu près de même, et je n'ai que le temps de te dire à propos de ton affaire de sous-préfecture que je n'ai pas la moindre influence auprès de l'entourage du Président et que M. Bertin en a *bien moins encore* en sa qualité de rédacteur d'un journal non dévoué.

Adieu, j'ai peur de manquer le courrier, je t'écrirai de Paris plus longuement si je ne reste pas ici.

H. BERLIOZ

LXXI

A son beau-frère Camille Pal.

Paris, 2 juillet 1852.

Mon cher Camille,

Me voilà de retour, après la plus brillante saison musicale dont on ait mémoire à Londres. La veille de mon départ, on

m'a donné un grand dîner auquel assistaient les principaux représentants de la presse anglaise et tous les grands artistes de Londres.

Je suis chaleureusement adopté par l'Angleterre ; j'ai même reçu hier une proposition de New-York, qui prouve que ce dernier succès a eu du retentissement en Amérique. Cette proposition, je me suis tenu à quatre pour ne pas l'accepter, parce que j'en espère l'an prochain une meilleure.

J'ai été scrupuleusement payé par M. Beale aux époques convenues et, Dieu merci, j'ai pu rentrer dans mes fonctions de bibliothécaire un peu avant l'expiration de mon congé.

Adèle m'écrivait il y a quelques semaines que vous aviez pu arranger nos affaires de façon que Suat fût maintenant mon seul créancier et que je ne vous devrais plus rien. Ne se trompe-t-elle pas? Je suis bien d'avis, certainement, ainsi que vous tous, de ne pas vendre tant que les choses seront dans l'état où elles sont et tant que vous voudrez bien accepter l'ennuyeuse administration de nos biens. Mais souvent je pense que cette tâche vous pèse et que nous abusons de votre amitié, ma sœur et moi...

Si vous voulez maintenant m'envoyer ma rente, je suis à Paris à mon adresse ordinaire.

Louis est encore ici ; il ne reprend la mer que le 1er août.

Adieu, mon cher Camille, je vous serre la main et vous prie d'embrasser pour moi ma grande belle nièce Mathilde.

H. BERLIOZ

LXXII

A madame Lesueur[1].

[Paris], 29 juillet 1852.

Ma chère madame Lesueur,

Je suis désolé que vous ayez pris la peine de venir à la maison une seconde fois, et qu'il ne m'ait pas été possible

1. Veuve de l'auteur des *Bardes*, maître de Berlioz.

de causer avec vous quelques instants. Je souffre tellement ce matin que je suis obligé de garder le lit tout le reste de la journée. Hier j'ai rencontré Boisselot [1] chez Brandus ; j'étais fort occupé de divers tracas qui me rendent malade et morose ; il a dû s'en apercevoir. Je voulais pourtant lui parler au sujet de la proposition qu'il m'a faite de votre part ; mais quand j'ai eu terminé l'affaire qui m'avait amené dans le magasin de musique, Boisselot avait disparu.

Je suis dans l'impossibilité morale et physique d'écrire quelque chose de digne de la cérémonie qui se prépare et de l'illustre maître qui en est l'objet [2].

Je n'ai aucune habitude de ce genre de travail et la prostration d'esprit dans laquelle je me trouve achève de me rendre impropre à la tâche honorable, que vous voulez bien me confier.

Je ferai de mon mieux pour donner du retentissement àc ette fête, à laquelle je ne sais même si je pourrai assister. Dans le cas où je de pourrais allez à Abbeville, je me recommande à vous, pour les détails dont j'aurai besoin [3].

Vous savez avec quel empressement j'ai toujours saisi les occasions de témoigner mon respect et mon admiration pour le grand artiste qui fut mon maître. J'espère donc que ma réserve forcée dans cette circonstance ne vous fera douter ni des sentiments que je conserverai toujours pour sa mémoire ni de ceux dont je vous prie d'agréer personnellement l'assurance.

Votre dévoué,

HECTOR BERLIOZ

1. Compositeur, prix de Rome, mari d'une des filles de Lesueur.

2. Madame Lesueur avait demandé à Berlioz d'écrire une cantate pour l'inauguration de la statue de Lesueur, célébrée à Abbeville le 10 août 1852. Ce fut Ambroise Thomas qui remplit ce devoir commémoratif, en composant un chœur d'orphéon.

3. Berlioz a consacré à l'inauguration de la statue de Lesueur la première partie de son feuilleton du *Journal des Débats* du 27 août 1852.

LXXIII

A sa sœur Adèle.

[Paris], 17 août 1852.

Chère sœur,

Voilà la vie de Paris ! Je veux tous les jours t'écrire et toujours quelque chose m'en empêche. Aujourd'hui je suis malade, je ne puis m'occuper de mes affaires, je t'écris. Je ne sais ce que j'ai, j'ai été pris avant-hier de vomissements qui ont duré toute la nuit, avec des maux de tête affreux. Maintenant il me reste une faiblesse extrême ; en somme, je vais mieux. Mais j'ai encore un feuilleton à faire... cela me rend de nouveau malade quand j'y songe.

Louis t'a écrit à ma place à la fin du mois dernier ; il est parti deux jours après. J'ai reçu deux lettres de lui du Havre. Il était dans l'enchantement de son nouveau capitaine, qui lui a tout d'abord témoigné un véritable intérêt et l'a installé sur son navire dans une jolie chambre bien meublée avec un lit *et des draps*... chose dont Louis ne pouvait revenir. Le propriétaire du vaisseau, M. Cor, du Havre, l'avait chaudement recommandé au capitaine, j'avais aussi écrit à ce dernier de mon côté et enfin, à ce qu'il paraît, M. Liebert (c'est son nom) est un brave homme.

M. Cor est tout à fait prononcé pour Louis; il lui assure pour l'avenir l'influence dont il dispose au Havre et dans les différents ports de l'Océan. Sa maison est riche et puissante, elle peut faciliter grandement la carrière de Louis. Malheureusement il a perdu deux mois à Paris, où il m'a dépensé beaucoup d'argent pour rien. Ce cher enfant sait bien la peine que j'ai à en gagner, mais il n'y a sortes d'enfantillages dispendieux auxquels il ne se livre à tout propos, quitte à les regretter après.

J'ai été bien tourmenté ces derniers temps par les violents orages qui ont sévi sur toute la côte nord de la France. Ces rafales de vent troublaient cruellement mes nuits... mais, par

bonheur, Louis était déjà en mer depuis neuf jours quand ces tempêtes ont éclaté, et, par conséquent, loin des côtes où elles sont si terribles.

Henriette est toujours dans le même état, et moins malheureuse, peut-être, que nous le croyons. Pendant la belle saison, elle est là tranquille devant son jardin, avec ce bel horizon de la plaine Saint-Denis et des collines de Montmorency sous les yeux. Elle a deux domestiques attentives, faites à toutes ses habitudes, des amies pas trop importunes qui viennent la voir de temps en temps, son journal qu'elle lit deux ou trois fois dans la matinée, mes visites et... l'espérance...

Moi je publie divers ouvrages, je corrige des épreuves, et je ne me passionne plus pour rien. Je laisse arriver la montagne maintenant, et je ne fais plus un pas vers elle. T'ai-je dit qu'on était venu m'offrir 25 000 francs pour aller passer cinq mois à New-York et y faire entendre mes ouvrages? L'entrepreneur qui me faisait cette proposition avait assisté à mon dernier succès à Londres, il en avait la tête montée, il voulait absolument m'emmener. Il a l'intention de revenir l'année prochaine m'apporter des offres nouvelles de la part d'une société philharmonique des États-Unis; si elles sont acceptables et bien *consolidées*, nous verrons. Et pourtant je suis bien las de tous ces vagabondages !... et traverser l'Atlantique pour faire de la mauvaise musique... il faudra une forte somme. Liszt m'a fait promettre d'aller passer huit jours à Weimar en novembre prochain pour entendre mon opéra de *Benvenuto* qu'on y joue toujours. L'intendant du théâtre me paiera mes frais de voyage et de séjour. J'y trouverai plusieurs de mes amis d'Allemagne qui m'y donnent rendez-vous. Il y a quelque projet de me fêter...

Comment va mon oncle? est-il revenu satisfait de ses eaux?... Donne-moi en détail de ses nouvelles quand tu m'écriras. Je ne te dirai rien des fêtes du 15 août. Je n'ai rien vu. J'étais dans mon lit. Je n'en ai apprécié l'éclat que par le nombre fabuleux de coups de canon qu'on a tirés, et qui m'ont empêché de dormir toute la journée. Ce soir mardi a lieu le bal grotesque des dames de la Halle au marché des Innocents. Toutes ces marchandes de volaille auront fait des toilettes ébouriffantes, cela doit être d'un *cossu* curieux.

Mais je ne me suis pas senti la force d'aller assister à cette ronde de harengères.

Adieu, la tête me tourne.

Embrasse bien pour moi tes fillettes et ton mari.

Je t'écris une lettre qui n'a pas le sens commun... qui est d'un décousu... Mais ma tête me semble un ballon prêt à crever.

Adieu encore, chère sœur, je vais me coucher.

H. BERLIOZ

(A suivre.)

QUESTIONS D'APRÈS-GUERRE

LA FORMATION DES INGÉNIEURS

La guerre a mis au premier plan le rôle de l'ingénieur.

Notre métallurgie, bouleversée par l'invasion, a dû, en pleine guerre, se réorganiser ; il a fallu pour ainsi dire créer de toutes pièces les industries chimiques trop nombreuses pour lesquelles nous étions, avant la guerre, tributaires de l'étranger. Il a donc fallu improviser. Après la paix, pour maintenir ou transformer ces industries, pour les organiser en vue de la lutte économique, il faudra leur constituer des cadres permanents.

Avons-nous les petits et grands états-majors nécessaires? et, si nous les avons, sont-ils bien préparés?

Si notre industrie a été parfois timide et somnolente, tandis que notre science était hardie et créatrice, si nous avons peu ou mal su exploiter les découvertes de nos savants, si notre bureaucratie technique a été souvent un obstacle au progrès, n'est-ce pas à la formation reçue par nos ingénieurs que le mal est dû?

La question se pose aujourd'hui avec une intensité singulière ; elle avait été posée depuis longtemps par des hommes

clairvoyants que l'on n'a pas assez écoutés. Il est temps d'en déterminer les données et de chercher la solution.

Un sénateur, M. Goy, a déposé une « proposition de loi relative à l'enseignement supérieur technique et à la création de Facultés de sciences appliquées ». La commission du Sénat a ouvert une enquête. La discussion est ouverte.

Nous verrons comment M. Goy propose de résoudre le problème ; mais nous dirons aussi comment il a été jusqu'à présent résolu dans les principaux pays industriels, à l'étranher et en France. Nous serons ainsi mieux préparés à nous faire une idée juste des réformes qu'il faut apporter à nos méthodes traditionnelles. Déjà de grands progrès ont été accomplis au cours des trente dernières années, nous les exposerons, et nous espérons faire ainsi mieux ressortir le parti qu'il convient de tirer des instruments que nous possédons et les obstacles qu'il reste à vaincre.

I

La proposition de M. le sénateur Goy est née de la guerre : « La conquête industrielle tentée par l'Allemagne a été la préface, le premier chapitre de la guerre actuelle. »

C'est lorsque l'Allemagne a cru posséder la supériorité technique sur ses adversaires qu'elle a attaqué.

« La victoire définitive serait illusoire, si nous n'essayions pas de relever notre industrie... Il faut produire et créer, non seulement pour assurer notre développement économique, mais aussi notre indépendance nationale. » C'est pour aider au relèvement de notre industrie et de notre commerce, dans la mesure où peut et doit y contribuer l'enseignement supérieur technique, « enseignement primordial d'importance capitale pour notre rénovation économique », que M. Goy a déposé sa proposition.

Il entend résoudre la question par « l'association intime de la science pure et de la science appliquée ».

Les inventions sont « la suite logique des découvertes de la science pure. Science pure et science appliquée sont indissolublement liées ; c'est pourquoi il est absolument nécessaire qu'elles soient enseignées ensemble, en harmonie ».

Savants et industriels vivaient séparément sans se connaître, sans s'appuyer. C'est pourquoi notre industrie suivait d'un pas boiteux celles des autres pays où la science et les arts techniques sont étroitement unis... Si donc sciences et arts techniques vont de pair, il faut que l'enseignement technique supérieur, tout au moins, soit l'aboutissant logique de l'enseignement scientifique général. Il doit trouver son plein développement dans nos Universités... L'Université seule est capable de donner ce double enseignement.

L'étudiant, après avoir obtenu la licence ou des certificats d'études supérieures, qui lui assureraient les connaissances théoriques indispensables, entrerait de plain-pied dans l'étude des applications. Il n'y aurait, pour organiser l'enseignement technique supérieur, qu'à donner une certaine extension à l'enseignement universitaire, car, « en réalité, l'enseignement pratique existe déjà dans nos Facultés ».

Et M. Goy cite les Facultés de médecine et de droit qui forment, dit-il, des savants et des praticiens.

Mais le passage capital de son exposé des motifs est celui où il aborde le rôle de nos Facultés des sciences et les modifications qu'il propose d'apporter à leur organisation actuelle :

Nos Facultés des sciences elles-mêmes ont compris la nécessité de cette association de la pratique et de la théorie. La Faculté des sciences de Paris a son Institut de chimie appliquée. La Faculté des sciences de Grenoble a son Institut d'électro-chimie. Les Universités de Lille, de Nancy, de Toulouse ont marché dans la même voie.

Toutes ces institutions de nos Facultés des sciences sont éparses, établies sans vue d'ensemble, insuffisantes pour assurer de grands progrès à notre industrie nationale. Ce sont des annexes de nos Facultés où se donnent à la fois un enseignement général et un enseignement technique non spécialisé.

Dans ces Instituts, l'enseignement est incomplet, sans liaison avec celui des Facultés des sciences, placé en sous-ordre. Les titres délivrés sont loin de jouir de la notoriété des diplômes des Facultés et d'avoir leur importance. La sélection s'y fait à rebours, les meilleurs élèves suivant exclusivement les cours des Facultés. Ce qu'il faut, c'est

permettre par une loi, à chaque Université, de créer une Faculté des sciences appliquées où l'on enseignerait les branches des sciences appliquées qui se rapportent le plus à l'industrie de la région. Il serait impossible, en effet, sans rester dans le général et le vague, d'enseigner tous les arts techniques dans une de ces Facultés. Mais il serait possible par le choix des matières de l'enseignement donné dans chaque Université, choix fait de telle sorte qu'il soit varié, différent, sans chevauchement, d'arriver à pouvoir établir en France un enseignement supérieur technique embrassant la totalité des sciences appliquées.

Ces Facultés auraient des élèves régulièrement immatriculés, qui devraient justifier pour leur entrée du diplôme de licenciés ès sciences ou de la possession d'un certificat d'études supérieures. Elles délivreraient à fin d'études un doctorat ès sciences appliquées, divisé en autant de branches qu'en comporte l'enseignement dans la mesure du possible.

A côté de ces élèves, elles recevraient des élèves libres auxquels il pourrait être délivré un certificat d'aptitude ou d'assiduité.

L'enseignement y serait surtout pratique, puisque les étudiants auraient déjà reçu avant d'y entrer l'instruction générale nécessaire. Il aurait pour but de former des industriels à haute culture scientifique, à l'esprit ouvert au progrès, dégagés de tout misonéisme, capables de diriger l'industrie française.

Ces Facultés de sciences appliquées auraient, dit M. Goy, sur nos grandes écoles d'enseignement technique et scientifique supérieur, le grand avantage de se recruter par l'examen et non par le concours. Et M. Goy insiste sur les conséquences funestes du régime des concours : le concours stérilise trop souvent ceux qui s'y préparent, parce qu'il fait appel surtout « aux qualités secondaires de l'esprit : la mémoire, la faculté d'élocution. » Il fait une trop grande part au hasard.

Après cet exposé des motifs, M. Goy formule ainsi sa proposition de loi :

ARTICLE PREMIER

Il pourra être créé par décret dans chaque Université une Faculté de sciences appliquées destinée à l'enseignement supérieur des arts techniques et des applications de la science à l'industrie. Dans les petits centres universitaires, les Facultés des sciences pourront être transformées en Facultés de sciences appliquées.

ART. 2

Les nouvelles Facultés feront partie de l'Université dans le ressort de laquelle elles fonctionneront. Elles seront soumises aux mêmes

règlements, posséderont les mêmes droits et prérogatives que les autres Facultés, tant qu'il n'y aura pas été dérogé par le règlement d'administration publique pérvu par la loi.

Elles délivreront le diplôme de docteur ès sciences appliquées. Ce diplôme pourra être divisé en plusieurs branches.

ART. 3

Un règlement d'administration publique, établi après avis du Conseil supérieur de l'Instruction publique, déterminera les conditions de création et de fonctionnement de ces Facultés sous la réserve expresse que ces nouvelles Facultés recruteront leurs élèves réguliers parmi les licenciés ès sciences ou les titulaires de certificats d'études supérieures ; que leur enseignement sera adapté aux industries de la région où elles se trouveront ; que les professeurs seront choisis sans condition de diplôme, d'après leurs titres scientifiques et leur valeur industrielle et qu'ils ne pourront enseigner que pendant un temps limité.

ART. 4

Les Instituts de sciences appliquées, ressortissant des Facultés des sciences, seront transférés aux nouvelles Facultés, dont ils feront partie intégrante.

II

Recherchons d'abord comment le même problème a été résolu à l'étranger, dans les principaux pays industriels.

ALLEMAGNE

Il existe en Allemagne dix écoles techniques supérieures préparant aux industries les plus diverses, plus trois écoles spéciales qui forment des ingénieurs des mines et des métallurgistes [1].

Toutes ces écoles sont autonomes ; elles élaborent leurs règlements. Elles jouissent de ce qu'on appelle en Allemagne,

1. D'après un article de la *Revue de Métallurgie* (1906, p. 590 et suiv.), où M. André Pelletan, sous-directeur de l'École nationale des Mines de Paris, a exposé le résultat d'une enquête faite en Allemagne.

dans les universités, la « liberté académique » ; mais elles sont distinctes des universités.

L'accès de ces écoles est libre, sans concours. Toutefois, quiconque veut obtenir en sortant le diplôme d'ingénieur, doit posséder en entrant le « certificat de maturité », que l'on obtient en Allemagne à la fin des études secondaires. Les élèves y ont une liberté absolue : chacun travaille comme il l'entend.

L'enseignement n'a pas un caractère encyclopédique : la spécialisation est poussée si loin que, dans les seules écoles des mines, on distingue quatre diplômes : exploitation des mines ; topographie minière ; métallurgie du fer ; métallurgie des autres métaux. La durée des études est généralement de quatre années, dont les deux premières sont surtout consacrées aux mathématiques et aux sciences théoriques avec des travaux de laboratoire et quelques cours techniques. Les deux dernières années sont exclusivement consacrées aux travaux techniques.

Les programmes n'ont pas un caractère obligatoire. Une fois inscrit aux principaux cours qui figurent au programme des examens, chaque élève choisit librement les cours et exercices pratiques auxquels il désire assister.

Les élèves peuvent changer d'école chaque année et même chaque semestre ; beaucoup vont suivre, dans les diverses parties de l'Allemagne, les cours des professeurs les plus réputés.

L'école décerne un diplôme que l'on obtient après avoir passé avec succès deux examens, le premier à la fin des deux années préparatoires et le second à la fin des études techniques. Il y a un grade supérieur, celui de docteur-ingénieur, qui n'est obtenu qu'après que le candidat a soutenu une thèse portant sur des questions scientifiques ou techniques et contenant des résultats nouveaux obtenus par ses recherches personnelles.

Pour être admis à se présenter à l'examen du diplôme, l'étudiant doit avoir accompli un stage comme ouvrier soit dans un établissement industriel, soit dans un atelier de mécanique, soit dans une exploitation minière. Ce stage est en général de douze mois et peut être accompli en une ou plusieurs fois.

L'instruction pratique par le laboratoire est considérée comme une partie capitale de l'enseignement. L'examen pour le diplôme comporte généralement des épreuves de laboratoire.

L'étudiant allemand, qui a obtenu son certificat de maturité vers dix-huit ans, passe quatre années à l'école technique, une à l'atelier, une au service militaire. Il entre donc dans l'industrie vers vingt-quatre ans. S'il travaille avec une énergie particulière, il peut réduire le délai d'un an.

Ces écoles, véritables universités techniques, sont divisées en plusieurs facultés ; chaque faculté, gouvernée par un directeur général, possède un ou plusieurs instituts, consacrés à l'enseignement d'une spécialité (chimie, mécanique, électricité). Nombre de ces instituts sont richement dotés et admirablement outillés. Dresde a dépensé près de 7 millions pour la nouvelle installation de son école technique; Darmstadt, près de 8 millions, dont 2 millions pour l'Institut de mécanique; Dantzig, 5 600 000 francs pour les seuls bâtiments de son école technique.

Les professeurs sont choisis, sans règle fixe, parmi les personnes qui se sont fait une notoriété par leurs travaux et souvent même parmi les industriels en renom. A côté des professeurs titulaires, on trouve, comme dans les Universités, des *privat-docenten*. Les professeurs titulaires ont pour auxiliaires des assistants recrutés parmi les ingénieurs diplômés ou les docteurs : ces assistants dirigent les travaux de laboratoire.

Les professeurs ont une situation pécuniaire et sociale considérable. La moyenne des traitements est de 9 000 francs, certains même touchent de 15 000 à 20 000 francs, car leur traitement est complété par les droits d'inscription à leurs cours, et plus leur enseignement est suivi, plus leurs ressources augmentent.

Enfin, point capital : tous les professeurs s'occupent d'affaires industrielles et en tirent des ressources complémentaires, qui souvent dépassent leur traitement de professeur.

Dans son beau livre, *l'Allemagne au travail*, paru il y a quatre ou cinq ans, un ingénieur français, M. Victor Cambon, a décrit les écoles techniques supérieures de Hanovre et de Dantzig : leurs programmes, qui embrassent toutes les appli-

cations de la science moderne à l'art de l'ingénieur et même de l'architecte, — car en Allemagne l'architecte ne doit rien ignorer de tout ce qui concerne la construction mécanique, le chauffage, la ventilation, l'éclairage et la force motrice électriques, etc. — ; leurs installations magnifiques et leur formidable outillage : « En parcourant une telle installation (celle de Dantzig), quiconque a l'amour de la profession d'ingénieur, dit M. Victor Cambon, voudrait redevenir jeune pour en étudier là les secrets et la pratique. »

ÉTATS-UNIS

Il existe aux États-Unis une centaine d'écoles techniques supérieures très luxueusement installées. D'origines très diverses, elles ont été fondées, soit par des corporations, soit par de riches industriels. Lorsque l'on visite ces instituts [1], ce qui frappe tout d'abord, c'est le petit nombre d'amphithéâtres pour l'enseignement *ex-cathedra*, et au contraire la place considérable attribuée aux laboratoires et aux ateliers pour l'enseignement manuel et pratique.

Le *Massachusetts Institute of Technology*, qui est actuellement le plus vaste établissement d'enseignement technique du monde entier, a conservé pour devise la pensée de son fondateur : « L'éducation d'un ingénieur doit être fondée à la fois sur des études théoriques et sur des travaux pratiques de laboratoire et d'atelier. La connaissance parfaite des principes scientiques et techniques doit s'acquérir par un enseignement qui fasse naître des habitudes d'observation sévère et de raisonnement exact et qui provoque la culture générale. »

En 1908, d'après Omer Buysse, le budget de dépenses annuel des écoles techniques supérieures aux États-Unis s'élevait au total à 240 millions de francs.

Au sortir de l'école technique, l'ingénieur américain, qui

1. Omer Buysse : *Les Méthodes américaines d'éducation générale et technique*, Paris, 1908.

peut obtenir son diplôme à vingt et un ans, a acquis une grande habileté manuelle, et il est déjà entraîné au travail personnel. Il aborde alors la pratique, pénétré de cette idée que son véritable apprentissage commence seulement. Et, sans s'arrêter aux considérations d'amour-propre ni exiger de hauts appointements, il entre là où il sait qu'il a le plus de chances d'acquérir le complément d'éducation professionnelle qui lui manque. C'est ainsi que l'on trouve dans nombre d'usines américaines de jeunes ingénieurs diplômés occupant des postes de contremaîtres en second.

« Pour se frayer un passage vers les situations supérieures, à travers les rangs de ces personnalités de trempe, sur qui repose, jusqu'à ce jour, l'industrie américaine, les nouveaux venus doivent commencer par se former pratiquement et, dans ce but, ils se soumettent volontiers à des apprentissages longs et durs, non pas dans les bureaux de dessin ou dans des postes administratifs, mais dans la vie des ateliers [1]. »

Mais les Américains ont senti le danger d'une spécialisation prématurée et la nécessité d'une culture générale : c'est ce qu'a pu constater un jeune ingénieur français, M. André Rabut [2], au cours d'une enquête postérieure à celle de M. Omer Buysse.

Tandis que le système allemand pousse à la spécialisation extrême, l'Amérique moderne a voulu réagir. Dans un rapport récent à l'*American Institute of Electrical Engineers*, M. Schneider dit : « Nous ne pouvons adopter le système éducatif allemand pour la raison simple que la classification allemande est horizontale et que nous en avons une verticale. En d'autres termes, le problème dont nous nous inquiétons avant tout, dans ce pays, est de trouver quelle est la plus haute position que ses aptitudes permettent à chaque homme d'atteindre et de l'aider à y arriver. »

« Ce qui, d'après M. Houllevigue, caractérise avant tout la formation américaine, c'est la prépondérance de l'effort personnel et de l'épreuve pratique... Un second caractère de

1. Omer Buysse. *Ibid.*, p. 702-703.

2. Cité par L. Houllevigue, *le Temps*, 9 avril 1916.

la méthode américaine, c'est la limitation de l'enseignement mathématique. Les mathématiques sont, dans les écoles techniques de l'Union, un moyen et un instrument, tandis que nous en faisons une fin [1]. »

Une récente enquête officielle anglaise nous a apporté des renseignements du plus haut intérêt sur l'esprit qui anime aujourd'hui la grande industrie américaine et sur l'union intime des industriels et des Universités pour le plus grand progrès économique et scientifique :

Aux États-Unis [2], dans certaines industries, on s'est rendu compte, plus vite qu'en Angleterre, du grand rôle que l'application systématique de la science à l'industrie a joué dans les rapides progrès de l'Allemagne. De grandes entreprises américaines ont, dans les vingt dernières années, établi, en nombres de plus en plus considérables, des laboratoires de recherches.

Sans doute, toutes les maisons américaines ne sont pas aussi ardentes au progrès que la *Compagnie Eastman Kodak*, la *General Electric Company* ou la *National Electric Lamp Association* qui ont acheté un parc de plus de trente-cinq hectares pour y construire une série d'instituts de recherches destinés à desservir les vingt usines dépendant de l'association qu'elles ont formée. L'Amérique est en plein dans la période des expériences, et ces expériences méritent d'être suivies de près. L'une d'elles, concernant le Mellon Institute, a été décrite par le directeur des enquêtes du ministère de l'Instruction publique dans le *Journal of Industrial and Engineering Chemistry*. Il s'agit de mettre en rapport, d'une part, les industriels et, d'autre part, telle Université, de manière que le savant, l'Université elle-même et l'industrie collaborent à l'œuvre des recherches sans compromettre la liberté scientifique du professeur d'Université et en réservant à l'industriel la propriété des résultats des recherches entreprises qui pourraient lui appartenir. Une expérience semblable a été récemment tentée à l'Université Yale avec le concours des fondeurs de cuivre et de bronze de la région : les industriels font les frais d'un séjour d'un ou deux ans à l'Université pour les étudiants qui ont terminé leurs études et qui sont spécialement choisis pour y poursuivre des recherches. En vertu de l'arrangement conclu, les étudiants consacrent la moitié de leur temps à l'étude des problèmes qui intéressent les industriels signataires de l'arrangement.

1. *Id. Ibid.*

2. *Report of the Committee of the Privy Council for scientific and industrial research for the year* 1915-1916, presented to Parliament. London, 1916. (Cd. 8336.)

ANGLETERRE

L'industrie anglaise, tout au moins en ce qui concerne la construction mécanique et les constructions navales, a occupé au XIXe siècle une place prépondérante dans le monde. Cette place, elle l'avait acquise et longtemps conservée par des méthodes sensiblement différentes de celles qui ont cours aujourd'hui et que l'Angleterre a été amenée à adopter elle-même en grande partie.

Les vieilles méthodes qui, au long du siècle dernier, n'ont cessé de prévaloir aussi bien dans la science que dans l'industrie, étaient le produit, pour ainsi dire spontané, de l'esprit et du caractère national.

Tous les grands ingénieurs et capitaines d'industrie étaient d'anciens ouvriers sortis du rang : ainsi Whitworth et Nasmyth, qui ont puissamment contribué aux progrès de l'industrie mécanique. Whitworth, fils d'un pauvre instituteur, était entré en apprentissage à quatorze ans dans une filature. Il y resta six années et devint contremaître. Puis il passa par diverses usines de construction mécanique, comme simple ouvrier. A trente ans, il s'installa à Manchester pour tenter la fortune. Quand il mourut en 1887, il laissait la plus grande usine de construction de machines de Manchester, et il était devenu le principal fabricant de canons de la Grande-Bretagne. Et c'est lui, ce simple ouvrier devenu ingénieur et chef d'industrie, qui avait été en Angleterre l'initiateur des méthodes scientifiques dans la construction mécanique.

Au cours d'une enquête poursuivie en Angleterre, il y a environ vingt-cinq ans, voici ce que l'on a pu constater [1] :

A la tête des ateliers de construction de la *South Western Railway Company*, occupant 1 200 ouvriers, le directeur est un ancien ouvrier. Il a quitté l'école à seize ans pour entrer dans un atelier de construction mécanique.

George Findlay, directeur général du *London and North Western Railway*, a débuté à seize ans au service du célèbre

1. Max Leclerc : *Les Professions et la Société en Angleterre*. Paris, 1894.

Tom Brassey, le grand entrepreneur de voies ferrées, et c'est de là qu'il s'est élevé jusqu'aux plus hauts postes.

A Manchester, dans les ateliers Whitworth, qui occupent 2 000 ouvriers, le fils du directeur, un jeune homme d'une trentaine d'années, dit : « Tous nos ingénieurs sortent du rang. Ils sont entrés ici vers l'âge de quatorze ans, en moyenne ; ils ont passé par tous les ateliers, ils ont appris toutes les finesses et tous les tours de main... Quant à leur instruction scientifique, ils n'ont pu la pousser qu'en suivant les cours du soir. Voilà les faits. Je ne nie pas l'avantage d'une culture scientifique plus étendue ; mais, s'il fallait choisir, je donnerais la préférence à l'apprentissage purement pratique, parce qu'il est indispensable... Sir Joseph Whitworth eut, un jour, l'idée d'engager à son service un *senior wrangler* [1] et d'en faire un directeur des ateliers. Ce savant homme dut quitter la place au bout de six mois ; toutes ses mathématiques ne lui servaient de rien... Je reconnais que les cours du soir sont insuffisants à Manchester ; que les sections de mécanique de notre école technique et de notre Université sont médiocres, que les moyens d'étudier scientifiquement l'art de l'ingénieur font défaut, et pourtant l'industrie mécanique a pris chez nous un développement extraordinaire. On ne fait pas un ingénieur ; l'ingénieur naît ingénieur, puis il se fait lui-même. »

Chez MM. Platt frères, à Oldham, qui occupent 2 000 ouvriers à fabriquer des métiers à tisser (cette usine est l'une des plus grandes usines du monde en ce genre), tous les ingénieurs, d'abord ouvriers, ont commencé l'apprentissage vers treize ou quatorze ans, puis complété leur instruction par les cours du soir. L'usine se suffit entièrement à elle-même : on y dessine tous les modèles ; on y fabrique même les machines-outils et l'on y invente tous les perfectionnements.

Il est vrai que c'est à Oldham que les cours de l'Extension universitaire (cours d'adultes itinérants organisés par les Universités d'Oxford et de Cambridge) ont trouvé leurs auditoires les plus nombreux et les plus attentifs.

L'État anglais lui-même place à la tête de ses grands ser-

1. Le premier dans le concours annuel de mathématiques de Cambridge ; — nous dirions : un major de promotion de l'École polytechnique.

vices techniques des industriels qui ont fait leurs preuves : ainsi la fonderie de Woolwich est dirigée par un praticien emprunté à l'industrie privée ; la direction générale des constructions navales est confiée à un constructeur en renom. L'État tient essentiellement à ce que ses services techniques soient administrés comme une usine privée.

M. Georges Cochery, député, membre de la Commission d'enquête sur la marine, écrivait en 1894 : « Au nord de la Manche, trois ans entre l'ordre de construction et l'entrée en escadre du cuirassé. Au sud, cinq ans au moins. Les ouvriers des arsenaux sont moins nombreux que chez nous, — 19 000 contre 21 000, — et cependant produisent davantage. La comptabilité est extrêmement simple et permet de se rendre compte, chaque semaine, de l'état exact des dépenses faites sur un bâtiment. » Et M. Cochery concluait : « Ce qui résulte de l'examen des services de la marine anglaise, c'est la simplicité des rouages, le souci d'établir la responsabilité individuelle, l'unité de direction... tous les services concourent à une œuvre commune, sans aucune effort perdu, avec le minimum de formalités [1]. »

Dès cette époque, l'école et l'atelier s'étaient rapprochés ; entre l'une et l'autre avaient diminué les tendances à l'antagonisme. Mais les industriels anglais n'admettaient pas que l'école et l'atelier pussent être confondus. Et, inversement, dans les plus hauts postes de l'enseignement technique, le culte de la pratique était resté en honneur.

Ainsi, à Finsbury College, qui était alors l'un des meilleurs établissements techniques de l'Angleterre, M. Perry, professeur de construction mécanique, adressait à ses élèves, au moment où ils allaient quitter l'école et entrer en apprentissage, ces conseils significatifs : « La plupart d'entre vous ont dix-sept ans ; si vous entrez à l'atelier dès maintenant, vous pourrez devenir de bons ouvriers ; mais si vous attendez encore trois ans pour commencer l'apprentissage, — et, sans l'apprentissage, comment serait-il possible de faire un bon ingénieur-constructeur? — si vous attendez, vous ne pourrez plus apprendre, il sera trop tard. Je vous conseille de commencer

1. *Le Temps* des 3 et 5 mai 1894.

dès maintenant. Dans deux ou trois ans, remettez-vous à l'étude. Vous acquerrez plus en six mois, après votre apprentissage, que vous n'apprendriez ici en trois ans ; sans compter que vous serez devenus de bons ouvriers, et c'est le seul moment de votre vie où vous puissiez le devenir [1]. »

Depuis lors, sous la pression des circonstances, concurrence américaine, concurrence allemande, les Anglais ont senti la nécessité de réformer leur enseignement technique. Ils ont envoyé des missions à l'étranger, spécialement en Amérique. L'enquête a prouvé l'infériorité de l'organisation anglaise. La Société des Ingénieurs civils de Londres a établi, d'après les conclusions des Commissions d'enquête, un programme d'études techniques qui fut soumis à une sorte de referendum parmi les industriels les plus qualifiés.

« Voici le cycle recommandé pour la formation des ingénieurs des diverses spécialités : les jeunes gens devront commencer leur préparation technique au sortir du collège, entre seize et dix-huit ans. — La première année sera consacrée à un apprentissage manuel, dans un atelier de mécanique, quelle que soit la carrière à laquelle se destine le futur ingénieur. — Les deux années suivantes se passeront à l'école technique. L'enseignement qui y sera donné sera le même pour tous les élèves, et la spécialisation ne se fera qu'après. — Viendra ensuite un stage de trois ans dans un établissement industriel appartenant à la spécialité à laquelle se destine le futur ingénieur [2]. »

Londres, Oxford, Cambridge, Manchester, Leeds, Liverpool, Newcastle, pour ne parler que de l'Angleterre, ont fait, dans les dix ou quinze dernières années, des efforts considérables pour développer les instituts techniques qui sont le plus souvent adjoints aux Universités.

Pendant la guerre actuelle, ces instituts sont devenus de véritables usines pour la défense nationale, et le chef de la délégation universitaire française qui a parcouru les Universités anglaises en juin 1916, M. Joubin, recteur de l'Académie de Lyon, a pu dire :

1. *The Engineer*, 13 juillet 1888.
2. André Pelletan : *Revue de Métallurgie*, novembre 1906, p. 603.

« Cet effort n'eût pas été possible si, depuis peu, les Universités, les municipalités des grandes villes n'avaient compris l'importance de l'enseignement supérieur technique, et, l'ayant compris, ne l'avaient de suite réalisé avec un élan, une ampleur, une générosité et un sens pratique extraordinaires. Les instituts spéciaux, les facultés de technologie sont royalement installés, dotés ; ce ne sont pas seulement des palais, ce sont aussi des usines où s'élaborent pour demain la bataille et la victoire industrielle et commerciale, grâce au concours clairvoyant de toutes les forces, de toutes les ressources [1]. »

Un document récent nous indique clairement la voie où, à l'exemple des Américains, nos alliés d'outre-Manche, stimulés par la guerre, cherchent à s'engager : le 28 juillet 1915, le Conseil Privé de Sa Majesté Britannique constituait un « Comité pour les recherches scientifiques et industrielles », chargé d'organiser la collaboration étroite de la science et de l'industrie, et le Parlement votait pour le seul exercice 1916 un crédit d'un million. Ce Comité s'est adjoint un Conseil technique formé de savants et d'industriels réputés.

A la fin d'août 1916, le premier rapport [2] de ce Conseil technique a été distribué au Parlement :

Les Universités, y lisons-nous, peuvent et doivent être les sources principales de recherches en matière de science pure ; tel est le chemin qui mène aux découvertes d'où découlent toutes les applications pratiques et techniques.

Le professeur R. A. Gregory a montré, d'une façon décisive, que chacune des applications modernes de la science, depuis la télégraphie sans fil jusqu'aux antitoxines, « a son origine dans un travail de science pure et n'a pas été le résultat d'une intention formelle de découvrir quelque chose d'utile à l'humanité ».

Si les Universités peuvent prendre une grande part aux travaux à venir concernant la science pure, elles auront fait beaucoup, mais elles peuvent faire plus. Elles peuvent aussi prêter assistance à l'industrie pour résoudre ceux des problèmes concernant l'application

1. *Le Temps*, 15 juin 1916.

2. *Report of the Committee of the Privy Council for scientific and industrial research for the year* 1915-1916, presented to Parliament. London, 1916. (Cd. 8336.)

de la science qui ne sont ni trop complexes, ni trop étendus. La composition chimique des *stilbene* colorants, par exemple, a été déterminée à l'Université de Leeds. Des recherches sur la nature et la composition des fibres de cellulose ont été confiées récemment à l'École de Technologie de Manchester ; le dégommage de la soie est étudié au Collège Impérial de Sciences et de Technologie ; l'étude des turbines fait l'objet de recherches au Collège technique de Glasgow et à l'Université de Manchester.

La section de métallurgie de l'Université de Sheffield, les sections de chimie tinctoriale et du cuir de l'Université de Leeds, les sections de mécanique de l'Université de Glasgow et du Collège Impérial, les sections des mines et de brasserie de l'Université de Birmingham, sont des exemples de ce que les Universités ont entrepris déjà et qui doit être développé.

On voit dans quel sens s'orientent nos Alliés. Ils font appel à la coopération de tous, sans exception, savants, industriels, Universités, écoles techniques supérieures.

III

L'ŒUVRE DES UNIVERSITÉS FRANÇAISES

« Voilà vingt-cinq ans environ, écrivait M. Liard en 1916 [1], qu'un professeur de chimie de la Faculté des sciences de Lyon, Jules Raulin, ancien collaborateur de Pasteur, qui n'avait pas cru déchoir en étudiant, avec le Maître, la maladie des vers à soie, frappé du nombre considérable de chimistes étrangers, Allemands et Suisses, qu'employaient les usines de la région lyonnaise, se résolut à ouvrir dans son laboratoire une école pratique pour former des ingénieurs chimistes. Grand émoi dans la Faculté ! On était encore sous l'empire de cette maxime : aux Facultés, la science pure ; aux écoles spéciales, les applications de la science. Le doyen refusa net de compter les nouveaux étudiants parmi les étudiants de la Faculté. Il fallut, pour le faire consentir, un ordre formel du directeur

1. L. Liard : *Les Universités française et la Guerre*, *Revue de Paris*, 1er mai 1916.

de l'Enseignement supérieur. Depuis lors, les choses ont bien changé. »

N'oublions pas que l'organisation nouvelle de nos Universités est le résultat d'une évolution commencée il y a trente ans sur l'initiative de M. Liard, alors directeur de l'Enseignement supérieur. En 1885, des décrets accordèrent aux Facultés la personnalité civile : c'était le germe d'où allaient sortir tous les développements ultérieurs. Les Facultés avaient donc à leur portée un instrument d'action, et nous allons voir comment certaines Facultés des sciences en usèrent. Mais les Facultés restaient isolées et sous la dépendance du pouvoir central [1]. En 1891, nouveau progrès, les Facultés ont désormais un budget et la gestion directe des crédits qui leur sont accordés par l'État. Enfin, la loi du 10 juillet 1896 groupe en Universités tous les corps de Facultés jusqu'alors séparés.

Grâce à l'autonomie dont elles jouissent depuis vingt-cinq ans, encouragées par les industriels locaux, aidées de leurs conseils, soutenues par leurs subventions, empruntant souvent leurs professeurs à l'industrie, les Universités françaises ont créé des Instituts techniques florissants, — variés, adaptés dans une large mesure aux besoins de la région ; ainsi se sont formées des pépinières d'ingénieurs qui ont déjà servi, avec un rare bonheur, au recrutement des industries qui se sont développées surtout dans les quinze ou vingt dernières années (électro-métallurgie, industrie hydro-électrique, industries chimiques, etc.). Telle est l'œuvre de quelques-unes de nos grandes Universités, Nancy, Grenoble, Toulouse, Lyon, etc., où des hommes de science ont compris la nécessité de renouveler leurs méthodes, de tendre la main à l'industrie, de travailler pour elle, et où, grâce à une étroite collaboration entre les industriels et les savants, il s'est créé en toute liberté, sous l'impulsion des initiatives individuelles et des besoins constatés, une heureuse floraison d'Instituts qui sont des organismes bien vivants, en plein développement organique, et dont on peut attendre beaucoup. C'est de là que doit sortir, pensons-nous, au moins en grande partie, la réforme de l'enseignement technique supérieur que réclament tant de voix autorisées.

1. L. Liard : *Universités et Facultés*. Paris, 1890.

Sans doute, les ingénieurs sortis de ces Instituts n'ont pas encore le prestige traditionnel, et un peu conventionnel peut-être, que confère le titre d'ancien élève de l'École polytechnique, mais ils sont bien préparés au rôle qu'ils ont à jouer dans l'industrie.

Il n'entre pas dans notre esprit de faire valoir ces Instituts aux dépens de telle ou telle autre institution plus ancienne, mais de montrer ce que la liberté peut produire dans notre pays, là où il lui est permis de s'épanouir.

Nancy [1]

Parmi nos Universités provinciales qui ont le plus heureusement développé l'enseignement technique, l'Université de Nancy mérite d'être citée en première ligne. Il y a un quart de siècle que la Faculté des sciences de Nancy, sous l'énergique impulsion du professeur Haller, a entrepris d'organiser une série d'instituts techniques qui sont devenus de véritables écoles d'ingénieurs : Institut chimique, Institut agricole et colonial, École de laiterie, Institut de géologie, et enfin, le plus important de tous, Institut électro-technique.

L'*Institut chimique* a été créé dès 1889. Il comptait 6 élèves à ses débuts, 94 en 1900, plus de 140 en 1911. Les élèves sont admis à dix-sept ans, après examen, à moins d'être pourvus du baccalauréat ou d'un diplôme étranger équivalent. La durée des études est de trois ans ; les anciens élèves des grandes écoles, les étudiants munis d'attestations d'autres instituts, sont dispensés d'une ou deux années d'études. La sanction des études est le diplôme d'ingénieur-chimiste de l'Université de Nancy.

1. Les éléments de ces monographies sur les Universités provinciales sont empruntés principalement aux *Enquêtes et documents relatifs à l'enseignement supérieur. Rapports des Conseils des Universités*, années 1900 à 1913. Paris, Imprimerie nationale.

De bonne heure encouragé par les subventions d'industriels, de financiers et d'hommes d'affaires de la région, cet institut occupe une superficie de 1 600 mètres carrés et comprend trois amphithéâtres ou salles de cours, sept laboratoires d'élèves, six laboratoires de professeurs, un laboratoire spécial d'essais industriels, de nombreux cabinets pour recherches et études particulières, une installation modèle pour la chimie physique, un hall de machines, une bibliothèque spéciale et un musée industriel, où est conservée une collection de produits, dont plus de 1 200 découverts ou étudiés à l'Institut.

Les matières enseignées comprennent la chimie minérale, la chimie physique, la chimie analytique, la chimie organique, la chimie industrielle, la métallurgie, les teintures, l'impression.

A l'Institut de chimie se rattache l'*École de brasserie*, fondée en 1893, qui fournit aux brasseurs, directeurs et contremaîtres de brasserie les connaissances scientifiques nécessaires. Les études, d'une durée de six mois, préparent à deux diplômes de l'Université, diplôme d'ingénieur-brasseur, diplôme d'études supérieures de brasserie, suivant le nombre de points obtenus.

L'*Institut agricole*, fondé en 1901, a pour objet de donner aux étudiants une instruction supérieure préparant d'une façon générale à la profession d'agriculteur et d'ingénieur-agricole en Europe ou aux colonies. L'enseignement comprend : 1° un enseignement général (sciences appliquées à l'agriculture) et 2° cinq sections spéciales (agriculture, laiterie, études économiques, coloniales, forestières). L'âge d'admission est de dix-sept ans au moins et il n'est exigé à l'entrée aucun diplôme, mais on s'assure que les candidats ont des connaissances scientifiques suffisantes. La durée des études est de deux années consacrées à l'enseignement général et à l'une des cinq sections spéciales au choix ; une troisième année, facultative, est réservée à ceux qui veulent compléter leurs études dans d'autres sections. Les cours de l'Institut agricole conduisent au diplôme d'études supérieures agronomiques. Le nombre des élèves, qui était de 6 en 1902, s'est élevé à 25 en 1907 et à 36 en 1911.

L'*Institut colonial*, fondé en 1902, n'est qu'une section du précédent et délivre un diplôme d'études coloniales.

L'*Institut électro-technique*, fondé en 1900, a pris une extension considérable et acquis une réputation méritée.

En 1904, il se composait seulement de quatre salles au rez-de-chaussée (laboratoire d'essais pour les élèves, salle des machines, laboratoire de mesures, salle de photométrie), plus deux autres pour les cours ou exercices pratiques au premier étage. En 1905, il s'agrandissait de deux salles nouvelles, l'une fort importante, au point de vue industriel, avec plaque d'essai et pont roulant pour des machines de toute puissance ; l'autre, fort importante au point de vue scientifique, contenant une bibliothèque spéciale d'électro-technique. En 1904-1905, commençait à fonctionner un laboratoire de mécanique appliquée, avec salle d'essai de matériaux, salle de chauffe et vaste hall avec moteur à vapeur, moteur à gaz, moteur à pétrole, turbine et appareil pour la mesure d'un débit d'eau. La dépense totale pour ces divers aménagements s'est élevée à 48 300 francs, fournis uniquement par la Faculté des sciences, sans aucune subvention, ni de l'Université ni de l'État.

La spécialisation croissante de l'enseignement des sciences appliquées nécessitait une amélioration parallèle des laboratoires, dont l'aménagement ne pouvait se faire qu'à grands frais. Le rapporteur du Conseil de l'Université pour 1906 déclarait suffisant le laboratoire d'électricité, mais déplorait l'insuffisance du laboratoire de mécanique appliquée. Et la Faculté des sciences entreprenait de le compléter, en 1907, pour les machines hydrauliques, par un agrandissement dont elle supportait seule tous les frais, évalués à 40 000 francs. Les projets et devis pour les machines techniques étaient arrêtés à 175 000 francs, et le rapporteur proposait de s'adresser « à ces grands industriels de la région pour qui, en définitive, nous travaillons et qui connaissent le prix de la science, véritables savants eux-mêmes dans leurs usines, comme nos professeurs sont presque des industriels dans leurs laboratoires ».

L'appel fut entendu ; le 13 juin 1909, était inauguré le nouveau laboratoire de mécanique appliquée, et le doyen de la Faculté des sciences de Paris, M. Appell, rendait à ses organisateurs le témoignage « que Paris même, dans aucun de ses établissements supérieurs, n'en saurait montrer un semblable ».

En 1911, l'outillage de l'Institut de mécanique s'augmentait d'appareils pour les essais de résistance des matériaux, grâce à une subvention du ministre de l'Instruction publique.

D'année en année, les résultats obtenus dans l'enseignement répondaient aux efforts des organisateurs et du corps enseignant. L'Institut électro-technique, qui ne comptait que 6 élèves en 1900, année de sa fondation, en réunissait 206 en 1905. Il commençait déjà à former des ingénieurs-constructeurs pour les installations hydrauliques et électriques, espérant ainsi attirer à lui, pour le plus grand profit de l'industrie régionale, les jeunes gens de la région des Vosges ou de Mulhouse qui se rendaient jusqu'alors au Polyteknicum de Zurich. L'Institut électro-technique devenait en même temps un Institut de mécanique appliquée.

En 1906, devant l'affluence des étudiants, parmi lesquels beaucoup d'étrangers, fut inauguré un nouveau règlement d'études. Un examen d'entrée est exigé des candidats qui ne sont pas pourvus du baccalauréat ou d'un diplôme étranger jugé équivalent. Une première année est consacrée aux études générales. La spécialisation commence avec la deuxième année.

Les rapports du Conseil de l'Université constatent que les anciens élèves de l'Institut technique sont fort appréciés dans l'industrie pour leur savoir et leur habileté technique. « Depuis vingt ans pour les industries chimiques, depuis dix ans pour l'industrie électrique, écrivait le rapporteur en 1910, notre Faculté des sciences forme chaque année de solides équipes de techniciens qui s'en vont ensuite dans les usines, en France et à l'étranger, nous rendre par leurs services ce témoignage qu'ils ont été ici à bonne école. »

Statistique des élèves de l'Institut électro-technique de Nancy

ANNÉES	NOMBRE D'ÉTUDIANTS	DIPLOMES D'INGÉNIEURS ÉLECTRICIENS	DIPLOMES D'INGÉNIEURS MÉCANICIENS
1901	6	5	»
1902	73	16	»
1903	130	13	»
1904	148	30	»
1905	206	21	»
1906	221	33	»
1908	368	32	11
1909	354	39	15
1910	363 [1]	32	17

1. Dont 223 étrangers.

Grenoble

L'Université de Grenoble a su merveilleusement tirer parti des ressources naturelles de la région alpine ; dès longtemps le Dauphiné fut un des centres les plus actifs de l'industrie de la papeterie. Les progrès de la technique hydro-électrique ont transformé, renouvelé et multiplié les industries dauphinoises.

L'Université de Grenoble, sous l'impulsion de quelques hommes énergiques et clairvoyants, a su marcher de pair avec ce développement industriel et même y contribuer, en le secondant par des instituts et des laboratoires et en lui fournissant un personnel d'ingénieurs et de contremaîtres spécialement entraînés.

Parmi les enseignements directement donnés par la Faculté des sciences, il y a lieu de mentionner l'électricité industrielle, la technique électrique, les essais de machines et mesures électriques, l'analyse chimique industrielle, la mécanique appliquée, la mécanique industrielle, la physique industrielle, l'électro-chimie et l'électro-métallurgie. La possession des certificats correspondant à ces trois dernières séries d'études

supérieures donne droit au diplôme de licencié ès sciences industrielles.

Dès 1892, la Faculté des sciences de Grenoble transformait en cours d'électricité industrielle l'un des cours du soir professés, sous les auspices de la municipalité de Grenoble, par un professeur de physique de la Faculté. Huit ans plus tard, l'Université de Grenoble, devenue autonome, créait, avec le concours de la Chambre de Commerce, un *Institut électrotechnique*, qui fut inauguré le 11 mars 1901. Il comptait alors une centaine d'auditeurs et 33 élèves réguliers.

Les ressources de l'Institut étaient modestes. Le rapport du Conseil de l'Université pour 1901-1902 signale la lourde charge que constituerait l'entretien de l'Institut pour le budget de l'Université, si elle n'avait l'espoir du concours financier de l'État et la promesse de subventions du département de l'Isère et de la ville de Grenoble. L'Institut avait reçu en 1901-1902 de la Société pour le développement de l'Enseignement technique près l'Université de Grenoble un don de 12 000 francs.

Dès 1905-1906, sous la poussée des étudiants qui affluaient, les préoccupations budgétaires faisaient place au souci d'étendre les services de l'Institut, et le doyen de la Faculté des sciences disait dans son rapport annuel : « Le manque de place est le seul obstacle à vaincre, il n'y en a pas d'autres : car, en l'état, la réalisation des revenus nécessaires serait assurée. »

L'Institut comptait, en effet, autant d'élèves que ses laboratoires pouvaient en recevoir, et, faute d'espace, on devait, l'année suivante, refuser plus de la moitié des postulants. La raison du succès de l'Institut était, suivant les termes du doyen de la Faculté des sciences, « la facilité avec laquelle sont accueillis partout les ingénieurs que nous formons, la facilité avec laquelle tous trouvent des situations en sortant de chez nous ».

A l'Institut qui rendait déjà, comme expert, contrôleur et conseiller, des services pratiques aux industries régionales et aux villes pour l'organisation de l'éclairage et la distribution de l'énergie électrique, il ne manquait, pour compléter son enseignement, qu'une section d'électro-chimie : « Si l'on considère que nulle région en Europe ne présente, au même

degré que le Dauphiné et la Savoie, une concentration d'usines électro-chimiques et que Grenoble est la véritable capitale industrielle de cette région, on sera forcé d'admettre que notre Institut serait alors sans rival. »

Grâce à la munificence d'un particulier, M. Brenier, qui devait donner son nom à l'Institut transformé, celui-ci allait être installé dans des locaux neufs.

L'enseignement d'électro-chimie et d'électro-métallurgie fut doublé, en 1910, d'un cours mécanique industrielle et d'hydraulique, destiné à être complété par la création d'un laboratoire hydraulique.

En 1911, l'Institut put s'installer dans la première moitié de ses nouveaux locaux en attendant la seconde série de bâtiments à construire en 1912. L'aménagement intérieur et le matériel exigeaient des ressources complémentaires considérables. L'installation des divers services électro-techniques et électro-chimiques était achevée à la fin de 1912. 625 000 francs, dont 360 000 fournis par l'État, avaient été dépensés.

Dès 1910, bien qu'il fût forcé de limiter le nombre des admissions à la place dont il disposait, l'Institut comptait 233 élèves, et le doyen de la Faculté des sciences pouvait résumer ainsi les résultats obtenus : « Nos efforts ont été couronnés de succès, et la valeur de la formation scientifique de nos jeunes ingénieurs est attestée par la faveur continue avec laquelle ils sont acceptés par les industries les plus diverses. Comme le constate M. Barbillion, directeur de l'Institut, dans son dernier rapport à la Société pour le développement de l'Enseignement technique près l'Université de Grenoble, la construction électromécanique, l'électro-chimie, l'électro-métallurgie, les distributions d'énergie à haute tension, l'exploitation des réseaux d'éclairage et de force motrice, la traction, voire même les ateliers de construction de matériel électrique de mesure et de précision et les Compagnies de chemins de fer, se partagent les effectifs de nos promotions successives. Nous avons un certain contingent d'anciens élèves placés en Russie, dans les pays balkaniques, en Turquie, et même en Indo-Chine et dans l'Amérique du Sud. Cette émission continue des ingénieurs de notre Institut vers des pays où l'industrie française entre en lutte contre de puissantes

influences étrangères est bien faite pour éveiller l'orgueil patriotique de l'Université de Grenoble. »

L'extension de l'Institut a été telle que son nom primitif n'a plus semblé répondre à la réalité. Depuis 1912, il est désigné sous le nom d'*Institut polytechnique, Institut Brenier.* Ce nom constate la situation de l'Institut, qui déborde aujourd'hui les anciens cadres réglementaires et réclame une entière autonomie, justifiée à la fois par son importance et ses besoins spéciaux. En attendant une réforme plus large et plus complète, la situation administrative de l'Institut est mixte, puisque, tout en étant une annexe de la Faculté des sciences, il est rattaché directement à l'Université pour la partie financière. Il en est de même de son fonctionnement intérieur, car, d'une part, plusieurs de ses services, dont l'objet est la préparation à des grades de licence, constituent de véritables services de la Faculté des sciences ; d'autre part, certains services propres de l'Institut qu'on peut considérer moralement, eu égard à la fondation première, comme relevant de l'Université, trouvent dans l'industrie même, avec leur raison d'être, leurs moyens d'existence.

Toujours pour parer au plus pressé, un règlement, adopté en 1912-1913 par le Conseil de l'Université, a déterminé les attributions du directeur de l'Institut, sous l'autorité du doyen de la Faculté des sciences, et l'a admis à prendre part, à titre consultatif, aux séances du Conseil, pour les questions intéressant l'Institut, qui comptait 450 élèves en juillet 1914.

Une des branches les plus originales de l'Institut est l'École de papeterie. Son directeur et fondateur, le professeur Louis Barbillion, qui a été l'âme de ces diverses créations à l'Université de Grenoble, a raconté lui-même cette histoire, où l'on voit collaborer un professeur de la Faculté des sciences, les industriels intéressés et l'État [1] :

Depuis longtemps déjà, les industriels du papier signalaient l'urgence de la création, pour assurer le recrutement des cadres supérieurs

1. *L'École française de papeterie de Grenoble*, par Louis Barbillion, professeur de la Faculté des sciences, directeur de l'Institut électrotechnique et de l'École française de papeterie, dans *l'Information universelle*, 26 avril 1916, p. 194 et suiv.

et moyens du personnel des fabriques, d'une École spéciale capable de conférer à de jeunes sujets, déjà pourvus d'une instruction scientifique générale, les connaissances professionnelles nécessaires à l'exercice d'une profession délicate. Seuls, les frais d'une telle organisation, à faire naître de toutes pièces, avaient fait différer la mise en œuvre de projets fort séduisants.

L'Université de Grenoble cependant, lors du Congrès annuel de 1907 de l'Union des Fabricants de papier, tenu à Tours les 9 et 10 septembre, soumit à l'assemblée, par la voix du directeur de l'Institut polytechnique de l'Université, un projet de création d'une École de papeterie utilisant les enseignements scientifiques et techniques généraux de l'Institut, doublant ceux-ci de cours techniques à confier à des spécialistes ingénieurs et prévoyant enfin la constitution des installations matérielles nécessaires au moyen de souscriptions ouvertes par l'entremise de l'Union des Fabricants de papier de France. Le ministère du Commerce accepta de prendre à sa charge la plus grosse part de la rétribution du personnel technicien nécessaire. L'Université de Grenoble prêtait le concours de son personnel professoral. Enfin, un généreux bienfaiteur de l'Institut, M. Brenier, président de la Chambre de Commerce de Grenoble, mettait à notre disposition un hangar-remise lui appartenant, tout prêt à recevoir notre matériel de travaux.

Moins de deux mois après le Congrès de Tours, l'École ouvrait ses portes (le 5 novembre 1907). Le coût des installations matérielles, réalisées par le Comité d'organisation au moyen des souscriptions ouvertes par l'*Union des Fabricants de papier*, représentait en 1909 plus de 250 000 francs...

L'École est constituée aujourd'hui exactement comme une usine de fabrication, mais une usine d'une extrême souplesse permettant de faire toutes les sortes de papier, des plus minces aux plus épais, des plus communs aux plus raffinés et aux plus délicats.

L'École, du reste, en outre de son rôle pédagogique, constitue une véritable usine-laboratoire dans laquelle de nombreuses recherches ont déjà été effectués. Beaucoup de succédanées présumés du bois ou des chiffons ont été essayés à l'École en vue de leur utilisation en pâte à papier. Un grand nombre de matières textiles d'origine indigène ou exotique ont été mises en œuvre également sur la demande de Groupements industriels ou même de Gouvernements de nos colonies.

L'École a formé 150 élèves diplômés en neuf ans ; et l'Institut électro-technique plus de 1 700 en douze ans.

Ainsi, grâce à cette union de l'esprit scientifique et de l'esprit pratique, grâce à la compétence de ses maîtres et à la confiance désormais conquise des industriels, l'Institut polytechnique

Brenier tend à devenir un centre d'études et de rajeunissement pour les industries nouvelles ou anciennes qui utilisent la force électrique. L'École de papeterie et l'enseignement d'électro-chimie ont obtenu un succès qui a vite dépassé les limites du Dauphiné et celles de la France. Le bureau de contrôle et d'essais, annexé à l'Institut, est actuellement l'établissement français le mieux outillé pour l'étude et la vérification des compteurs électriques ; il a été agréé par l'État pour la délivrance du certificat d'essai des compteurs qui était réservé, jusqu'en 1909, au seul laboratoire central de la Société internationale des électriciens.

Toulouse

Dès 1888, la Faculté des sciences de Toulouse possédait un cours de chimie agricole et industrielle. En 1892, une station agronomique était annexée à la Faculté ; l'année suivante, une station d'essais de semences et de pathologie végétale, des chaires de botanique et de zoologie agricoles étaient créées successivement et l'ensemble aboutissait en 1909 à la fondation d'un *Institut agricole.*

La chimie appliquée était enseignée dès 1889 et, depuis 1896, la Faculté délivrait un certificat de chimie appliquée. En 1906, fut créé l'Institut de chimie qui confère un diplôme d'ingénieur-chimiste.

En 1895-1897, un cours d'électricité industrielle était professé à la Faculté, qui délivrait un certificat de physique appliquée. La ville de Toulouse fondait, en 1907, une chaire d'électricité industrielle, et mettait à la disposition de l'Université les locaux nécessaires à l'installation d'un Institut électro-technique.

L'*Institut de chimie*, le plus ancien des trois, eut des débuts modestes ; il a pour directeur le professeur Paul Sabatier. Le nombre de ses étudiants est passé de 40, en 1907-1908 ; — à 49 l'année suivante (dont 16 étrangers) ; — à 69 (dont 32 étrangers) en 1909-1910. Il était de 68 en 1911-1912 et de 77 en 1912 (dont la moitié étrangers). Mais les locaux sont insuffisants ; depuis 1910, l'Institut de chimie réclame une

installation répondant aux besoins, et il est obligé de refuser des étudiants faute de place.

L'Université allait installer définitivement son Institut quand la guerre a éclaté.

Le succès de l'*Institut électro-technique* fut plus rapide. Fondé en 1907, avec 8 étudiants, il passait successivement à 180, puis 293 et, en 1910, à 325, dont 196 étrangers. Le rapport du Conseil de l'Université, pour cette dernière année, attribue ce succès à trois causes principales : 1° l'esprit d'initiative et l'audace de son directeur qui n'a pas craint d'assumer, au moyen d'une hardie gestion d'affaires, une lourde responsabilité personnelle, pour procurer à l'Institut, dès ses débuts, les machines et installations indispensables ; 2° le caractère essentiellement pratique de l'enseignement donné ; 3° surtout la pratique constante des manipulations de machines.

Mais les locaux étaient devenus rapidement insuffisants : « Les divers services de l'Institut, dit le rapport du Conseil de l'Université de 1912, y sont comme entassés. L'aménagement d'une vaste salle, destinée à un matériel hydraulique, est en voie de construction et n'apportera qu'une amélioration relative à cet état de choses. »

Cependant, le nombre des élèves allait toujours croissant et atteignait 422 en 1913 ; il est vrai qu'un fait important avait marqué cette année : une nouvelle section, destinée à la préparation au diplôme d'ingénieur-mécanicien, avait été créée ; de nouveaux laboratoires avaient été aménagés pour permettre l'étude des machines les plus fréquemment employées dans l'industrie.

L'Institut délivre : 1° un brevet de conducteur-mécanicien, après deux ans d'études ; 2° un diplôme d'ingénieur-électricien, après quatre ans d'études, dont une année préparatoire ; 3° un diplôme d'ingénieur-mécanicien. Sont admis dans la section spéciale de mécanique appliquée, qui prépare à ce dernier diplôme, les étudiants pourvus des quatre certificats d'études supérieures suivants : 1° mathématiques générales ; 2° mécanique rationnelle ; 3° mécanique appliquée ; 4° physique générale. Sont admis également les anciens élèves de l'École polytechnique, de l'École des ponts et chaussées, des

Écoles nationales des mines et des arts et métiers. Le personnel enseignant comprend des professeurs de la Faculté des sciences, des ingénieurs de l'État et des ingénieurs civils nommés par le recteur.

L'Institut électro-technique et de mécanique appliquée est dirigé par M. Camichel, professeur d'électricité industrielle à la Faculté des sciences.

Telle est l'œuvre des Universités françaises. Par cet exposé, qui n'a d'ailleurs pas la prétention d'être complet, — puisque Lyon possède un Institut de Chimie, Marseille une École d'Ingénieurs, puisque la Chambre de Commerce de Marseille vient de voter un premier crédit annuel de 70 000 francs pour créer, dans l'Université de Provence, un Institut technique spécialisé vers les industries régionales, puisque Caen vient de créer un Institut technique de Normandie pour former des électriciens et des chimistes, puisque Dijon possède un Institut œnologique et agronomique, Besançon un Institut de physique et de chronométrie, Bordeaux une École de chimie appliquée à l'industrie et à l'agriculture, enfin Paris un Institut de chimie appliquée rattaché à la Faculté des sciences et l'Institut aérotechnique de Saint-Cyr (fondation Henry Deutsch), — on voit que les libertés, accordées aux Universités par la charte nouvelle de l'enseignement supérieur, ont permis de réaliser déjà un certain nombre des réformes qui avaient été recommandées, en Angleterre, par les Commissions d'enquête et, en France, dès 1906, par M. A. Pelletan et la *Revue de Métallurgie.*

C'est ainsi que les Universités font appel à l'industrie locale pour compléter et renforcer le corps professoral de leurs instituts : à Nancy était créé, en 1911, un cours de mécanique appliquée qui était confié à M. Dumas, docteur ès sciences et ingénieur diplômé de l'École polytechnique de Zurich ; — à Grenoble, en 1904, M. Laroche, ingénieur-conseil, inaugurait un cours d'hydraulique à l'Institut électro-technique ; en 1909, M. Routin, « qui s'est depuis de longues années spécialisé dans la construction des turbines et dans l'installation des usines hydrauliques », était chargé du cours des mécanique industrielle et d'hydraulique.

Nous avons signalé, chemin faisant, les concours pécuniaires apportés aux diverses Universités par les industriels de chaque région pour créer ou entretenir les instituts et les laboratoires. L'un des exemples les plus frappants est celui de l'Institut technique de Nancy qui a reçu des industriels de la région, pour la création des laboratoires d'électro-chimie, de teinture et d'impression, près de 300 000 francs en souscriptions variant de 100 francs à 100 000 francs.

IV

Telles sont l'ampleur, la variété et la richesse de cet enseignement technique supérieur qui est né, qui a grandi dans nos Universités régionales, à l'abri et à la faveur de leurs libertés reconquises.

M. Goy, dans l'exposé des motifs de sa proposition de loi, après avoir accordé quelques lignes à cette œuvre des Universités françaises, ajoute : « Toutes ces institutions de nos Facultés des sciences sont éparses, établies sans vue d'ensemble, insuffisantes pour assurer de grands progrès à notre industrie nationale. Ce sont des annexes de nos Facultés, où se donnent à la fois un enseignement général et un enseignement technique non spécialisé. » Et c'est de ce jugement sommaire que s'autorise M. Goy pour affirmer qu'« il faut permettre, par une loi, à chaque Université de créer une Faculté de sciences appliquées ».

Plus loin, M. Goy dit encore : « Nos Facultés des sciences, à l'heure actuelle, ne sont guère peuplées en ce qui concerne tout au moins nos étudiants français, que d'hommes qui se destinent à l'enseignement secondaire et qui n'ont d'autre ambition que de devenir agrégés. »

Les chiffres et les résultats que nous avons cités montrent que M. Goy est mal renseigné.

Il ne semble pas qu'il y ait lieu, pour atteindre le but que l'on se propose, de créer, comme le prévoit M. Goy, « dans chaque Université une Faculté de sciences appliquées destinée à l'enseignement supérieur des arts techniques et des applications de la science à l'industrie ».

Nous voudrions avoir réussi à démontrer que, — loin de chercher à improviser des créations artificielles et de toutes pièces, en vertu de conceptions rigoureuses, logiques et uniformes, au risque de déformer l'œuvre admirable née de l'initiative combinée des savants et des industriels, — le législateur doit s'étudier à respecter ces institutions, d'un type trop rare dans notre pays, et se borner à les aider, à les compléter, à les encourager. Lorsque l'on se trouve en présence d'organismes aussi vigoureux, qui ont poussé profondément leurs racines dans le sol de la région, il faut se garder d'y porter la main trop brutale de l'État ; il faut respecter surtout les diversités locales, parce qu'elles répondent le plus souvent à une nécessité naturelle [1].

De la proposition de M. Goy, il faut retenir — car les intentions en sont excellentes — le souci de conférer aux instituts techniques la qualité de membres des Universités régionales, ce qui leur donnera le droit de conférer le diplôme de docteur ès sciences appliquées ; les étudiants des Instituts qui aspireront au grade de docteur seront recrutés parmi les licenciés ès sciences ou les titulaires de certificats d'études supérieures, comme le désire M. Goy. Il faudra laisser à ces Instituts la liberté, dont ils usent déjà largement, de choisir leurs professeurs, sans condition de diplôme, d'après leurs titres scientifiques ou leur valeur industrielle, comme le veut aussi, avec raison, M. Goy.

Mais il serait dangereux de suivre M. Goy lorsqu'il prévoit qu'« un règlement d'administration publique, établi après avis du Conseil supérieur de l'Instruction publique, déterminera les conditions de création et de fonctionnement de ces Facultés », dont il prévoit la création. Le Conseil supérieur de l'Instruction publique, tel qu'il est constitué, ne serait pas compétent pour élaborer le statut d'un enseignement aussi

1. M. Louis Barbillion, directeur de l'Institut électrotechnique de Grenoble, condamne nettement la proposition Goy : « L'adoption d'un projet de loi, qui s'inspire du reste des meilleures intentions, court le risque de jeter bas l'édifice plein de vie et d'espoirs de ces vingt dernières années en ne lui substituant que le vain royaume des ombres. Il est de notre devoir, à ces quelques-uns de nous qui *savons, je le répète, qui sommes peut-être seuls à savoir* quel est le danger, de pousser le cri d'alarme. » Société des Ingénieurs civils de France. Résumé n° 2, 1917, p. 96.

nouveau, aussi complexe et aussi spécial. Suivant une suggestion qui a été faite il y a longtemps déjà et malheureusement sans succès [1], il y aurait lieu d'appeler les représentants de la société à donner leur avis sur le régime et les programmes de l'enseignement secondaire qui lui fournit les cadres qu'elle aura à utiliser ; — de même il est indispensable que les techniciens, savants et industriels, qui connaissent les besoins sans cesse variables de l'industrie, constituent un élément essentiel du Conseil technique qui est encore à créer au ministère de l'Instruction publique, et c'est ce Conseil qui devra être chargé d'élaborer le statut de l'enseignement technique supérieur.

Ce que demandent avec raison les Instituts et Écoles techniques annexés aux Universités, c'est leur autonomie budgétaire. Actuellement, leur budget est englobé dans le budget des Facultés des sciences. Il suffirait, semble-t-il, pour leur donner la satisfaction légitime qu'ils réclament, de rattacher ces Instituts, non pas aux Facultés des sciences, mais aux Universités elles-mêmes. Les directeurs des Instituts techniques feraient partie, de droit, du Conseil de chaque Université.

Un accord, qui aurait à être sanctionné par le ministre, établirait les conditions dans lesquelles ces Instituts pourraient collaborer avec les Facultés des sciences pour décerner, en plus des diplômes d'ingénieurs qu'ils ont déjà le droit de décerner, le grade d'ingénieur-docteur.

Chaque Institut technique aurait ainsi son autonomie dans le sein même de l'Université : il serait maître de son budget, sous réserve d'avoir à le faire approuver par le Conseil de l'Université où il aurait un délégué. Il pourrait être administré par un Conseil où figureraient, à côté des membres élus par le corps enseignant, des représentants des industriels de la région qui ont contribué à créer chaque Institut et qui

1. « ... Les laïques sont à tort exclus des Conseils universitaires : tout s'y passe entre professionnels qui, forcément, tournent toujours dans le même cercle... Il y a une véritable nécessité d'introduire dans les Conseils universitaires l'avocat de la société et de la famille, l'homme mêlé à la vie du dehors, à la lutte économique... qui n'y sont jamais entendus. » Chambre des députés, session de 1899, n° 866. *Enquête sur l'enseignement secondaire.* Procès-verbaux des dépositions présentés par M. Ribot, président de la Commission de l'enseignement. tome II, p. 84. (Déposition de M. Max Leclerc.)

contribuent à l'entretenir. L'union entre la science et l'industrie serait ainsi définitivement scellée. Cette union, nous dirons même cette association, d'où sont nés les Instituts florissants qui existent déjà à Lyon, à Grenoble, à Nancy, etc., a été la condition essentielle de la prospérité passée et restera celle du développement futur de cette forme si heureuse de l'enseignement supérieur technique.

Sur ce point, comme sur d'autres encore, nous nous rencontrons avec un membre éminent de l'enseignement supérieur, M. L. Houllevigue, professeur de physique à l'Université d'Aix-Marseille : « Il faut, dit-il, intéresser les industries régionales ; cet intérêt doit se traduire par une action directe et continue des industriels sur les Instituts qu'ils soutiennent de leurs deniers, et dont ils reçoivent leur personnel technique. Il faudra donc leur faire une place dans l'administration des Instituts techniques et plus elle sera large, mieux cela vaudra. D'où je conclus à l'impossibilité radicale de calquer les Facultés des sciences appliquées sur le patron normal de l'enseignement supérieur. »

Nous sommes convaincu que l'organisation actuelle de notre enseignement supérieur sera assez souple pour s'adapter aux nécessités nouvelles. Il suffira de compléter, sans la déformer, l'œuvre admirable des initiatives locales.

(A suivre.)

MAX LECLERC

HILDA LESSWAYS[1]

XII

LE TÉLÉGRAMME

C'était la fin de février 1880. Une journée qui ressemblait à du printemps avait fait une apparition décevante mais exquise. Hilda, étant trop dépêchée de partir pour le bureau après son repas de midi, avait dû revenirchercher une épreuve qu'elle avait oubliée.

Elle avait maintenant la maison à elle toute seule. C'était un royaume sur lequel elle régnait. Au milieu de toutes ses humiliations, de son désespoir pensif et concentré, elle avait pu exercer sur sa mère une pression assez énergique pour la décider à accompagner Miss Gailey à Londres. Elle était seule, libre ; et elle goûtait sa liberté avec une sorte d'extase. Elle relisait ses épreuves corrigées pendant ses repas : c'était vivre en vérité. Lorsque Florrie entrait avec un nouveau plat, elle levait les yeux avec impatience, comme tirée d'un rêve et Florrie prenait un air contrit, comme pour demander pardon. Il y avait là dedans beaucoup d'affectation de sa part mais c'était vivre. Elle éprouvait aussi la délicieuse inquiétude d'être responsable de Florrie.

— Dites-moi, Florrie, je m'en vais ce soir chez Miss Orgreave

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 avril et du 1er mai 1917.

à Bleakridge. Je me fie à vous pour ne pas aller vous coucher après neuf heures. J'ai la clef. Il se peut que je ne revienne que par le dernier train.

— Oui, Miss.

Et, sous l'influence tant de la solennité d'Hilda que des yeux impressionnés de Florrie, le train de dix heures quarante-cinq se transformait en un train qui circulait dans le noir juste avant l'aurore. Seule Hilda s'adressait toujours à la loyauté de Florrie. Parfois, lorsqu'elle abolissait discrètement une de ces méthodes surannées par lesquelles sa mère compliquait inutilement le travail du ménage, elle s'adressait à Florrie sur un ton soudain d'intimité passagère. Elle l'élevait pour un moment au rang d'égale en intelligence, lorsque rien que par sa voix elle lui faisait comprendre que sa mère après tout appartenait à la génération épuisée.

Feuilletant maladroitement de sa main gantée le livre dans lequel elle avait oublié une épreuve, elle entendit de sa chambre Florrie descendre l'escalier du grenier en sifflant. S'imaginant qu'elle était toute seule dans la maison, Florrie ne sifflait nullement à la façon d'une jeune femme, mais bien plutôt à celle d'un charretier. Hilda savait qu'elle sifflait bien et lui avait plusieurs fois donné indirectement à entendre que c'était à éviter. Mais elle ne l'avait jamais entendue le faire comme à présent. Son premier mouvement fut de s'élancer de sa chambre, de surprendre Florrie et de la confondre, mais un sentiment de dignité lui fit mépriser un triomphe aussi médiocre, et elle resta tranquille. Elle entendit Florrie entrer en courant dans la chambre de sa mère, puis sa voix d'ordinaire si timide disant bruyamment avec une exaltation non dépourvue d'une certaine grossièreté :

— Oh ! comme je suis belle ! Comme je suis belle ! Je vais épater les hommes ! Je vais les épater !

Ce mot nouveau et vulgaire « épater » choqua Hilda.

***

Elle se glissa sans bruit jusqu'à sa porte qui était entr'ouverte et risqua un coup d'œil de voleur. Celle de la chambre de sa mère était béante et, à travers le palier, elle pouvait

voir Florrie prenant des poses devant la grande glace de la garde-robe. Ce spectacle la blessa de façon toute particulière. C'était l'après-midi de sortie de Florrie et l'enfant portait pour la première fois une vieille robe marron qu'Hilda lui avait abandonnée. Mais avec cette longue jupe ce n'était plus une enfant. Bien qu'elle eût à peine quinze ans, elle était femme. Elle s'était extraordinairement développée pendant son temps de service chez Mrs Lessways. Elle était presque aussi grande qu'Hilda et possédait des formes solides et rondes qui faisaient honte à celle-ci. C'était étrange. Voilà bien la précocité des enfants des pauvres. C'était troublant ! Sur une chaise se trouvaient son manteau neuf et « avantageux » et une capote bon marché, mais solide. Ces deux articles représentaient le résultat d'un voyage spécial fait en compagnie de sa tante chez Baines, le magasin de nouveautés de Bursley, où il y avait un petit rayon spécial tout simple pour les servantes qui avaient la sagesse de résister à la tentation de faire de la toilette. Florrie qui, à treize ans et demi, n'avait jamais pu faire sonner un penny contre un autre, en avait depuis gagné quelque chose comme deux mille cinq cents et avait pu s'habiller et mettre de l'argent de côté et faire tomber une pluie d'or sur les clameurs de sa famille. Stupéfiant exploit. Stupéfiante croissance. Elle prit le bon manteau bien chaud et cacha sous lui son pauvre vieux corsage, tira sa grosse tresse et la mit à sa place d'un libre mouvement de tête, puis posa sa capote et attacha les brides sous son menton ravi. A la fin, après s'être sévèrement examinée, elle se mit à danser et à siffler et à s'écrier encore :

— Comme je suis belle. Comme je suis jolie.

Elle l'était. Elle n'avait à vrai dire, absolument rien d'un souillon. Ce n'était pas la Florrie de la cuisine et du tablier en toile de sac mais une jeune créature, fraîche éclose, au sein à peine entr'ouvert qui pouvait troubler tous les hommes avec la capricieuse modestie de son regard baissé. La jupe qui était odieuse sur Hilda devenait sur elle miraculeuse, et prenait l'éclat d'une jupe neuve. Ses mains et ses bras étaient rouges et gercés mais son visage parfait s'était épanoui dans sa cuisine comme une fleur dans une marnière. C'était un visage auquel pouvait se fier une femme ambitieuse. Son charme

ainsi que celui tout fluide des mouvements de son corps rachetait mille fois ce qu'il y avait en elle de barbare, d'ignorant, d'informe. La saleté de son cou ne comptait pas.

Hilda l'observait avec une honte extrême de cet espionnage, mais elle ne pouvait se forcer à se retirer. Elle était mécontente de Florrie, elle était outragée. Puis elle se dit : « Pourquoi lui en vouloir? La vérité, c'est que je suis exactement comme ma mère. Après tout pourquoi Florrie n'aurait-elle pas le droit?... »

Et elle était un peu jalouse parce que Florrie était aussi naturelle qu'une sauvage ou qu'un animal, aussi peu gâtée par un idéal de distinction. Elle était déconcertée devant cette découverte que Florrie était une jeune femme authentique. Florrie qui était de sept ans plus jeune qu'elle ! Elle se sentait pleine d'expérience et indulgente à la façon des personnes âgées. Pour la première fois de sa vie, elle se sentait sincèrement âgée. Et elle se demandait à demi désemparée : « Florrie en est déjà là. Où suis-je moi-même? Qu'est-ce que je fais? » Il y avait de quoi être bouleversée.

A la fin, Florrie sortit sa capote et courut s'enfermer dans sa mansarde, dans l'intention apparemment de la retoucher un peu. Après avoir attendu avec agitation quelques instants, la respectable Hilda se faufila en bas et gagna le jardin et la rue par la cuisine. Les arbres dépouillés, leur pied dans la boue, donnaient des signes d'espoir sous le ciel au bleu doux. Florrie ne saurait jamais qu'elle avait été vue.

***

Dix minutes plus tard lorsqu'elle pénétra dans les bureaux de Dayson et C°, Hilda était plus jeune que jamais. C'était même une frêle jeune fille malgré le sérieux intense de ses noirs sourcils froncés, qui, après avoir de son geste accoutumé tisonné dans le poêle, accrocha capote et jaquette à un clou et s'assit devant un bureau chargé de papiers. C'était une jeune ingénue possédée du désir absurde, mais ardent de supporter le poids du monde. Elle avait passé une nuit entière à se révolter contre l'affront que lui avait infligé George Cannon, lorsqu'il lui avait dit avec simplicité que sa présence

à l'imprimerie n'était pas indispensable. Elle avait avec fureur traité cet affront d'insulte. Elle s'était dit : « Eh bien, puisque je suis tellement inutile, je n'irai plus à son bureau. » Mais l'après-midi du lendemain, elle y avait fait son apparition comme d'habitude, douce, modeste, souriante, avec une résignation lasse et exquise et une voix suave. Et elle avait travaillé avec un redoublement d'ardeur et de dévouement. Ce baiser sur les verges qui l'avaient fouettée, cette humilité irrationnelle et instinctive, étaient pour elle une sensation étrange et délicieuse. Telle était l'Hilda du bureau ; mais l'Hilda du foyer, hargneuse, obstinée et rude avait offert un remarquable contraste avec la première jusqu'au moment où il fut décidé que sa mère accompagnerait Miss Gailey à Londres. A partir de ce moment, l'Hilda du foyer avait été un ange et l'Hilda du bureau avait fait preuve d'un certain retour de farouche fierté.

Ce jour-là le premier numéro de la *Five Towns Chronicle* devait partir pour l'imprimerie... Les retards avaient semblé à Hilda inexplicables et exaspérants, encore qu'elle ne les eût point critiqués même dans son for intérieur. On en avait vu la fin. La ville ne paraissait pas agitée par l'apparition du nouveau journal. Mais le bureau l'était. La pièce avait un aspect fiévreux. Elle était changée. Des tables supplémentaires y avaient été apportées. Des papiers, des objets divers y formaient des entassements énormes. C'était un bureau humanisé à force d'être habité et dont la physionomie avait quelque chose de personnel et de sympathique.

De derrière la porte fermée de la seconde pièce venait un bruit de voix d'hommes s'exprimant avec rapidité. Hilda pouvait distinguer celle de Mr Cannon et d'Arthur Dayson ; il y en avait une troisième qui ne lui était pas familière. Comme elle n'avait rien à faire, elle se créa de l'ouvrage. Elle remit en ordre le contenu de sa table, feuilletant avec une hâte factice les épaisses liasses d'épreuves qui renfermaient les correspondances des villages (organisées avec tant de poigne par le grand Dayson) et la copie devenue inutile et les lettres innombrables que Dayson distribuait toujours, et les échantillons de carrelage encaustique apportés par un inventeur qui recherchait l'aide puissante de la presse, et les

catalogues, et les coupures faites par Dayson dans les journaux de Manchester, de Birminghan et de Londres, et le papier à lettre, les enveloppes, les cartes et l'almanach de Veale Chifferiel et Cº, qui se trouvait avoir été transféré ici avec d'autres objets de l'étude de Mr Karkeek à l'étage au-dessous. Puis elle épousseta, avec des lèvres dédaigneuses qui exprimaient sa désapprobation de ce désordre honteux et pourtant excusable des hommes. Puis, joignant les doigts, elle examina avec un mélange de désespoir et d'orgueil ses petites mains sales (elles ressemblaient à présent à celles d'un gentil et négligent écolier), et les tapota légèrement l'une contre l'autre pour les nettoyer. Puis elle trouva sous la table une épreuve en placard. C'était une épreuve en double de l'article de fond de la *Five Towns Chronicle*, qui lui avait été dicté la veille en présence de Mr Cannon par un Arthur Dayson prodigieux et qui parlait dûment du « Scandale de Calder Street » ainsi que de Mr Enville, un membre du « Local Board », impliqué dans le scandale susdit. Cette épreuve était maintenant inutile puisque la page consacrée à l'article de fond était remplie. Néanmoins Hilda les classa soigneusement « en cas »...

***

Sur une chaise se trouvait le *Daily Telegraph*, que Dayson avait évidemment lu, car il était souligné au crayon bleu. Hilda aussi devait le lire. C'était son devoir. Dayson lui avait dit qu'elle ne devait jamais négliger une occasion de lire un journal quel qu'il fût et qu'une jeune fille dans une situation où elle avait autant de responsabilités ne pouvait pas en savoir trop.

Comme elle s'absorbait dans le découpage des nouvelles du *Telegraph* pour qu'Arthur Dayson les trouvât toutes prêtes, il y eut à la porte un coup timide et Florrie entra comme dans le cabinet formidable de redoutables tyrans.

— Pardon, Miss... — commença-t-elle dans un murmure.

— Mais, Florrie, — s'écria Hilda, — pourquoi avez-vous mis cette vieille jupe, puisque je vous ai donné la mienne? Je vous ai dit...

— Je l'ai bien mise, Miss. Mais il est arrivé une dépêche ! J'ai dit au télégraphiste que vous étiez ici, mais il a dit que ça ne le regardait pas, aussi l'ai-je portée moi-même. Et je pensais que vous n'aimeriez pas me voir dans votre jupe, Miss, en faisant une course, surtout ici ! Aussi je suis vite montée me changer.

— Une dépêche? — répéta Hilda.

Florrie, hors d'haleine d'avoir couru et tant murmuré de choses, s'avança vers le trône de sa maîtresse avec un embarras ravissant. Et Hilda prit la dépêche du geste le plus indifférent qu'elle pût imaginer. La mine confuse de Florrie et l'arrivée de cette dépêche la faisaient se redresser et composer son attitude. Quand on pense que cette gosse avait peur d'elle, Hilda !

C'était vivre, cela aussi ! Et le bourdonnement de la conversation des hommes dans l'autre pièce la faisait tressaillir.

Elle ouvrit brusquement le télégramme et lut :

« Lessways, Lessways Street, Turnhill. Mère malade. Pouvez-vous venir? — Gailey. »

XII

LE MONDE D'HILDA

La conversation dans l'autre pièce paraissait devoir s'éterniser. Hilda ne savait à quoi se résoudre. — Elle n'éprouvait aucune inquiétude sérieuse à l'égard de sa mère. Mrs Lessways, qui avait souvent des indispositions légères n'était jamais gravement atteinte ; elle possédait une de ces constitutions qui ignorent les extrêmes des maladies. Lorsqu'elle en subissait une, c'était toujours sous une forme bénigne. Sans doute Sarah Gailey, préoccupée et troublée par ses responsabilités nouvelles désirait s'éviter le souci supplémentaire de soigner une malade. D'où ce télégramme. D'ailleurs, s'il s'était agi de quelque chose de sérieux elle n'aurait pas employé la forme interrogative ; elle aurait écrit : « Venez, je vous prie ». Non — Hilda n'était pas particulièrement inquiète. Et cependant,

chose étrange, elle avait comme une idée qu'elle devrait se précipiter à la gare pour attraper le premier train qui partait de Knype à quatre heure moins cinq. Cette idée ne lui était pas inspirée par sa propre conscience mais plutôt par la conscience collective de la famille que le passé avait mise en elle. Mais à quatre heures moins un quart, à un moment où il était déjà trop tard pour attraper le train régional à Turnhill, ces messieurs n'avaient pas encore émergé de la seconde pièce et Hilda n'avait encore pris aucune décision.

Puis ces messieurs firent leur entrée avec une soudaineté assez inattendue. Mr Cannon apparut le premier ; après lui vint Mr Enville, et enfin Arthur Dayson, des papiers à la main. Intimidée par la présence du nouveau venu, Hilda fit semblant de s'occuper des objets qui couvraient la table. Mr Enville serra très cordialement la main de George Cannon et partit aussitôt. Hilda le regarda au moment où il allait descendre. C'était un homme de cinquante ans, grisonnant, maigre et de mise négligée, bien qu'il passât pour riche. Elle savait qu'il était candidat à la situation suprême de « Chief Bailiff » à la fin de l'année et son aspect ne cadrait pas avec son idéal d'un « Chief Bailiff ». Le « Chief Bailiff » actuel était un beau vieillard pittoresque, aux favoris blancs parfaitement soignés et ayant toujours une fleur à la boutonnière. De plus elle ne pouvait accorder ces démonstrations amicales, presque ces effusions qui s'échangeaient entre Mr Enville et Mr Cannon, avec les attaques de l'article de fond qu'Arthur Dayson avait composé et que Mr Cannon avait approuvé, il y avait seulement vingt-quatre heures.

Comme Mr Cannon fermait la porte du palier, elle le vit adresser à Dayson un coup d'œil discret et méprisant. Puis il se tourna vivement vers Hilda et lui dit pensif et grave :

— Votre carnet, s'il vous plaît.

Se ressaisissant et encore pleine de son orgueil de posséder cette sténographie mystérieuse, elle ouvrit son carnet et attendit, le crayon levé. A voir l'air de ces deux hommes, elle avait gagné une fièvre qui surpassait de beaucoup la leur, en degré et en plaisir. Toute sa force vitale se concentrait au bout de son crayon et elle semblait se dire : « Je regrette beaucoup, maman, mais voyez comme tout ceci est important! Je

verrai ce que je peux faire pour vous, dès que je serai libre. »

Arthur Dayson toussa et se laissa lourdement tomber sur une chaise.

***

C'était en des moments pareils qu'il vivait vraiment de toute la force de sa médiocrité. George Cannon n'était pas un journaliste. Il savait écrire une lettre, mais n'aurait pu trousser un article. Il éprouvait même pour les gens qui ont ce talent-là, le négligent dédain avec lequel on regarde des acrobates de cirque. Il ne les enviait certainement pas, car il savait qu'il pouvait les acheter comme un charpentier achète des outils. Son attitude à l'égard des artistes était celle du bon bourgeois indifférent, méprisant, conscient de posséder. Dayson, cependant feignait d'ignorer cette attitude ; peut-être ne la remarquait-il pas. Il se glorifiait de sa tâche. Habitué à dicter à ses élèves en sténographie des discours qu'il improvisait sur n'importe quel sujet, il se sentait parfaitement à l'aise, absolument maître de ses facultés et son contentement de lui-même apparaissait sur son front comme une sueur toute naturelle pendant qu'un flot de phrases banales et faciles se déversait de la caverne abritée par ses dents ébréchées. Et chacune était un parfait modèle du journalisme provincial. George Cannon n'avait qu'à s'asseoir et écouter, pour approuver ou tout au plus suggérer avec précaution quelques changements.

La première phrase qui, traversant la partie extérieure du cerveau de la sténographe arriva jusqu'au réduit secret où elle prononçait ses jugements sur les choses de ce monde, était ainsi conçue :

« La campagne de vulgaire diffamation inaugurée hier par notre confrère *The Staffordshire Signal* contre notre honorable concitoyen Mr Richard Enville... »

Cette phrase venait après d'autres dans ce genre : « Le salut que nous adressons au public... » « Notre devoir sacré envers la région que notre plus haute ambition est de défendre... », etc. Elles se trouvaient déjà dans l'article de tête dicté la veille.

Hilda comprit bientôt qu'en vingt-quatre heures, Mr En-

ville qui était d'abord un spéculateur sans scrupule se servant de sa situation officielle pour faire des bénéfices illicites sur la vente des terrains à la ville en train de s'embellir, était devenu le miroir même de l'honnêteté et de la fidélité scrupuleuse aux plus nobles traditions d'administration municipale. Quoique ne se rendant pas compte de la situation et avant même d'avoir formulé en elle-même la moindre critique sur les gens en cause, elle se sentit subitement écœurée. Elle n'osait pas regarder George Cannon mais à un certain moment, comme elle levait la tête pour attendre le flot d'une période qui s'était arrêtée à un superlatif louangeur, elle surprit un clin d'œil grossier de Dayson à l'adresse de son patron. Elle lui en voulut mortellement. George Cannon pouvait faire des clins d'œil à Dayson (bien qu'elle regrettât une si familière condescendance), mais Dayson n'avait aucun droit à une telle liberté. Elle espéra que Mr Cannon l'avait écrasé de son silence.

Mr Cannon interrompit Dayson :

— Ça va bien. Finissez l'article. Il faut que je m'en aille.

— Très bien, — dit Dayson sur un ton magnifique. — Je le porterai moi-même d'un coup de pied chez l'imprimeur... dès qu'il sera copié.

Mr Cannon approuva d'un signe de tête.

— Et dites-lui qu'il faut que nous soyons dans les gares demain matin, première heure.

— Nous n'y serons certainement pas.

— Il faut qu'il y arrive. Qu'il travaille toute la nuit, ça m'est égal.

— Mais...

— Il n'y a pas de mais, Dayson. Nous avons déjà eu bigrement trop de retard comme ça.

— Très bien, très bien ! — s'empressa de dire Dayson pour l'apaiser.

Mr Cannon partit.

Il sembla à Hilda qu'elle frissonnait, mais sans savoir si c'était de peine ou de plaisir. Jamais jusqu'alors Mr Cannon n'avait juré en sa présence. Toute la journée ses façons avaient été singulières, comme si le poids d'anxiétés mystérieuses influait sur son humeur. Et voici qu'il était parti, et

elle ne lui avait rien dit du télégramme de Miss Gailey ! Arthur Dayson continua d'arrondir son style oratoire pour défendre l'homme qu'il attaquait la veille.

Puis Sowter, le vieil employé, entra.

— Le patron m'a dit de vous rappeler que Mr Enville veut une épreuve de son insertion, — cria maussadement Sowter en disparaissant dans l'escalier.

Hilda rougit comme elle avait rougi en écrivant le premier mensonge de George Cannon sur le tirage du premier numéro. Elle s'était habituée aux mensonges et vraiment sans difficulté, ni hésitation. Oui ! Elle en était même arrivée à en éprouver comme une fierté religieuse ! Mais maintenant sa conscience brutalisée, écrasée se redressa et sous l'influence de l'agitation que lui causait ce choc si brusque, son cœur une fois de plus battait violemment. Cependant, malgré l'agitation confuse de ses sentiments, une intelligence mécanique guidait sa main pour suivre les dernières phrases d'Arthur Dayson. Et de son âme irradiait un mépris si éclatant de ce misérable journaleux qu'il aurait dû l'aveugler — s'il n'avait été aveugle déjà.

***

Ce soir-là elle était assise toute seule dans le bureau. Le premier numéro du *Five Towns Chronicle*, après avoir traversé les aventures les plus extraordinaires, était miraculeusement parti pour l'imprimerie. Dayson et Sowter s'en étaient allés. Il n'y avait aucune raison qu'Hilda restât pour brûler du gaz inutilement. Elle avait télégraphié à Miss Gailey, grâce à un saute-ruisseau de chez Karkeek, pour l'informer qu'elle arriverait par le premier train du lendemain samedi, et elle avait par conséquent beaucoup à faire chez elle. Néanmoins, elle demeurait dans le bureau inactive et incapable de s'en aller.

George Cannon monta de son pas rapide et décisif. Elle quitta sa chaise au moment où il entra. Il portait un pardessus neuf qu'elle ne lui avait jamais vu auparavant, avec un beau col de velours.

— Vous partez? — demanda-t-il un peu essoufflé.

— Je partais, — répondit-elle de sa voix claire et timide, voulant dire par là qu'elle était prête à rester.

— Tout va bien?

— Mr Dayson le dit.

— Il est parti?

— Oui, Mr Sowter aussi.

— Très bien, — murmura-t-il.

Il redressa ses épaules et fourrant les mains dans les poches de son pantalon se mit à arpenter le bureau.

Hilda alla prendre sa capote et sa jaquette. Ses mouvements étaient tranquilles et délicats, et parce qu'il était là, elle s'habilla avec des gestes modestes par lesquels elle semblait presque s'excuser. Il ne semblait pas s'apercevoir de sa présence et elle put jeter sur son visage un coup d'œil furtif. Il paraissait à présent moins tracassé. Il restait pourtant toujours énigmatique. Elle n'avait aucune idée de ce qu'il avait fait depuis sa sortie précipitée dans l'après-midi. Il s'était peut-être occupé de l'étude ou avait fait des courses mystérieuses.

— C'est rigolo, ce journalisme, n'est-ce pas? — observa-t-il au bout d'un instant. — Imaginez-vous Enville ! ma parole, je ne l'en aurais jamais cru capable !... Bien entendu, — il redressa la tête avec un rire insouciant, — bien entendu, ç'aurait été folie de notre part que de laisser filer une pareille occasion ! C'est un des hommes d'avenir de cette ville.

— Oui, — convint-elle dans un murmure empressé.

En un tour de main, George Cannon avait complètement modifié l'attitude de la conscience de la jeune fille. Il ne lui avait même pas fallu une phrase ; une simple intonation avait suffi. En un tour de main il l'avait rassurée, lui avait donné le sentiment d'une parfaite sécurité.

Elle informa George Cannon de l'indisposition de sa mère et de son intention d'aller à Londres le lendemain matin. Elle reviendrait très probablement dans quelques jours. Il s'arrêta de marcher, se trouvant près d'elle. Lui non plus n'avait pas d'inquiétudes sérieuses au sujet de Mrs Lessways, mais il témoigna courtoisement de sa sympathie.

— Il est heureux que vous ne soyez pas allée à Londres avec votre mère, — dit-il après quelques instants de conversation.

Il n'ajouta pas : « Vous avez été indispensable. »

Il n'avait nullement l'air de s'excuser de l'avoir insultée pendant le thé. Mais il la regarda de façon soutenue avec une expression particulière.

Elle sentit à quel point elle était frêle et menue, et tout ce qu'il y avait de jeune en elle, et de mâle et de dominateur en lui, ainsi que tout le vide qui les séparait.

Elle devint brûlante. Sa vue se troubla. Elle éprouva une félicité extatique et une honte profonde. Elle souhaitait que cette minute durât toujours ; que lui et elle restassent toujours immobiles comme ils l'étaient. Et en même temps elle voulait s'enfuir. Ou plutôt elle n'avait aucune intention de le faire. Mais sa voix et ses membres agirent d'eux-mêmes contre sa volonté.

— Bonne nuit, donc.

— Mais dites-moi. Votre traitement. Voulez-vous que je vous paie à présent?

— Non, non. Cela n'a aucune importance, merci.

Il lui serra la main avec un sourire détaché et bon enfant qui semblait dire : « Petite sotte. Vous ne pouvez pas vous défendre et ces airs que vous vous donnez sont amusants. Mais je suis plein de bienveillance pour vous. »

Et elle eut honte de sa honte, et se sentit furieuse contre cet enfantillage qui lui faisait froncer les sourcils, baisser les yeux et s'échapper de la maison comme une souris.

XIV

EN ROUTE POUR LONDRES

Au milieu de la nuit, Hilda se réveilla et au bout de quelques secondes se convainquit que son attitude à l'égard du télégramme de Miss Gailey avait été tout simplement monstrueuse. Elle vit dans l'obscurité, que c'était une énormité. Elle aurait dû répondre tout de suite et s'en aller à Londres par le train de l'après-midi. Qu'est-ce qui l'avait empêchée de frapper à la porte de la seconde pièce et de dire à Mr Can-

non en présence de quiconque pouvait se trouver là : « Je regrette beaucoup, Mr Cannon, mais je viens d'apprendre par dépêche que ma mère est malade à Londres, et il faut que je parte par le premier train. »

Il n'y avait rien eu pour l'en empêcher. Au dernier moment elle aurait pu attraper le train du soir. Son travail ne comptait pas dans des circonstances aussi critiques. Sa mère pouvait être très malade, pouvait être mourante, morte même. Ce n'était pas pour un rien qu'on envoyait des dépêches pareilles. L'extraordinaire c'est qu'elle eût été aussi aveugle sur son devoir évident... Et elle se dit, pensant avec un remords plein de beauté et de mystère à la dernière minute de sa conversation avec Mr Cannon. « Si j'avais agi comme j'aurais dû, j'aurais été à Londres ou sur la route de Londres au lieu d'être avec lui au bureau et « cela » ne serait pas arrivé. »

Mais elle aurait été incapable d'expliquer en quoi consistait ce « cela ». Néanmoins la phrase de Mr Cannon : « il est heureux que vous ne soyez pas allée à Londres » lui donnait encore du plaisir, bien que ce plaisir eut perdu de son acuité.

Quelques heures plus tôt, tandis qu'elle se déshabillait, elle avait revécu avec une appréhension délicieusement aiguë la dernière minute de sa conversation avec Mr Cannon ; elle s'était endormie en reconstituant ces instants. Mais à présent, ce souvenir la laissait indifférente et même lui inspirait de la répugnance. Et son remords, peu à peu, perdait sa beauté mystérieuse.

Elle se cramponnait à l'idée de la lettre rassurante qu'elle allait recevoir. C'était sa seule lueur consolatrice.

***

A six heures elle se promenait dans la maison. Elle se sentait vivre avec intensité. Et, avec intensité aussi, elle était consciente des moindres particules de son corps et des plus délicates opérations de son esprit. Dans moins de deux heures la lettre tomberait sur le plancher de l'entrée. A six heures et demie elle et Florrie se trouvèrent habillées, et Florrie, que la solennité et l'importance de sa mission rendaient grave

partit pour la « Tête de Sarrasin », commander un cab pour huit heures.

Hilda avait beaucoup à faire, car il fallait naturellement fermer la maison, finir sa malle, la fermer à clef, l'entourer d'une corde et trouver une étiquette. Il y avait aussi le breakfast à faire cuire. Mrs Lessways aurait facilement passé deux jours à préparer la maison à sa fermeture. Néanmoins le temps, au lieu de fuir traînait. A sept heures et demie Hilda et Florrie, la première dans le parloir en partie dépouillé, la seconde dans la cuisine, s'assirent pour déjeuner. Dans un quart d'heure, se dit Hilda, le courrier sera arrivé. Mais en quatre minutes elle avait mangé son jambon et avalé son thé bouillant et en cinq elle avait rapporté à la cuisine tout l'attirail de son repas, tandis que Florrie mastiquait bruyamment sur la table graisseuse. Elle dit brusquement à cette dernière, qu'elle aurait largement le temps de laver. Puis, elle alla dans sa chambre et tirant sa malle derrière elle, la fit glisser toute seule le long de l'escalier. Elle remonta, jeta un coup d'œil négligent sur l'argent que contenait son porte-monnaie, elle mit ses vêtements de voyage. Elle s'arrêta un instant à la fenêtre pour voir arriver le facteur. Au bout d'un instant, elle l'aperçut de loin ; il approchait rapidement, mais resta invisible pendant une insupportable minute dans le magasin voisin de la maison. Lorsqu'il en émergea, Hilda se sentit angoissée. Avait-il une lettre pour elle ou non? Il parut hésiter à la barrière et se décider à entrer... Elle entendit le double coup de sa baguette... A présent, dans quelques secondes, elle allait être renseignée, sur sa mère.

S'efforçant par fierté à rester calme, elle s'avança sans hâte vers l'escalier. Elle fut étonnée de voir Florrie se baisser pour ramasser la lettre. Elle avait dû être aux aguets pour se précipiter le moment venu à la porte d'entrée. Au moment, où en se relevant elle aperçut Hilda, elle se mit à rougir.

L'escalier était barré par la malle qu'Hilda avait laissée sur le paillasson pour que le cocher vint la prendre. Debout derrière, elle tendit la main pour saisir la lettre.

— Pardon, Miss, c'est pour moi, — murmura Florrie sur un ton de criminelle.

— Pour vous? — s'écria Hilda stupéfaite.

En preuve de son dire Florrie lui montra timidement l'enveloppe sur laquelle elle lut écrits, tracés avec une grossière et maladroite écriture masculine les mots : « Miss Florrie Bagster ». Le visage de Florrie était devenu comme une pivoine.

Hilda se tourna dédaigneusement, trop fière pour demander des explications. Toutes ses alarmes se trouvaient ravivées par cette absence d'une lettre de Miss Gailey. En vain se répétait-elle que celle-ci n'avait pas jugé nécessaire d'écrire, puisqu'elle l'attendait ou que la maladie étant passée, elle était trop occupée pour écrire de suite. Elle ne pouvait chasser de son esprit la vision d'un boarding-house de Londres, bouleversé de fond en comble par la grave maladie d'un de ses habitants et d'une directrice affolée qui n'avait même pas une minute pour griffonner une carte postale. Et tout ce temps-là, comme cette vision la déchirait et la désolait, elle pensait : « Croyez-vous que cette enfant a un amoureux, à son âge ? Elle a certainement un amoureux. »

Le cab arriva cinq minutes avant l'heure fixée.

***

Comme il roulait à travers Market Square où les étalages du samedi s'installaient avec animation, la maison de la quincaillerie fut un instant encadrée par le carré oblong de la portière secoué avec fracas. Hilda crut qu'elle en avait une impression nouvelle, qu'elle l'apercevait pour la première fois. Un homme baissait le volet du magasin. Au-dessus se trouvaient les stores métalliques portant le nom de « Karkeek », et, au-dessus des stores les affiches bleues du *Five Towns Chronicle*. Aucun signe extérieur de Mr Cannon... Et pourtant Mr Cannon... Elle eut une sensation extrêmement troublante de ce qu'il y avait de mystérieux en Mr Cannon et de ce qu'il y avait de mystérieux dans toute existence. Mr Cannon existait quelque part, à ce moment-là, occupé à quelque chose. Dans une maison lointaine et inconnue, sa mère existait, à moins qu'elle ne fût morte. Florrie serrant sur ses genoux un paquet d'affaires à elle et avec, sans doute, la lettre dans son sein, était assise devant elle,

impressionnée et comme subjuguée dans ce mouvant univers que formait le cab s'éloignant de la maison vide et silencieuse. Florrie retombait du luxe dans son taudis, et acceptait ce coup avec le fatalisme de la jeunesse et de la pauvreté. Et un jour Hilda, sa mère et elle-même se trouveraient réunies dans la maison désertée, dont la lourde clef se trouvait dans le sac de la voyageuse... Mais en serait-il ainsi?

A la gare, il fallait attendre un quart d'heure, Hilda renvoya Florrie avec ses ordres suprêmes et suivit sa malle sur le quai froid et triste. Le vieux porteur se montra très aimable. Elle alla à la petite librairie jaune. Là, sous sa main se trouvait une pile, guère haute, du *Five Towns Chronicle*. Miracle. Miraculeux George Cannon. Elle rougit d'orgueil, d'un orgueil de propriétaire en prenant un penny dans son porte-monnaie pour acheter un numéro.

— C'est le nouveau journal, — dit le marchand d'une voix traînante et sur un ton de condescendance stupide à l'égard de ce nouveau journal.

« Grossier personnage, pensa-t-elle. Si vous saviez à qui vous parlez... »

Avec quelle fierté, masquée soigneusement d'indifférence, elle tendrait le numéro du *Chronicle* à sa mère. Celle-ci s'écrierait : « Miséricorde ! » et passerait un jour ou deux à étudier le journal, en y faisant de singulières découvertes à intervalles rapprochés.

***

Ce ne fut qu'après être arrivée à la gare d'Euston et s'être fait conduire à celle de King's Cross par une rue tumultueuse et de médiocre apparence, et avoir pris un autre billet et s'être installée dans un autre train, qu'Hilda commença à sentir soudainement, comme si un abîme se fût ouvert sous son énergie, le besoin de nourriture. Méticuleuse en ce qui concernait ses fonctions de secrétaire et bien d'autres détails purement mécaniques de son existence quotidienne, elle pouvait faire preuve d'une négligence singulière à l'égard des choses que méprisait la partie héroïque de sa nature et qui ne se rapportaient pas immédiatement au grand dessein du moment. C'est ainsi que,

comme conséquence de sa négligence, elle découvrit après avoir pris son billet à Horsey, qu'il ne lui restait même pas deux shellings en poche. Elle se dit, avec une sombre résignation : « Ça ne fait rien. Je m'arrangerai. Dans une demi-heure, je serai là-bas et je n'aurai plus d'inquiétude. »

Le train presque vide, attendait avec un air abandonné dans un coin également vide et abandonné de la grande gare sonore et couleur d'ocre. Puis sans avertissement, ni signal, il s'éloigna d'un mouvement glissant et indifférent vers un but indéterminé. Il se trouvait fréquemment de niveau avec les toits de vagues kilomètres de maisons qui n'en finissaient pas. C'étaient des maisons horribles et tristes qui fumaient comme des bûchers funéraires dans l'air humide. Et la voie sur laquelle il s'avançait reposait toujours sur des arches de briques. De temps en temps, les murs qui l'enserraient s'entr'ouvaient pour recevoir une voie affluente qui prenait sa place parallèle par une courbe d'une précision hardie. Et on pouvait voir cette courbe se perdre au loin sur d'innombrables arches de briques, à travers les tuyaux de cheminées pour disparaître dans la vague obscurité de l'horizon. Parfois une gare spacieuse et morne provoquait un moment un arrêt du train. Puis il reprenait sa course. L'horloge d'une de ces gares indiquait deux heures moins le quart. Lorsqu'elle aperçut le nom d'Horsey elle sentit se précipiter les battements de son cœur. Comme elle descendait du train, toute émue, on jeta sa malle du fourgon à l'arrière du train. Elle alla se placer devant elle jusqu'à ce que le dernier d'une file d'obligeants porteurs fût arrivé portant la main à sa casquette. Lorsqu'elle demanda un cab, il parut douter qu'il fût possible de s'en procurer un, et promena un regard incertain sur le quai immense et désert et ceux qui s'étendaient au delà des voies. Le train avait disparu. Elle s'efforça un instant de comprendre la raison d'être de ces grandes gares somnolentes. Mais sa fatigue morale, aussi bien que physique, l'avait privée de toute curiosité intelligente à l'égard des phénomènes de la cité mystérieuse et formidable.

Au bout d'un instant le porteur plaça la malle sur son épaule et elle dut grimper derrière lui un escalier pour franchir une passerelle en fer et descendre d'autres marches. Un

express bondit à travers la gare comme un obus et s'anéantit. Et à une barrière qui s'ouvrait sur une mauvaise route se trouvait en effet un cab avec un squelette de cheval dans les brancards. Le cocher bondit à la vue de la malle et de cette jeune fille inexpérimentée et timide. Mais le cheval au dos courbé ne fut pas tiré de son coma.

— Quelle adresse, Miss? — demanda le cocher.

— Cedars House, Harringay Park Road.

Il demeura un instant perdu dans ses réflexions, puis répondit avec empressement :

— Oui, Miss.

Le porteur ayant reçu trois pence toucha sa casquette. Le cheval, réveillé par un coup de fouet, s'élança. Hilda s'enfonça dans l'affreux et grinçant véhicule et dit avec un soupir :

— Voilà donc leur Londres.

Elle s'aperçut qu'elle prenait la direction d'où elle venait. Elle descendait parallèlement au railway la plus longue rue qu'elle eût jamais vue. A sa gauche s'étendaient des milliers de petites maisons neuves toutes pareilles. A sa gauche des pâtés de maisons similaires se trouvaient séparées par des fragments de verdure et des aperçus des arches du pont du chemin de fer. Rien qu'à la pensée de l'horrible patience qu'il avait fallu pour construire ces arches sans fin elle se sentit écœurée. Le cab tourna dans une autre route, puis dans une autre encore et s'arrêta. Elle aperçut les mots « Cedars House » sur un portail. Elle ne put ouvrir la portière. Ce fut le cocher qui le fit pour elle.

— Les stores sont baissés ici, Miss, — dit-il en prenant l'air lugubre que commandaient les circonstances [1].

La maison avait l'air grande et pas un store n'était levé. L'incroyable se serait-il produit? Avait-elle été choisie pour ce désastre, parmi toutes les jeunes filles du monde entier? Elle vit apparaître Sarah Gailey.

— Bonjour, — dit-elle avec calme. — Me voilà. Seulement je crains de ne pas avoir assez pour payer le cocher.

Mais comme elle parlait elle comprit au visage de Sarah

1. En Angleterre, on baisse les stores de la maison où vient de se produire un décès.

Gailey que la pire et la plus ridicule de ses frayeurs nocturnes avait été justifiée par la destinée.

Trois jours auparavant Mrs Lessways s'était subitement trouvée malade dans la rue. Un médecin qui passait dans sa voiture était venu à son secours et l'avait ramenée chez elle. La nourriture qu'elle avait prise la veille au soir n'avait pas passé. D'abord son cas ne fut pas considéré comme sérieux. Mais comme la malade n'allait pas mieux pendant la nuit, Miss Gailley avait télégraphié à Hilda. Tout de suite après, le médecin appelé en toute hâte avait diagnostiqué une péritonite causée par un cancer perforant. Mrs Lessways était morte le troisième jour à onze heures du matin pendant qu'Hilda était dans le train. Il était inutile de protester, de dire que de telles catastrophes étaient inconcevables, que Mrs Lessways n'avait jamais été malade de sa vie. La catastrophe s'était produite. Et un cadavre, là-haut l'attestait.

LIVRE II

I

PÉCHÉ

Hilda pouvait voir de son lit les arbres s'agiter sous le vent. Tous les matins elle les avait ainsi regardés sans y prendre d'intérêt. D'abord les branches avaient été complètement dénudées et à travers leur fin réseau s'apercevait la rose façade du nouveau Board-School. Mais à présent les branches étaient couvertes d'un feuillage épais et cachaient la plus grande partie du Board-School au point que seule une grande fenêtre du haut était visible. Cette fenêtre que les rayons solaires rendaient éblouissante illuminait par ricochet le lit d'Hilda et lui donnait pendant quelques instants l'illusion de recevoir directement le soleil. Il était onze heures. Sur la table de nuit se trouvait un plateau de thé en désordre et sur

le drap quelques miettes de pain rôti. Elle se remua dans son lit en entendant frapper à la porte avec une discrétion où il y avait de l'agitation. Sarah Gailey entra précipitamment. De sa main osseuse et jaunie elle tenait une collection de carnets de fournisseurs.

— Bonjour, ma chère enfant, comment allez-vous? — demanda-t-elle, se penchant avec gaucherie sur le lit. En même temps elle jeta un coup d'œil sur le plateau.

— Je vais très bien, merci — répondit Hilda nonchalamment et en regardant le plafond.

— Vous n'avez pas eu trop froid sans l'édredon? Je n'ai pas pensé à vous prévenir. Vous savez que je ne vous l'ai retiré que parce que je trouvais qu'il commençait à faire trop chaud... Je ne le voulais pas pour un autre lit. Je vous assure qu'il se trouve dans la commode de ma chambre.

Elle prononça les derniers mots comme si elle suppliait qu'on la crût.

— Ce n'est pas la peine d'en parler — dit Hilda.

Elle n'était pas irritée, mais excédée par cette remarque si caractéristique de Miss Gailey. En trois mois elle en avait beaucoup appris sur la nouvelle gérante des « Cédars », cet étrange composé de capacité, de dévouement, de vanité à fleur de peau et de simple et étroite stupidité.

— J'ai eu bien assez chaud, — ajouta Hilda le plus rapidement possible pour que Miss Gailey n'eût pas le temps de se convaincre du contraire.

— Et le pain rôti? J'espère bien... après tout ce que j'ai dit à cette Hettie au sujet de...

— Vous voyez que je l'ai tout mangé, — l'interrompit Hilda en montrant son assiette.

Leurs visages étaient tout près l'un de l'autre et échangèrent un triste sourire. Miss Gailey restait penchée vers elle, avec un air anxieux comme si elle eût été une petite enfant. Et pourtant ni cette femme déjà âgée et usée, ni cette jeune fille languissamment abandonnée dans son lit ne sentaient la différence que les années avaient mise entre elles. D'ailleurs, Hilda n'était pas malade au sens ordinaire. L'attitude implorante de Miss Gailey s'expliquait par la conception qu'elle se formait de ses devoirs envers Hilda dont la mère était morte

en rendant service à sa vieille amie. Si Mrs Lessways n'était pas venue à Londres pour tenir compagnie à Sarah elle pourrait être, elle serait certainement vivante et en bonne santé à l'heure présente. Tel était le raisonnement de Sarah qui, d'ailleurs, refusait de tenir compte de certaines affirmations du médecin. Elle ne se pardonnerait jamais. Mais elle s'efforçait d'obtenir le pardon de la fille de Caroline en lui témoignant un absurde dévouement. Les attentions qu'elle lui prodiguait auraient rendu furieuse l'Hilda d'autrefois ou du moins auraient été accueillies par elle avec un dédain peu dissimulé. Mais sur l'Hilda actuelle l'effet qu'elles produisaient était nul, purement et simplement. L'Hilda actuelle, enfermée dans les profondeurs mystérieuses de son moi, était trop solitaire, trop préoccupée et trop fatiguée pour se laisser toucher même par la noblesse et la beauté du geste expiatoire et protecteur — et un peu ridicule aussi par certains côtés — avec lequel la vieille fille se penchait vers le lit et s'interposait entre lui et la lumière.

Hilda souffrait, physiquement et moralement, d avoir péché contre sa mère et de ne pouvoir se racheter.

La pensée seule de sa mère avec sa vivacité, sa gaîté, sa joie de vivre, son caractère si égal, sa charité, son désordre, son incompétence, ses niaiseries mélangées de finesse, lui causait une souffrance d'une intensité telle qu'elle cessait d'être de la souffrance. Elle aurait dû voir cette mère avant de mourir ; elle aurait pu y réussir si elle avait fait ce qui était son devoir évident. Elle ne pouvait à présent concevoir qu'elle eût hésité à voler à Londres au reçu de la dépêche. Mais elle avait hésité et sa mère avait expiré sans l'avoir vue. Tout ce qu'elle pouvait dire pour se disculper était futile en présence du fait même. En vain s'en prenait-elle à la façon dont la dépêche était rédigée. En vain essayait-elle de soutenir que c'était le hasard et non elle qui avait fait tout le mal. En vain invoquait-elle l'aide du simple bon sens contre la sentimentalité de son imagination. En vain revenait-elle sur les événements de l'après-midi qui avait précédé la mort pour démontrer qu'à aucun moment elle n'avait eu l'impression de ne pas agir d'accord avec sa conscience. Toute sa conduite avait été en opposition avec sa conscience, mais son orgueil et son égoïsme

l'avaient rendue sourde à la voix de celle-là. Elle était la Pécheresse.

Son désespoir, avait été calme. Les symptômes avaient été et demeuraient un manque complet d'énergie et une sombre et extraordinaire indifférence au monde qui l'entourait. Son être entier, à l'exception du centre profond de son âme qui était torturé, semblait avoir perdu toute capacité d'émotion. Rien ne la touchait, ni même ne l'intéressait.

Au bout de plusieurs semaines elle avait naturellement commencé à songer à la religion car sa maladie à elle seule prouvait assez qu'elle avait une nature profondément religieuse. Miss Gailey ne pouvait aller que rarement à l'église, mais un dimanche matin elle demanda à Hilda — sans doute avec intention — de l'accompagner. Et celle-ci accepta. En approchant de la vaste église au grand clocher elle éprouva comme un vague picotement d'espérance et en fut grandement étonnée. Mais l'office ne répondit nullement à son attente. « Comme je suis bête, se dit-elle avec mépris. Ces choses-là ne m'ont jamais émue jusqu'ici. Pourquoi le feraient-elles à présent. »

***

— Pensez-vous que vous allez vous lever, ma chère enfant? — demanda Sarah Gailey en arrangeant de façon plus sûre le contenu du plateau et y trouvant de la place pour ses carnets hebdomadaires.

— Oui, il me semble que je ferais bien — murmura Hilda.— Il va bientôt être l'heure du déjeuner.

Les journées étaient longues et pourtant elles paraissaient courtes aussi. Avant de se lever elle commençait déjà à penser au soir et à son coucher et la nuit du samedi avait vite fait de suivre le matin du lundi. Il était à peine croyable que seize semaines se fussent ainsi passées depuis la mort de sa mère, seize semaines qui, à les considérer, ne contenaient aucun signe d'activité de quelque nature que ce fût et guère de désir.

— J'ai donné congé à ces Boutwood, — dit Sarah Gailey soudainement, au moment d'enlever le plateau.

— Vraiment?

— Ils étaient encore honteusement en retard au breakfast ce matin, tous les deux. Et Mr Boutwood a eu le toupet de demander un autre œuf. Hettie est venu me le dire, aussi y suis-je allée moi-même. Je lui ai dit qu'on servait le breakfast chez moi à neuf heures et qu'il y avait un avis à ce sujet dans les chambres, sans parler de la salle à manger. Et un breakfast qui vaut celui de n'importe lequel de leurs hôtels, je le parie bien. Si les œufs sont froids à dix heures et après, ce n'est pas ma faute. Tous les deux se portent admirablement et pourtant ils sont paresseux jusqu'aux moelles. Ils ne veulent jamais aller se coucher et ils ne veulent jamais se lever. Ce n'est pas comme s'ils allaient au théâtre et rentraient tard et tout ce qui s'ensuit. Je pourrais excuser cela, de temps en temps. Non. Ce n'est que de la paresse et de la négligence. Et si vous voyiez leur chambre. Oh ! là, là... Un bel exemple pour les domestiques. Alors il a été très insolent, extrêmement insolent. Il m'a dit qu'il me payait pour que je lui donne non pas ce que je voulais, mais ce que lui voulait. Et que si j'entrais dans un magasin et qu'on se mette à me dire ce dont je devrais avoir besoin et quand je devrais en avoir besoin, je serais agacée. Je lui ai dit que je n'avais besoin de personne pour me faire dire cela. Et que ma maison n'était pas un magasin. Il m'a répondu que si et que si elle n'en était pas un elle devrait en être un. Auriez-vous imaginé chose pareille?

Hilda essaya de témoigner une sympathie sans chaleur. Les narines de Miss Gailey frémissaient et il y avait des larmes dans ses yeux délavés. Elle savait diriger son établissement. En y mettant toutes ses facultés et toutes ses forces elle avait fait d'elle-même une gérante d'une valeur exceptionnelle. Mais elle ne savait pas faire avec ses pensionnaires parce qu'elle n'avait pas assez d'imagination pour se mettre à leur place. Au-dessus de toutes ses pensées secrètes planait l'axiome que les « Cedars » constituaient un mécanisme parfait et que le moins qu'un pensionnaire reconnaissant pût faire était de s'adapter à ce mécanisme.

— Ainsi vous leur avez dit de partir?

— Certainement. Et je m'en vais vous dire autre chose, mon enfant, je...

On frappa à la porte. Sarah Gailey s'arrêta dans ses confi-

pences comme une conspiratrice surprise et ouvrit. Hettie se tenait sur le paillasson, l'Hettie qui malgré de fréquentes protestations laissait les rôties d'Hilda se refroidir et devenir comme du cuir quelque part sur le palier entre la cuisine et la chambre de la jeune fille. Dans la main d'Hettie il y avait une dépêche que prit Miss Gailey.

— Tenez, emportez le plateau, Hettie, — dit-elle, déchirant nerveusement l'enveloppe. — Mettez ces carnets dans mon bureau, — ajouta-t-elle.

— Et je me demande ce qu'il va dire. — observa-t-elle, fixant distraitement les yeux sur la dépêche décachetée, après le départ d'Hettie.

— Qui?

— George. Il dit qu'il sera ici pour déjeuner. Il va sûrement se vexer de cette histoire des Boutwoods. Mais il ne comprend pas. Les hommes ne comprennent pas ces choses-là, vous savez bien. Ils ne savent pas la peine que ça représente.

Il y avait dans l'appel de son regard quelque chose d'étrangement pathétique.

Hilda dit :

— Je ne pense pas me lever pour déjeuner, aujourd'hui.

Sarah Gailey alla vers elle, oubliant ses propres ennemis.

— Vous n'êtes donc pas si bien que cela, en définitive, — murmura-t-elle sur un ton de triste commisération. — Mais vous savez qu'il faudra qu'il vous voie cette fois. Il en a besoin.

— Mais pourquoi?

— Pour vos affaires, je suppose. C'est ce qu'il dit : « Viens déjeuner à une heure. Besoin voir Hilda. — George. »

Elle tendit le télégramme à la jeune fille. Mais Hilda ne put se résoudre à le prendre. C'était le premier sur lequel elle eût jeté les yeux depuis celui que lui avait remis Florrie dans le bureau de George Cannon. La vue seule du papier couleur saumon l'agitait. « Est-il possible d'être aussi sotte, se dit-elle, à propos d'un morceau de papier. » Il en était ainsi cependant.

Lors d'une visite précédente de George Cannon à Horsey elle était restée au lit toute la journée, craignant de le voir, honteuse d'être en sa présence, dans l'inexplicable conviction que se retrouver en face de lui serait commettre un crime contre sa piété filiale. Il y avait dans son âme des recoins

obscurs qu'elle n'avait pas eu le courage d'explorer avec candeur.

— Je trouve, — dit Sarah Gailey, réfléchissant et l'air anxieux, — je trouve que si vous pouvez vous lever ça vaudrait mieux que s'il vous voyait dans votre lit.

Hilda vit qu'à la fin elle allait être obligée d'affronter George Cannon.

II

LE PETIT SALON

Après le déjeuner, Sarah Gailey laissa Hilda et Mr Cannon ensemble dans le petit salon.

« Le petit salon », qui avait environ huit mètres carrés, n'avait pas d'autre nom. Les pensionnaires en parlaient avec affection et la directrice s'enorgueillissait de son confortable. Situé au premier étage, au-dessus de la porte d'entrée de la maison, il se trouvait entre les deux chambres principales. Les vieux habitués le révélaient aux nouveaux arrivants, ou ceux-ci le découvraient eux-mêmes avec une satisfaction immense. C'était le coin des intimités et des confidences, le refuge permettant d'échapper à la vie en public, et, jusqu'à un certain point, au piano. Deux femmes venant de faire connaissance et se sentant mutuellement attirées l'une vers l'autre se disaient : « Voulez-vous que nous montions au petit salon? — Oh, oui. » Et elles allaient là-haut toutes frémissantes du plaisir qu'elles se promettaient. « C'est bien la pièce la plus agréable de la maison, ma chère Miss Gailey », disait une autre avec un sourire de vieille fille. Et cependant le petit salon ne contenait rien qu'un vieux tapis, deux fauteuils d'osier, une petite chaise, une bibliothèque miniature presque vide, une gravure qui représentait Marie-Antoinette faisant face en reine à la populace et deux photographies des « Cedars ».

Hilda s'assit dans un des fauteuils et George Cannon dans l'autre. Il avait un petit sac noir qu'il posa sur le plancher à côté de lui. La réserve d'Hilda était extrême. Pendant tout le

déjeuner elle n'avait presque rien dit. Mais comme il y avait eu huit personnes à table et que George Cannon avait bavardé avec chacune d'elles, sa taciturnité n'avait pas été remarquée. Maintenant elle allait être obligée de parler. Et les sensations qu'elle avait éprouvées tout d'abord en rencontrant George Cannon dans la salle à manger elle les éprouva de nouveau avec plus d'anxiété.

D'abord elle était gênée par son deuil qui attirait l'attention sur elle comme l'eût fait un uniforme compromettant. Et le simple fait que sa mère fût morte — même sans tenir aucun compte de ce qui dans sa conduite se rapportait à cette mort — lui faisait éprouver, lorsqu'elle se trouvait en présence de quelqu'un qu'elle n'avait pas encore vu depuis quelque temps, comme un sentiment de culpabilité. Elle avait l'impression d'avoir commis quelque faute de goût, d'avoir transgressé la loi sociale qui défend de se faire remarquer. Il lui semblait qu'elle ressemblait à quelqu'un que des policemen entraînaient devant tout le monde au poste de police. Elle entendait dans son imagination les gens dire : « Regardez cette jeune fille en grand deuil. » Et elle se voyait rougir de confusion.

Elle réfléchit : « Comme c'est étrange que cette entrevue que je redoutais ait commencé pour de vrai. Il est venu à Londres et nous voilà ensemble dans cette maison qui au commencement de l'année n'était pour moi qu'un nom. Et ma mère est au cimetière, là-bas et je suis en noir. Et tout cela est son œuvre. Il a envoyé Miss Gailey et ma mère à Londres. C'est lui qui l'a voulu... Non. Tout ce qui est arrivé est de ma faute. Je suis allée le voir tout un après-midi. Je l'ai cherché. Lui ne m'a pas cherchée. Et c'est juste parce que je suis allée le voir un après-midi que ma mère est morte et que je suis ici. Étrange. » Ces pensées prenaient pour elle une sorte de vague beauté, en dépit de sa tristesse et de sa détresse aiguë. Le coma en elle avait assurément disparu, en admettant qu'il ne s'agît que d'un répit.

***

— Eh bien, voyons — dit-il, lorsque quelques inanités eurent été suivies d'un silence embarassant. — J'ai à vous

parler affaires et je suppose que nous pouvons commencer aussi bien tout de suite, hein?

Il s'exprimait sur un ton assez dégagé, mais en homme qui se débarrasse avec une aisance vigoureuse du tracas que lui causent d'exaspérants ennuis. Depuis le déjeuner il avait eu un bref entretien avec Sarah Gailey.

— Oui, — convint-elle, l'air sombre.

— Avez-vous décidé ce que vous allez faire?

Il se mit, en parlant, à sourire avec sympathie.

— Je ne reviendrai pas au bureau — répondit-elle sèchement, coupant court son sourire avec une sauvagerie presque féroce.

Elle se montrait, sans l'ombre d'un doute, mal polie dans son amertume. Elle se demanda : « Pourquoi parlé-je ainsi? Pourquoi ne pas m'exprimer naturellement avec douceur et bonne humeur? Je n'ai rien contre lui en réalité. »

Mais elle ne pouvait faire autrement. C'était par ce symptôme de mordante acrimonie que son trouble se manifestait. Elle savait que ses sourcils se fronçaient tandis qu'elle regardait le mur d'en face, mais elle ne pouvait pas dérider son front.

— Non, je ne le pense pas, — dit-il, tranquillement. — Mais pensez-vous revenir à Turnhill?

Elle resta muette quelques secondes. Une sensation de désolation l'envahit et il lui sembla qu'elle l'accueillait avec plaisir, essayait de l'intensifier et lui abandonnait l'expression de son visage.

— Comment voulez-vous que je le sache? — murmura-t-elle à la fin, haussant les épaules.

— Parce que si vous n'y revenez pas, — reprit-il, — ce n'est pas la peine de garder cette maison vide comme elle l'est. Il faut vous rappeler qu'elle est demeurée dans l'état où vous l'avez laissée et que ça ne fait pas de bien aux meubles.

Elle haussa de nouveau les épaules.

— Je ne vois pas que cela puisse intéresser personne en dehors de moi, — dit-elle, au bout d'un autre silence avec une sorte de nonchalance froide et dédaigneuse.

Et une fois de plus elle se dit : « Est-il possible que je me conduise d'une façon si odieuse? »

Il se leva brusquement.

— Je ne sais pas ce que vous et Sarah avez comploté ensemble — dit-il sur un ton offensé et dédaigneux et cependant dégagé. — Mais il est bien certain que je ne veux pas me mêler de vos affaires. Je suis obligé de me mêler de celles de Sarah, malheureusement, et pas pour mon plaisir. — Le gonflement de ses narines exprima du dégoût. — Mais des vôtres, non.

— Il s'interrompit.

Aussitôt elle fut remplie de confusion, d'inquiétude et d'une honte extrême. Son humeur avait changé en un clin d'œil. Il lui semblait qu'elle se trouvait en présence d'un affreux désastre qu'avait provoqué sa propre témérité, irresponsable et mauvaise. Elle était comme un enfant qui, ayant joué avec le danger pour le plaisir de mal faire est épouvanté par le malheur qu'a causé sa perversité. Elle avait une frayeur réelle. Elle se dit dans sa terreur : « J'ai ce que j'ai cherché. »

George Cannon se baissa pour ramasser sa petite valise. Puis il se redressa la dominant de toute sa hauteur et sa massivité. Et elle sentit avec acuité toute la faiblesse de la jeune fille qu'elle était et le besoin où elle se trouvait de son aide. Il ne lui était pas permis de transformer sa sympathie en antipathie. Elle était seule au monde. Jamais jusqu'alors elle ne s'était rendu compte comme maintenant de l'horreur secrète de cette solitude. L'instant était critique. Dans une minute il pouvait être parti la laissant solitaire et en proie à une humiliation sans remède et au dégoût d'elle-même.

— Je vous en prie, — murmura-t-elle d'un ton suppliant.

Son être tout entier devint une prière qu'exprimaient son regard, son geste, la courbe de son corps mince et fragile. Elle était comme une esclave. Elle n'avait plus d'orgueil, de coin secret dans sa pensée. Elle était un instinct. Les larmes se montraient dans ses yeux et altéraient sa voix.

Il eut le sourire forcé et un peu ridicule de quelqu'un qui maudit une situation gênante où il se trouve malgré lui.

— Vous me priez de quoi?

— De vous asseoir.

Il fit un geste de protestation et obéit.

— Ne vous tourmentez pas, — dit-il. — Ne vous tourmentez pas. J'aurais dû me douter...

Et il sourit avec générosité.

— Vous douter de quoi?

Sa voix était devenue faible et le chagrin la rendait comme fluide.

— Que vous seriez probablement énervée.

Ce ne fut point furtivement, mais d'un geste bien apparent qu'elle s'essuya les yeux.

— Non, non, — protesta-t-elle honnêtement. — Ce n'est pas cela. C'est... mais... je vous demande bien pardon.

— Je crois savoir moi-même un peu ce que c'est que les ennuis, — ajouta-t-il avec un rire bref et presque amer.

Ces paroles étranges lui inspirèrent de la pitié.

***

— Eh bien, — il semblait recommencer, — laissons Lessway Street pour l'instant. Je peux vous faire vendre vos immeubles de Calder Street si vous le désirez. Et un assez bon prix. Tôt ou tard il faudra que la ville achète tout le côté de la rue. Vous vous rappelez de ce que j'ai dit à votre mère il y a deux ans, que je pouvais lui trouver un acheteur. Mais elle ne voulait pas en entendre parler.

— Oui, — dit vivement Hilda. — Je me le rappelle.

Au fond du cœur elle fit une fois de plus amende honorable à George Cannon pour avoir laissé sa mère lui persuader, ne fut-ce que pour un jour, que cete proposition de vente n'était de sa part qu'un moyen d'entamer des ouvertures pour devenir son représentant.

— Vous savez ce que représentent ces loyers, — continua-t-il, — puisque vous les avez eus tous les mois. Je vous garantis que le produit de la vente, si vous en faites un bon placement, vous rapportera autant. Mais même s'il ne vous rapporte pas tout à fait autant, il ne faut pas oublier que Calder Street perd de sa valeur ; ça devient de plus en plus un quartier ouvrier. Et on a toujours un tas d'ennuis avec des locataires de cette espèce.

— Je voudrais pouvoir tout vendre, tout, — s'écria-t-elle

passionnément. — Lessways Street aussi. Alors je serai tout à fait libre.

— Vous le pouvez, — dit-il avec une emphase dramatique. — Et laissez-moi vous dire que dans dix ans ces maions de Lessways Street ne vaudront pas ce qu'elles valent maintenant.

— Est-ce que ces immeubles-là perdent aussi? — demanda-t-elle. — Je croyais qu'on bâtissait beaucoup par là.

— C'est vrai, — répondit-il. — Mais ce sont des petites maisons bon marché. Vos maisons sont trop belles pour cette partie de la ville, voilà bien l'ennui. Des gens qui peuvent mettre à leur loyer vingt-cinq livres par an — et davantage — ne voudront plus habiter par là. Vous savez que la maison du bout est vide.

Toutes les maisons parurent à Hilda constituer une forme de propriété singulièrement incertaine et même dangereuse. Et la vente de tout ce qu'elle possédait se présentait à son imagination comme une opération qui l'affranchissait du passé. Cela symbolisait le point de départ d'une vie nouvelle, d'un recommencement débarrassé des vestiges du chagrin et de l'erreur. Elle pourrait aller n'importe où, faire ce qu'elle voudrait. Le monde tout entier s'étendrait devant elle.

— Je vous en prie, vendez-moi tout, — demanda-t-elle ardemment. — A supposer que vous réussissiez, à peu près combien aurais-je... je veux dire comme revenu?

Il regarda autour de lui, puis prenant un crayon dans la poche de son gilet, griffonna quelques chiffres sur sa manchette.

— Largement trois livres par semaine, — dit-il.

***

Après une discussion de pure forme qu'ils s'efforcèrent chacun non sans quelque gêne de prolonger pour éviter de paraître se hâter dans une décision importante. George Cannon ouvrit un sac noir puis chercha de l'encre. Le petit salon, n'ayant pas de table, n'avait pas d'encrier, et il sortit de sa poche un crayon Eagle à écriture indélébile — le stylo de ces temps

primitifs. Comme il avait besoin de l'arranger il se rapprocha de la fenêtre et tint en l'air à la lumière la partie supérieure pendant qu'il vissait l'autre. Il était très minutieux dans ces petits détails mécaniques de sa profession. Hilda l'observait derrière son dos avec une attention qui la fascinait elle-même.

— Et comment va le *Chronicle*? — demanda-t-elle sur un ton de curiosité bienveillante qui donnait une impression exagérée de son sentiment réel.

Elle avait de plus en plus honte de n'avoir pas pris la peine, pendant le déjeuner, de poser une question sur le compte du journal. Elle avait même honte de son indifférence, aux usages de la bonne société. Que Sarah Gailey, avec son étroitesse d'esprit et ses préoccupations, se montrât indifférente et n'eût pas une seule fois, en trois mois, fait allusion au journal de son frère, n'était pas chose surprenante. Mais il était monstrueux qu'elle, Hilda, la secrétaire, la prêtresse partageât cette antipathie incivile et il était injuste de stigmatiser ce journal, ainsi qu'elle l'avait pour ainsi dire fait, comme s'il eût été responsable de la mort de sa mère. Et elle commença même à traiter de morbide sa récente attitude à l'égard de sa vie passée.

— Oh ! — murmura-t-il distraitement, et avec une sombre hésitation tout en maniant son crayon.

Elle continua sur un ton encore plus engageant :

— Je pense que vous avez un nouveau secrétaire?

— Non, — dit-il, — comme si s'appesantir sur un tel sujet lui donnait de la fatigue et de l'ennui. — Je leur ai dit qu'il fallait s'en passer... Ce n'est pas une partie de plaisir que de lancer un nouveau journal dans un petit trou comme les « Cinq Villes », je vous assure.

Il était évident que ses grands espoirs exubérants avaient été rabattus et peut-être détruits.

Elle ne répondit rien. Elle ne le pouvait pas. Elle se sentit brusquement pleine d'une sympathie attristée et cette tristesse lui parut belle. Déjà, pendant qu'il griffonnait sur sa manchette elle avait remarqué que cette manchette était élimée. Et maintenant qu'il se profilait sur la fenêtre, ce bord de manchette attira encore son attention et prit une signification étrange. Cet homme traversait une période d'adversité.

Il lui semblait tragique et lamentable qu'il dût connaître des jours mauvais, qu'il ne pût pas toujours demeurer triomphant, brillant, sereinement d'aplomb au milieu de tous ces grands desseins et conservant intacte sa supériorité masculine. Il lui semblait injuste qu'il dût souffrir et désirable qu'un autre, quel qu'il fût, souffrît à sa place. George Cannon avec du linge douteux... Quelle erreur du destin avait causé ce phénomène de dissonance si déchirant? (Oui déchirant.) Était-ce le résultat de cette négligence qu'entraîne la lassitude ou bien de vrais, d'horribles embarras d'argent? L'une et l'autre de ces explications lui étaient très pénibles. Elle eut une vision, d'une communauté entière de femmes besognant en secret dans la vapeur et de l'eau de lessive et se privant pour lui donner tout ce dont il manquait, pour qu'il pût toujours apparaître au monde sans tache et éblouissant de perfection. Elle aurait sacrifié le bonheur de multitudes humaines pour satisfaire ce besoin de convenance et de justice.

***

Comme il n'y avait pas de table, George Cannon enleva un bibelot grotesque qui ornait le dessus de la bibliothèque miniature et se servit de ce dessus pour écrire. Il demanda à Hilda de signer deux papiers. Il lui expliqua exactement ce en quoi ils consistaient, mais elle ne le comprit pas ni ne désira comprendre. L'un d'eux était une autorisation de vente sous seing privé et l'autre était une procuration, mais ce que chacun était en particulier et ce à quoi il se rapportait, elle en avait une ignorance résolue et magnifique. Elle pouvait par un effort religieux de sa volonté faire d'elle-même une excellente employée, empressée à imiter et agir mécaniquement, mais elle éprouvait une antipathie instinctive pour les affaires proprement dites. De plus elle voulait se confier à lui, rien que pour racheter mystiquement son affreuse impolitesse du début de leur conversation. Et elle se dit aussi : « Ces opérations lui rapporteront en définitive du profit. C'est par là qu'il gagne sa vie. Je l'aide dans son adversité. »

Lorsqu'il lui donna son crayon Eagle en lui indiquant les endroits où il fallait signer, elle le prit avec ferveur dans un

désir grandissant de réparer sa faute. Un instant elle demeura abasourdie, comme en rêve, les yeux fixés sur l'acajou tout rayé de la bibliothèque. Et celle-ci lui apparaissait comme un être doué de sensibilité, patient et secourable qui avait toujours attendu dans ce coin de pouvoir aider George Cannon à cet instant critique, un être humain comme elle-même. Elle aimait cette bibliothèque et le crayon Eagle et les papiers et le dessin de la tapisserie. George Cannon se tenait derrière elle. Sa présence lui produisait l'impression d'un danger délicieux. Elle signa les papiers de cette grande écriture irrégulière que pendant quelques brèves semaines elle avait forcée de se plier à la calligraphie disciplinée de l'employée. En signant elle aperçut le nom de Karkeek sur l'un des documents et se rappela avec une joyeuse nonchalance que le nom de George Cannon n'apparaissait jamais dans les affaires que traitait George Cannon.

Il prit sa place devant la bibliothèque et plia ses papiers. Il était là, à côté d'elle, dans toute sa masculinité — avec sa moustache, son menton bleu, ses grandes mains blanches, son drap fin —; il était là, planté sur ses pieds massifs comme sur un piédestal. Elle ne le voyait pas, elle le savait là. Et elle savait que la porte était fermée derrière eux. Un des fauteuils d'osier, quoique vide, continuait à craquer comme s'il eût été en vie. Faiblement, très faiblement, elle pouvait entendre le piano. C'était Mrs Boutwood qui jouait. En haut résonnaient les pas de Sarah Gailey et d'Hettie — elles comptaient le linge revenu du blanchissage selon la coutume du samedi après-midi. Et elle avait aussi conscience d'elle-même, mince, palpitante, fragile, lugubre et un peu insignifiante.

Il la regarda, tournant à demi la tête. Il y avait dans son regard de la bonne humeur, de la bonté, de la protection et de la rectitude. Et surtout, dans son sourire serein, un peu de ce triomphe qui le caractérisait autrefois. Il n'était pas ruiné ! Il ne connaissait pas vraiment l'adversité ! Il demeurait ce qu'il était, un conquérant ! Elle frémit de soulagement.

— Vous voilà en mon pouvoir cette fois, il n'y a pas d'erreur ! — murmura-t-il sur un ton malin, tandis qu'il ramassait ses papiers et se penchait sur sa valise.

Hilda entendit un bruit de pas lourds qui montaient.

Au même instant elle éprouva un besoin extraordinaire et déconcertant de lui prendre la main, elle ne savait pas pourquoi. Voulait-elle le remercier, exprimer sa sympathie ou bien sa soumission? Elle lutta contre ce besoin, mais il faisait partie d'elle-même, de son moi le plus secret. Elle avait peur, mais cette peur lui donnait du plaisir. Elle voulait s'écarter de l'endroit où elle se trouvait. Elle se disait : « Si seulement j'étais bien résolue à le faire, je le pourrais. Mais non ! Je n'aurai pas cette volonté. J'aime rester ici avec cette peur, cette confusion, cette agitation. » Elle avait une perception claire, éblouissante de ce que le péché a de magnifique et de délicat, mais elle ne savait quel péché ! Et pendant tout ce temps les muscles de son bras se raidissaient en raison du combat que se livraient son désir faiblissant de le maintenir immobile et son désir grandissant de laisser sa main saisir celle de George Cannon. Et pendant tout ce temps les pas montaient pesamment l'escalier interminable. Et pendant tout ce temps George Cannon, détournant la tête, fouillait dans sa valise. Puis, soudainement, elle eut vraiment peur. Cette fois elle n'y trouvait point de plaisir et sa confusion était devenue intolérable. Elle se dit : « Je ne peux pas bouger maintenant. Dans une minute je vais faire cette chose horrible. Rien ne peut m'en préserver. » Dans son désespoir elle trouvait une sorte de joie sombre et tumultueuse. Cet état d'extase dura des siècles tandis que la catastrophe se faisait de plus en plus proche.

Puis, le pas pesant ayant achevé de monter l'escalier (ce qu'il semblait faire depuis le commencement du monde), la porte s'ouvrit brusquement et le gros visage jovial de Mr Boutwood apparut, en même temps que le bruit du piano se faisait plus distinct.

— Oh, je vous demande pardon, — murmura-t-il, feignant d'avoir cru que le petit salon était vide.

En réalité il était à la recherche de George Cannon en qui il avait reconnu un frère.

— Entrez, Mr Boutwood, — dit Hilda, avec un calme aisé et dédaigneux qui l'étonna elle-même. — C'est tout alors? — ajouta-t-elle, jetant à Georges Cannon un regard indifférent.

Elle partit sans attendre sa réponse.

*
* *

Ayant mis une capote et pris un parapluie pour avoir quelque chose à la main, elle alla chercher le remède que lui offrait la liberté des rues. Après avoir tourné le premier coin elle vit venir vers elle la silhouette d'une femme qui ne lui était pas inconnue. Elle était élégante et même imposante dans sa grâce juvénile. C'était Janet Orgreave portant une robe d'été à la mode et de couleur fauve. En se reconnaissant les deux jeunes filles rougirent légèrement. Janet s'élança. Hilda resta immobile. Elle était stupéfaite de ce hasard qui lui envoyait le même jour deux visiteurs inattendus. Elles se prirent les mains et s'embrassèrent.

— Je vous trouve donc ! — dit Janet. — Comment allez-vous, ma pauvre chérie? Pourquoi n'avez-vous pas répondu à ma lettre?

— Votre lettre? — répéta Hilda sans comprendre.

Puis elle se rappela qu'elle avait en effet reçu une lettre de Janet, mais que dans son état de dépression et d'engourdissement elle avait négligé d'y répondre.

— Je suis venue passer la fin de la semaine à Londres avec papa. Nous voudrions que vous vinssiez demain avec nous à Westminster. Et il faut que vous reveniez avec nous à Bursley lundi. Il le faut ! Nous y sommes absolument décidés. J'ai laissé papa tout seul cet après-midi pour venir vous chercher ici. Non pas qu'il en soit fâché ! Comme c'est loin ! Mais comment allez-vous, Hilda?

Celle-ci fut si touchée de cette affectueuse sollicitude de Janet que ses yeux se remplirent de larmes. Elle considéra cette bonté si pleine de rayonnement et d'innocence et songea : « Comme je suis différente d'elle ! Elle n'en a pas la moindre idée ! »

Pendant un instant Janet lui parut être une espèce d'ange, un ange à la mode, mais ange néanmoins à un degré exquis. Elle vit dans cette invitation à aller aux Cinq Villes une défense miraculeuse contre un péril dont la perspective l'alarmait déjà. Il lui faudrait aller à Turnhill pour visiter la maison de Lessways Strett et décider quelles affaires de sa mère elle

devrait conserver. Bien entendu elle emmènerait Janet avec elle. Pour toutes ses affaires de Turnhill, Janet serait avec elle. Sa vie nouvelle commencerait sous sa protection. Et son cœur se tournait de sa vie ancienne vers cette vie nouvelle avec de l'espoir et une attente de bonheur qui était comme une lueur vague.

Aux « Cedars » elle conduisit Janet dans sa chambre puis en sortit pour dire adieu à George Cannon. L'extrême complexité de l'existence et de ses sensations la déroutait et l'intimidait.

(A suivre.)

ARNOLD BENNETT

(TRADUIT DE L'ANGLAIS PAR MAURICE LANOIRE)

LES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS

DANS NOS UNIVERSITÉS

Certains pays exportent du blé, d'autres du charbon, du fer ou des machines. La France exporte des idées : par les missionnaires, par le livre, par la renommée de ses littérateurs et de ses savants, surtout par la qualité de son âme ouverte à toutes les générosités et à tous les héroïsmes, elle s'est acquis dans le monde une situation privilégiée. Si enclin qu'on soit au réalisme, il n'est pas permis de déprécier cet avantage, car l'idée est une force, ainsi que l'affirmait le regretté Fouillée, et l'estime où le monde nous tient se traduit par des bénéfices matériels autant que moraux : la statue de Bartholdi, qui domine et éclaire le plus grand port de commerce du monde, n'est pas qu'un symbole; elle affirme le rayonnement intellectuel et moral de la France.

Ce rayonnement a de nombreuses causes ; aucune n'est plus profonde ni plus efficace que l'action exercée, dans leur propre patrie, par les hommes qui ont reçu, dans nos universités et nos grandes écoles, l'investiture de la pensée française. Les vertus profondes de notre race ont un arome qui ne se perçoit bien que sur le terrain ; l'étranger qui a vécu chez nous les plus belles années de l'adolescence, s'en imprègne peu à peu, presque en dépit de lui-même ; la France est devenue sa

deuxième patrie, d'autant plus chère qu'elle n'aura point cherché à chasser la première de son cœur, qu'elle n'aura fait appel ni à la violence ni au dogmatisme, et n'aura agi qu'à la manière du bon levain qui fait lever la pâte sans la corrompre. C'est à l'influence de tels hommes que la France doit la chaude sympathie dont les preuves lui viennent aujourd'hui des quatre coins du monde ; parce qu'elle n'a pas cherché à faire une affaire, elle a réalisé la meilleure et la plus profitable des opérations. Ainsi l'intérêt de notre patrie, et celui de la civilisation tout entière, sont liés à l'accroissement de cette immigration bénévole des étudiants étrangers ; c'est ce qui m'autorise à montrer les conditions et les difficultés du problème, et à en esquisser les solutions nécessaires.

***

La question n'est pas nouvelle, car l'avenir plonge toujours ses racines dans le passé ; sans remonter aux « nations » d'escholiers qui se groupaient autour de nos Universités du moyen âge, on peut constater que le nombre des étudiants étrangers n'a cessé, dans ces dernières années, de progresser avec l'importance et le prestige de nos grands foyers d'enseignement supérieur. Le tableau suivant nous en fera juges :

Facultés et Écoles de	Étudiants étrangers inscrits au		Accroissement pour cent en dix ans
	15 Janvier 1904	15 Janvier 1914	
Droit	499	1 179	136
Médecine	582	1 368	135
Sciences	448	1 832	308
Lettres	483	1 735	259
Pharmacie	34	18	»
Total	2 046	6 132	200

Que le nombre de nos étudiants étrangers ait triplé en dix ans, c'est un indice des plus favorables ; il est aussi réconfortant de constater que cet accroissement porte sur l'ensemble de nos enseignements ; mais poussons plus avant, et cherchons comment le total se décompose entre les diverses nationalités.

Un premier point nous frappe, c'est que les Russes y entrent pour plus de moitié (3 126 en 1914) ; nous sommes ici en présence d'un phénomène général, qu'on retrouve dans les universités et écoles techniques de Suisse, de Belgique et d'Allemagne ; il vient surtout de causes intérieures à la Russie, comme la rareté des écoles d'enseignement supérieur dans ce vaste royaume et les prescriptions relatives aux étudiants israélites ; il faut espérer, toutefois, que l'alliance et la sympathie mutuelle des deux peuples y entrent pour une bonne part. Dans ce classement par nationalités, la Roumanie tient le second rang avec 458 étudiants, attirés presque tous à Paris par le double rayonnement de la Sorbonne et de la capitale ; si on tient compte de sa population et de la distance, la Roumanie nous donne par là une belle preuve de son attachement à notre civilisation et de sa fierté d'appartenir au groupement des peuples latins. L'empire ottoman vient ensuite, avec 311 étudiants, dont la plupart appartiennent sans doute aux nationalités de Syrie, de Palestine et d'Arménie sur lesquelles nous exerçons, depuis des siècles, une sorte de protectorat moral. La statistique nous accorde ensuite 291 Bulgares ; n'en parlons plus. 131 Grecs nous étaient restés fidèles, pendant que le gros des étudiants hellènes allait en Allemagne. Mais ce qui nous frappe, dans cette longue liste où figurent toutes les nations du globe, c'est le nombre infinitésimal des représentants de certains pays où notre influence intellectuelle et morale s'exerce avec une autorité et un prestige dont les événements actuels nous ont donné la mesure : estime-t-on que 103 Serbes, 28 Portuguais, 34 Brésiliens et 83 étudiants des autres républiques de l'Amérique du Sud constituent un apport normal de pays pour lesquels la France est, véritablement, la seconde patrie?

On dira peut-être que nos Universités ne sont pas tout, et que nos grandes écoles techniques doivent entrer en ligne de compte dans ce dénombrement des sympathies étrangères. En principe, la plupart de ces écoles sont ouvertes aux étrangers ; certaines, comme le Conservatoire des Arts et Métiers, le Collège de France, l'École centrale, leur ouvrent leurs portes à deux battants, sans faire de différence entre eux et nos nationaux ; d'autres les entre-bâillent plus étroitement, en

exigeant des formalités diplomatiques, ou se contentent d'admettre les étrangers à titre d'auditeurs. En fait, et en laissant de côté les écoles d'enseignement artistique, où l'étranger tient une large place, nos écoles techniques ne risquent pas d'être encombrées par l'afflux venant de l'extérieur : ainsi, notre grande École centrale n'a admis, de 1900 à 1914, que 111 étudiants étrangers, dont il faudrait encore déduire, en bonne justice, 11 Alsaciens que nous avons bien le droit de considérer comme des compatriotes.

Tenons-nous-en donc à nos Universités ; nous avons vu d'où venaient leurs étudiants d'outre-France ; demandons-nous où ils vont : au 15 janvier 1914, on comptait, à l'Université de Paris, 3 242 étudiants et étudiantes de nationalité étrangère ; il y en avait 773 à Nancy, 612 à Toulouse, 483 à Grenoble, 466 à Montpellier : voilà les cinq foyers d'accueil de la science française ; quant aux onze autres Universités, elles me pardonneront de ne pas les citer nominalement ; il me suffira d'indiquer qu'elles ne recueillent pas entre elles toutes 600 étudiants étrangers. Prenons comme modèle celles que j'ai citées, et essayons d'analyser les raisons de leur succès, afin d'en tirer une leçon.

Paris, qui retient à lui seul plus de la moitié des étrangers, reste, bien entendu, le centre d'attraction incomparable ; la qualité éminente et la réputation des maîtres, la variété des enseignements, l'existence d'instituts sans rivaux dans le monde, comme l'Institut Pasteur ou celui du radium, suffisent à justifier la puissance d'attraction de ce centre universitaire ; mais ce n'est pas déprécier la Sorbonne qu'attribuer à Paris lui-même la grande force de séduction qui attire la jeunesse de tous les pays ; aucune réclame ne vaudra jamais le prestige que notre capitale doit à ses qualités, voire même à ses défauts ; mais je ne cache pas que je verrais avec plaisir un plus grand nombre d'étrangers prendre le chemin de nos Universités provinciales, parce qu'ils y vivraient dans une ambiance moins cosmopolite, et prendraient plus aisément contact avec la vie de famille française, qui est ce que nous avons de meilleur et de plus caché.

Les étudiants étrangers qui se destinent aux études scientifiques s'arrêtent rarement à Paris ; cela tient, sans doute, à

ce qu'ils n'y trouvent pas l'enseignement technique qui leur convient. Nancy, au contraire, s'affirme de plus en plus comme notre grande Université technique : sur 773 étrangers inscrits en 1914, 588 fréquentent la faculté des sciences ; après un enseignement préliminaire de français, ils y trouvent, à l'institut électro-technique et de mécanique appliquée, à l'école de brasserie et de malterie, à l'école de laiterie, aux instituts chimique, colonial, agricole, de géologie, de quoi satisfaire leur désir de science pratique et de diplômes utilisables. Suivant l'usage, ces clients de la science nancéenne sont russes en grande majorité (419), mais on y trouve également des Ottomans (32), des Roumains (30), des Serbes (22). C'est assez dire que la réputation de notre grande Université de l'Est s'étend progressivement dans le monde, et cela à deux pas des écoles techniques de la Suisse, de l'Allemagne et de la Belgique; c'est par ses qualités propres, plus que par le prestige du nom et par l'aiguillon de la réclame, que Nancy grandit et prospère ; c'est aussi grâce à l'initiative des industriels lorrains, qui ont consenti les sacrifices nécessaires pour soutenir les instituts et monter les laboratoires.

C'est encore aux sciences que l'Université de Toulouse doit l'abondance de sa clientèle étrangère ; 474 étudiants, dont 429 Russes, sont attirés par son institut électro-technique et par l'institut de chimie aux destinées duquel préside l'illustre professeur Sabattier ; comme à Nancy, un enseignement spécial de notre langue vient préparer les voies de l'enseignement technique ; mais n'est-ce pas une chose curieuse que, si près de la péninsule ibérique, Toulouse compte si peu d'étudiants espagnols et portugais?

Montpellier maintient énergiquement la réputation acquise dans tout l'Orient méditerranéen ; des Russes, des Syriens, des Égyptiens, quelques Grecs et Bulgares, forment à la vieille faculté de médecine, où resplendit encore le nom de Rabelais, une fidèle clientèle, et les fils viennent apprendre là où les pères ont achevé leurs études.

De tous les exemples que nos Universités nous offrent, celui de Grenoble est à coup sûr le plus suggestif, car il montre ce qu'on peut faire avec une volonté persévérante et une exacte

compréhension des conditions locales. Grenoble fut jadis une de nos Universités de second plan ; si elle rayonne aujourd'hui au premier, elle le doit à l'obstination dauphinoise et à la générosité des industriels qui ont, sur le modèle de Nancy, soutenu l'institut électro-technique et l'école de papeterie ; elle le doit surtout au prosélytisme ardent, au dévouement illimité d'un homme dont la petite et la grande patrie pleurent aujourd'hui la perte, de l'éminent critique d'art Marcel Reymond. Depuis 1896, Marcel Reymond a donné toutes ses énergies, toute son activité et toute son intelligence à la direction du « Comité de patronage des étudiants étrangers » ; puissamment secondé par la faculté des lettres et par toute l'Université, il est parvenu à retenir et à canaliser vers les amphithéâtres le flot des touristes venus uniquement pour escalader les cimes ; pour les plus pressés, on institua d'abord, seulement pendant la belle saison, des cours de français, de littérature et d'histoire de l'art ; le succès récompensa l'effort, et le nombre de ces étudiants de rencontre s'accrut sans arrêt ; en 1898, il ne s'élevait qu'à 57 ; il atteignait 1 511 en 1913. Peu à peu, les étrangers s'aperçurent des efforts qu'on faisait pour leur plaire et pour les servir ; au lieu de passer en coup de vent, ils prirent leurs quartiers d'hiver dans la vieille cité dauphinoise et devinrent des clients permanents de son Université ; les sciences, le droit, mais surtout les lettres profitèrent de ces nouvelles habitudes : 286 étrangers, dont 106 Russes, 68 Italiens et 22 Américains des États-Unis étaient inscrits, au 15 janvier 1914, à cette dernière faculté ; et ce qu'il importe de constater, c'est que, loin de chasser devant lui l'élément national, cet afflux étranger avait semblé l'attirer, puisque le nombre des étudiants français avait triplé entre 1899 et 1913 : c'est que, grâce aux nouvelles ressources acquises à l'Université, on avait pu créer de nouveaux enseignements et aménager des locaux plus confortables ; c'est enfin parce que la bourgeoisie grenobloise, fière de son Université, s'était faite plus accueillante aux étudiants. Un pareil succès comporte une leçon, d'autant plus utile à méditer que Marcel Reymond et le Comité qu'il a présidé pendant vingt ans ont créé une méthode. C'est cette méthode que nous aurons à dégager dans un instant, lorsque nous chercherons la voie

qui doit conduire nos chères Universités vers l'accomplissement intégral de leurs destinées.

***

A travers la souffrance et les ruines, le monde marche vers un nouvel équilibre, et c'est une aurore qui se colore dans le sang de nos héros. Fermons l'oreille au bruit des armes, pour écouter ce qui se dit chez tous les peuples de l'univers : il n'y a qu'une voix pour proclamer la grandeur morale et la puissance matérielle de la France ; ceux-là même qui la croyaient avilie et corrompue doivent reconnaître qu'elle est saine d'âme et de corps. Quel que puisse être le sort des armes, elle a désormais cause gagnée devant la conscience universelle. Dans le même temps, la science allemande donnait sa mesure ; elle se montrait puissante pour le mal, vide d'idéal et dénuée de scrupules. Aussi le monde s'est-il détourné d'elle ; les foules d'étudiants étrangers qui buvaient la parole des maîtres allemands ne retourneront plus sur les bancs des Universités germaniques ; et puisque leur choix est fait entre la civilisation et la kultur, c'est chez nous qu'elles viendront écouter les maîtres qui ne truquent pas la vérité.

Il faut compter avec ce revirement de l'opinion universelle ; nos Universités auront pour devoir de maintenir et de développer les sympathies qui se tendent vers nous ; mais nous nous tromperions lourdement, en croyant n'avoir qu'à cueillir sans effort un fruit mûr ; en réalité, toutes les sympathies nées de la guerre auraient vite fait de tourner au désenchantement si nos hôtes ne trouvaient pas chez nous ce qu'ils y viendraient chercher ; or il n'est pas trop tôt pour se préparer à agir, car l'afflux des étrangers suivra de bien peu la cessation des hostilités.

La première chose à faire, c'est de connaître nos futurs clients et de prévoir leurs exigences. Il me semble qu'on peut les répartir entre trois groupes principaux : les Slaves, les Anglo-Saxons, et les peuples de civilisation latine.

Les Slaves continueront sans doute à former la grande masse de nos étudiants étrangers ; les Russes qui ont jugé nos qualités à l'épreuve et que l'Allemagne a désabusés, viendront

chez nous en rangs serrés ; les Serbes, et avec eux tous les Slaves du Sud, ont contracté avec nous une alliance scellée dans le sang et le malheur ; les uns comme les autres auront compris que ce qui leur manque, c'est la mise en œuvre de leurs immenses ressources ; ils se souviendront des missions que nous avons envoyées à leur aide, pendant cette guerre, et c'est à nous qu'ils viendront demander l'instruction technique dont ils ont le plus pressant besoin ; ils frapperont aux portes de nos écoles d'ingénieurs, de nos écoles des mines, de nos instituts mécaniques et chimiques, de nos facultés de médecine ; en revanche, je doute qu'ils s'intéressent à notre droit, et qu'ils s'occupent de notre littérature autrement que pour fortifier la pratique de notre langue ; par bonheur, la nature a doué les races slaves d'un polyglottisme remarquable et le français possède déjà, dans l'immense empire russe, une situation privilégiée.

Pour les Anglo-Saxons, c'est tout autre chose ; il n'ont que faire de nos écoles techniques, et jusqu'ici, ils ne venaient chez nous qu'en touristes, attirés par la beauté de notre ciel, le charme de nos paysages et le prestige d'une terre toute pétrie d'Histoire. Ils estimaient n'avoir que peu de raisons de se mettre à notre école ; mais cette guerre a été, pour eux, une révélation ; ils se sont enthousiasmés pour la force que la France a mise au service du droit. Edison, le génial inventeur, ne proclamait-il pas dernièrement son admiration pour « la nation la plus splendide qu'ait jamais connue le monde », pour celle qui « a le plus cherché et le plus approché la vérité », pour la France « qui défend héroïquement la liberté et dont la ruine serait le plus grand cataclysme qui pût arriver à la civilisation »? Autre exemple, encore plus topique : M. John Wigmore, doyen de la faculté de droit à l'Université de Chicago et président de l'Association des professeurs d'Universités, a manifesté publiquement le regret que la jeunesse américaine fréquentât presque exclusivement les Universités germaniques ; il estime que, depuis le trop fameux manifeste des 93, ces dernières sont indignes d'enseigner le droit à de jeunes esprits et propose que les étudiants américains aillent désormais étudier en France ; sur son initiative, une souscription est ouverte pour instituer cent bourses de voyage et de

séjour dans nos Universités. Par ces exemples, on peut juger que l'Amérique du Nord, comme l'Angleterre, comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande, nous enverront la fleur de leur jeunesse, qui viendra chercher dans notre histoire, notre littérature et notre droit les racines de la force morale qui a eu raison de la force brutale.

Mais où nous aurions le plus à gagner, c'est parmi nos frères latins, dont la solidarité morale avec nous s'est affirmée si nettement dans cette guerre ; tous les Latins ont compris qu'ils avaient, non seulement des langues sœurs, mais des âmes jumelles, et que les mots de justice et de vérité avaient pour toutes le même son et le même sens. Avant la guerre, cette sympathie était surtout platonique ; à part les Roumains, fidèles clients de nos Universités, où voyait-on les Portugais, les Espagnols et les représentants des jeunes démocraties d'Amérique? Nous savons pourtant qu'ils aiment notre littérature, qu'ils estiment notre civilisation et qu'ils considèrent Paris comme la métropole du monde latin ; si leurs étudiants ne sont pas venus chez nous plus nombreux, il y a sans doute beaucoup de notre faute, un peu de la leur ; or il importe, pour eux comme pour nous, que l'union latine se cimente dans nos écoles ; c'est par là, surtout, que notre action peut être profonde et durable ; et si on réfléchit à l'épanouissement prodigieux des républiques sud-américaines, on estimera l'intérêt qu'il y a, pour notre prestige moral et pour nos intérêts matériels, à ce que le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay envoient dans nos Universités ceux qui seront un jour les conducteurs de leurs destinées ; et réciproquement, cette jeunesse aurait tout à gagner au contact d'une civilisation assagie par le temps et fortifiée par les épreuves.

***

Voilà le but ; et maintenant, pensons aux moyens. Surtout, mesurons-les aux possibilités et gardons-nous des châteaux en Espagne. Nous savons que notre pays sortira de cette crise riche d'honneur, mais appauvri en hommes comme en argent, et qu'il devra affronter une tâche accrue avec des forces dimi-

nuées. Pensons, pour prendre courage, à ce que Grenoble a pu faire avec la volonté comme unique mise de fonds.

Nos Universités sont en grand progrès, mais elles sont loin d'avoir atteint la prospérité des Universités américaines ou allemandes ; elles n'y parviendront pas d'un seul coup, mais il est acquis que leur prochain et vigoureux effort doit se porter vers la constitution d'un enseignement technique spécialisé ; il le faut, pour nous d'abord, ensuite pour notre clientèle étrangère qui s'habitue mal au régime de nos écoles spéciales et qui risque de n'y trouver de longtemps ni l'enseignement qu'elle prise, ni les facilités d'accès qu'elle désire. Faisons donc comme les mathématiciens, et supposons résolu le grand problème de notre enseignement supérieur technique ; d'ailleurs, nous tenons pour assuré qu'il le sera prochainement et que la solution, bonne ou médiocre, constituera un progrès par rapport au présent.

Ceci admis, pour que la clientèle étrangère afflue dans nos Universités, trois choses sont nécessaires : *une propagande méthodique, un enseignement approprié, des conditions de vie matérielle conformes aux exigences légitimes des étudiants.*

Aussi sûrement que « la réclame est l'âme du commerce », la propagande assure l'essor des Universités. Elle peut s'exercer de bien des façons, par le livre, par la conférence, par l'action de nos professeurs en mission et de nos établissements scolaires à l'étranger ; tous ces moyens sont bons, tous doivent être employés, honnêtement et sans bluff. L'*Office national des Universités et Écoles françaises* [1] s'est fondé en 1894 pour diriger et centraliser cet effort de propagande ; « il veut faire connaître hors de France ce qu'est l'enseignement français et en particulier l'enseignement supérieur que donnent les Universités et les écoles spéciales. Il est à la disposition de tous ceux, professeurs ou étudiants, qu'attirent en France leurs études ou le désir d'entrer en rapports directs avec l'enseignement français. Il s'intéresse à toutes les initiatives pouvant concourir au même but ; enfin, il offre ses services aux gouvernements, aux Universités, aux écoles de l'étranger qui recherchent le concours de professeurs français... » Pour entrée de

1. Boulevard Raspail, 96, à Paris.

jeu, l'*Office* a publié un annuaire où tous nos enseignements ont leur place, depuis le Collège de France jusqu'aux écoles dentaires. On ne saurait faire mieux en aussi peu de pages ; l'Association des professeurs de Facultés des lettres, discutant récemment un lumineux rapport de M. Legouis, s'est demandé si on ne pouvait pas faire davantage, si chaque Université n'aurait pas avantage à se montrer telle qu'elle est, et à mettre en relief, dans une publication spéciale, les commodités particulières de travail qu'elle offre à sa clientèle étrangère.

L'idée est bonne, et la preuve, c'est que les grandes Universités américaines éditent, sur leurs propres presses, de somptueux annuaires admirablement illustrés ; mais si la question pécuniaire venait, par malheur, mettre obstacle à sa réalisation, ne pourrait-on pas se souvenir, à l'exemple de Marcel Reymond, que nos Syndicats d'initiative seraient heureux d'ajouter à leurs publications de propagande quelques feuillets consacrés aux Universités régionales?

A côté de l'appel, un peu froid et lointain, du livre, il est d'autres moyens de propagande, plus directs et au moins aussi efficaces : l'action personnelle de nos consuls, celle de nos professeurs installés à l'étranger ou en mission, et surtout celle de nos instituts et de nos lycées d'outre-France ; jadis, le lycée de Galata-Seraï maintenait dans l'Orient ottoman notre influence intellectuelle et morale ; mais ces temps sont périmés. Aujourd'hui, le lycée de Salonique, fondé par la Mission laïque, celui de Rio-de-Janeiro, qui vient d'ouvrir ses portes avec 220 élèves, promettent d'être des centres de recrutement actifs pour nos Universités. Quant à nos Instituts de Florence, de Madrid, de Londres, prolongements des Universités de Grenoble, de Toulouse, de Bordeaux et de Lille, ils affirment à l'étranger le prestige de la science française et la maîtrise de nos méthodes ; il faudrait plus d'instituts, il faudrait plus de lycées français, car ce sont là les véritables pépinières de notre clientèle étrangère.

Il reste encore un autre agent de propagande, ou plutôt d'information, dont nous aurions grand tort de négliger l'importance : c'est l'étranger lui-même. Les anciens étudiants, de retour dans leur patrie, sont nos meilleurs recruteurs, car

leur témoignage n'est pas suspect ; enfin les professeurs étrangers, qui viennent souvent en France, sont les conseillers naturels de leurs élèves désireux de s'expatrier ; nous devrions les recevoir avec autant d'affabilité et de courtoisie que nos maîtres en trouvent chez eux ; mais je touche du doigt, ici et en passant, un défaut d'autant plus grave que nous n'en avons nulle conscience : nous manquons d'hospitalité à un degré inouï, et ne semblons pas nous douter que le maître étranger qui nous fait passer sa carte et demande à visiter nos services, portera témoignage, là-bas, avec la mémoire du cœur et un peu aussi avec celle de l'estomac.

J'arrive maintenant à l'enseignement que réclame de nous notre clientèle étrangère : c'est le point le plus grave, le plus malaisé à résoudre, et par conséquent le plus controversé. Jusqu'ici, nous nous étions un peu trop contentés d'accueillir nos hôtes à la bonne franquette, en nous disant que ce qui était bon pour nous l'était aussi pour eux. Cette nonchalance a porté des fruits assez médiocres : les étudiants étrangers, désemparés dans un pays dont ils ignoraient la langue et les usages, erraient lamentablement d'un cours à l'autre, sans grand profit pour leur instruction ; ils savaient le français juste assez pour assurer leurs relations avec le garçon de café ou la blanchisseuse, insuffisamment pour suivre un cours avec fruit ; aussi la période de mise en train s'allongeait-elle au delà du nécessaire ; pourtant, ils obtenaient parfois de la bienveillance, un peu indolente, des examinateurs, des diplômes « pour l'exportation » qui n'étaient, en définitive, que des certificats d'assiduité, et j'ai bien peur qu'un certain nombre d'entre eux, de retour dans leurs patries, n'aient fait insuffisamment honneur à la science et aux talents de leurs maîtres.

Mais les étudiants étrangers ne sont pas seuls à souffrir de cette situation, et ici apparaît un second aspect du problème que M. Petit-Dutaillis, directeur de l'*Office des Universités*, a très justement mis en évidence : « L'enseignement, dit-il, doit être l'*auxiliaire* de la pensée et de la science françaises. On ne pourrait tolérer qu'il affaiblît, par la façon dont il serait organisé, la qualité, l'originalité de cette pensée et cette science... Il est à craindre que les étudiants français ne soient

gênés par l'encombrement des salles de cours, des bibliothèques et des laboratoires et que l'enseignement supérieur ne soit déformé ou diminué par la présence de certains auditeurs moins aptes, ne fût-ce que pour une raison de vocabulaire, à suivre un développement nuancé et compliqué ; car le professeur, par la force des choses, ne pourra pas les oublier et le risque est qu'il descende, peu à peu, à leur niveau. » De fait, il est arrivé à nos étudiants nationaux de souffrir de cette invasion pacifique, et de s'en plaindre avec une vivacité que la jeunesse excuse, mais que certaines excitations nationalistes n'ont pas craint d'aviver.

Le remède n'est pas simple. Il y a d'abord les « équivalences de grades », qui assimilent aux grades et diplômes français requis par nos règlements, les grades et diplômes déjà obtenus par les étrangers dans leur propre pays. Ces équivalences, et spécialement celle du baccalauréat, sont accordées très libéralement ; à leur défaut, un examen spécial atteste l'aptitude des candidats à entreprendre des études supérieures. Toute cette réglementation est de pure façade ; elle fonctionne pour la glorification des principes, mais nous aurions mauvaise grâce à renvoyer chez eux des jeunes gens qui nous arrivent, parfois de très loin, et nous les acceptons tels qu'ils sont, les uns à peine dégrossis, les autres parfaitement préparés à aborder les études supérieures ; comme on ne saurait obliger les étudiants étrangers à s'asseoir sur les bancs des lycées, force est bien d'organiser à leur intention des enseignements préparatoires, dont le plus urgent, en toutes circonstances, est celui du français. Sauf exception justifiée, aucun étudiant étranger ne devrait prendre part aux travaux de ses camarades français avant une année de stage, subie à la Faculté des lettres, où l'enseignement intensif du français, serait associé à des conférences destinées à boucher les trous de l'instruction générale. N'oublions pas que les étrangers formaient, avant la guerre, le septième de notre effectif total d'étudiants ; cette proportion ne peut que s'accroître à l'avenir ; elle suffirait à justifier la création d'un stage préparatoire, qui serait loin d'être du temps perdu pour les intéressés, et qui assurerait l'homogénéité de notre auditoire. D'ailleurs, des cours préparatoires de français ont été organi-

sés dans nombre d'Universités, mais on doit sans cesse améliorer ce qui existe déjà, car en aucune tâche la perfection n'est plus souhaitable, ni plus difficile à atteindre.

Une fois cette mise en train effectuée pour le mieux, rien n'empêche plus nos amis étrangers de suivre nos divers enseignements et de conquérir nos diplômes ; il est bien entendu que ces diplômes ne leur confèrent aucun droit chez nous, mais il ne faut pas, pour cela, qu'ils se transforment en papiers de complaisance; si nous rebutons, au début, quelques candidats par une juste rigueur, nous maintiendrons au dehors le bon renom de notre science et de notre enseignement ; on saura que les ingénieurs diplômés de nos écoles techniques sont aptes à construire ou à faire marcher une usine, et que les médecins sortis de chez nous guérissent quelquefois leurs malades ; et aucune réclame ne sera plus efficace, car un diplôme est un titre qui monte ou qui baisse avec le crédit et la réputation de l'Université qui l'émet, et il faudra que les nôtres, loyaux et de bon aloi, fassent prime dans le monde entier.

Nous devons, enfin, assurer aux meilleures conditions l'accueil à nos jeunes hôtes et leur existence matérielle. Chez nous, l'étranger qui débarque à la gare, sa valise à la main, trouve, en tout et pour tout, l'hospitalité de l'hôtel meublé ; c'est dans une de ses chambres, ornée de vagues tentures, où les générations successives ont laissé une odeur indéfinissable, que notre étudiant s'installe ; il avait rêvé plus de propreté, un confort moins rudimentaire, un accueil moins indifférent ; pour les étudiantes, qui viennent chez nous de plus en plus nombreuses, le séjour à l'hôtel présente des difficultés et des inconvénients encore plus graves.

En fait, et sans songer pour l'instant à des clubs ou à des institutions spéciales probablement trop onéreuses, la solution pratique du problème se trouve dans la « pension de famille » ; c'est celle que Marcel Reymond avait adoptée pour les jeunes gens que son infatigable propagande attirait à Grenoble : « En 1896, nous dit M. Morillot, aucune des familles grenobloises ne songeait à accueillir d'étrangers à son foyer et il n'existait pas, ou il n'existait guère de pension de famille. Il fallut donc

persuader celles-là et instaurer celles-ci; c'étaient des habitudes toutes nouvelles à faire prendre et une industrie à créer. Aujourd'hui, familles et pensions peuvent loger commodément plus d'un millier d'étudiants. C'est à Marcel Reymond qu'est due cette transformation ; on la doit à ses démarches, à ses instances, à sa parfaite connaissance du milieu ; on la doit aussi au contrôle sévère qu'il ne cessait d'exercer, ne craignant pas d'entrer dans les menus détails de la vie pratique... Par un noble scrupule de conscience, il se croyait un peu le tuteur de toute cette jeunesse qui venait à nous ; elle l'en récompensait généralement par une gratitude que le temps et l'éloignement n'ont pas effacée. »

Cette solution, qui a l'avantage de l'économie, en présente un autre plus important encore ; en permettant au jeune étranger de pénétrer et de vivre dans l'intimité de la famille française, qu'il ne connaît que par nos romans et nos pièces de théâtre, elle nous fournit le seul moyen efficace de lui dévoiler notre âme nationale ; cette âme, très délicate et très timide malgré ses airs fanfarons, ne s'ouvre qu'à la chaleur du foyer familial ; on peut parcourir la France d'un bout à l'autre, le Bædeker à la main, sans en sentir le parfum ; et si l'étudiant d'hôtel meublé peut acquérir la culture française, celui-là seul communiera avec nous d'âme et de cœur à qui il aura été donné de vivre dans l'intimité de nos vieilles familles bourgeoises, si riches d'honneur et de vertus. D'ailleurs, ce n'est pas une tâche aisée que d'appareiller chaque étudiant avec la famille qui voudra bien l'accueillir ; il y faut infiniment de patience et de tact, mais ce qui avait réussi à Marcel Reymond est-il impossible à d'autres?

Ce n'est pas d'aujourd'hui que nos Universités se préoccupent d'accueillir et de guider les étudiants étrangers ; presque toutes possèdent des « comités de patronage », chargés d'exercer sur nos jeunes hôtes une tutelle bienveillante et discrète ; autour de la Sorbonne fonctionnent des œuvres nées du même esprit ; associations franco-slave, franco-russe, franco-scandinave, alliance universitaire franco-roumaine, patronage des étudiants argentins, english debating club ; il existait même, avant la guerre, des comités de patronage spéciaux pour les étudiants ottomans et hongrois. Je

me hâte de rendre hommage à toutes ces œuvres et aux hommes dévoués qui y consacrent leurs loisirs, mais je crains que nous ne soyons passés, dans plusieurs cas, à côté de la solution pratique ; l'esprit universitaire est à la fois large et mesquin : il compte beaucoup, et justement, sur le dévouement des hommes, mais il cherche, comme Harpagon, à faire beaucoup de choses avec peu d'argent et il ignore la nécessité de certaines dépenses sans lesquelles toute peine est prise en pure perte. Un comité de patronage, composé de notabilités d'une cité universitaire, est une institution indispensable ; il forme le trait d'union nécessaire entre les étudiants et ceux qu'on appelait jadis les bourgeois ; son autorité morale sert à aplanir bien des difficultés ; mais on ne saurait exiger de ses membres, qui tous ont d'autres occupations, le dévouement intégral et passionné d'un Marcel Reymond ; le rôle du comité est de donner des directions générales, et d'en surveiller l'exécution ; mais le soin du détail ne peut revenir qu'à un bureau où des employés, dûment appointés, puissent consacrer tout leur temps à d'innombrables besognes : soin de la propagande, réponse aux demandes de renseignements, établissement de fiches pour chaque étudiant et pour chaque pension de famille, préparation de fêtes ou d'excursions ; sans cette organisation, qui ne serait pas tellement onéreuse, nos Universités ne sauraient bénéficier pleinement des sympathies que l'héroïsme français a suscitées dans le monde.

Ce qui importe, c'est d'agir vite, de saisir l'élan dans son plein, et de nouer ces sympathies à notre œuvre. C'est parce que je sens profondément cette nécessité de décision et d'action que je me suis permis d'élever la voix, mais je ne me dissimule pas que les problèmes à résoudre sont complexes et exigent la collaboration de tous ceux qui savent et qui peuvent ; je les prie de ne voir dans ce qui précède qu'une esquisse et qu'un appel.

L. HOULLEVIGUE

GENS D'ALSACE

I

CE PAUVRE AMI BRION

Brrr ! comme le vent souffle, ce soir, sur la petite place de l'Hôtel-de-Ville. La seule lanterne de la place a fort à faire pour résister aux rafales. Le vent galope furieusement autour de la vieille fontaine ; il joue avec les jets d'eau, les tourne en tire-bouchons, les éparpille en chevelures liquides et folles. Demain, les glaçons pendront à tous les becs, pour le bonheur des enfants de l'école qui s'en feront des suçons. On verra aussi l'Homme-de-pierre, au-dessus, avec une cuirasse et une barbe de glace... Tous les enfants de la ville ont joué à cette fontaine, depuis trois cents ans qu'elle existe.

Là-bas, l'hôtel de ville, vieil autant que la fontaine, semble taillé dans la craie, sous les rayons blancs de lune. Les ombres du toit paraissent d'autant plus noires, et l'on croit que quelqu'un est caché dans la porte si creuse. Aussi, depuis trois cents années, chaque passant solitaire, la nuit, fait un détour, devant cette voûte où les pas résonnent.

C'est ce que fait ce soir M. Brion, en traversant la place, cramponné à son chapeau.

Un quart d'heure après que M. Brion a passé, l'horloge du beffroi, vieille autant que la fontaine et que l'hôtel de ville, sonne huit heures. Au huitième tapant, deux ombres noires se croisent... Rassurez-vous : ce sont le médecin et le notaire.

Ils regardent de tous côtés.

— Mais voyons ! et Brion? — dit M. Maidorf, le notaire.

— Il lui est arrivé quelque chose, — dit le docteur Brenner.

Depuis vingt-cinq ans, au huitième coup de huit heures, ils se retrouvent tous les trois devant cette fontaine, pour entrer ensemble, tous les trois, au « Café du Commerce ».

— Allons-y seuls, il fait trop froid, — dit le notaire.

Mais sur le pas de la porte, tous deux s'arrêtent, bouche bée : M. Brion est là, assis déjà sur son banc habituel, la tête dans ses mains, son gros ventre encore plus bas, encore plus las que de coutume.

— Qu'est-ce qui vous est arrivé, mon ami? — disent ensemble M. Maidorf le notaire et M. Brenner le médecin, pendant qu'ils se penchent sur la table du jeu où les cartes attendent en petits paquets.

M. Brion lève un bras découragé.

— Eh bien, quoi? — répètent les deux amis, ensemble.

— ... Bärbel... s'en va...

Il faut avoir connu Bärbel et le ménage Brion, pour comprendre la détresse du pauvre homme. Bärbel, factotum dans la maison depuis vingt ans, Bärbel, le modèle des servantes, Bärbel, qui protège M. Brion contre les tracasseries de sa femme...

Bärbel s'en va !... M. Brenner et M. Maidorf entrevoient l'étendue du malheur :

— Mais comment? mais pourquoi?

M. Brion, avec un gros soupir, invite les amis à s'asseoir, et voici ce qu'il raconte :

Depuis quelque temps, madame Brion introduisait, chaque soir, une mouche sous le couvercle de son sucrier (la mouche était gardienne du sucre, la nuit, à sa place), et chaque matin, quand Bärbel apportait le café au lait, dans la chambre à coucher, avec le « bredel » encore chaud, madame Brion, avant même de verser son café, hâtivement soulevait le cou-

vercle, pour s'assurer que personne ne l'avait soulevé avant elle ; et la mouche bourdonnante se précipitait dehors.

Quand, ce matin même, madame Brion a ouvert son sucrier, *deux* mouches se sont envolées !...

Atterrée, ses yeux suivent du regard les mouches qui filent vers la fenêtre, pendant que sa main reste en l'air soutenant le couvercle.

Deux mouches !...

Bärbel, ce matin, a un air tout goguenard.

« Ça sent l'orage », se dit M. Brion, qui renfonce sa tête sous le « plumon ».

Deux mouches... La provocation est évidente !

— Qui est-ce qui laisse entrer des mouches dans le sucrier? — dit la dame.

— Sans doute Madame, — répond la servante.

Le bonnet de nuit de madame Brion se met à trembler.

— Vous osez me parler ainsi, Barbe?

Bärbel se croise les bras :

— Je commence à en avoir assez, madame ! Brosser le bois avant de le mettre dans le poêle, pour qu'il n'y ait pas de poussière dans les cendres de lessive ! — laver les pattes au chien quand il rentre du jardin, — laver l'oreille du chat,... demain je laverai aussi le derrière des poules, et puis celui des mouches... et pour tous ces services, on me chicane à cause de trois morceaux de sucre que je mets dans mon café !

Les deux femmes se sont tant disputées, pendant que M. Brion se cachait sous le plumon, que Bärbel a fini par rendre son tablier.

Il racontait tout cela à ses amis, en claquant des dents, le pauvre M. Brion.

— Quelle journée j'ai passée !...

— Vraiment, il a la fièvre, — dit le docteur, en lui prenant le pouls. — Voyons, mon ami, vous ferez bien de rentrer vous coucher.

— Chez moi ! — dit le pauvre homme. — Si vous croyez que ma femme me laissera dormir ! Déjà ce soir, je n'ai pas pu manger.

Et son regard errait sur les banquettes du café, où il aurait

voulu s'étendre, comme un pauvre émigré dans une gare fumeuse.

— Non, non ! — dit le docteur, le prenant par le bras, et le poussant dehors, où le vent continuait sa course.

M. Brion se laissa conduire, machinalement, devant sa maison, et ce fut M. Brenner qui ouvrit la porte, après avoir trouvé la clé dans une poche de son ami.

— Courage ! — lui dit-il dans l'oreille, — faites un peu le malade demain, et envoyez-moi chercher.

M. Brion monta les marches de son escalier comme celles d'un échafaud ; il savait pourquoi, le pauvre homme !

Quelle nuit ! — après quelle journée !

Quand madame Brion eut fini de pleurer, de crier, de prendre le ciel à témoin, d'invoquer les ancêtres, elle retomba sur l'oreiller et eut des vomissements ; toute sa bile remuée faisait irruption. Le pauvre M. Brion de sauter du lit, en bonnet de coton, à la recherche des cuvettes ; mais tantôt il les tenait trop hautes, puis trop basses, puis trop penchées.

Quelle nuit ! Si encore on avait appelé Bärbel au secours ; inutile... Madame Brion serait morte de la voir.

Lorsqu'enfin madame Brion s'endormit au petit jour, son mari, les jambes brisées et le dos frissonnant, s'en alla coucher aussi.

Mais, le lendemain, ce n'est pas pour la frime qu'il demanda le docteur ; il était vraiment malade.

La laitière se chargea de la commission.

Sur les huit heures, Bärbel ouvre la porte au médecin et le mène à la chambre.

— Une fluxion de poitrine, — dit M. Brenner, après l'auscultation. — Madame Brion, votre mari est très malade ; je demande un repos complet, et cette nuit, Bärbel le veillera.

Puis, quand Bärbel le reconduit à la porte du jardin :

— Qu'est-ce que j'apprends? Tu veux quitter ton vieux maître ! Mais sais-tu bien que c'est ça qui l'a rendu malade !

La servante relève le coin de son tablier et baisse la tête.

— Là, là, ma fille, ne lâche pas monsieur Brion ; tu le ferais mourir.

Il n'en fallait pas tant pour que Bärbel se mît à sangloter ; ses robustes bras et son ventre sous le « casaweck » de coton-

nade bleue, en étaient secoués. Il n'en fallait pas tant non plus, pour la décider à revenir sur sa résolution, qui pesait lourdement depuis hier.

La maison Brion, c'était toute sa vie. Laver, nettoyer, relaver, refourbir du matin au soir, protéger, dorloter le paisible M. Brion, lui passer son bonnet et ses pantoufles en cachette, avoir même les journalières querelles avec sa patronne,... mais c'était ça la vie, toute sa vie ! Que ferait-elle ailleurs, de par le monde?

La bronchite de M. Brion remit donc tout en place. Aussi, le deuxième jour, quand il revint à lui, Bärbel, en lui passant un fumant lait de poule :

— Monsieur Brion, je reste... je reste,... — lui glissa-t-elle dans l'oreille.

Je crois que cette parole fit plus que sinapismes, ventouses, potions et tout le reste. Aussi, trois semaines après, M. Brion se releva frais et rose, et, appuyé sur sa canne, il fit un petit tour au soleil. Peu après, M. Brenner vint le prendre pour la partie de cartes, interrompue depuis tant de jours, et ce fut une vraie fête au Café du Commerce, où l'hôtesse monta une bouteille de Riesling.

Que seraient devenus les joueurs, si M. Brion était mort? que serait devenue madame Brion elle-même, si elle n'avait plus eu d'époux à quereller ; que serait devenue la bonne Barbe, pour laquelle M. Brion remplaçait un enfant.

Mes amis ! gardons-nous de toucher aux vieilles habitudes.

II

M. STOSSER, BRASSEUR

M. Stosser, brasseur, est né à la Krutenau, et il ne quitterait pas sa maison paternelle pour toutes les richesses du monde. — Pour M. Stosser, la Krutenau est le cœur de Strasbourg — Strasbourg étant le cœur du monde.

C'est que, voyez-vous, quand on est de là-bas, les autres quartiers de la ville vous semblent sans caractère. Là-bas on a plus forte gueule, dans notre vieux dialecte, et l'on cogne plus dur. De pousser depuis deux siècles à l'ombre de la citadelle de Vauban, de voir depuis l'enfance canons et artilleurs, cela vous a fait une race de francs lurons et de fortes têtes, parmi lesquels la Révolution et l'Empire ont trouvé de fameux volontaires et de fameux soldats.

M. Stosser, né en 1817, a bien passé la soixantaine, il vit seul, retiré des affaires, ses fils ont quitté la ville, comme tant d'autres. Sur sa vieille brasserie aux grandes cours, que le bruit des ouvriers brasseurs et tonneliers remplissait autrefois, règne à présent un silence de cloître ; mais la gaîté passée tinte encore aux oreilles du vieux maître.

Dans la salle d'estaminet, où les servantes, jadis, versaient à cent artilleurs français la bière blonde des brassins, il descend, chaque jour, de son appartement. Les murs ont gardé leur décor de naguère ; paysages suisses en papier, où l'on voit des troupeaux, cloches et clochettes au cou, défiler sur des prés ou des rochers abrupts.

Dans cette vaste pièce, verte comme une prairie, M. Stosser paraît chaque matin à neuf heures, pour promener dans le site alpestre, à l'aide de cannes, ses pauvres jambes endommagées par la goutte. Après deux ou trois tours, il laisse tomber dans un fauteuil son opulente carrure, et, l'œil vif sous ses cheveux gris en brosse, il lance aux échos des montagnes une vibrante tyrolienne. Il est resté frais ténor, malgré ses soixante ans, et il regarde sur le mur d'en face la charmante chevrière aux pieds nus ; si M. Stosser n'avait pas tant la goutte, il dirait encore des romances à d'autres demoiselles que celles du papier !

Puis il lit son journal.

A onze heures il fait ouvrir la fenêtre ; il porte deux doigts à ses lèvres et siffle d'un son strident ; au temps où il courait encore le gibier, il appelait ainsi ses gardes et ses chiens ; aujourd'hui c'est son barbier qu'il appelle.

En effet, quelques instants après, le vieux Helbig entre, avec son plat et son rasoir, la serviette sur le bras. Son père, barbier de la citadelle, avait rasé Kellermann et Kléber —

on le racontait du moins — et, comme autrefois son père, M. Helbig est la gazette du quartier.

Quand M. Stosser est rasé et pourvu de nouvelles, il demande son déjeuner, pardon, son dîner, selon l'ancienne mode de Strasbourg ; et il suffit d'assister à un seul de ses repas, pour savoir comment M. Stosser a perdu l'usage de ses jambes.

Après cela, vers deux heures, il prend son café et fume sa bouffarde. Alors, entrent chez lui, l'un après l'autre, les voisins qu'il aide de ses deniers ; ils viennent lui faire leur petite cour journalière.

Au dire des personnes sages, ceux qui puisent dans sa bourse ne sont pas toujours dignes de ses largesses, et M. Stosser désespère son vieil ami et notaire, M. Reill, en montrant un faible particulier pour ceux que la fortune a malmenés à cause de leur indépendance de caractère ou d'esprit.

C'est ainsi que l'on voit paraître, à l'heure du café, la silhouette longue, à lunettes, d'un révolutionnaire badois. Krauss, c'est son nom, a passé le Rhin en 48, se réfugiant dans notre hospitalière cité républicaine, accueillante depuis tant de siècles à tous les persécutés. Il y a vécu de pauvres leçons, jusqu'au jour où M. Stosser lui a loué une chambre chez Helbig et servi ses repas. Aujourd'hui, Krauss trouve superflu de donner des leçons ; il fait des vers et continue sa politique...

Il n'est pourtant pas méchant, ce Krauss long et myope, mais sa qualité de révolutionnaire empêche désormais le très prudent M. Reill de prendre son café chez M. Stosser, et d'y faire sa partie. Et le brasseur, taquin, prend un malin plaisir à laisser souffrir un si craintif ami.

M. Reill, finalement, a choisi une autre heure pour son whist, renonçant au café. Il arrive le soir, à cinq heures, méticuleux et propret, avec sa cravate haute, noire, il tire impatient la table de jeu. Mais alors surgit un nouveau visiteur. La porte se rouvre timidement, et l'on voit se glisser par l'entre-bâillement la petite silhouette râpée du bon abbé Marie, qui porte un peu de côté sa tête aux boucles blanches.

— Bonjour, l'abbé ! — crie M. Stosser, lequel est né protestant, comme M. Reill. — Asseyez-vous, et regardez-nous jouer.

L'abbé s'assoit ; il essuie ses lunettes et regarde, un peu triste, la partie, sans mot dire. Ses pensées flottent encore dans sa petite chambre où il vient de traduire plusieurs pages d'hébreu. L'abbé est un savant; pourtant, la science qui rend les hommes sereins, ne semble guère l'égayer. C'est que M. Marie, qui avait l'âme confiante, souffre de l'injustice.

Il y a quelques années, un évêque autoritaire le tracassa dans ses plus chères convictions. L'évêque se fâcha, le curé s'entêta et... il perdit sa paroisse.

Il s'en vint, avec ses livres, habiter la rue tranquille de M. Stosser, près de la citadelle, aujourd'hui démolie. Il y vivait de quelques leçons de latin, qui ne l'engraissaient guère, — vous savez, les gens riches ne recherchent pas beaucoup ceux qui sont en délicatesse avec l'autorité. Ce qu'apprenant, par le barbier Helbig, M. Stosser, après mille artifices, envoya du café, chaque jour, au vieux prêtre, n'osant l'inviter à le prendre chez lui.

Depuis quelque temps, les dimanches et les fêtes, M. Stosser ajoute au café un poulet ou une tarte. Il n'est pas satisfait encore, et il hoche la tête chaque soir, quand paraît la soutane, de plus en plus râpée.

— Reill, — dit-il un jour, — il faut que tu cherches le moyen d'aider cet homme sans le froisser ; je ne peux pas, tout de même, prendre des leçons de latin à mon âge. Si j'étais le bon Dieu, c'est l'abbé qui serait évêque et non pas l'autre. Voyons, toi qui es notaire, tu trouveras bien ça. Et, puisque c'est demain que tu me donnes mes comptes, je veux aussi qu'il y ait quelque chose pour l'abbé.

M. Stosser est riche, très riche pour Strasbourg, et son vieil ami Reill gère sa ronde fortune. Le brasseur ne connaît pas grand'chose au maniement de l'argent, les chiffres et lui n'ont jamais été d'accord ; mais sa fantaisie taquine exige que chaque trimestre le notaire lui présente, sur une table, la totalité de ses revenus, en piles d'or.

On voit alors arriver le notaire, en voiture, avec un clerc, portant un sac très lourd, un sac de voyage en toile cirée noire, à la mode d'antan. Devant le brasseur goguenard, qui fume sa bouffarde, le notaire aligne les piles.

Le compte fait, M. Stosser siffle. Aussitôt apparaissent la

gouvernante, suivie de son fils, le cocher, accompagné de son fils, la cuisinière avec sa fille. Un autre coup de sifflet, par la fenêtre ouverte, appelle Helbig le barbier, avec le révolutionnaire et d'autres voisins. M. Stosser allonge la main, la remplit de pièces et, tour à tour, dans la poche de chacun, il la vide, pendant que M. Reill secoue sa petite tête, cravatée haut de noir, à la mode de 48. Puis M. Stosser, malicieux, du bout de sa canne, brouille l'or qui reste sur la table, et le pauvre notaire, qui est consciencieux comme les notaires ne le sont plus, doit reformer ses piles pour compter ce qu'il remporte, dans son sac profond de toile cirée noire.

Donc, il faut ce soir trouver un moyen pour que l'abbé Marie participe aux dons du lendemain. M. Reill réfléchit toute la nuit, se tourne et se retourne sur l'oreiller ; mais au matin, point de solution.

— Eh bien ! notaire, ça y est? — dit M. Stosser, quand il entre.

Reill fait non, de la tête. — Alors M. Stosser envoie sur la table un formidable coup de poing, qui fait danser les pièces ; — il a quelquefois de terribles colères, et devant Krauss, déjà accouru, il crie :

— A quoi ça te sert-il, vieux rat de notaire, mangeur de paperasses, d'avoir fait trois ans de droit, et d'avoir couché sur le papier autant de testaments?...

Tout à coup, les regards de M. Stosser tombent sur le portrait d'une vieille dame, sa grand'tante, qu'il n'a jamais connue. Il se tape le front... Comment cette idée n'a-t-elle pas jailli plus tôt?

— Reill, — crie-t-il, — porte deux cents francs à l'abbé ; ce sera pour dire des messes à cette tante-là, qui est morte catholique ! — Il pointe du doigt vers la dame.

M. Reill s'affale sur une chaise, laissant choir le sac.

— Toi, Stosser, un protestant comme moi, pour cette tante que tu n'as pas connue, faire dire des messes !

— De l'argent aux curés ! — crie Krauss.

M. Stosser l'arrête net d'un regard, ce rimeur.

— Reill ! dépêche-toi. Tout le monde sait que je suis un mécréant ; mais tu diras aux rieurs que si par hasard j'ai tort, et que ton bon Dieu existe, éh bien ! ce bon Dieu-là, dira :

« M. Stosser, de la Krutenau, méritera plus que les croyants, puisque ne croyant pas, il aide un pauvre curé à vivre. » — Dépêche-toi, Reil, sans quoi je t'enverrai aussi chez le rabbin, avec un autre sac d'argent.

III

AUTOUR DE L'ÉGLISE

La bonne petite église que c'est... Large, basse, écrasée sous son toit, avec des murs ventrus, un clocher de guingois, une ceinture de chapelles, collées comme des verrues tout autour du vaisseau... Lépreuse, écaillée... et si vieille !

Un cimetière l'entoure, abandonné aux poules ; les tertres des tombes sont couverts d'herbes folles, les croix de bois sont grises, les noms effacés, mais dans la gaieté des fleurettes et des herbes, butinent les abeilles du presbytère voisin, et les buissons des morts sont pleins de concerts.

A gauche de l'église, sur les tertres sans croix, un grand noyer pousse au milieu de pruniers dont le vieux sonneur Pfeiffer, à l'automne, vient ramasser les fruits. C'est la redevance, bon an, mal an, avec une petite vigne, de son triple office de fossoyeur, sonneur et souffleur d'orgue.

La petite église et le cimetière dorment toute la semaine jusqu'au dimanche matin. Ce jour, Pfeiffer les éveille dès l'aurore. Il ouvre les vantaux, balaie les vieilles dalles ; il apporte de la sacristie sur l'autel, la nappe de drap noir, galonnée d'argent, et le grand crucifix.

Puis il dépose la Bible sur la chaire du pasteur et il sonne les cloches.

Lentement s'ouvrent alors les portes des cours paysannes, d'où les jours de semaine, le cornet du berger fait sortir les brebis. Mais le dimanche, au son de la cloche, paraissent les hommes, les femmes dans leurs habits de fête, et, comme un troupeau, grossissant à chaque seuil, ils remontent la rue, vers l'église.

***

M. Gaspard, le pasteur, déjà revêtu de la longue robe et du rabat, donne un dernier coup d'œil aux feuillets de son prêche. C'est l'heure où dans leur chambre les paysannes nouent les rubans de leurs coiffes devant les petites glaces, et retirent de la commode leurs livres de prières.

Le pasteur replie ses feuillets et regarde l'horloge : huit heures ! — Il jette sur son bras les plis de sa longue robe et descend l'escalier..., les cloches vont sonner.

Il attend sous la porte... Quelques minutes passent. — Il écoute. — Aucune cloche... D'autres minutes passent, — rien encore.

Alors le pasteur regarde avec inquiétude par-dessus le petit mur d'orties qui le sépare de l'église.

... Où donc est le sonneur? — Déjà les paysans, par habitude, s'acheminent en petits groupes vers le porche — et vite M. Gaspard se glisse dans la sacristie.

Sous la nef, les têtes sont inclinées dans la prière, les mains sont jointes ; le pasteur s'approche de l'autel. Le maître d'école est assis au banc d'orgue, devant son livre de cantiques.

Voici que les paysannes entonnent les psaumes, traînants et nasillards ; puis, soudain, les voix s'arrêtent en débandade, et les femmes jettent un regard inquiet vers l'orgue, où le maître d'école vainement agite ses pieds. Pfeiffer, le souffleur, n'est pas à son soufflet.

Pendant que le pasteur, tout pâle, est monté dans la chaire, le maire et les vieux de la commune, assis dans leur banc d'œuvre ont dressé leurs têtes curieuses.

Ils se calent maintenant pour le sermon, sur les hauts accoudoirs. Les femmes se tassent en pelote dans leurs robes de fronces, leurs fichus à franges montent jusqu'aux oreilles... déjà quelques vieilles somnolent quand la voix du pasteur dit :

— Mes frères...

***

Tine, ce dimanche, s'est coulée de la porte dans un banc resté vide, et deux martinets sont entrés avec elle.

Leurs cris aigus trouent le silence de la voûte où monte la voix du prédicateur. Mais, ni les oiseaux, ni le sermon n'éveillent l'attention des ouailles; peu à peu, toutes, elles se sont endormies.

C'est que M. Gaspard a la manie de la morale. En vain M. le maire lui explique que les paysans, le dimanche demandent « la parole de Dieu »; c'est-à-dire, les sentences de la Bible, — les paraboles, — les phrases vagues des vieux prêches qu'ils connaissent depuis l'enfance et qui bercent l'oreille comme une douce habitude ; — la morale de M. Gaspard est trop difficile à suivre.

C'est que M. Gaspard est jeune, il voudrait améliorer les hommes par la force de sa parole et pendant trois longs quarts d'heure chaque dimanche il parle sans relâche.

... Enfin sa voix s'éteint ; — alors comme par miracle, toutes les ouailles s'éveillent.

Les femmes, les premières, se lèvent, dignes dans leurs bancs. Elles ajustent les plis de leurs jupes et s'acheminent vers le porche où un enfant présente la corbeille aux offrandes ; elles défilent, une à une, et déposent leur aumône dans cette petite corbeille, où M. Gaspard compte chaque dimanche autant de boutons de cuivre, que de pièces de monnaie.

Quand le troupeau d'hommes et de femmes, est sorti tout entier, le pasteur referme la grande porte et se met à la recherche du sonneur.

***

Tine s'est glissée dans le vieux cimetière. Au bout des herbes scintillent les rosaces fines que tissent les araignées d'automne, les dernières petites roses s'effeuillent sur les tombes.

Tine s'est assise et rêve. Les abeilles, alourdies plongent au cœur des corolles, un gros bourdon s'agite dans l'air tiède et brumeux, et voilà soudain qu'arrive un bruit de voix... Sous le noyer se dresse la silhouette du pasteur et du maire, un peu plus loin Pfeiffer s'appuie contre le mur.

— C'est un scandale, monsieur le maire, — dit le pasteur. — J'apprends que Pfeiffer ne veut pas non plus enterrer le meunier. Hélas ! Monsieur Mathis, ne vous suffit-il pas du refus de sonner les cloches et de souffler l'orgue?

» Disons vrai, Pfeiffer, cette année, n'a rien gagné à creuser et à sonner. Voyez, il n'y a pas dix noix sur ce noyer, et ç'a été de même pour les prunes. Quand les arbres du cimetière ne donnent pas, il faut le payer en argent.

M. le maire, cravaté haut et droit, avance sa tête pointue, et se gratte l'oreille. Avec prudence, il dit :

— Monsieur le pasteur, j'en parlerai sûrement au prochain conseil, mais voyez-vous, la commune n'est pas riche, et nous sommes dans les mauvaises années. Tantôt il n'y aura pas de prunes aux arbres du fossoyeur, et tantôt pas de raisin à la vigne du sonneur !

— Monsieur le maire, je ne pourrai taire au Consistoire qu'on refuse d'enterrer nos morts et qu'on refuse de sonner nos cloches, — répond le pasteur, digne.

Au mot de Consistoire, le maire cache sa tête pointue dans sa haute cravate, comme une tortue qui cherche un refuge en sa carapace, et dit prudemment :

— Monsieur le pasteur, puisque vous insistez, je réunirai les anciens ce soir pour leur exposer la situation ; je vous apporterai leur réponse.

Et là-dessus, M. le maire sort d'un pas digne du cimetière. La queue de son antique habit lui battant sur les jambes, avec un rythme solennel, effraye les poules au passage et deux boutons de corne pointent sur son dos rond.

***

Tine a sauté le petit mur du cimetière en se piquant aux orties, et elle se trouve dans la cour de la vieille Lissel.

C'est l'heure de manger une tartine au fromage blanc, que Lissel étend sur du pain bis; avec la pointe de son couteau, elle trace des carrés dans la pâte molle du fromage et sur chacun d'eux elle dépose quelques grains de cumin et de sel. — Lissel sait aussi beaucoup d'histoires de revenants et de sorciers.

Tine, à grosses dents mord dans sa tartine...

— Je t'ai vue tout à l'heure à l'église, — lui dit la vieille amie, — pourquoi n'es-tu pas allée t'asseoir dans le banc du château?

— Parce que ça m'ennuie de me mettre toute seule dans

ce banc qui est fermé par une porte, et plus beau que les autres.

— C'est pourtant là que tu dois t'asseoir...

— Oh Lissel ! ne dis pas comme tous les autres que je dois ceci, ou que je ne dois pas ça... Mais écoute donc : pourquoi les gens sont-ils séparés dans l'église? J'ai bien vu ce matin, de mon banc où j'étais toute seule, que les gros bonnets ouatés des vieilles étaient tous réunis devant le pasteur, et puis venaient après les bonnets à ruches des femmes plus jeunes, et pour finir, tout près de moi, les tresses avec le velours noir des filles. Et puis les vieux hommes sont dans la chapelle à droite, les autres dans celle à gauche, et les jeunes gens sur la tribune de l'orgue.

— J'ai toujours vu cela ainsi, — fait Lissel.

Le père Franz écarte le rideau de l'alcôve et descend de l'édifice de plumes où il repose ses douleurs le dimanche.

— Hé ! hé ! hé ! — fait-il de sa voix goguenarde, — c'est pour que les femmes ne distrayent pas les hommes pendant le sermon ; ils ne voient comme ça que les vieux museaux ridés... comme celui de ma femme... — dit-il en la pinçant.

— Tais-toi donc, vieux bavard, — réplique Lissel, en lui donnant une claque, et puis elle ajoute :

— Écoute, Tine, ne te mets plus jamais dans le banc où tu étais ce matin, tout au fond de l'église, derrière les filles.

— Pourquoi? — fait Tine.

— Parce que c'est là que s'assoient les petites filles qu'on veut punir.

— Hé ! hé ! — refait le père Franz, — c'est le banc des filles-mères !

— De quoi? — demande Tine.

— Te tairas-tu, vieux fou ! — dit Lissel impatientée.

— Oui, oui ! — reprend Franz, — mon grand-père me disait qu'autrefois on forçait les filles de s'y asseoir, quand elles avaient fauté. Pardi ! si c'était encore comme ça aujourd'hui, le banc ne resterait pas vide, ha ! ha ! pas plus qu'autrefois !

— Allons, vieux, voilà tes sabots neufs, va-t-en faire un tour aux haricots et à la vigne, et laisse-nous tranquilles.

Et Lissel le pousse dehors.

Les sabots du vieux clapotent, le long de l'escalier qui descend à la cour...

Qu'est-ce que le père Franz a voulu dire? Le demander à Lissel ! — Inutile ! — Lissel ne répondra sûrement pas, car elle semblait fâchée, ou bien elle répondra comme les autres :

— Ça n'est pas pour les petites filles !

Et Tine finit, silencieuse, de grignoter sa tartine, guettée par le chat gris.

IV

LE BLESSÉ

Voilà Tine en pension.

Chaque dimanche, tante Minie vient la chercher, et la petite saute au cou de sa chère tante. En mettant son chapeau, elle pense déjà à la bonne tarte qu'on achètera chez le pâtissier en sortant.

Que la rue semble gaie, lorsqu'on a été enfermée toute la semaine ! Les petites filles ont de belles robes, des souliers neufs qui craquent, les cloches sonnent, les gens vont à l'église d'un air important, des odeurs de gâteaux flottent sur les maisons.

Dans la rue, toujours à la même place, stationnent un aveugle et son chien, — non loin d'eux, un invalide mendiant s'appuie sur sa jambe de bois ; ce sont trois amis pour Tine. Tom surtout. Il est là, sans bouger, une sébille dans la gueule ; seuls remuent ses yeux jaunes qui reconnaissent de loin la petite porteuse de sucre. Tine saisit la sébille pour que l'ami puisse croquer à son aise. Ensuite, elle y dépose la moitié de ses sous, et s'en va donner un peu plus loin, le reste à l'invalide.

La voilà bien heureuse ! Elle ne connaît pas d'autres pauvres, et croit qu'il n'y aura plus de malheureux jusqu'au dimanche d'après, et... comme elle passe chaque dimanche, grâce à elle, il n'y a donc pas de malheureux du tout !

Sautillante, elle se remet en marche avec tante Minie. On est tout près du pâtissier, sur la place Saint-Thomas.

Mais voilà que, par toutes les rues, comme les autres dimanches, débouchent des régiments ; car, sur la place, se trouve l'église de la garnison prussienne.

Des files de soldats s'engouffrent sous le porche ; et la voûte résonne du bruit des bottes, mêlé au son de l'orgue. Ils sont si nombreux qu'il semble à Tine que tous les Prussiens de la terre soient entrés là dedans ; mais Minie assure qu'il y en a bien d'autres encore. — Hélas ! ajoute-t-elle.

On arrive chez le pâtissier ; la tante choisit la plus grosse tarte aux cerises, bien saupoudrée de canelle et de sucre. C'est Tine qui veut la porter dans son papier blanc avec une ficelle rose qui se tortille sur les doigts.

Puis on monte en voiture, car la maison de Minie est loin, hors de la ville.

On franchit la grande porte des remparts, au-dessus de laquelle une grosse tête de pierre semble tirer la langue aux Prussiens, dit Tine. Mais les Prussiens se vengent, hélas ! ils commencent à la démolir, ainsi que les vieux remparts qui sont là éventrés, au-dessus du fossé plein de joncs et d'eaux vertes.

***

La maison de Minie est bâtie hors la ville, près de la rivière... Comme on va s'amuser tantôt, dans le grand parc. Il y a les chiens, les vieux arbres, les vaches, et l'étang, le bateau — qu'on ne permet pas de détacher, hélas ! — et le bosquet sauvage. Il y a aussi le petit salon toujours clos, avec les vieux portraits des dames, très décolletées, en hautes perruques. Et puis, tante Minie chante si bien qu'on l'écoute sans se lasser, et Tine voudrait chanter ainsi, un jour, quand elle sera grande...

Un arrêt brusque secoue Tine dans ses rêves ! « Qu'y a-t-il? »

Sur la chaussée, un cheval fuit, un cavalier gît par terre, un officier prussien... Voilà deux paysans qui le soulèvent par les épaules et par les genoux ; — puis ils marchent lourde-

ment, en cadence, portant leur fardeau vers la ville, comme un enterrement.

Le blessé a du sang au front ; — il est jeune, il a l'air d'une fille. — Il passe près de la voiture arrêtée et il rouvre les yeux.

— Il vit ! — s'écrie Minie.

Vivement, elle saute à terre, et s'adressant au blessé :

— Prenez ma voiture, monsieur.

D'une voix éteinte, il répond en français :

— Merci ! madame.

C'est tout. Il referme les yeux, sa tête retombe et les paysans le déposent sur les coussins.

Prêter sa voiture à un officier prussien !... Si les autres savaient cela !... Mais c'est un blessé, pense Tine ! et dans son petit cœur, elle sent que Minie a bien fait. Son œil clair répond au regard interrogateur de la tante... Non, Tine ne dira rien à personne, à personne... Émue, elle prend la main de la grande amie, tout aussi émue qu'elle, et sans un mot, toutes deux marchent vers la maison...

V

LE BOSQUET DU FAUNE

Au fond du parc ombreux de Minie, derrière l'étang aux nénuphars, délaissé, oublié, se trouve l'ancien Bosquet du Faune.

Recueilli sous le dôme de ses branches, il semble endormi dans quelque enchantement. La voix des oiseaux, le craquement du bois mort, résonnent seuls sur le grand fond du silence ; les herbes et les mousses veloutent les chemins, et de petits hérissons parcourent les pervenches.

Au milieu d'un gazon entouré de charmilles, se dresse la statue que l'on appelle le Faune, et des ramiers perchent sur son épaule verdie.

Le silence, le mystère du Bosquet attirent sans cesse l'écolière, elle y vient rôder avec Diane l'épagneule, et Waldo le basset ; et souvent elle s'assied au pied du Faune pour tresser des guirlandes de pâquerettes ou de baies, et les heures passent, on ne sait comment...

Le Bosquet avait sûrement été hanté par les fées... autrefois quand il y avait des fées !

Qui sait ! la statue aux ramiers avait dû être un beau prince, changé en pierre dans les temps lointains, très lointains... et les oiseaux se posent à présent sur son épaule pour le consoler doucement par leur voix. La statue avait été prince ! et ce prince avait dû combattre les dragons, il avait voyagé sur des chars de nuages dans le ciel étincelant.

Ha ! les fées ! le beau temps des fées !

Dire que pour plaire à Minie, que pour être grande fille, Tine avait fermé à jamais le livre de l'*Oiseau bleu*.

Tante Minie ne saura jamais... avec quel regret, cependant.

***

Un matin de printemps. — Primevères et violettes sourient dans l'herbe tendre, et les petits saules balançent leurs chatons, au-dessus des ruisselets. Tine tient tante Minie par la main, et la mène jusqu'au fond du Bosquet, où, devant le Faune, elle lui dit sa pensée sur le prince enchanté.

La grande amie rit de l'idée de l'enfant. Elle lui conte peu à peu ce qu'étaient Faunes, Nymphes et Dieux, là, dans ce renouveau, plein d'éblouissement.

Tante Minie est poète quoiqu'elle n'aime point les fées (par raison). Elle parle tant et si bien que tout l'Olympe et ses dieux tournoient dans la tête de Tine.

Quel enchantement ! En un moment, les ruisseaux, les fourrés, les prairies, se peuplent pour elle d'hôtes nouveaux, écoutant, se cachant, prêts à bondir : — Voici le bosquet de Diane... une dryade, là, entr'ouvre les roseaux.

Comment donc la grande amie, — si hostile aux fées, — parle-t-elle si bien d'autres êtres mystérieux !... Tine, prudente, ne veut pas approfondir de peur de les voir disparaître à leur tour, comme les fées bien-aimées.

***

Puis l'enfant sut un jour que les livres parlaient de ses nouveaux amis ; et ce jour-là, d'un air grave, elle prit le chemin de la bibliothèque peu fréquentée par elle jusqu'alors, car les chiens et le bruit en étaient bannis.

En y entrant cette fois, elle marche sur la pointe des pieds, L'oncle Ferrand fumait sa pipe devant des livres ouverts. Tine, silencieuse, visite les rayons ; elle y prend au hasard, séduite par les reliures, amusée des images. — Le bon oncle du coin de l'œil, suit la petite avec un sourire. Enfin, il relève ses lunettes, fait un signe de la main et remet à la visiteuse un volume brun, usé. Tine se sauve vite tout au fond du Bosquet. Là, elle s'assoit dans la mousse, au pied du Faune, avec Waldo et Diane à ses côtés, et elle ouvre le livre.

Il s'appelait : l'*Odyssée*, et la première page disait qu'une femme, madame Dacier, l'avait traduit du grec. — Une femme savait le grec !

Tine lut.

Oh ! le malheureux Ulysse, la douce Pénélope et les déesses prêtes à secourir comme les fées bienfaisantes, et les vaisseaux bondissant dans la tempête, les grottes des nymphes, les palais sonores aux portes de bronze, les bergers avec leurs troupeaux. !

Elle lut... elle lut...

Les chiens, las d'attendre, l'avaient quittée depuis longtemps lorsque la nuit, sournoise, lui fit fermer le livre.

***

Le bon oncle fit lire l'histoire du peuple grec après celle de ses héros et comme les livres rendent amis, à table on discutait souvent. Un jour Tine lance à son maître :

— Aurais-tu laissé manger ton ventre par le renard, comme fit le jeune Spartiate?

L'oncle dégustait une perdrix, et le brouet spartiate lui aurait peu souri.

Il déposa sa fourchette.

— Mais, — fit-il, — il y a des légendes dans l'Histoire !

Des légendes ! Tine en tenait pour son renard, pour tout ce qui était grec, elle fit la moue : l'oncle aurait lâché la bête, c'était sûr. Alors, un petit quelque chose se glissa dans son admiration pour le savant professeur.

Et pourtant, certains jours, Tine n'était pas sûre de se laisser ronger les entrailles à l'occasion, et ceci la rendait songeuse ; car alors ! n'aurait-elle pas été digne de porter le chiton spartiate.

Aurait-elle préféré Lacédémone ou Athènes, pour y vivre autrefois.

Et pourquoi ses chères villes s'étaient-elles fait la guerre? Ah ! la guerre ! Tine ne l'aimait pas, elle aurait bien imposé la paix partout si elle l'avait pu. Quel désespoir la prit quand arriva le dénouement de cette belle histoire grecque ! Quand les Romains conquirent la pauvre Grèce !...

Du coup elle ne voulut pas connaître l'histoire de ces Romains brutaux ; et l'oncle n'insista guère, car il ne les aimait pas davantage : ils avaient soumis la Gaule.

Or l'oncle Ferrand, vieux Lorrain, était Gaulois ou plutôt Celte, avec autant de cœur que Tine était Grecque. Il avait la passion du sol vosgien, resté celte, disait-il, malgré les invasions. Il en connaissait chaque dolmen, chaque pan de mur païen. Chaque nom de ruisseau, à la racine celtique.

... Cependant, le bon oncle se trouvait un peu seul au milieu de ses druides morts et de ses étymologies qui n'intéressaient personne. Il conçut l'espoir d'amener Tine à les aimer, le jour où il connut sa haine pour les Romains. Il prépara son plan.

***

Il tira les *Commentaires de César* de leur rayon et lut à Tine l'histoire de Vercingétorix. — Elle était assise près de lui, sur le divan, au-dessous d'une grande gravure représentant l'Acropole.

Le bon oncle suivait du regard l'impression causée par sa lecture, et l'espoir rit dans ses yeux quand Tine frémit d'horreur contre le lâche César.

Il reprit sa lecture et vint à parler avec amour des druides,

du gui, des longues robes, des faucilles d'or, des dieux mystérieux, — et Tine, questionneuse, ne demanda plus que cette mythologie si vague.

— Tu dis qu'ils n'écrivaient pas, tes druides ; puisqu'on ne sait rien sur eux, pourquoi les aimes-tu?

— Justement pour cela.

— Oh ! alors ! j'aime mieux mes Grecs, ils ont de belles histoires, des temples, des statues !

Tine fit une pirouette et sauta les marches du perron qui menait au jardin. Et le bon oncle, déçu, entendit résonner cette chanson, que Tine chantait quand elle voulait taquiner le bon oncle, qui fut bâtonnier des avocats de sa ville :

Il était un petit avocat,
Tourne Annette *(bis)*.
Dans une auberge il entra,
Tourne Annette, tu n'iras pas.

... Une tête blonde passait et repassait derrière les massifs de rosiers...

Du poisson il demanda,
Tourne Annette *(bis)*.
Une arête il avala,
Tourne Annette, tu n'iras pas.
Sous un arbre on l'enterra,
Tourne Annette *(bis)*.
Sous un arbre on l'enterra,
Tourne Annette, tu n'iras pas.

Et il parut au bon oncle que Tine enterrait, avec le petit avocat, tout son espoir à lui de conquérir quelqu'un à sa vieille passion.

***

Hélas ! le Bosquet du Faune, la bibliothèque du bon oncle étaient sur terre conquise ; et les derniers maîtres élevaient des forts nouveaux.

Un beau jour, d'impeccables uniformes vinrent mesurer, étiqueter, jalonner le Bosquet. Puis on enleva le Faune de

son piédestal pour le déposer dans l'écurie ; et des soldats coupèrent les taillis, abattirent les grands arbres.

Et peu après l'on apporta de grandes caisses où les livres du bon oncle s'entassèrent, — toute la maison s'emplit de paille, — les courants d'air faisaient battre les vieilles portes et les hautes fenêtres, pendant que des hommes défonçaient des armoires et, comme des voleurs, enlevaient des ballots...

Les chiens se serraient contre Tine, et l'oncle Ferrand était près de pleurer.

Oh ! l'anéantissement de tout son petit monde !

L'oncle et la tante vinrent habiter la ville. Où rêver désormais? où lire assise dans la mousse? où loger les nymphes, les déesses? et la statue du Faune, et les fauvettes, et les petits hérissons !

VI

GRAND'MAMAN TARTINE

Personne n'avait jamais pensé que grand'maman Tartine un jour devait mourir.

Depuis tant d'années on la voyait souriante, presque sans rides sous ses jolis cheveux blancs, son teint demeuré rose, avivé par un corsage de soie mauve ou grise, à jabot de dentelles.

Elle était restée si gentiment coquette, la bonne grand'maman, et l'on avait plaisir à l'embrasser, comme un gros poupon tendre.

A peine depuis deux ans sa démarche était devenue plus lente, et elle ne pouvait plus lire elle-même le feuilleton du journal.

Elle est morte hier à quatre-vingt-trois ans !

***

Oh ! la tristesse du retour dans sa maison sans âme, la tristesse de ne plus recevoir son accueil sur la terrasse, avant même d'avoir franchi son seuil

Elle était là, toujours, à nous attendre en haut des marches, se dessinant sur la baie ouverte du vestibule ; on la sentait, même avant de la voir, et l'on se hâtait, dans l'allée du jardin pleine de rosiers en fleurs.

Aussitôt embrassée, elle nous faisait asseoir à sa table ; il fallait se restaurer après un long voyage ! Le thé fumait dans les tasses, grand'maman relevait les volants de ses manches et... elle commençait ses tartines.

Les rôties couvertes de beurre, les fines tranches de pain d'épices, les biscottes chargées de gelées tremblotantes se suivaient de main en main.

Dans ce simple office de tartineuse, elle se révélait tout entière, soigneuse, attentive et bonne, si profondément bonne ! grand'maman ! Elle ne gardait jamais une bouchée pour elle-même, occupée de répondre à toutes les mains tendues, car les tartines faites par grand'mère paraissaient à tous bien meilleures que les autres.

Et plus nous étions nombreux autour de cette table, plus elle était heureuse.

***

La chambre est vide maintenant, on a balayé toutes les fleurs tombées des couronnes et les rideaux sont clos.

Une lampe brille sur la table, une autre sur la toilette ; c'est l'heure où grand'maman écrivait aux absents.

Vraiment son âme a tissé quelque chose dans cette chambre, où l'on a peur de parler, comme si la vie du dehors était trop brutale pour les fils délicats du souvenir. Les chambres des disparus devraient rester des chapelles.

Assis, silencieux, sur sa petite chaise basse, près du lit, il est doux de revivre la morte, en regardant les objets familiers, touchés par ses mains, chaque jour.

Sur sa coiffeuse s'alignent six paires de ciseaux disposés en éventail ; elle-même les replaçait chaque jour, les essuyant avec une fine peau qu'elle sortait d'un tiroir. A côté des ciseaux, de petites pelotes à ruches pour ses épingles et ses broches. C'est là que, devant la glace elle arrangeait chaque matin ses cheveux, souriante dans une matinée, blanche comme ses cheveux.

Quand il faisait bien froid, elle mettait une douillette mauve qu'on a laissée là, sur un fauteuil, raide dans sa ouate, et comme gonflée par la forme qui l'a remplie longtemps. Et la tendre douillette a l'air désespérément triste, abandonnée près de ses vieilles amies, les pantoufles qui gardent encore l'empreinte du pied.

Derrière moi, l'armoire à glace serre le linge fin de grand'-maman Tartine en piles minutieuses, près de ses innombrables petits fichus de laine. Elle avait de ceux-ci, pour les épaules, pour les genoux, pour les reins, car elle était frileuse, et sa sollicitude en comblait aussi les autres, au moindre éternuement.

Et elle n'était jamais plus jolie à embrasser que le matin, dans son lit, enveloppée dans ces blancs floconneux, avec sa bonne figure rose sortant des mailles soyeuses et fines.

Près de sa table, grand'maman Tartine avait deux petits fauteuils, bas, moelleux, plantés non loin du feu ; c'est là qu'elle aimait à causer le soir dans sa chambre bien close, à l'heure des souvenirs.

C'est d'autrefois surtout qu'il lui plaisait de nous parler à la bonne grand'maman. Elle rendait alors vivantes toutes ses reliques de famille, pendues là, aux murs de sa chambre.

D'abord, le petit portrait de madame Odile, sa grand'mère. Une petite brune, en robe rose de forme antique, manches courtes et bouffantes, en bandeaux lisses coiffés du bonnet d'or qu'entoure une auréole blanche de dentelles ; ce coquet bonnet des bourgeoises de haute Alsace, entre Mutzig et Colmar, disparu depuis bien des années.

Madame Odile est représentée à genoux devant son prie-Dieu, et grand'maman Tartine disait que ce petit portrait fut appendu autrefois dans une chapelle de la vieille église, où sa grand'mère fut baptisée et mariée. C'était une manière d'ex-voto qu'elle offrait pour la naissance de son premier fils. Grand'maman Tartine n'ajoutait pas s'il y eut des ex-voto pour tous les autres enfants ; j'en doute ; on aurait dû en garnir une chapelle, car madame Odile eut six garçons et six filles.

La voici encore, vieille, à quatre-vingts ans ; toujours fidèle

à son bonnet doré ; manches jabots, et robe de broché sombre. Cette robe précieuse, j'en ai souvent touché la belle soie prune à fleurs, ainsi que l'or du bonnet, son compagnon de réclusion à présent dans un grand carton vert qui embaume le camphre.

Grand'maman rappelait volontiers que l'aïeule chaque soir, en se décoiffant pour la nuit, remettait avec soin la dentelle dans tous ses petits plis ; elle la couchait entre les plats d'une grosse Bible noire qui est encore là ; le lendemain le bonnet semblait sortir de chez la repasseuse.

Madame Odile avait, paraît-il, gardé bon estomac et bonne dent, durant ses vieux jours. Elle prétendait manger encore des concombres ou de la choucroute et croquer des dragées ; et c'était avec elle des querelles sans fin.

Pour fêter ses quatre-vingts ans, le bon curé son fils, chez lequel elle vivait, l'emmena à Strasbourg, pour commander le portrait dont je parle.

Lorsqu'ils descendirent de leur vieux cabriolet de campagne, les passants leur firent une ovation. Madame Odile était sûrement la dernière femme d'Alsace à porter le pimpant costume de sa jeunesse.

Sous son portrait une petite miniature de jeune homme blond, son fils, celui de l'ex-voto.

C'était un peu le héros, l'aventurier de la famille, un républicain militant, au milieu de la nichée des filles et des garçons pieux, dont deux furent prêtres.

Cet oncle Gustave, comme l'appelait grand'maman, s'était compromis en 48 avec Ledru-Rollin. Il figura sur la liste noire de 1852, lorsque l'empereur voulut se défaire des gêneurs.

Grand'maman avait dix ans, quand une nuit, chez madame Odile, on entendit frapper au volet. Se sauvant de Strasbourg, Gustave avait marché cinq heures à travers la campagne pour faire ses adieux à sa mère, avant de passer le Rhin et de gagner l'Amérique.

On le cacha au grenier.

Mais au matin un gendarme à son tour vint frapper au volet. Que faire? La paisible aïeule eut peur ; mais elle avait une crâne fille, madame Catherine, la mère de grand'maman.

— Que voulez-vous, monsieur Meyer, — dit-elle au gendarme, l'air superbe, en lui ouvrant la porte.

— Madame Catherine, je viens voir si votre frère n'est pas arrivé cette nuit, j'ai ordre de l'arrêter.

— Monsieur Meyer, vous savez comme moi que mon frère est à Strasbourg. Vraiment l'arrêter, et pourquoi?

— Rapport à la politique.

— Vous devenez fou, monsieur Meyer, vous allez faire mourir ma vieille mère de honte. Quelle famille est plus considérée que la nôtre? vous faites erreur. Mais puisque je vous vois, j'en profiterai pour vous dire que ma mère vous serait reconnaissante de lui régler au plus tôt ce vin que vous lui devez encore de l'année passée, vous savez bien ! la petite barrique de nos vignes?...

Effet magique sur le gendarme.

Au mot de paiement, le voilà plat comme une descente de lit.

Il se lamente sur les modestes appointements du métier, sur la cherté des vivres ; avec un flot d'éloquence il promet de revenir payer bientôt, et se retire enfin, en se disant bien aise que M. Gustave soit resté à Strasbourg.

Madame Catherine ferme vite la porte et grimpe au premier.

Là, on s'embrasse en pleurant ; puis, par une porte du verger, Gustave file bientôt, déguisé en paysan.

On ne l'a jamais revu, il est mort en Amérique.

Et toutes les vieilles histoires de grand'mère revivent en moi, pendant que, dans le silence, je reste sur ma chaise et que mes yeux vont d'un objet à l'autre. C'est la vie d'une famille de petite ville alsacienne qui surgit par images, depuis le temps de Napoléon, quand le mari de madame Odile, tout jeune en 1813, fut pris pour la conscription...

Il était fils d'un gros bourgeois de la ville. On racontait encore. Le père vint à la mairie avec une charrette d'écus. Il dit :

— Mettez mon fils sur la balance, et je vous donnerai autant d'écus d'argent qu'il en faudra pour faire le poids.

Mais M. le maire et les autres se mirent à rire. Napoléon ne badinait pas ; c'était en 1813, et le grand'père partit.

Il revint, et comme il avait fait un vœu au saint de son endroit, on donna la plus belle des vignes de famille au chapitre de l'église, pour dire par année cent messes de reconnaissance

en l'honneur de saint Arbogast. Jusqu'en 1872, le chapitre, bon an, mal an, touchait trois cents francs de bons revenus à vendre le vin du cru.

Puis, comme les Allemands élevaient des forts partout, il leur en fallut élever un au-dessus de la petite ville. — La bonne vigne était au plus haut du coteau, bien exposée au soleil ; tout au loin s'étendaient les belles plaines d'Alsace. — On prit la vigne pour le fort.

Le chapitre eut beau réclamer, demander une indemnité. A la longue, pour se débarrasser des plaintes, l'autorité transmit les messes à dire, là-bas, bien loin, en pieux pays de Bavière,... et le fort prit la place des anciens ceps de vigne. — Grand'maman Tartine n'avait jamais pu avaler cela.

Et voilà comment les plus durables choses finissent !

Elles aussi, où vont-elles s'en aller, les reliques de grand'-maman Tartine?... Cette grosse Bible-là, où madame Odile mettait son bonnet, et que je vois posée sur une petite commode, son amie, à tête de sphinx. Et cette couronne de pensées, faite pour grand'maman, lors de son mariage, par les religieuses du couvent, avec les cheveux de ses amies de pension. Et sa douillette, ses pantoufles, ses meubles, ses ciseaux ! toutes ces choses qui font, dans cette chambre où elles ont vécu ensemble comme les membres d'un corps vivant.

Elles vont s'éparpiller dans des maisons modernes sans parfum, sans pensée !

Oui, les chambres des morts devraient rester les refuges de notre passé !

VII

UN MARIAGE MANQUÉ

Au pied de la treille, les fraises embaument, rouges, gorgées de suc ; deux enfants se régalent, accroupis... une, et puis une, et puis une autre encore. — Les gloutons se redressent par moment, pour reprendre haleine.

Soudain, un pas léger fait crier le gravier du chemin :

— C'est maman !

Les enfants se jettent à terre, dans la vigne.

— Heureusement qu'elle a la vue basse.

Elle va doucement dans sa robe blanche ; ses paupières se plissent légèrement quand elle se baisse pour cueillir les fruits dans sa corbeille.

... Elle n'a rien vu, elle est passée maintenant...

— Tout de même, Tine, j'en ai assez mangé, viens pêcher des grenouilles, — dit Jean.

Ils s'en vont à la mare, où poussent les petits saules. Ils se glissent dans les herbes, à plat ventre sur le bord et jettent leurs hameçons.

Une grenouille saute, puis une autre ; rien ne mord.

— Elles m'ennuient, ces grenouilles, Tine, elles sautent toujours plus loin, et puis, j'ai trop mangé de fraises !

Jean se couche sur le dos en mâchonnant des feuilles ; avec des graminées il chatouille le nez de Diane, assise à côté de lui, et Diane plisse son nez qu'elle gratte avec sa patte.

— Tu sais, Tine, j'ai une idée. On devrait faire les sauvages, bâtir une hutte et habiter dedans. Moi j'irai à la chasse, toi tu feras la cuisine et tu garderas la maison.

— Mais non ! Je veux aussi aller à la chasse.

— Pas du tout ! chez les sauvages les femmes restent dans les huttes.

— Alors non ! ça ne m'amuse pas de faire les sauvages ! moi ! — répond Tine en lui tournant le dos.

Un long moment de silence...

Le vent incline les bouquets des roseaux. Jean s'est endormi avec Diane et les mouches bourdonnent au soleil.

Une grenouille a mordu à l'hameçon de Tine, elle détache sa prise et la met dans le fond du chapeau qu'elle emplit de feuilles, puis elle rejette sa ligne. Elle pense...

« Il veut toujours faire le maître, ce Jean. C'est bien vrai pourtant que je tire de l'arc mieux que lui. »

Un furet passe dans l'herbe et toute une sautée de grenouilles se lancent épouvantées dans la mare ; elles font des ronds, nageant, et l'on ne voit plus que leurs yeux dorés à fleur d'eau.

Jean s'est réveillé en sursaut :

— Tine, écoute ! Il faudra nous marier. Quand nous serons grands, tu seras ma femme.

Se marier? Elle n'a jamais pensé à ça.

— Qu'est-ce qu'on fait quand on se marie?

— Moi, j'aurai beaucoup de chevaux et de chiens et toi, beaucoup d'enfants. Tu sais, tout le monde se marie quand on est grand.

Tine ne répond plus.

Se marier ! avoir des enfants ! pourquoi?

Est-ce qu'il « faut » vraiment se marier quand on est grand, comme il « faut » se coucher à huit heures, quand on est petit... Elle reste songeuse...

— Allons Tine ! viens donc chez les poules, j'en ai assez des grenouilles.

Dans la basse-cour, Tine réfléchit toujours. *Vraiment, sûrement*, restera-t-elle une fille, avec des robes et des ceintures et des cols qui vous grattent. Si elle pouvait un jour être changée en garçon ! on avait vu des choses pareilles !

— Voyons, Tine, attrape donc le coq blanc ! — crie Jean impatienté.

... Décidément la chasse aux poules n'est pas distrayante quand on roule de si graves pensées. — Heureusement que voilà la cloche du déjeuner qui sonne.

Comme chaque jour, papa et maman sont assis sur la terrasse après le repas. Tine, grignotant son biscuit, s'approche d'eux.

— Maman, tu sais, Jean veut m'épouser, c'est vrai qu'il *faut* se marier quand on est grand?

Papa répond, fumant sa cigarette :

— Oui, on se marie, mais Jean est trop jeune pour toi, l'homme doit être plus âgé que sa femme, car il est le maître dans la famille.

— Le maître?...

Tine renfonce son cou dans ses épaules.

Un maître, quand elle sera grande : il n'aura pas suffi de papa, de maman, des tantes, de la miss quand elle était petite. Alors pourquoi devient-on grande?

Elle arpente la treille, mais les fraises ne la tentent plus, dans sa tête tourne une idée,

« Non, je ne *veux* pas de maître quand je serai grande. Je ne *veux* pas me marier. Je serai comme les garçons. Puisque je tire de l'arc et que j'apprends mes leçons mieux que Jean, je ferai comme un garçon et j'étudierai le latin, et maman alors me laissera porter des pantalons au lieu de ces vilaines robes qui s'accrochent partout.

H. ROSNOBLET

LECTURES DU TEMPS DE GUERRE

A LA

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

Il sera assez difficile à l'historien de déterminer les tendances intellectuelles du public français pendant la guerre. Pour un grand nombre, la guerre seule doit absorber l'attention. A mesure cependant qu'elle se prolonge, beaucoup renoncent à ces préoccupations exclusives et reviennent peu à peu à des travaux moins actuels. Y reviennent-ils au hasard, les reprennent-ils au point où ils les ont laissés, comme si rien ne s'était passé? Ou bien, au contraire, les événements ne contribuent-ils pas à former certains courants intellectuels? L'enquête en vaut la peine.

Au centre de Paris, entre la Bourse et le Théâtre-Français, le sanctuaire paisible où depuis des siècles s'accumule ce que

les hommes ont pensé et écrit, la Bibliothèque nationale, est le lieu le plus propre à ce que puisse s'effectuer cette enquête. Du savant membre de l'Institut au curieux désœuvré, en passant par le critique, le journaliste, l'industriel, l'érudit de Paris ou de province, le commerçant, l'ingénieur, le professeur, toutes les classes du monde intellectuel se succèdent dans la salle de travail de la Bibliothèque. Ce public est représentatif de la moyenne de l'esprit français. Des statistiques bien faites apprendraient avec quelle sensibilité se constatent dans ce milieu si particulier les moindres mouvements de l'opinion. Elles diraient quels sont les auteurs qui tombent, ceux qui demeurent, les réputations qui se maintiennent, reparaissent, grandissent ou s'effacent. Elles signaleraient des courants divers, les uns profonds et soutenus, les autres superficiels et momentanés. Mines inépuisables de renseignements, elles fourniraient des observations d'autant plus sûres que l'activité des esprits s'exerçant ici en toute liberté dans un champ d'expérience très vaste, n'est pas faussée, comme il arrive pour la vente des livres, par les préoccupations de toutes sortes qui arrêtent ou facilitent le succès d'une entreprise commerciale.

Depuis le début de la guerre ces observations sont fort intéressantes. Assurément le public sur lequel elles s'opèrent a diminué, moins que l'on croit cependant, l'étude des lettres étant le refuge des gens délicats de santé, écartés de la bataille, et les permissionnaires — assez nombreux — venant remplir les vides. On évalue environ à un peu plus de la moitié la diminution du nombre des lecteurs depuis la mobilisation.

Première constatation à faire : il y a un rapport étroit entre les événements heureux ou malheureux de la guerre et le degré de fréquentation des salles de travail de la Bibliothèque. En rapprochant chaque jour le chiffre des entrées et les communiqués, on pourrait écrire une histoire des émotions du public. Tel événement a fait battre le pouls plus vite ; tel autre a tranquillisé ; pendant telle période la confiance s'est affirmée ; puis, sur tel incident, un affaissement s'est produit. Les oscillations, en général, sont modérées ; il n'existe ni chute profonde — sauf au début de la guerre — ni hausse

soudaine. Les psychologues verront peut-être là l'indice de la constance d'âme avec laquelle le public a accueilli, sans se laisser ébranler, les incidents de la lutte.

C'est à dater du 29 juillet 1914 que l'effet des événements extérieurs se fait sentir. Le chiffre des entrées à la Bibliothèque, jusque-là normal, commence à baisser rapidement. Il baisse d'un cinquième le 30 juillet, de deux cinquièmes le 1er août, de quatre cinquièmes le 3. Le 4, il atteint le point le plus bas où il soit descendu depuis la guerre, plus du septième du nombre ordinaire. Le trouble apporté par la mobilisation, l'enthousiasme, les grandes espérances détournaient les hommes de toute étude.

Avec le succès de la mobilisation et l'accoutumance aux circonstances, le chiffre remonte lentement durant le mois d'août jusque vers le 22 : le 24, à la nouvelle que l'offensive en Belgique « n'a pas atteint son objectif », il fléchit. Ce fléchissement s'accentue les jours suivants, l'ennemi arrivant sur la Somme; il s'aggrave du 31 août au 3 septembre. Qui s'en étonnerait? Mais, chose curieuse, montrant la confiance du public au fort de la bataille de la Marne, la courbe reprend son mouvement ascensionnel à partir du 4 septembre ; la ligne demeure un peu vacillante du 5 au 11, continue le 12 à monter, de nouveau reste stationnaire du 12 septembre au 5 octobre durant ce qu'on a appelé la bataille de l'Aisne, puis, avec des hésitations, reprend depuis le 6 octobre jusqu'au 19, plus rapidement ensuite. La fin du mois est marquée par une grande confiance, surtout le 29 ; le lendemain la baisse reprend. Pendant novembre, décembre, janvier, la ligne se maintient assez stationnaire, dans des moyennes correspondant aux deux cinquièmes et demi ou trois cinquièmes du chiffre normal. L'attente pleine d'espoir de l'offensive de printemps la fait remonter dès le mois de février et progressivement en mars et avril ; mais l'absence de résultat décisif la fait descendre au mois de mai : elle demeure ensuite stationnaire, variant légèrement, en hausse quand s'annonce un succès, en baisse, par exemple, après les attaques de la fin de septembre en Champagne ; depuis elle ne varie plus de façon sensible, même durant la bataille de Verdun, ou l'offensive de la Somme, comme si, à mesure, le public prenait son parti des événe-

ments, et s'accommodait de l'état de guerre auquel il s'adapte avec patience et dans un tranquille espoir.

***

Le nombre des lecteurs de la Bibliothèque nationale ayant baissé d'environ deux cinquièmes à deux cinquièmes et demi, le nombre des ouvrages demandés quotidiennement a diminué de plus de moitié et même presque des deux tiers. Faut-il voir là le signe d'une diminution de l'activité intellectuelle causée par les préoccupations ambiantes, ou celui d'une application d'esprit plus soutenue sur des sujets mieux étudiés? Ce qui est plus sûr c'est l'intérêt que présente le genre des matières auxquelles s'intéresse le public. Les statistiques répétées sur plusieurs journées à des intervalles assez différents, fournissent des résultats identiques et des conclusions concordantes. Ces conclusions sont imprévues sur quelques points, piquantes sur d'autres, satisfaisantes dans l'ensemble, parce qu'elles témoignent d'une gravité à laquelle nous n'avons pas été habitués et notamment de préoccupations pratiques qu'il est précieux de relever.

La littérature proprement dite, tout d'abord, tombe extraordinairement dans ces statistiques ; elle ne vient plus qu'au troisième rang dans l'ordre des préoccupations du public. Il semblerait qu'on la considère comme une distraction frivole. Ce qui achèverait de le prouver c'est que de tous les genres littéraires, les plus négligés sont le roman et le théâtre. La lecture quotidienne du journal avec ses imprévus, les péripéties émouvantes de la guerre, l'attrait passionné d'une cause qui nous touche tous de si près, vaut évidemment les œuvres romanesques ou théâtrales les plus dramatiques.

Les autres ouvrages de littérature ne semblent être lus que comme par passe-temps, avec lassitude, un peu au hasard. Les livres de critique sont négligés. Chacun, au gré de sa fantaisie, demande tel ou tel auteur. Pourquoi ceux-ci ou ceux-là

veulent-ils feuilleter les œuvres de Condorcet, de Maistre, Chateaubriand, madame de Staël, Eugénie de Guérin ou Sainte-Beuve? On chercherait en vain dans ces choix l'indication d'une tendance générale.

Il y en a davantage dans ceux des auteurs étrangers.

L'antipathie provoquée par les Allemands et l'intérêt qu'excitent les alliés ont appelé l'attention du public sur les écrivains qui représentent le mieux la pensée de ces peuples. L'Allemagne, entre autres, a tellement étonné par sa mentalité, que beaucoup interrogent ceux qui ont la réputation d'avoir exprimé le génie de la race, afin d'obtenir d'eux l'explication de phénomènes qui demeurent un mystère. Dans cet ordre d'idées, Gœthe est très lu, ainsi que Hegel, Henri Heine, Nietzsche. On ne remonte pas jusqu'à Leibniz, et on néglige Schiller.

Les Anglais attirent beaucoup. L'histoire de leur littérature a un grand succès. On veut connaître leurs philosophes, leurs romanciers, leurs poètes. Les poètes étrangers, en général, sont très consultés, et pour une raison particulière.

La guerre chez nous a provoqué l'éclosion d'une foule de versificateurs dont les œuvres, de courte haleine, circulant sous le manteau, pullulent. Le mode épique prédomine. L'indignation causée par les excès germaniques a exalté des sentiments qui se traduisent en strophes passionnées. S'il y a beaucoup de platitude et souvent peu de raffinement dans ces vers, on ne peut leur contester de la sincérité et de la flamme. Leurs auteurs cherchent à s'inspirer de leurs devanciers ; ils remontent le cours des âges jusqu'à nos anciens trouvères ; ils s'adressent même à l'antiquité, interrogent Perse, Juvénal, pour apprendre d'eux la manière de la satire, et ne craignent pas de consulter tel philologue allemand, fût-il signataire du fameux manifeste des 93, comme von Wilamowitz-Möllendorf, afin de savoir ce qu'il pense de la méthode des poètes grecs. Pour des époques plus modernes, ils vont chercher des inspirations chez Victor Hugo dont quelques-unes des pièces les plus véhémentes sont adaptées aux incidents du jour. C'est ainsi qu'ils consultent les poètes étrangers de toutes les langues, tels que Milton, Tennyson, Dryden, chez les Anglais, Verhaeren chez les Belges, sans parler des poètes slaves dont

la façon brumeuse leur plaît. Ils ne lisent pas les poètes allemands. Si Gœthe les intéresse comme représentant des idées germaniques, ils se soucient peu de son talent et le négligent lui et ses compatriotes comme artistes.

***

La préoccupation principale de tout le public, celle qui figure au premier rang et s'exprime par plus d'un tiers du chiffre total des demandes de livres à la Bibliothèque nationale, c'est l'étude de la France, de son sol, de ses ressources, de son histoire : pensée touchante, au moment où une partie du territoire envahie est la proie de l'ennemi et où le reste exploite les forces dont il dispose afin de préparer l'effort décisif qui chassera les barbares.

Certains désirent revoir les descriptions des départements occupés, ceux de la Flandre française, de l'Artois, de la Champagne, de la Lorraine ; relire les monographies des cathédrales que les Allemands ont mutilées ou menacent : Amiens, Arras, Soissons, Reims.

D'autres, parcourant également les régions de la France, sont inspirés par des raisons plus pratiques. Ils veulent connaître les richesses naturelles du pays, savoir le parti qu'on en peut tirer, déterminer les ressources insuffisamment utilisées jusqu'ici. Les contrées qu'ils examinent le plus sont la Normandie, les Alpes, le Dauphiné, les Pyrénées, la Provence. Ils s'y familiarisent avec le cours des rivières, suivent le tracé des torrents dans les montagnes, cherchent les points où des gisements ont pu être jadis signalés, procèdent comme à une sorte de nouvel inventaire de la fortune minérale de notre sol.

Mais c'est l'histoire du passé de ce même sol qui captive encore le plus. Sans doute il faut faire ici la part des heureux qui, se décidant à dominer les inquiétudes du jour, arrivent à reprendre leurs paisibles études d'antan : il y en a. Pendant que les Allemands canonnent à vingt lieues de Paris, on trouve des hommes tranquilles qui s'inquiètent de la procédure des

élections des évêques au xe siècle, fixent laborieusement la généalogie d'un personnage inconnu du xvie, ou établissent le texte fastidieux du cartulaire de quelque abbaye disparue. Ils sont peu nombreux.

Les autres sont dominés par les préoccupations du dehors. Ce n'est pas un pur hasard qui amène celui-ci à rechercher les conséquences qu'ont pu avoir les effrayantes invasions des Normands aux ixe et xe siècles ou quel degré de misère la désastreuse époque de la guerre de Cent ans a provoquée dans les campagnes. Ce n'est pas fortuitement que celui-là établit le bilan approximatif des ruines accumulées par la guerre de Trente ans dans les différents pays de l'Europe et notamment en Allemagne

L'histoire militaire des siècles disparus a du succès. On compare les héroïsmes célèbres d'autrefois avec ceux d'aujourd'hui. La figure des grands preux, des Du Guesclin, des Bayard, prend un nouveau relief. On veut connaître les anciennes armées d'avant la Révolution et celles de la Révolution; on parcourt les historiques des régiments, afin de savoir peut-être si les prouesses de jadis valaient celles d'aujourd'hui, ou quelle épopée a derrière lui tel corps auquel appartient sans doute un être cher. Parmi les grands capitaines du passé, un de ceux qui a le plus de faveur est Turenne. Ses qualités de méthode prudente, de temporisation, de calcul réfléchi ; sa bonté, sa modestie, son désintéressement et le souci qu'il avait de ménager le sang des soldats, prêtent évidemment à des réflexions salutaires. Une bataille surtout paraît s'imposer à l'attention générale. C'est celle de Turckheim, dans laquelle l'illustre général vainquit l'électeur de Brandebourg commandant une armée d'impériaux allemands, Frédéric-Guillaume de Hohenzollern, — ancêtre de Guillaume II — le grand électeur, dont la guerre actuelle a le mieux appliqué, du côté prussien, les idées brutales de destruction, de mauvaise foi et d'inhumanité.

Depuis de longues années les époques de la Révolution et de l'Empire sont à la mode. Le public se complaît au spectacle d'un temps d'action hardi, glorieux, même violent. Cette faveur pour la Révolution se continue en ce moment, mais, visiblement, la nature des sujets étudiés trahit l'arrière-pensée de compa-

raisons inconscientes. La pratique actuelle de « l'union sacrée » éclaire d'un jour particulier l'histoire politique de la Révolution, de la Terreur, du Tribunal révolutionnaire, de Robespierre, de Marat. Les multiples problèmes posés actuellement appellent l'examen des précédents pendant « la grande époque », ceux de la presse, de la censure, de la justice aux armées, de l'assistance, des finances publiques, des munitionnaires. Quelques personnes, éprises des moyens héroïques, suivent les actes des représentants en mission au milieu des armées, ou s'initient au fonctionnement du Comité du Salut public. Si Taine et Tocqueville sont toujours consultés, celui qui a toutes les sympathies aujourd'hui est Michelet. On relit son *Histoire de la Révolution* : on imagine l'impression qu'auraient produite sur l'ardent écrivain les événements auxquels nous assistons, quelles pages enflammées lui eussent inspirées l'union et l'élan de la nation, l'héroïsme des soldats-citoyens, leur patience au fond des tranchées, la sainteté de la cause qu'ils défendent : droit des peuples, liberté des nations, civilisation des siècles. A lire ce que Michelet a écrit d'une époque aussi dramatique que la Révolution, le lecteur se figure ce qu'il eût dit d'un spectacle plus grandiose encore.

La passion du public pour le premier Empire est au contraire en baisse. Ce public éprouve manifestement, aujourd'hui, quelque déception relativement à l'art militaire, et paraît professer un certain scepticisme à l'égard d'une science considérée jusqu'ici comme très éminente, parce que ses secrets, sans doute, échappaient au plus grand nombre. Le goût pour le grand maître des batailles s'en ressent. On ne se demande même pas ce qu'eût fait le génie napoléonien devant la guerre des tranchées ou la formidable puissance matérielle allemande. Tout au plus s'occupe-t-on de savoir ce qu'a été la domination française dans les pays occupés par nous au temps des guerres du premier Empire — encore des comparaisons qui s'imposent — ou, touchante attention, suit-on les hauts faits des contingents flamands et polonais au service de la France durant les campagnes de Napoléon.

Les sujets de l'histoire du XIXe siècle qui intéressent sont toujours ceux qui à des titres divers peuvent offrir quelque enseignement dans la situation actuelle. Contentons les esprits

chagrins portés à prophétiser de dangereux cataclysmes politiques ou sociaux après la guerre en leur apprenant que certaines gens relisent avec soin les récits des journées de juin 1848, ceux de la Commune de 1871, ou se passionnent pour les détails du coup d'État de 1851. Dès le début de la guerre de 1914, le souvenir de 1870 hantait beaucoup de cerveaux : on demandait aux journaux du temps des éphémérides. Depuis, ce goût est passé, soit que les concordances n'existent plus et que les assimiliations deviennent impossibles, soit que le spectacle des pénibles événements d'il y a quarante-cinq ans n'apporte pas un suffisant réconfort aux âmes patientes et résignées qui attendent la victoire.

Mais on continue à consulter les journaux du XIXe siècle. Il n'est pas de lecture qui inspire des sentiments plus philosophiques. Que de menus faits ont jadis agité une époque, qui aujourd'hui, tombés dans l'oubli, nous étonnent par leur futile retentissement! Que de violences vaines évaporées, que d'appréhensions injustifiées, que de pronostics démentis ! Il est peu de siècles où les contemporains, suivant leurs passions politiques, aient annoncé plus d'événements extraordinaires, et il en est peu où les faits aient davantage démenti les prédictions ; vanité de la philosophie politique ! En comparant la légèreté des émotions passées avec le calme, le sang-froid et la force d'âme dont nous faisons preuve dans les circonstances actuelles, le lecteur éprouve quelque satisfaction et une consolante fierté.

***

Toujours avec la même préoccupation dominante de la guerre, les pays étrangers retiennent aussi l'attention des lecteurs, mais à un moindre degré.

Faut-il laisser encore momentanément l'Alsace-Lorraine sous cette rubrique de pays étranger? Peut-être, pour être rigoureusement exact. En fait dévoilons que la Bibliothèque nationale, dans ses classements intérieurs, ne s'est jamais

décidée, depuis quarante-cinq ans, à retirer de la section de l'histoire de France les livres traitant de nos provinces perdues : il existe un établissement public de l'État français qui n'a pas reconnu le traité de Francfort. La perspective de voir revenir bientôt à nous des provinces toujours demeurées chères, a provoqué dans le public une vive recrudescence d'intérêt. Entre la France et l'Allemagne, l'Alsace et la Lorraine annexées se sont créé une âme personnelle, vivante, jalouse de sa liberté morale. On s'éprend d'elles, on désire les mieux connaître, et on les aime davantage à mesure qu'on en comprend la délicate sensibilité. L'espérance de la réparation imminente du droit rend moins douloureux le voyage à travers les plaines mélancoliques d'Alsace ou le plateau lorrain, et la constatation de l'emprise allemande sur ces terres soumises, au moment où cette emprise va cesser. Le caractère alsacien, calme, fier, renfermé, un peu frondeur, ce qui ne nous déplaît pas, inspire une grande considération.

La Belgique — on ne s'en étonnera pas — est après l'Alsace-Lorraine un des pays qui bénéficient le plus de notre sympathie. Les lecteurs parcourent les Flandres, le Brabant, s'attardent dans les béguinages tranquilles, surpris sans doute de la tempête qui souffle aujourd'hui au-dessus de leurs paisibles asiles. La magnifique résistance des Belges reporte les pensées vers les temps héroïques où les ancêtres luttaient contre la domination étrangère au moyen âge et au XVIe siècle : l'histoire des vieilles républiques flamandes est redevenue un sujet d'actualité. On s'attache ensuite au long travail d'enfantement de la Belgique nouvelle sous Léopold Ier ; en songeant aux destructions criminelles, on s'informe, dans les inventaires des objets d'art flamands, des richesses perdues ou menacées.

L'Angleterre vient après. Les Français se sont toujours un peu effrayés de la complexité des institutions coutumières britanniques, qu'ils démêlent mal. Ils s'efforcent aujourd'hui de pénétrer davantage une civilisation qui leur semblait jusqu'ici lointaine. Quelques-uns remontent à la conquête des Normands dont le détail leur paraît sans doute curieux. D'autres suivent les relations anglo-françaises au moyen âge et à travers les siècles modernes, sujet mouvementé, peu paci-

fique, formant un contraste avec l'entente cordiale d'aujourd'hui. Nul ne s'inquiète de la force militaire des Anglais, peut-être parce qu'elle est renouvelée et que connaissant l'énergie de ce peuple opiniâtre et indomptable, on a foi dans sa résolution.

La Russie demeure davantage dans la pénombre. Il y a peu de livres français traitant de l'empire des tsars, et les ouvrages écrits en russe ne sont pas accessibles. Mais les Slaves, en général, inspirent une grande sympathie. On relit les cours de Mickiewicz, les poésies serbes, si âpres et si fortes ; on se penche sur l'âme polonaise afin de connaître ses croyances et de sonder ses mystères ; on tâche de percer l'ombre qui cache la cause si obscure encore pour nous et cependant si importante des Tchèques.

A d'autres titres l'Italie est l'objet d'une grande attention ; elle l'est déjà du reste en temps ordinaire. Les incidents de la guerre orientent les recherches vers les points spéciaux tels que l'œuvre de Tiepolo, les monuments de Venise, ceux de Ravenne, ou encore la question romaine.

Les pays ennemis — l'Allemagne — ne peuvent laisser indifférents. Ce qui est à noter est la direction que suivent les esprits dans leurs lectures, relativement à l'Allemagne. Signalons celles-ci sans commentaires. On demande les livres qui traitent par exemple des vieux mythes de l'ancienne Germanie ; des relations de la Prusse à travers l'histoire avec les Habsbourg, l'Allemagne, la France ; on veut savoir ce qu'ont pensé et écrit les écrivains allemands de la politique provocatrice de Louis XIV ; on se plaît à relever l'âpreté qu'ont montrée les Germains dans toutes leurs luttes intérieures, guerre de Trente ans, Kulturkampf. Il y a quelques mois encore, près des débuts de la crise, le public impressionné par la révélation de la brutalité allemande, cherchait à deviner ce qu'était cette race de proie dont on ne soupçonnait pas la barbarie. L'intérêt a faibli depuis, soit lassitude, soit dégoût. Signe particulier, personne ne lit Gobineau. Autre signe caractéristique, personne ne s'intéresse de façon quelconque à l'Autriche.

Les Balkans et les neutres ont leur place dans cette statistique, une place très minime. On s'attardera à l'histoire du

Bas-Empire d'Orient : on jettera un coup d'œil sur les guerres des Turcs anciennes et récentes. De toutes les questions qui peuvent solliciter la curiosité au sujet de la Grèce, pourquoi les lecteurs s'attardent-ils de préférence au spectacle qu'offrirent jadis les vertus héroïques de l'ancienne Hellade, les exemples magnifiques de courage, de désintéressement, de loyauté, de grandeur d'âme donnés par les grands ancêtres ; ou, contraste inattendu, à l'histoire des plus fameuses courtisanes de la Grèce? Les autres « neutres » sont très dédaignés.

***

Avec un sens pratique très remarquable l'opinion s'inquiète des suites et des conséquences économiques de la guerre. Elle veut savoir ce qu'elles seront et comment on pourra y parer. La préoccupation est d'autant plus frappante qu'en temps ordinaire la légèreté de la moyenne des esprits ne prépare pas les lecteurs à de si graves recherches.

Économie politique, agriculture, finances, commerce, industrie, l'activité s'exerce dans toutes les directions. Elle n'a rien d'idéologique, elle est positive : visiblement, chacun veut acquérir des faits.

Les théoriciens économistes dont les pronostics, depuis le début de la guerre, ont été sujets à tant de mécomptes, sont un peu négligés. Par acquit de conscience, on parcourra peut-être les diverses doctrines économiques : on estimera davantage les données exactes, les chiffres, les résultats ; chacun se fera ensuite ses systèmes. Les points les plus étudiés sont les questions de transport, chemins de fer, canaux, ou les associations.

Les finances occupent une place importante. Quelles sont les capacités financières de la France et jusqu'où pouvons-nous aller dans la voie des dépenses, c'est un point obscur qui paraît inquiéter quelques lecteurs. Les uns

font un retour sur l'histoire de la dette publique et comparent ce qu'elle a été hier avec ce qu'elle devra être demain. Les autres se familiarisent avec les problèmes de « la matière imposable », ou veulent savoir ce qu'ont été les rapports des finances et de la politique depuis un demi-siècle.

L'agriculture — au moins théorique et livresque — est très à la mode. Il semblerait que des velléités de retour à la terre se manifestent — l'ouvrage de M. Méline est fort lu — comme si la préoccupation d'augmenter toutes les richesses de la nation rappelait que la France est essentiellement un pays agricole qui a toujours trouvé dans le sol, après les grandes tourmentes de l'histoire, la source principale de son relèvement. Les questions d'économie rurale, de crédit agricole, d'associations agricoles, de coopératives, de groupements de fermiers sollicitent particulièrement l'attention. Le public examine ce qui a été écrit sur les moyens scientifiques d'intensifier la culture, et consulte les meilleurs livres traitant des engrais chimiques, de l'élevage des animaux de basse-cour, des prairies.

En matière commerciale, le sujet qui semble intéresser le plus est — chose inattendue — la navigation maritime, une des forces économiques les moins florissantes et les plus délaissées de notre pays. On tâche de comprendre l'influence que peut donner la puissance maritime, « l'essor sur la mer », excellentes intentions, mais peut-être simples velléités : puissent-elles avoir plus de chances d'aboutir que par le passé.

Ce qui passionne surtout, c'est l'industrie. Nous arrivons ici à la partie essentielle des renseignements que nous fournissent nos statistiques.

Est-ce besoin immédiat de données pour participer au grand effort métallurgique accompli par l'État? Est-ce projets pour développer plus tard les capacités industrielles de la France et prendre sur le marché mondial des places que la ruine de l'industrie allemande laissera vacantes? Est-ce, au moment où la guerre rend caduque la garantie des brevets d'invention ennemis, l'espoir de faire fortune en fabriquant en France des articles que, jusqu'ici, nous devions aller chercher au dehors?

Toujours est-il que dans cette branche l'effort est très grand.

Toutes les variétés des applications industrielles font l'objet des investigations des lecteurs. Le travail est méthodique ; il remonte scientifiquement aux mathématiques pures, aux principes de la physique et de la chimie. Les revues scientifiques, les comptes rendus des congrés, les monographies de toutes sortes sont mises à contribution. L'électricité jouit d'une prédilection spéciale en raison de ses applications à la production industrielle. En chimie, les lecteurs désirent parcourir les nombreux périodiques spéciaux allemands, très riches d'observations pratiques, et dont les derniers numéros, parus depuis la guerre, sont remplis de notes précieuses relatives aux nouvelles nécessités de l'heure : malheureusement, la loi qui interdit le commerce avec l'ennemi, rigoureusement observée par l'État, a empêché jusqu'ici les bibliothèques publiques d'offrir à leurs lecteurs ces publications. En attendant, les répertoires des brevets d'invention étrangers sont soigneusement dépouillés et on s'ingénie à imaginer des perfectionnements nouveaux inspirés des découvertes des ennemis.

Et tout ce travail aboutit à la métallurgie. Rarement la métallurgie avait eu un succès pareil à celui qu'elle obtient en ce moment. Le calcul des hauts fourneaux devient une science courante ; la technologie mécanique est à la mode. Les problèmes de la fonderie, de la cémentation, du trempé, du recuit, tout ce qui a trait à la préparation du fer et de l'acier passionnent plus d'esprits qu'on ne pourrait le croire. S'il est vrai que la pratique confirme ces indices, que partout se construisent des hauts fourneaux, qu'aux Pyrénées de nouvelles mines de fer s'exploitent, qu'on capte des rivières afin d'avoir des chutes d'eau génératrices de forces électriques considérables, il semblerait que nous devenions un peuple industriel.

Dans le nombre de ceux qui s'adonnent à ces études y a-t-il de simples curieux? C'est peu probable, la technicité de ces travaux austères rebutant les âmes frivoles. Y a-t-il des « inventeurs » à la recherche d'innovations susceptibles de procurer de fructueux profits? Peut-être. Il y a surtout ceux

qui voient le bénéfice que pourra retirer le pays d'un développement de l'activité économique dans une voie où il y a tant de progrès à réaliser et de places à prendre. Et c'est en cela que ces statistiques, dans la mesure où elles correspondront à des réalités concrètes, peuvent être particulièrement réconfortantes.

LOUIS BATIFFOL

L'IRLANDE

DANS

LA CRISE EUROPÉENNE

Depuis deux années, tout l'effort de l'Europe s'applique à la lutte qui dégagera la civilisation occidentale des influences germaniques, et les querelles intérieures s'apaisent dans l'union sacrée des partis.

L'une des plus utiles et des plus méritoires parmi ces trêves est celle que l'Irlande offrit spontanément au Royaume-Uni, le 3 août 1914. La situation était alors si trouble que, des deux solutions possibles pour le problème du *Home Rule*, l'une signifiait la guerre civile et l'autre la révolution. Comme au temps de Wellington et de Peel, comme au lendemain de Sadowa, l'action continentale de Londres pouvait être paralysée par l'Irlande. Si l'Irlande avait méconnu son rôle européen, la face de la guerre aurait été changée. Mais elle discerna que sa place était parmi les Alliés : 300 000 de ses fils se sont joints aux armées de la liberté, et la France se plaît à retrouver en eux les héros de Fontenoy. L'histoire, elle, verra dans la décision irlandaise la première grande défaite allemande et la première manifestation du sens profond de la guerre.

Le 3 août, les représentants irlandais n'ont peut-être pensé qu'à la gloire d'un beau geste et à l'imprescriptible dette d'honneur qu'allait contracter l'Angleterre en présence de tous ses alliés. En réalité, ils continuaient la mission de l'Ile des

Savants et des Saints. Les appétits germains mettaient en péril la paix des thalassocraties atlantiques et l'intellectualité des Celtes. Les hommes d'Irlande venaient aider à défendre cette civilisation qu'à l'aube du moyen âge leurs ancêtres, dans toute l'Europe, semèrent et firent fleurir sur les ruines de l'antiquité.

Cette signification du rôle de l'Irlande ne saurait nulle part être mieux comprise que dans notre France. Nul peuple, mieux que le nôtre, n'appréciera la grandeur de l'attitude résolue au début de la guerre, de l'effort militaire des deux premières années ; nul ne compatira davantage aux épreuves des luttes politiques et de la rébellion. S'il est encore bien tôt pour étudier l'influence de la crise européenne sur les destinées de l'Irlande, il est possible de connaître l'Irlande du *Home Rule*, de la rébellion et de la guerre, et cette étude est nécessaire pour apprécier l'œuvre de guerre de la nation irlandaise, la plus proche de nos parentes et la plus ancienne de nos alliées.

I

Jusqu'aux dernières années du XIXe siècle, l'agitation légale pour le *Home Rule* et l'agitation révolutionnaire pour l'indépendance étaient toute la vie nationale irlandaise ; beaucoup croyaient ne servir la patrie qu'aux heures de meetings et d'élections, de manifestations ou d'émeutes. La politique se faisant en anglais, la langue gaélique disparaissait, et avec elle la pensée irlandaise. Parce que l'amélioration du régime économique était attendue de *Land Acts* insuffisants et que l'effort individuel était supposé inutile tant que le système politique ne serait pas changé, le pays s'appauvrissait chaque jour davantage, les meilleurs éléments émigraient. Les divisions politiques et religieuses absorbaient les énergies dans des luttes stériles. Et l'on pouvait craindre que le *Home Rule* n'arrivât quand il n'y aurait plus de nation irlandaise.

Alors reparut dans une forme moderne l'idée féconde de la *Young Ireland* : toute vie politique nationale doit reposer sur une vie intellectuelle et économique nationale, et toutes les provinces, tous les partis, toutes les confessions y doivent

collaborer. En 1893, le *Connradh na Gaedhilge* (Ligue gaélique) du docteur Douglas Hyde entreprit l'œuvre capitale de la renaissance de la langue; et l'*Irish Agricultural Organization Society* de l'Hon. (depuis Sir) Horace Plunkett — qui devait aboutir à la création du premier ministère irlandais, le *Department of Agriculture and Technical Instruction*, — prêcha « l'évangile du *self-help* et de la coopération ». Sans doute ces organismes n'avaient pas, à eux seuls, le pouvoir de transformer l'Irlande — mais ils ont accompli une besogne considérable; plus encore, ils ont répandu la conviction que les destinées de l'Irlande dépendent du persévérant effort quotidien de chacun des Irlandais.

L'esprit nouveau pénétra tous les partis. Nul n'osa plus ignorer, sinon encore la langue, du moins la pensée gaélique. Les parlementaires nationalistes donnèrent une importance croissante aux problèmes économiques et financiers [1]. Des modérés et des révolutionnaires, des unionistes et des nationalistes, cherchèrent un terrain d'entente politique et économique dans la *Devolution*, puis dans le mouvement *All-for-Ireland*. Les irréconciliables entrevirent une « Force physique », appliquée, non à l'émeute, mais à la renaissance nationale par des réalisations pratiques. Le *Sinn féin* de M. Arthur Griffith, retrouvant d'instinct la théorie de la « servitude volontaire », conçut une « Irlande sans les Anglais » redevenant intellectuellement et économiquement elle-même, puis arrivant ainsi, par la force même des choses, à l'autonomie politique [2].

1. A la convention de Thurles (Tipperary) de la *United Irish League* (août 1915), M. John Redmond énumérait ainsi les résultats obtenus par les députés nationalistes depuis le commencement du xxe siècle : rachat des terres, allotissement des domaines de pâturage, installation de fermes, de ports et d'industries dans les districts congestionnés, législation pour les logements ouvriers et les *Town Tenants*, Université nationale, crédits pour l'enseignement, retraites pour la vieillesse, assurances ouvrières et paysannes, abolition de la formule insultante pour les catholiques dans le serment du couronnement, abolition du *veto* des lords, enfin vote du *Home Rule*.

2. *Sinn féin*, en irlandais, signifie : « nous-mêmes ». A l'origine du mouvement gaélique, on avait proposé cette devise : « *Sinn féin sinn féin amhain* », contraction de « *Sinn féin is sinn féin amhain* » (il n'y a que nous qui soyons nous-mêmes). Mais peu à peu, l'expression s'est affaiblie par l'insertion d'une virgule, en « nous-mêmes, nous-mêmes seulement », et enfin : « nous-mêmes ». Le programme d'organisation économique du *Sinn féin* tend vers l'étatisme économique et social; au point de vue politique, il refuse de reconnaître le Parlement britannique et établit une assemblée nationale annuelle à Dublin.

Le Dublin Castle lui-même — psychologue superficiel — s'imagina que l'Irlande ne se souciait plus que de littérature et de prospérité, et crut faciliter l'oubli du passé en donnant dans le socialisme d'État.

En réalité, on reprenait la grande pensée négligée depuis plus d'un demi-siècle, d'une Irlande nationale à laquelle l'Ulster unioniste — unioniste et cependant si irlandais — se joindrait de lui-même quand il comprendrait qu'il n'avait rien à craindre ni pour ses intérêts ni pour sa foi [1].

Il s'en fallait de beaucoup que cette évolution fût terminée quand la débâcle unioniste aux élections de 1910 rendit le vote du *Home Rule* une proche certitude : les Unionistes d'Ulster étaient toujours résolus à ne point « permettre » que le *Home Rule* fut appliqué, au moins dans leur province. Déjà, en 1886, Lord Randolph Churchill disait à Belfast que si le *Home Rule* était voté, l'Ulster se battrait et qu'il ferait bien. (*Ulster will fight and Ulster will be right.*) Puisqu'on ne pouvait plus rien attendre du Parlement, on recourrait à la vieille menace. Dès le 28 novembre 1910, l'*Ulster Unionist Council* chargeait à Belfast un sous-comité d'organiser la résistance et de recueillir des fonds pour acheter des armes. Le 25 septembre 1911, les délégués des organisations orangistes nommaient une commission pour préparer le plan d'un gouvernement provisoire qui prendrait la direction des affaires d'Ulster dès qu'un *Home Rule Bill* serait voté. A l'*Ulster Day* de 1912 (28 septembre) fut signé solennellement le serment du Covenant où les Orangistes s'engageaient « à employer tous les moyens qui peuvent être reconnus nécessaires pour vaincre la conspiration qui travaille actuellement à établir un Parlement home-ruler en Irlande. Et au cas où un tel Parlement nous serait imposé, — ajoutaient-ils, — nous faisons le serment solennel et mutuel de résister à son autorité. » Le chef des Orangistes, Sir Edward Carson — qui n'est pas ulstérien et qui représente au Parlement l'Université de Dublin — signa le

1. L'Ulster dans son ensemble n'est pas unioniste ; sur 1 581 696 habitants, il y a 690 816 catholiques ; sur 33 circonscriptions, 17 élisent un nationaliste. L'Ulster orangiste est le « coin nord-est » avec Belfast (qui élit d'ailleurs un nationaliste sur quatre députés). Il contient, avec l'ancien Uladh, un grand nombre des plus nobles souvenirs de l'Irlande épique et chrétienne

premier. Les jeunes gens s'astreignirent à une préparation militaire suivie : après s'être exercés avec des fusils de bois, ils reçurent des armes d'Angleterre et du Continent — entre autres d'Allemagne — et constituèrent l'*Ulster Volunteer Force*, véritable armée d'environ 100 000 hommes, qu'on disait pourvue de 80 000 fusils à tir rapide et de services techniques.

Tandis que l'Orangisme modernisait ainsi la « Force physique » en lui donnant une puissance méthodique que le Fenianisme n'avait point connue, à Dublin le syndicalisme révolutionnaire organisait militairement la guerre sociale. Depuis la grève des charretiers en 1910, comme en témoigne Sir James Dougherty, qui fut sous-secrétaire pour l'Irlande de juillet 1908 à octobre 1914, « le monde du travail de Dublin était dans un état permanent d'agitation » ; sous la conduite d'un meneur venu d'Angleterre, M. James Larkin, les grèves se succédèrent avec des bagarres, des collisions sanglantes et des scènes de pillage.

Le monde ouvrier irlandais est restreint ; le grand centre de Belfast est plutôt démocrate que socialiste ; Dublin seul offrait donc quelques chances à la révolution sociale. Mais l'atmosphère d'Irlande ne tarda pas à transformer le socialisme révolutionnaire en un néo-fenianisme. C'est que dans les sociétés celtiques, démocrates par essence, la lutte de classes est la résistance aux aristocraties de « hors-venus » ; tandis qu'ailleurs le démocrate est un novateur, il est ici le défenseur de la plus ancienne tradition, et les revendications sociales arrivent toujours à se confondre avec les aspirations nationales. Quand le prolétaire irlandais s'élève de la discussion des salaires à une idée générale, il ne pense pas qu'il puisse s'agir d'une autre cause que de celle de l'Irlande. La *Citizen Army* des Larkinites, que James Connolly appelait fièrement « la première force citoyenne armée, publiquement organisée au sud de la Boyne », pouvait être à l'origine une armée syndicaliste ; les événements ont montré qu'elle ne songea à combattre que dans une insurrection irlandaise.

Bien que deux armées politiques s'entraînassent ouvertement en Irlande, la grande majorité du pays se refusait encore à prendre au sérieux les *tomfooleries* d'Ulster. Pourtant, en

octobre 1913, des jeunes gens d'origine très diverse, n'ayant de commun que l'inquiétude causée par l'agitation orangiste, se réunirent pour organiser une armée volontaire nationale « destinée à défendre les droits et les libertés de tous les Irlandais, sans distinction de croyance, de classe ou de parti ». Un meeting à la *Rotunda* de Dublin, dans « le lieu historique qui avait entendu les pas des Volontaires de 1782 » fut un succès. Et les *Irish Volunteers* obtinrent la direction technique d'un ancien officier supérieur, le colonel Maurice Moore. Mais les grandes sociétés nationales et les hommes politiques ne se joignirent pas à eux. Les Unionistes d'Ulster avaient suscité la création des *Irish Volunteers* ; ce furent les Unionistes anglais qui donnèrent au mouvement l'impulsion définitive.

Les conservateurs anglais, laissés sans programme d'action par l'échec de la *Tariff Reform*, et depuis longtemps sans leader à la pensée claire et à la volonté ferme, vivent sur la question d'Irlande, à ce point que leur parti se contente du nom d'unionisme ; M. Bonar Law ne se risquait point à résister à Sir Edward Carson. Les Ulstériens leur imposèrent sans peine leur théorie de l'insurrection légitime ; et l'on vit ce spectacle singulier de la Chambre des Lords dans le parti de la guerre civile, tandis que les Communes défendaient le respect des lois. Le 2 mars 1914 commença à circuler en Grande-Bretagne une formule de Covenant dont les signataires promettaient l'aide britannique à l'Ulster. Le 4 avril un meeting antihome-ruler réunit, dit-on, 400 000 manifestants à Hyde-Park. Or, le 7 mars, cent officiers britanniques de la garnison d'Irlande, au Curragh de Kildare, démissionnaient bruyamment pour protester contre les instructions gouvernementales relatives à la répression éventuelle de troubles en Ulster, et le général Gough obtenait du colonel Seely, ministre de la Guerre, la promesse que l'armée n'aurait point à combattre contre les Orangistes ; le ministre dut se retirer, mais l'impression resta : en quelques semaines, le nombre des *Irish Volunteers* dépassa 150 000.

Les parlementaires nationalistes hésitaient encore, bien qu'ils eussent été fort surpris d'entendre M. Asquith suggérer, le 25 octobre 1913 à Ladybank et le 9 mars 1914 aux Communes, de laisser les Ulstériens se prononcer eux-mêmes sur l'exclu-

sion de leur province de l'Irlande home-ruler pour une période de six années. A la fin d'avril, les Orangistes mirent en état de siège toute la région de Larne où un navire corsaire débarqua une cargaison d'armes. Ce *gun-running* ne fut pas réprimé. Il semblait cette fois que chaque parti ne pût se faire respecter qu'en ayant son armée, et M. Redmond entra avec ses amis dans le comité des *Irish Volunteers*.

Le 25 mai 1914, le *Home Rule Bill* fut voté. On commença en juin à préparer un *Amending Bill* pour l'exclusion du nord-est — ce qui n'empêcha pas le gouvernement provisoire orangiste de se réunir le 10 juillet. La solution amiable que le roi demanda aux leaders appelés en conférence à Buckingham Palace, le 19 juillet, ne fut pas découverte. Dans cette atmosphère surchargée d'électricité, il suffit d'un policier trop zélé pour provoquer une émeute à Dublin. Imitant les Ulstériens, les *Irish Volunteers* avaient débarqué des armes à Howth, le 21 juillet; au retour, une bagarre entre la troupe et la foule du dimanche eut lieu en plein centre de Dublin, au *Bachelor's Walk*; il y eut des blessés et des morts. Et l'Irlande nationale opposa à cette répression la bienveillance témoignée aux séditieux d'Ulster.

Jusqu'alors en effet le pouvoir exécutif n'avait rien fait. La Commission d'enquête sur les troubles de 1916 a montré l'anarchie bureaucratique du Dublin Castle où, dans les heures graves, — dit le vice-roi, — « on avait l'impression que tout le monde était absent », où les services s'ignoraient les uns les autres et ignoraient plus encore leurs attributions et les textes législatifs, où surtout on ne pouvait pas agir contre les volontaires du Sud après avoir tout toléré des volontaires du Nord. Désormais la confusion était dans tous les milieux : à Londres, on hésitait à inscrire le *Home Rule* au *Statute Book*; en Irlande, en face d'un gouvernement impuissant et de leaders débordés par leurs partis, trois armées de volontaires réunissaient 250 000 hommes prêts à combattre; la « Force physique » remplaçait la « Nouvelle Irlande », née de vingt ans de sagesse et de travail. Au commencement d'août 1914 la guerre civile paraissait inévitable, quand la guerre européenne éclata.

II

Le 3 août 1914. Déjà les Gaulois et les Slaves sont en armes. Maintenant vont paraître les Celtes des îles. Dans la loge diplomatique, l'ambassadeur allemand écoute sans aucune émotion l'exposé de Sir Edward Grey ; il sait tout cela et ses maîtres ont tout prévu. Le ministre dit qu'un seul point clair brille dans le ciel noir, et que c'est l'Irlande : la Chambre applaudit, les Irlandais sont impassibles, et le diplomate songe ironiquement que, la semaine précédente, le sang a coulé à Dublin et que la guerre civile est prête. Le ministre dit encore que la Grande-Bretagne sera fidèle, non seulement à ses alliances, mais à ses engagements d'honneur avec ses amis ; cette fois, ce sont les Irlandais qui applaudissent, mais l'Allemand ne saisit pas la portée de ces applaudissements.

Alors M. John Redmond, au nom de son parti, mais au-dessus de tous les partis, fit entendre la voix de l'Irlande : « Le gouvernement peut retirer aujourd'hui d'Irlande jusqu'à son dernier soldat. Les côtes de l'Irlande seront défendues de l'invasion étrangère par les fils armés de l'Irlande ; pour cette œuvre, les catholiques nationalistes du sud ne seront que trop heureux de joindre leurs armes à celles des Ulstériens protestants du nord. » Un silence frémissant plana sur l'auditoire : la surprise, l'admiration, la reconnaissance étreignaient les cœurs et pendant un long moment nul ne put acclamer ni applaudir. Le prince Lichnowski devint alors si blême que sa pâleur fut remarquée par plus d'un assistant.

L'empire britannique, ayant toute sa liberté d'action, pouvait apporter ses immenses réserves matérielles, puis humaines, aux alliances qui commençaient à cristalliser autour de la France : ayant solennellement promis le *Home Rule* à l'Irlande, son arrivée parmi les Alliés accentuait encore le caractère de la croisade du monde occidental pour la liberté des esprits et des peuples.

M. Redmond, dans la « Déclaration au nom du parti irlandais » du 17 septembre 1914, reproduite presque textuellement dans son manifeste de février 1916, définit les principes sur

lesquels il appuya une décision d'homme d'État, engageant sans retour l'existence même de son parti : en ce qui concerne le Royaume-Uni, la démocratie britannique a mis sa confiance dans l'Irlande en lui rendant sa liberté nationale — comme à l'Afrique du Sud ; — la confiance doit répondre à la confiance, les relations entre les partis et avec l'empire doivent tendre vers l'apaisement qui donnera au pays son unité définitive et sa constitution autonome ; en ce qui concerne la guerre, l'Irlande, fidèle à sa mission séculaire, a le devoir de prendre part à la lutte pour un noble idéal, contre le militarisme allemand, à côté de la France, « la principale nation de cette puissante race celtique à laquelle nous appartenons », de la Belgique et de la Pologne.

Une grande place revient dans cet événement historique à l'amitié traditionnelle de la France et de l'Irlande, née d'une commune origine, entretenue par un idéal commun. Guerriers antiques, chrétiens, révolutionnaires, dans tous les temps et quelles que soient leurs croyances, les Celtes de France et d'Irlande, comme ceux de Bretagne et de Galles, se sont reconnus « à la trempe du cœur ». Déjà, dans les brumes hantées de l'histoire légendaire, Labhraidh Loingseach, fuyant la persécution d'un parent barbare, se réfugie auprès de son cousin le roi de France, « parce qu'il y avait une solide amitié traditionnelle entre les gens du Leinster et les Français » (*do bhrígh go raibhe rann cinnte comhmbáidhe idir Laighnibh is Frangcaigh*), dit Geoffroy Keating, l'Hérodote irlandais ; 2 200 Gaulois rétablirent le proscrit sur le trône d'Irlande, et des épieux à tête bleue (*laighne*) de ces guerriers, les hommes de Leinster ont pris leur nom de *Laighin* ; ce sont peut-être ces Gaulois qui reparaissent dans le *Táin Bó Cúalgne*, cette Iliade des Gaels, sous la figure des terribles Galióîn.

La légende chrétienne et l'histoire continuent la tradition des filid. S'il est seulement probable, d'après M. Dottin, que saint Patrick ait accompli en Gaule sa formation religieuse et qu'il y ait reçu les ordres, il est certain que l'Irlande nous donna Colomban et ses moines défricheurs de la terre et des âmes. Tout notre moyen-âge reçut la bienfaisante influence de cette intellectualité irlandaise, restée si proche de la vraie

pensée gauloise, parce que l'Irlande, hors de l'empire romain, était le refuge des Occidentaux réfractaires à ce que M. Lanson appelle le dur génie de Rome. Ainsi plus tard la France donnera asile aux collèges irlandais où les clercs se préparent au service de Dieu et de la Patrie, en cultivant librement la langue et la pensée de l'Irlande gaélique. Ainsi depuis un demi-siècle les celtisants de France réservent une place d'honneur aux études irlandaises anciennes et modernes. Et, comme si la nature même voulait rapprocher nos pays, les courants atlantiques qui portèrent en Bretagne les barques mystiques des saints établirent dès longtemps le négoce direct entre la France et l'Irlande.

Sans doute Philippe-Auguste, Louis XIV et le Directoire nouent surtout pour des raisons politiques leurs relations irlandaises ; sans doute les catholiques d'Irlande ne se réfugient pas seulement en France, ni les huguenots français dans la seule Irlande ; sans doute les brigades irlandaises ne se forment pas que chez nous. Mais une confiance profonde existe entre les deux peuples, et ces proscrits, quelle que soit leur religion, ont l'impression instinctive et forte que dans l'autre pays celtique ils ne seront pas tout à fait des exilés.

Chaque fois qu'une aube nouvelle s'est levée sur l'humanité, cette amitié devint noblement agissante. Pour l'indépendance des États-Unis, le comte Dillon, avec des officiers et des soldats de l'ancienne Brigade Irlandaise de France, combat aux côtés de Lafayette. Des Irlandais s'illustrent dans les guerres de la Révolution et de l'Empire — et c'est peut-être en mémoire d'eux que O'Connell aura le premier la pensée de rendre les cendres de Napoléon à la France. Et avec quelle émotion ne nous souvenons-nous pas qu'en 1870, alors que la France combat toute seule contre la Prusse, l'Irlande — comme tant d'autres — lui offre une ambulance ; mais, arrivés sur la terre de Gaule, les Irlandais ne peuvent se résoudre au rôle de non combattants, et une Légion Irlandaise surgit spontanément auprès de la pauvre héroïque armée qui jusqu'au dernier souffle veut délivrer la France et le monde du militarisme prussien grandissant.

Aujourd'hui est commencée la décisive bataille où l'idéalisme des Celtes doit triompher du matérialisme germain.

Même si le Royaume-Uni était resté neutre, des volontaires irlandais auraient certainement rejoint l'armée de France. La main dans la main, cœur contre cœur, autour d'eux tous les peuples venus pour défendre la civilisation qu'ils leur doivent, les hommes de la Gaule et des îles occidentales sont debout pour sauver l'œuvre millénaire, la douce patrie celtique, le riche univers atlantique, le monde de l'intelligence, de la paix et de la liberté.

Et maintenant, qu'on se représente la situation de l'Irlande aux premiers mois de la guerre. Les parlementaires nationalistes avaient offert, le 3 août, à l'empire l'alliance de l'Irlande, aux Ulstériens la trêve des partis.

Mais le *Home Rule Act* ne fut promulgué que le 18 septembre, son application étant par avance différée pendant un an ; l'*Amending Bill* restait une menace de démembrement du pays. Les irréconciliables, qui ne pouvaient admettre que les difficultés de l'Angleterre ne fussent pas utilisées, et les anti-redmondites, avaient une argumentation facile. Devant eux était une population bien faite pour entendre l'appel de l'idéalisme, mais entraînée à se méfier de tout ce qui venait de Westminster, et sollicitée par une vie matérielle devenue plus heureuse, dans un pays qui semblait à l'abri des misères de la guerre[1].

La paix intérieure fut maintenue vingt mois et les résultats du recrutement méritèrent d'être jugés « magnifiques » par ce même Lord Kitchener qui attendait au grand maximum 15 000 hommes de l'Irlande, et qui en voyait arriver dix fois plus[2].

Pour la première fois dans l'histoire, une grande armée irlandaise, née de la libre adhésion de l'Irlande, allait prendre

1. Cf les comptes rendus de la séance du 17 octobre 1916, à la Chambre des Communes.

2. La statistique publiée en novembre 1916 par l'*Irish National Registrar*, pour l'évaluation du *Ireland's man-power* indique que le nombre des hommes qui s'engagèrent en Irlande entre la déclaration de guerre et le 15 octobre 1916 est de 130 241. Le *Freeman's Journal* estime qu'en y joignant les Irlandais de l'ancienne armée régulière et de ses réserves, on doit arriver à un total de 190 000 Irlandais sous les drapeaux. Un nombre considérable d'hommes nés en Irlande se sont engagés en outre en Grande-Bretagne et dans les colonies.

part à une guerre européenne. On avait dit au peuple : « Dans une guerre pour la liberté des nations, l'Irlande doit intervenir; ainsi elle consacrera sa situation de Dominion autonome dans l'empire britannique. » Tout ce qui fortifie cette double conviction quant au sens de la guerre et au statut de l'Irlande accélère le recrutement, tout ce qui l'affaiblit tarit la source des enrôlements. A la discussion du *Registration Bill* en 1915, les engagements diminuèrent; la loi martiale, la crainte de la sécession de l'Ulster et la campagne pour la conscription les ont presque arrêtés dans la seconde moitié de 1916.

Un *White paper* évalue du mois d'août 1914 au 15 octobre 1916 à 130 241 le total des engagements contractés en Irlande. Et il y avait déjà 57 000 Irlandais dans l'ancienne armée. Or, l'Irlande, pays d'émigration intense, présente une proportion anormalement faible d'hommes d'âge militaire, et son effort de guerre doit être estimé plutôt d'après le nombre des engagés nés en Irlande que d'après celui des recrues résidant dans l'île; alors le total des volontaires dépasse vraisemblablement 300 000. D'autre part, c'est un phénomène général que les villes fournissent plus d'engagements que les campagnes; or la grande majorité de la population irlandaise est une population rurale très peu impressionnée par les événements continentaux [1]. Tout bien considéré, on comprend que M. Long, député unioniste, ait dit en mars 1916 aux Communes : « Depuis qu'a éclaté la guerre, l'Irlande, s'est créé de nouveaux droits à l'affection, à la gratitude et au respect des peuples de l'empire. »

« Bien que je sois Anglais, écrivait des Dardanelles le général W. B. Marshal, je dois dire que les soldats irlandais se sont magnifiquement battus. Ils sont la crème de l'armée; l'Irlande peut bien être fière de ses fils. L'Irlande a fait noblement son devoir. » « Dites à l'Irlande qu'elle a le droit d'être fière de

1. Certains conservateurs ont prétendu que la crainte du service militaire avait fait émigrer les paysans irlandais en Amérique. La populace de Liverpool molesta 650 émigrants d'Irlande qui voulaient s'embarquer sur le *Saxonia*, le 6 novembre 1915. C'est oublier que dans la paix, ces pauvres gens auraient émigré tout de même. La vérité est que le nombre des émigrants d'Irlande a décru depuis la guerre; il fut de 30 967 en 1913, de 20 314 en 1914, et de 10 639 en 1915. Et parmi ces émigrants, toutes les provinces, tous les partis, et toutes les confessions sont représentés comme de coutume.

la Division Irlandaise, écrivait de son côté le général Sir Bryan Mahon. Il n'est pas d'hommes qui aient combattu plus bravement, ni qui aient obtenu de meilleurs résultats. » Voilà ce que retiendra l'histoire, bien après qu'on aura oublié les discussions sur l'origine des soldats irlandais ; il faudra de studieuses recherches pour comprendre l'étonnement d'un journaliste rencontrant un révolutionnaire parmi les héros de Ginchy; et c'est la bravoure irlandaise sans étiquette politique, qu'on admirera à Estrées, à Festubert, à Saint-Julien, à Loos, à Sedd-ul-Bahr, à Chocolate Hill; ce sera toute l'Irlande qui bénéficiera des exploits de ses enfants à Beaumont-Hamel, de même que c'est à l'Irlande entière que va la gratitude de la France pour l'aide que les troupes irlandaises donnèrent à nos soldats du front d'Orient dans la retraite de Doiran. L'armée irlandaise, depuis deux ans, se couvre de gloire; la paix rétablie, la patrie des Gaels aura droit à la reconnaisssance du monde occidental — l'Irlande unie et libre, la très haute personnalité morale que tous les peuples considéreraient comme un égal désastre pour l'humanité de voir disparaître dans un autre organisme politique ou diviser par les factions.

III

Une crise, surtout internationale, n'atteint jamais l'Angleterre sans que quelqu'un se demande en Irlande si la destinée n'apporte pas l'affranchissement attendu depuis 1172. Les leaders parlementaires annoncèrent dans l'été de 1914 que la guerre libérerait l'Irlande, mais en lui donnant l'occasion de gagner la confiance britannique — non pas comme autrefois en sonnant le tocsin de la révolution. L'opinion, qui se souvenait des méfiances de Parnell, fut surprise, pourtant docile, et attendit la réponse à son loyalisme. Or, le *Home Rule* fut ajourné *sine die* ; la menace d'amendements qui détruisaient l'unité de l'Irlande s'accentua ; on eut l'impression que la collaboration militaire avait été acceptée comme à regret. « Voilà, s'écrièrent les irréconciliables, voilà pour quel résultat

nous manquons la possibilité unique du plus grand embarras où fut jamais l'Angleterre. »

Pour résister à une campagne placée sur ce terrain, les députés ne pouvaient compter que sur la discipline des partis. Or la plupart d'entre eux appartiennent à la génération née à la vie publique dans les temps héroïques du *Home Rule*; l'ancien idéal politique, même après son évolution des dernières années, ne suffit plus à certains jeunes gens de la nouvelle Irlande. Tout en demeurant fidèles au parti, bien des Irlandais restèrent sur la réserve, d'autres écoutèrent les extrémistes qui dénonçaient la « trahison » des leaders. A l'automne de 1914, un certain nombre des *Irish Volunteers* (environ 6 p. 100) se séparèrent de leurs camarades qui avaient formé une garde d'honneur autour de MM. Redmond et Asquith à Dublin. Cette extrême-gauche conserva le nom d'*Irish Volunteers*, tandis que les redmondites loyalistes devenaient les *National Volunteers*.

Les *Irish Volunteers* constituèrent le noyau d'une opposition de plus en plus active, qui groupa des paysans et des ouvriers des vieux centres du fénianisme, quelques républicains appartenant à de petites sociétés fort mystérieuses, des *sinn féiners* depuis longtemps sans organisations vivantes, puis les révolutionnaires et les larkinites. Peu à peu les agitateurs professionnels prirent en fait la direction d'un mouvement sans doctrines bien établies et dont les organismes multiples n'avaient guère de cohésion; car si l'on y trouvait des intellectuels comme Pearse et Thomas Mac Donagh, comme le professeur Eoin Mac Neill, comme le socialiste James Connolly, esprits d'élite et cœurs généreux, qui eussent été « la fleur de n'importe quelle nation », dit le colonel Moore, nul n'avait l'autorité et l'expérience politique nécessaires à un chef de parti. Était-ce même un parti, cette opposition que, faute d'un autre nom, on appelait *Sinn féin*, malgré qu'elle n'eût ni les chefs, ni même les doctrines de l'ancien parti de M. Griffith? Si ce n'était pas un parti, c'était une force en puissance, une force terrible et insoupçonnée.

Pendant plus de dix-huit mois, ces *sinn féiners* combattirent le recrutement pour l'armée, organisèrent, armèrent et entraînèrent les *Irish Volunteers* et la *Citizen Army*. A Dublin, la seule ville où ils fussent vraiment en nombre, leurs défilés

et leurs exercices militaires devinrent bientôt si fréquents que, suivant le mot du *Chief Secretary* pour l'Irlande, M. Birrell, ils paraissaient les maîtres de la ville. Le Dublin Castle réprima sans méthode quelques faits de propagande antimilitariste; d'autre part, comme il avait toléré les premiers *Irish Volunteers* parce qu'il n'avait pas voulu agir contre l'*Ulster Volunteer Force*, il toléra maintenant ce que le peuple appelait l'armée *Sinn féin*. Du reste, retombant dans l'erreur naguère commise pour l'Ulster, les milieux gouvernementaux et parlementaires ne prenaient pas les *Sinn féiners* au sérieux, si bien qu'au début de 1916, quand le danger fut indéniable, on s'aperçut qu'il faudrait 100 000 hommes de troupe pour désarmer les volontaires, pour arrêter leurs chefs et pour prendre le *Liberty Hall*, quartier général de la *Citizen Army;* une bataille rangée s'ensuivrait, avec des conséquences dont nul ne pouvait mesurer l'étendue [1]. La majorité de la population n'avait pas de sympathie pour les *Sinn féiners;* elle ne croyait pas en eux. Mais les deux dernières années avaient engendré une méfiance croissante à l'égard de tous ceux qui avaient été mêlés à tant d'événements malheureux. Comme le gouvernement, le peuple d'Irlande attendait passivement ce que le sort lui réservait. On vivait dans une atmosphère lourde et pénible avec l'intuition confuse qu'une catastrophe se préparait, et qu'aucune force humaine n'avait le pouvoir de la conjurer.

La rébellion éclata le 24 avril 1916, le lundi de Pâques. Le jeudi précédent, l'un des fondateurs des *Irish Volunteers*, l'ancien consul Casement, qui avait visité les Irlandais d'Amérique, puis essayé de lever une légion parmi les prisonniers de guerre irlandais en Allemagne, était débarqué par un sous-marin allemand dans la baie de Tralee, en même temps qu'un vaisseau allemand chargé d'armes, capturé, se faisait sauter dans les mêmes parages. Il semble que les chefs *sinn féiners* croyaient les Alliés vaincus, la mer d'Irlande gardée par les sous-marins germaniques et une armée allemande prête à débarquer dans l'Ouest. Mais les plus sages ne partageaient pas

1. Cf la déposition de Lord Wimborne à la Commission d'enquête sur la rébellion.

ces illusions. Le professeur Mac Neill, chef des volontaires, supprima les manœuvres de Pâques par un ordre du samedi. Le lendemain, les exaltés décidaient l'action immédiate. On sait le résultat : la république proclamée le lundi 24, les points essentiels de Dublin occupés par les révolutionnaires; puis, au bout de deux jours, c'est l'armée britannique qui arrive et la débâcle qui commence, le centre de Dublin bombardé par une canonnière et par l'artillerie, les combats de rues, les incendies ; enfin le samedi, l'ordre est donné par les chefs de se rendre sans conditions puisque désormais il ne reste plus aucune illusion ni aucun espoir. On compta 300 morts, un millier de blessés ; la destruction dans Dublin dépassait 60 millions de francs. Sauf quelques éruptions sporadiques, le pays n'avait pas bougé, et moins de 3 000 hommes avaient pris part à l'émeute.

La psychologie des chefs de l'insurrection est très simple, et c'est parce qu'on l'imagine tortueuse que leur action paraît difficile à saisir. « Ils savaient qu'ils échoueraient, — a dit la mère de Pearse, le président de cette république de six jours —, ils savaient qu'ils échoueraient, mais que leur mort sauverait l'âme de l'Irlande. » Voilà le secret de la rébellion d'avril. Les rebelles fondent la République d'Irlande, mais qu'elle vive n'est pas le point essentiel : il s'agit de sauver une âme et il faut des martyrs. A cette lumière mystique, tout s'éclaire et se précise. Les vivants abandonnent ou trahissent l'Irlande ; mais dans cette terre celtique, tous entendront éternellement la voix des morts et les cités renaissantes seront à jamais hantées des fantômes des ruines. Ce mysticisme inspire une action moderne ; il organise beaucoup plus sérieusement qu'on ne le supposait l'armée des volontaires ; à l'extérieur il gagne les Irlandais d'Amérique chez qui le patriotisme de race a une inspiration religieuse celtique et des manifestations pratiques américaines ; et il suggère que l'Irlande étant un État, elle a bien le droit de contracter une alliance.

Depuis des années, l'Allemagne exploitait sans vergogne tous les mécontentements irlandais, surtout aux États-Unis, où elle ne négligeait point d'exciter les sentiments nés de la rivalité commerciale avec l'Angleterre. Les extrémistes en étaient arrivés à croire que le kaiser rêvait la libération de

l'Irlande, et leurs amis d'Amérique découvraient à ce zèle surprenant une raison pratique dans le désir allemand d'enlever aux Anglais la maîtrise de la mer ; il n'était pas jusqu'au socialisme de Connolly qui n'imaginât l'armée allemande composée de social-démocrates résolus à rentrer chez eux après la victoire, pour détruire le capitalisme et annoncer au monde l'avènement de l'Internationale ouvrière. On ne saurait concevoir plus colossale duperie. Mais cette duperie même sauve l'honneur personnel de ceux que l'Allemagne trompa cyniquement; elle nous montre qu'ils ne furent pas, comme on l'a dit parfois, les méprisables mercenaires des Germains, et qu'ils crurent, jusqu'à leur dernier souffle, agir loyalement, en toute indépendance, pour ce qu'ils imaginaient le salut de l'Irlande.

Les chefs du soulèvement ont été fusillés, et Casement fut pendu ; leurs hommes ont été envoyés en prison ou en exil; la loi martiale a été proclamée en Irlande . . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

L'insurrection fut pourtant suivie d'un grand espoir. « La tempête de Pâques, en purifiant l'atmosphère, disait au début de mai au *New-York American*, Lord Ashbourne, le patriote gael si ami de la France, rendra le *Home Rule* plus certain et ouvrira une belle perspective de conciliation avec les Orangistes. » Dès la première semaine de mai, tout l'exécutif irlandais avait démissionné; peu après, M. Asquith ayant fait un rapide voyage en Irlande, déclarait que le système du Dublin Castle était condamné sans appel et qu'une occasion unique s'offrait de commencer une vie nouvelle par « une entente entre les divers intérêts et partis de l'Irlande »; en attendant, le général Maxwell continuerait à appliquer la loi martiale. Le 25 mai, M. Lloyd George se chargea de trouver la formule d'un accord. M. Redmond, pour le parti national, M. William O'Brien pour les indépendants, et Sir Edward Carson pour les Orangistes s'engagèrent à faciliter cette préparation d'un « grand et durable règlement ». Presque toute la presse anglaise salua le *Golden moment*. Car tel est le charme exquis

et redoutable de l'Irlande : même l'étranger le plus sceptique, dès qu'il touche sa rive enchantée, commence à croire aux incantations qui abolissent le passé et qui commandent à l'avenir.

M. Lloyd George est un des plus habiles parmi les Gallois à la finesse renommée ; mais il n'est pas magicien. Or on ne lui demandait rien de moins que le prodige de satisfaire à la fois les nationalistes qui voulaient le *Home Rule* et les Orangistes qui s'en tenaient plus que jamais à l'Acte d'Union, et de faire marcher la main dans la main M. Redmond et Sir Edward Carson, sans que leurs partis — c'était là le plus difficile — criassent à la trahison des leaders. M. Lloyd George proposa un moyen terme : le *Home Rule* serait appliqué sans délai, sauf dans six comtés du nord-est de l'Ulster ; pendant la période provisoire, on maintiendrait intégralement la représentation irlandaise à Westminster ; après la guerre, une conférence impériale règlerait le futur gouvernement de l'empire, y compris les questions irlandaises.

Les nationalistes des six comtés n'acceptèrent pas sans peine le sacrifice civique qui leur était demandé. Les nationalistes antiredmondites accusèrent le parti officiel de capituler chaque jour davantage devant Sir Edward Carson et de consentir à séparer de l'Irlande, avec une terre riche entre toutes en souvenirs nationaux, le Tyrone et le Fermanagh, qui n'ont pas une majorité unioniste. Les Orangistes réclamèrent la sécession de la totalité de l'Ulster. Les Unionistes du sud et de l'ouest protestèrent contre une mesure qui les soumettait à un parlement où ils ne seraient représentés que par les deux députés de l'Université de Dublin. Les révolutionnaires firent chorus avec les antiredmondites.

La situation était sans issue, et elle devenait singulièrement dangereuse pour les députés nationalistes déjà si éprouvés par les déceptions de deux années et par le maintien de la loi martiale. Ce furent les ultras de l'unionisme qui, sans le vouloir, tirèrent tout le monde de ce mauvais pas. Le 26 juin, Lord Selborne, ministre de l'Agriculture, démissionna sous le prétexte que le cabinet n'avait point donné à M. Lloyd George le mandat de promettre le *Home Rule* avant la fin de la guerre. A deux reprises, Lord Lansdowne annonça que l'autorité militaire continuerait à gouverner l'Irlande et que le Settlement —

donc la sécession de l'Ulster — aurait « un caractère permanent et durable. » M. Redmond dénonça cette « grave insulte à l'Irlande », ce « *breach of faith* », et exigea une discussion immédiate. Elle eut lieu le 24 juin aux Communes et aboutit à la déclaration officielle que, sur la demande des représentants du nord-est, « les comtés de l'Ulster ne pourraient jamais rentrer automatiquement dans les pays du *Home Rule*, à la fin d'une période quelconque, et qu'il faudrait pour cela un *Act* du Parlement »; quant à la représentation irlandaise, « la totalité des membres unionistes du cabinet » refusaient de la maintenir au taux actuel pour la prochaine élection générale. Les deux clauses essentielles du Settlement étaient donc déchirées ; le *Freeman's Journal*, organe de M. Redmond, et l'*Irish Independent*, journal antiredmondite, proclamèrent l'un et l'autre que le projet Lloyd George était mort, « tué par la mauvaise foi du cabinet de coalition ». Ce fut le seul accord qui résulta du Settlement.

Il fallait pourtant donner un gouvernement à l'Irlande. M. Dillon déclara le 31 juillet aux Communes que l'administration du général Maxwell « a été un meilleur organisateur de désaffection que tous les organisateurs du *Sinn féin* » et demanda au cabinet quels étaient ses projets. M. Asquith répondit que le général Maxwell resterait en fonctions avec M. Duke pour *chief secretary*, membre du cabinet, Sir Robert Chalmers pour *under-secretary* et M. J. H. Campbell pour *attorney-general* ; la charge de lord-lieutenant demeurerait vacante. Le système du Dublin Castle, condamné par la Commission d'enquête de mai sur l'insurrection et par les libéraux du cabinet, était donc rétabli, sous la tutelle militaire, avec un chef unioniste, assisté d'un fonctionnaire colonial et d'un Orangiste, ancien *legal assessor* du gouvernement provisoire d'Ulster. L'impression fut telle en Irlande que, quelques jours plus tard, le 6 août, Lord Wimborne était réintégré dans ses fonctions de vice-roi ; ainsi il y avait au moins un libéral dans l'exécutif irlandais et la personnalité politique distincte de l'Irlande était maintenue.

Ce retour au *statu quo ante* avait pourtant l'avantage de conserver le principe du *Home Rule* intégral de 1914 et d'écarter la sécession de l'Ulster suivant le projet du Settlement.

La Grande-Bretagne a fait l'effort d'établir chez elle la conscription, mais les lois militaires ne sont pas applicables à l'Irlande. Depuis lors le problème des effectifs a fait envisager la restriction d'exemptions d'abord largement accordées et l'appel d'hommes plus âgés. Avant d'en venir là, dirent les Unionistes, nous pouvons encore puiser à une source importante : qu'on applique la conscription à l'Irlande. Il est humain que cette suggestion séduise plus d'un Anglais. Dans l'été de 1916, les travailleurs saisonniers venus d'Irlande pour les récoltes aux Lincolnshire Fens et en Écosse, ainsi que des émigrants temporaires irlandais employés aux fabriques de munitions, ont été l'objet de manifestations hostiles. Les autorités militaires ont arrêté comme insoumis des Irlandais de passage, et le gouvernement a déclaré ces arrestations illégales. Peu à peu l'agitation des *Die-Hards* de l'unionisme a gagné tous les conservateurs et mis la question de la conscription pour l'Irlande à l'ordre du jour de la presse, des meetings et du Parlement.

L'argumentation conscriptionniste pose comme un fait certain que l'Irlande peut encore fournir 200 000 soldats et que le recrutement volontaire ne donne plus rien ; donc la conscription est nécessaire, et, comme elle sera acceptée sans grands troubles, elle est possible. La conscription est légale, puisque l'Irlande est représentée au Parlement qui la votera. Mais surtout l'honneur et l'intérêt du pays sont en jeu ; les régiments irlandais fondent dans les combats et ne reçoivent plus de recrues, si bien que l'Irlande est menacée de cette « disgrâce », de « cette chose inconcevable que pas un seul régiment irlandais ne prendra part aux dernières batailles de la guerre ». (*Irish Times*, 30 septembre.) Et si l'Irlande, seule dans l'empire, se désintéresse de la guerre, de quel front demandera-t-elle le *Home Rule* à l'empire? La démocratie britannique ne manifestera-t-elle pas son mépris et sa désaffection aux Irlandais restés chez eux à l'heure du danger, en boycottant leurs marchandises? Il ne s'agit de rien moins que des destinées politiques et économiques de l'Irlande.

Les Irlandais répliquent qu'ils ont fourni à l'armée plus de 150 000 hommes résidant en Irlande, qu'il y en aurait bien davantage si l'enthousiasme du début n'avait pas été glacé par

la politique du War Office et du cabinet de coalition à l'égard des volontaires nationaux, des engagés, des régiments irlandais et de l'ensemble du pays, ainsi que l'a constaté le ministre de la Guerre lui-même, le 17 octobre, aux Communes. Il n'y eut que 8 000 engagements depuis la rébellion; mais c'est la répression plus que le soulèvement, qui est responsable de cet arrêt dans le recrutement. D'ailleurs les régiments irlandais auraient des réserves suffisantes si on n'avait pas dispersé dans toute l'armée — malgré la promesse faite — les recrues d'Irlande. Il est inexact que la conscription — avec les exemptions agricoles du système anglais — trouverait 200 000 hommes dans une nation de paysans déjà saignée à blanc par une émigration qui, depuis trois quarts de siècle, lui enlève chaque année plus de jeunes gens qu'une grande bataille; au reste, ces émigrants, ne les retrouve-t-on pas par milliers dans chaque contingent colonial? Enfin, les députés irlandais se sont abstenus au vote de la conscription pour la Grande-Bretagne. Le *Home Rule* est au *Statute Book*. Seul un parlement irlandais pourrait voter une mesure aussi grave, pour laquelle M. Asquith a justement proclamé que « l'assentiment général » est indispensable. Or cette mesure est impopulaire en Irlande — en Ulster comme dans les autres provinces, et Sir Edward Carson, « qui hésite d'ailleurs à la défendre ouvertement » n'irait pas même aussi loin s'il avait pour électeurs les fermiers d'Ulster au lieu de l'Université de Dublin ; pour la mettre en vigueur il faudrait peut-être autant d'hommes de troupes que la conscription donnerait de recrues. En quoi cela atteint-il l'honneur du pays? L'Irlande s'est jointe librement aux Alliés ; elle entend rester maîtresse d'une collaboration que le haut commandement a déclarée « magnifique » ; son cas est exactement celui des Dominions dont les volontaires sont admirés de tout l'empire, mais qui ne veulent point de la conscription. Si on avait appliqué le *Home Rule* en Irlande comme dans ces Dominions, si on avait réprimé la rébellion à Dublin avec la magnanimité de Botha rétablissant la paix en Afrique du Sud, le recrutement volontaire continuerait son œuvre. Mais ce qui importe aux conscriptionnistes ce n'est ni l'honneur de l'Irlande, ni la force militaire de l'empire : c'est la ruine du *Home Rule* et pour cela le réveil des vieilles haines antiirlandaises qui étaient presque

oubliées de la démocratie britannique. Telle est la thèse que M. Redmond exposait le 5 octobre à Waterford et le 18 au Parlement, dans une séance qui rappela les grandes « nuits irlandaises » de jadis.

Or, ce jour-là, le leader nationaliste ne déposa pas une motion sur le recrutement ; son texte fut le suivant : « Que le système de gouvernement actuellement en vigueur en Irlande est en désaccord avec les principes pour lesquels les Alliés combattent en Europe, et qu'il a été le principal responsable des événements malheureux et de l'état actuel du sentiment dans le pays ». Ceci montre la portée internationale du problème irlandais aux yeux des nationalistes et pourquoi M. Redmond s'est appuyé sur son loyalisme à l'empire et sur son attachement à la cause des alliés pour demander : 1° que la conscription ne soit pas imposée de Londres à l'Irlande ; 2° que la loi martiale soit abolie sans délai ; 3° que l'on se remette immédiatement à préparer la mise en vigueur du *Home Rule*.

La motion Redmond n'a pas été votée ; elle ne pouvait pas l'être; mais elle suscita la première division notable au Parlement depuis le début de la guerre. M. Asquith a reconnu qu'il y eut « des actes regrettables et des erreurs ». M. Lloyd George — Celte lui-même, et qui allait prononcer peu après son beau discours de Cardiff sur le rôle des petites nationalités — comme ministre de la Guerre, condamna sévèrement les anciens errements du War Office, et recommanda à ses collègues de « rendre facile à l'Irlande l'aide qu'elle doit donner », en « améliorant son atmosphère politique. »

Le 21 octobre, Sir W.-P. Byrne remplaça Sir Robert Chalmers ; le 4 novembre, le général Sir Bryan Mahon était nommé au poste du général Maxwell ; puis M. James O'Connor devint *attorney-general*. Le 21 décembre, M. Duke annonça aux Communes que « le temps était venu où il y avait plus d'avantages que de risques » à libérer les prisonniers irlandais détenus à Frongoch par mesure administrative depuis la rébellion [1].

Mais des élections partielles allaient révéler l'incertitude populaire. Le 16 novembre, à West Cork, au pays même de

1. Une trentaine de nouvelles déportations ont eu lieu le 22 février 1917.

M. William O'Brien, un redmondite battait le candidat indépendant, malgré que (ou « parce que », suivant d'autres) ce redmondite ne fut pas le candidat officiel du parti. Le 5 février, au contraire, le comte Plunkett, père d'un rebelle fusillé, protestataire sans programme bien précis, inconnu dans la région, grâce à l'appui de tous les mécontents, du *Sinn féin* à l'unionisme, réunissait 3 000 voix sur 5 000 votants en North Roscommon, — « *a very heavy blow to the Irish party* », déclarait franchement le *Freeman's Journal*.

Les partis et le gouvernement n'abandonnèrent pas toute espérance d'un Settlement provisoire. Certains mirent leur confiance dans une Conférence impériale supposant que les représentants des Dominions approuveraient un statut irlandais semblable à celui de leurs propres pays : le Sénat australien ne venait-il pas de recommander par 28 voix contre 2 de donner sans retard le *Home Rule* à l'Irlande? L'exécutif estima qu'avant tout les Irlandais devaient se mettre d'accord entre eux sur un texte servant de base de discussion. Or, les Orangistes s'en tiennent à la sécession de l'Ulster ; les Unionistes du Sud se déclarent à la fois contre la sécession ulstérienne et contre le *Home Rule* ; les indépendants et les extrémistes veulent pour toute l'Irlande un *Home Rule* immédiat, plus large que celui de 1914 surtout au point de vue financier.

Le 7 mars, M. T. P. O'Connor proposa aux Communes une motion basée comme celle du 18 octobre, sur ce que les Alliés combattent pour donner aux petites nations le droit de se gouverner librement, et demandant « que l'on confère sans autre délai à l'Irlande les institutions libres depuis longtemps promises ». M. Lloyd George répondit « que le Parlement accueillerait volontiers tout settlement qui améliorerait les relations entre l'Irlande et la Grande-Bretagne, mais qu'il considérait comme impossible d'imposer par la force à aucune section ou partie de l'Irlande une forme de gouvernement qui n'aurait pas son consentement » (c'est-à-dire le consentement de la partie du pays auquel elle est imposée). M. Redmond dit alors que la situation devenait « très sérieuse » en Irlande, que le parti constitutionnel était âprement attaqué pour le plus grand bénéfice des révolutionnaires, et que le refus d'appliquer le *Home Rule Act* ferait le plus grave tort aux défenseurs de la légalité.

Depuis lors, la situation des nationalistes s'est fortifiée en Irlande, bénéficiant entre autres du fiasco de l'agitation tentée par le falot député de North Roscommon ; dans l'empire britannique, l'urgence d'un règlement de la question irlandaise a été comprise par tous les partis, sauf par les die-hards de l'orangisme et le gouvernement a promis de présenter un projet de settlement à la fin d'avril ; enfin les Irlandais ont salué avec joie la révolution russe et l'entrée des États-Unis dans le groupe des Alliés — double événement qui rend encore plus évidente la signification de la grande guerre pour l'émancipation des nationalités et le triomphe du libéralisme.

Ni la crise européenne, ni la crise irlandaise ne sont terminées et cet exposé historique ne comporte pas de conclusion. Mais il est permis de noter qu'une évolution profonde a été suscitée par la guerre dans la question d'Irlande.

L'opinion britannique, exclusivement occupée d'affaires extérieures, pendant longtemps ignora cette évolution. L'attitude irlandaise en août 1914 avait fait croire à bien des Anglais qu'il n'y avait plus aucune différence ni aucun différend entre les deux pays. Ce facile optimisme devait causer quelques désillusions en Grande-Bretagne ; mais depuis lors, la conduite si loyale et si indépendante à la fois des Dominions a rendu populaire une conception plus haute et plus libérale de l'empire fédéral britannique ; or cette fédération, où l'élément celtique est prépondérant, implique la mise en vigueur du *Home Rule* en Irlande.

Il faut pourtant se souvenir que les Dominions possèdent un statut politique qui leur permet de donner toute leur attention à la guerre et d'attendre patiemment la réorganisation qui suivra la paix. Au contraire l'Irlande, après tant d'autres mauvaises chances, a ce suprême malheur que le règlement de sa situation intérieure coïncide avec la plus grande guerre que le monde ait connue ; de sorte que si elle insiste pour obtenir justice on l'accuse d'égoïsme, et que si elle abandonne sa cause, elle risque de laisser créer des précédents qui pèseront lourdement sur son avenir. Elle est en outre à une période de son évolution où les anciennes formules politiques ne sont plus des textes indiscutés, tandis que les théories nouvelles ne sont pas encore condensées en formules définitives. Il en résulte que

les leaders — et dans chaque parti — n'ont pas toute l'autorité morale qu'ils avaient hier et qu'ils auront demain. Cet état de transition, joint au mélange d'autoritarisme et de faiblesse de l'exécutif irlandais, a favorisé les entreprises révolutionnaires ; la répression et le settlement ont jeté le trouble dans les cœurs et dans les consciences.

La guerre européenne a suscité en Irlande les revendications les plus violentes et les sacrifices les plus admirables. Mais à travers ces contradictions s'affirme la personnalité indestructible d'une nation une et indivisible, consciente de ses droits et de ses devoirs. Plus cette personnalité sera développée par l'union de tous les Irlandais pour la culture de leur langue, de leur intellectualité, de leur civilisation et de leur sol, plus elle sera apte à prendre la place qui lui appartient dans la Fédération britannique — et peut-être occidentale — qui sera pour l'univers la meilleure récompense des épreuves actuelles. On a envisagé naguère la possibilité d'une conférence où se rencontreraient les leaders nationalistes et unionistes qui avaient pris l'habitude de négocier ensemble, les indépendants de l'*Irish Nation League* qui veulent « maintenir l'unité de l'Irlande et lui assurer un *self-government* national », même les révolutionnaires qui furent toujours ardents à revendiquer l'Ulster, père des révolutions, et qui essaient d'édifier un nouveau *Sinn féinisme* sur les anciennes théories de M. Griffith.

Au moment où ces lignes sont écrites le gouvernement essaie de découvrir une solution provisoire qu'aucun parti irlandais n'accepterait probablement sans réserves, mais à l'application de laquelle aucun parti irlandais ne s'opposerait d'une manière irréductible.

Il serait sans doute assez hasardeux de croire à un règlement définitif prochain. Et cependant quels espoirs ne sont pas permis quand une analyse objective fait découvrir dans tous les hommes et dans toutes les actions un élément constant, très pur et indestructible, et qui est l'esprit racial de l'Irlande? Plus ou moins apparent, on le retrouve partout : dans la foi du catholique et dans celle du protestant, dans la propagande du gaélicisant et dans celle de l'économiste, dans les discours des politiciens et dans les proclamations des révolutionnaires, dans la résistance à la conscription et dans l'enrôlement du soldat.

C'est lui aussi qui précise le caractère de la collaboration irlandaise dans une guerre qui est non pas celle d'une puissance ou d'une coalition, mais la lutte pour l'idéal que donnèrent au monde nos communs ancêtres celtes. Le manifeste du parti national du 8 mars dit que, si les Irlandais se considèrent maintenant obligés de faire opposition au gouvernement, « ils restent fermement convaincus de la justice de la cause des Alliés et ils ne changent rien à leur résolution de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour conduire la guerre à une fin rapide et victorieuse ». La déclaration vaut d'être retenue. Elle témoigne que l'Irlande ne se bat ni à l'instigation d'un parti ni à la solde d'un empire. Suivant sa noble tradition, elle combat et veut continuer à combattre volontairement, avec le monde occidental, pour la civilisation et pour la liberté [1].

Y. M. G.

1. Cette étude paraîtra au moment même de la discussion du projet gouvernemental à Westminster. Ce projet n'a pas été publié et il est impossible de rien préjuger quant à l'accueil que lui feront les divers partis anglais et irlandais. Les points délicats restent : 1° le statut des « six comtés d'Ulster » pour qui l'on préconise soit le droit d'opter par un vote pour le *Home Rule* ou pour le *statu quo*, soit un système fédéral s'inspirant de la législation suisse ; 2° le remaniement du Bill de 1914 dont les paragraphes financiers et économiques ne paraissent plus en harmonie avec les facultés contributives de l'Irlande telles que la part prise par l'île aux dépenses de guerre les a révélées. Il est du moins évident que dans tous les milieux — sauf chez les ultras de l'unionisme — on souhaite une prompte solution ; les Dominions britanniques et les États-Unis eux-mêmes ont fait connaître qu'ils partagent ce désir.

L'administrateur-gérant : A. BACHELIER.